

Notes historiques du chanoine
Anne-Joseph de Rivaz
sur les évêques de Sion du XVIII^e siècle

publiées par
André DONNET

Sources et abréviations

BINER = JOSEPH BINER, *Apparatus eruditionis ad jurisprudentiam ecclesiasticam...*, Augsbourg et Fribourg-en-Brisgau, 1751-1766, 13 parties.

BRIGUET = SÉBASTIEN BRIGUET, *Vallesia christiana seu diœcesis Sedunensis historia sacra Vallensium episcoporum...*, Sion, 1744, 213 p. + 3 p. n. ch.

CORDONIER = ALAIN CORDONIER, *Bibliographie des imprimés valaisans des origines à la fin de l'Ancien Régime (1644-1798)*, dans *Vallesia*, t. XXXIX, 1984, pp. 9-96.

Gallia christiana = *Gallia christiana in provincias ecclesiasticas distributa...*, par les PP. de Saint-Maur, t. 12, Paris, 1770, 827 col. + Instrumenta, 570 col. + Index generalis.

Recueil de Messieurs Roten, recueil manuscrit de copies de chartes, traités, alliances, recès et documents divers concernant le Valais (XII^e-XVIII^e siècle), conservé aujourd'hui aux Archives cantonales sous la cote AV L 530, un vol. in-folio de 366 fol.

TRUFFER = BERNARD TRUFFER, *Portraits des évêques de Sion de 1418 à 1977*, Sion, 1977, 127 p. ill. (*Sedunum nostrum*, annuaire n° 7.)

A M. l'abbé Hans Anton von Roten
pour son 80^e anniversaire
en témoignage d'estime et d'amitié.

Introduction

I

Les « Opera historica » d'A.-Jos. de Rivaz

Les *Opera historica* du chanoine Anne-Joseph de Rivaz¹, conservés à Sion, aux Archives cantonales, dans le fonds de Rivaz, comptent 18 volumes manuscrits in-folio de 500 à 800 pages environ chacun; chaque volume est muni d'une table des matières établie par Charles-Emmanuel de Rivaz, cousin de l'auteur.

Les quinze premiers volumes peuvent se répartir en trois groupes. 1^o vol. 1 à 5: *Vallesium celticum, romanum, christianum, episcopale*; 2^o vol. 6 à 9: *Topographia historica desenorum...*; 3^o vol. 10 à 15: *Diplomata ad historiam Vallesiae spectantia*; les vol. 16 et 17 sont consacrés à l'Abbaye de Saint-Maurice, au monastère du Saint-Bernard et au Chapitre de Sion; le vol. 18 réunit des *Miscellanea*².

Depuis que cette importante collection est accessible aux chercheurs, à savoir depuis 1906, des amateurs d'histoire, qui ne l'ont sans doute examinée que très superficiellement, ont, à maintes reprises, émis le vœu que l'on entreprenne un jour la publication de ces manuscrits. Mais personne, à notre connaissance, n'a tenté un essai de ce genre, même fragmentaire, comme d'éditer la topographie de l'un ou l'autre dizain, ou l'épiscopat de tel ou tel évêque.

A.-J. de Rivaz avait certes pour dessein de rédiger une histoire du Valais; il en a dressé un plan provisoire intitulé: *Plan général des mémoires historiques sur l'histoire sacrée et profane, ou mieux ecclésiastique et civile de l'Eglise de Sion et du pays de Valais*³. Mais ce plan, de rédaction tardive, offre seulement un aperçu du contenu de ses divers cahiers, et non pas une table des sommaires, chapitre par chapitre, partie par partie. L'auteur a même rédigé en 1802 une épître dédicatoire latine « adressée à l'évêque et au Chapitre de Sion »⁴.

¹ On trouvera un essai de biographie de cet ecclésiastique par l'abbé JEAN-EMILE TAMINI, *Chanoine Anne-Joseph de Rivaz (1751-1836), grand sacristain de la cathédrale*, dans les *Annales valaisannes*, 1936, pp. 59-87. On pourra aussi se reporter à l'introduction de notre édition des *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, parue dans la collection *Mémoires et Documents publ. par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3^e série, t. V-VII, Lausanne, 1961, 3 vol.

² Nous avons publié un inventaire très sommaire des *Opera historica* dans *Vallesia*, t. XI, 1956, p. 157. — On y remarquera déjà que, dans sa *Topographie des dizains*, A.-J. de Rivaz, qui consacre trois volumes au Valais en aval de la Raspille, n'en accorde qu'un seul aux dizains supérieurs... Un inventaire beaucoup plus complet a été entrepris par Mme MARIANNE VARONE-HÉRITIER, mais il reste pour le moment inachevé (en dépôt aux Archives cantonales).

³ *Opera historica*, t. 18, pp. 21-28.

⁴ *Ibidem*, pp. 486-489.

Mais quand a-t-il conçu son projet ? Quand l'a-t-il entrepris ? Peut-on suggérer que c'est depuis son retour de Paris à Sion en « automne 1791 » ? Pour le moment, nul ne peut se targuer de produire une date exacte en se fondant sur une note de l'auteur lui-même ; personne, semble-t-il, n'a lu soigneusement, d'un bout à l'autre, ces 18 volumes in-folio.

Désireux d'avoir une opinion personnelle sur cet énorme amas de matériaux, nous avons décidé de nous aventurer à en publier un chapitre bien délimité : à cet effet, nous avons choisi, arbitrairement et pour des raisons de commodité, les *Notes historiques sur les évêques de Sion au XVIII^e siècle*.

Ces notes sont toutes extraites, à deux exceptions près, du cinquième volume des *Opera historica*. Le futur chanoine les a réunies au fil des ans, à intervalles plus ou moins espacés, sur un laps de temps de plusieurs décennies. On peut constater que certaines sont datées très exactement : ainsi « j'écris ceci le 21 juin 1796 »⁵ ; d'autres, en revanche, ne le sont pas du tout : par exemple « en automne », ou « durant l'été », sans que l'on puisse déterminer, sans de longues recherches aléatoires, sous quel millésime les ranger ; de plus, quand l'auteur s'est décidé à mettre en évidence un millésime, comme un titre et comme s'il allait dorénavant rédiger des annales, on s'aperçoit tout à coup, grâce à d'autres sources, que tels événements se sont déroulés, l'un l'année suivante, l'autre l'année précédente...

Quoi qu'il en soit, on est assuré que ce sont des matériaux qu'Anne-Joseph de Rivaz a recueillis en vue de les utiliser ultérieurement pour les mettre en bonne et due forme. Hélas, tout cela est demeuré à l'état d'intention. On observe aussi que l'auteur a écrit rapidement et qu'il ne s'est pas, ou rarement, relu : on rencontre, une fois au moins, le même texte copié à deux endroits différents.

On est donc en présence des pièces informes et désordonnées d'une grande « marqueterie mal jointe », selon l'expression de Montaigne, car, pour le dernier évêque, Jos.-A. Blatter, élu en 1790, A.-J. de Rivaz n'a même pas excédé, dans ses notes, l'année 1799, alors que Blatter est décédé en 1807.

A-t-il manqué de loisirs ? Ou bien, à partir de 1798, s'est-il adonné presque exclusivement à la rédaction de ses *Mémoires historiques* qu'il est parvenu à conduire jusqu'en 1834, c'est-à-dire jusqu'à deux ans de sa mort, survenue à l'âge de 85 ans ?

Est-ce pour d'autres raisons ? Lassitude ? Découragement ?

Il semble bien que ce soit partiellement le cas si l'on en juge par une confidence qui apparaît à propos de J.-A. Blatter : A.-J. de Rivaz écrit en effet que cet évêque a facilité ses recherches dans les archives de Gérode, de Valère (Chapitre), de Saint-Maurice, du Saint-Bernard ; qu'« il avait à cœur, affirme-t-il, que je parvinsse à donner enfin à ses prêtres et à nos compatriotes la véritable histoire ecclésiastique et politique du pays et du diocèse... Tant qu'il a vécu, il n'a cessé de favoriser mon travail de tout son crédit, mais, conclut-il, lui mort, ni son successeur [Jos.-X. Preux] ni le Chapitre n'y ont plus pris aucun intérêt, sauf le feu grand doyen [Etienne] Oggier [† 1812] »⁶.

⁵ Voir plus loin, p. 95.

⁶ Voir plus loin, p. 93.

On peut donc déceler chez l'auteur un certain désenchantement. Il y a encore d'autres facteurs qui ont dû freiner son ardeur, outre l'ampleur de l'entreprise envisagée.

Sur les textes que nous publions, on est déjà appelé à faire de nombreuses remarques. Nous n'en retiendrons ici que trois qui sont importantes.

La première, c'est qu'Anne-Joseph de Rivaz ne sait pas l'allemand, ce qui constitue un défaut rédhibitoire quand on s'occupe d'histoire valaisanne, en particulier pour avoir accès aux sources manuscrites. On constate que l'auteur sollicite une fois le secours du P. Sigismond Hugo, capucin, pour lui traduire un texte⁷ ; mais à plusieurs reprises, il a dû laisser en suspens son exposé, en notant entre parenthèses : « Elle [cette lettre] est en allemand ; il faudra me la faire traduire »⁸, sans que cette intention ait trouvé par la suite son exécution.

La deuxième, singulière et inattendue (de l'éditeur), c'est que ces notes sur les évêques du XVIII^e siècle marquent un tournant dans la manière de travailler de l'auteur. Celui-ci s'en explique dans la notice consacrée à l'évêque Ambuel : il informe son lecteur que, depuis l'évêque Supersaxo, il n'écrit plus sur des titres originaux, parce qu'il n'a pas poussé ses recherches plus loin que l'époque de l'évêque Hildebrand Jost (1613-1638) ; parce que, aussi, aux Archives de l'État, il n'a trouvé que quelques « vieux parchemins » et des recueils de correspondance avec Milan et la Savoie⁹. Toutefois, il ne désespère pas encore de compléter ses notes : « Il est à croire que je pourrai par la suite, écrit-il, ajouter à ces *maigres annales* d'amples suppléments si Dieu me laisse la vie, et qu'on prenne de plus en plus intérêt à ce que j'emploie mon petit talent à continuer et compléter ces *Mémoires* »¹⁰. Espoir déçu, on l'a vu.

Enfin, Anne-Joseph de Rivaz est pleinement conscient de l'état fragmentaire et provisoire de ses notes sur les évêques du XVIII^e siècle ; quand il en parle, il use d'expressions comme « mes griffonnages », ou « mes paperasses », ou « les brouillons de ces annales », ou encore « notes qui ne sont qu'une indication très superficielle des faits principaux de chaque épiscopat »¹¹.

On peut s'étonner qu'à l'exception des *Mémoires historiques*, qui offrent une œuvre relativement accomplie, Anne-Joseph de Rivaz n'ait laissé aucun exposé qui, tant au point de vue historique qu'au point de vue littéraire, fût achevé.

Si on peut déceler, à ce propos, des facteurs extérieurs à l'auteur, provenant plutôt de son entourage et de son milieu, on ne saurait ignorer une disposition en quelque sorte familiale propre aux de Rivaz, et qu'on rencontre déjà chez son père Pierre-Joseph et chez son frère Isaac : tous manifestent une curiosité courant tous azimuts ; ils se lancent successivement dans de nombreuses entreprises qu'ils abandonnent souvent avant de les mener à terme.

Chez Anne-Joseph apparaissent les mêmes tendances qui n'ont pas échappé aux contemporains. C'est ainsi que Derville-Maléchar, premier préfet du Simplon, quand il établit en 1811 les fiches de la *Statistique morale et personnelle*

⁷ Voir plus loin, p. 5.

⁸ Voir plus loin, p. 34.

⁹ Voir plus loin, p. 66. — Il s'agit des premiers volumes de la série AV L, n^{os} 24 à 50 environ qui, aujourd'hui, en compte plus de 500.

¹⁰ Voir plus loin, p. 66.

¹¹ Voir plus loin, p. 66.

de son département, lui attribue « beaucoup d'érudition, nul ordre dans les idées, aucune mesure dans l'esprit... », et achève sa notice en écrivant : « Il est à regretter que le défaut de fortune et de rectitude dans le jugement ne lui permet pas de mettre en accord les excellents matériaux qu'il a recueillis sur l'histoire du Valais »¹².

Les historiens du Valais s'associent unanimement aux regrets exprimés par Derville-Malécharde. Ils se demandent toutefois si Anne-Joseph de Rivaz n'avait pas conçu un projet trop ambitieux, qui excédait déjà alors les forces d'un chercheur isolé...

Aujourd'hui, deux siècles après Anne-Joseph, les historiens, du moins ceux qui sont des hommes de terrain et qui travaillent de première main, n'envisagent même plus le projet d'une histoire du Valais, en dépit des nombreux travaux publiés et des multiples éditions de textes, autrement que comme un ouvrage collectif dont il est malaisé de prévoir le temps et l'étendue qu'il exigera.

Pour notre part, nous regretterons qu'Anne-Joseph n'ait pas concentré ses recherches et ses forces sur l'étude d'une période plus restreinte de l'histoire du Valais. S'il avait su borner ses ambitions, on bénéficierait aujourd'hui d'un texte achevé qui, en même temps, mettrait en évidence ses qualités d'écrivain comme on les remarque souvent dans ses *Mémoires historiques*, où il dresse des réquisitoires ou des portraits qui manifestent un réel talent littéraire.

II

Description du manuscrit

Le chercheur qui parcourt pour la première fois un des volumes des *Opera historica* a l'impression qu'il ne va pas tarder à s'égarer dans un fouillis inextricable ; mais s'il y regarde de plus près, surtout s'il prend la peine de recopier quelques pages, il se rend rapidement compte que l'auteur écrit d'abord sur la colonne de droite des feuillets préalablement pliés dans le sens de la hauteur.

Dans la colonne de gauche viennent prendre place les adjonctions proprement dites, et aussi des précisions, des compléments oubliés, ou trouvés ultérieurement.

Il arrive que la colonne de gauche reçoive à son tour précisions, adjonctions, compléments qui n'ont pu trouver place dans l'une ou l'autre colonne ; ces textes sont alors généralement portés dans ce qui reste de la marge de gauche et dans le sens de la hauteur.

Les adjonctions, les additions n'occupent pas nécessairement la colonne de gauche d'un seul feuillet : souvent elles se poursuivent sur plusieurs pages.

Selon leur étendue, les additions ou les adjonctions sont parfois transcrites beaucoup plus loin, à des centaines de pages, la plupart du temps signalées par un appel ; elles remplissent alors la page entière, le système des deux colonnes étant abandonné.

¹² A. DONNET, *Personnages du Valais fichés par l'administration française du département du Simplon (1811)...*, dans *Vallesia*, t. XLI, 1986, p. 221.

Ce sont ainsi, pour la partie qui nous occupe, en quelque sorte des *membra disjecta*, placés côte à côte, sans suite absolument logique et sans transition. Anne-Joseph de Rivaz a constitué peu à peu un dossier sur chaque évêque ou épiscopat ; il a entassé des matériaux sans trop se soucier de revoir alors son dossier, même rapidement, avant d'y adjoindre un nouvel apport ; c'est pour cette raison qu'il lui arrive de transcrire le même texte à deux reprises, ou deux versions, à peine différentes, du même texte : on a ainsi la preuve que l'auteur ne se relisait pas... encore.

III

Edition du texte

Dans l'édition, où placer les adjonctions ? Parfois, mais rarement, A.-J. de Rivaz a pris soin de les indiquer par un appel. Pour les autres cas, nous avons opté de les insérer dans le texte, si possible à leur ordre chronologique.

Cependant, telle précision ou tel complément, difficile à intégrer dans le texte, a été mis en note en bas de page.

Comme l'auteur n'est pas parvenu, dans ses notes fort diverses, à un début de rédaction, nous avons jugé utile d'introduire des sous-titres de notre cru (dans lesquels ce qui est placé entre guillemets est de l'auteur) qui, réunis, présentent un sommaire des notes relatives à chaque évêque ; de la sorte, les historiens n'iront pas y chercher ce qui n'y est pas mentionné.

En tête de chaque sous-titre, on trouvera la pagination du feuillet original ; c'est celle du cinquième volume, portée par l'auteur lui-même.

S'il s'agit d'une adjonction de la colonne de gauche ou d'un paragraphe tiré de cette même colonne (et remplacé à son ordre chronologique), la pagination est alors affectée d'un astérisque ; un autre astérisque indique la fin de l'adjonction ou du paragraphe.

Dans ce cas on remarquera d'autres astérisques à l'intérieur de l'adjonction ou du paragraphe : ils signalent de brèves précisions ou des compléments tirés des marges du feuillet.

Dans la reproduction du texte, nous avons corrigé d'office les lapsus calami ; la ponctuation est le fait de l'éditeur, qui a uniformisé et modernisé les noms propres (pour les noms de lieux, l'orthographe de l'original est donnée en italique entre parenthèses).

En note, nous avons reporté, comme dit plus haut, de brefs compléments malaisés à intégrer dans le texte.

Nous avons également mis en évidence dans les notes, et parfois complété, les références de l'auteur. Il s'agit assez souvent des Archives de l'évêché, de Valère (donc du Chapitre), d'autres églises, de l'Etat, etc. ; d'autres fois des Archives de familles : quand il s'agit de registres manuscrits connus, nous les localisons avec une brève description, et nous précisons la ou les pages concernées ; si nous sommes en présence d'un original, nous en adoptons le texte, mais si nous avons affaire à une copie de copie, nous suivons celle d'Anne-Joseph de Rivaz.

Enfin, quand l'auteur renvoie à un ouvrage imprimé, nous en donnons le signalement exact et précisons la page. Dans ce cas, nous rectifions la transcription française ou latine d'A.-J. de Rivaz, qui ne copie pas toujours, il faut le souligner, d'une manière absolument exacte.

Nous restituons les prénoms des personnages cités, soit dans le texte, soit dans l'index. Nous adoptons l'usage de l'auteur qui francise les prénoms.

Pour la chronologie et la filiation des évêques, on se reportera à l'ouvrage de B. Truffer qui a utilisé, non seulement les manuscrits d'Anne-Joseph de Rivaz, mais d'autres sources, comme par exemple les registres de paroisse, et ceux du Chapitre.

* * *

Nous nous faisons un devoir, en terminant, d'exprimer notre vive gratitude aux collègues qui nous ont aidé, soit à collationner le texte, soit à réviser les épreuves, soit encore à identifier les personnages, notamment à M. Grégoire Ghika, ancien archiviste cantonal, à M. Bernard Truffer, archiviste en charge, à M. Pierre Reichenbach, rédacteur de *Vallesia*, qui a bien voulu lire, non sans peine, et dactylographier notre propre copie.

I

François-Joseph Supersaxo

évêque de Sion de 1701 à 1734

1. Origine et élection de Supersaxo

/p. 510/ L'évêque Supersaxo était fils de Balthasar Supersaxo, qui se trouvait être le dernier de cette noble famille, étant fils unique de Barthélemy [*sic*] Supersaxo. Il était l'aîné¹ des trois fils que son père eut de Catherine Kuntschen, qui fut sa troisième femme, Antoine, le second, mourut en bas âge, et le troisième, Walter, mourut en France. Balthasar Supersaxo, d'une quatrième femme, eut un autre fils nommé Adrien-Bonaventure qui mourut aussi en minorité. En sorte que l'évêque Supersaxo n'eut d'héritiers que des sœurs ou leurs enfants.

Il était doyen de Valère et curé de la ville [de Sion]² lorsqu'il fut élu évêque de Sion, le 2 juin 1701³, *et le 21 juin de l'année suivante,* il fut sacré à Sion même par le nonce de Lucerne, Jules Piazza, archevêque de Rhodes⁴, assisté des évêques de Genève et d'Aoste.

L'était alors de Genève depuis 1697 Mgr Michel-Gabriel de Rossillon de Bernex, mort en réputation de sainteté le vendredi saint 23 avril 1734. Et l'était d'Aoste depuis 1699 Mgr François-Amédée Milliet, des comtes d'Arvillars, transféré en 1727 au siège archiépiscopal de Moûtiers en Tarentaise.

M. Briguet dit de lui qu'il entra jeune au Chapitre, et que sa bonne mine, sa naissance distinguée, son savoir, ses mœurs, sa politesse, son affabilité faisaient dès lors présager à tout le monde qu'il était destiné à succéder à Adrien V. Il avait paru avec beaucoup de dignité au renouvellement de l'alliance du Valais avec les Cantons catholiques qui eut lieu à Altdorf, chef-lieu de celui d'Uri, en 1696⁵.

Son épiscopat fut de 33 ans durant lesquels voici ce qu'il fit ou arriva, non peut-être de plus mémorable, mais au moins ce qui jusqu'ici est venu à ma connaissance.

¹ Réf. de l'A. Adj. marg. : « Selon le *Gallia christiana*, [t. 12, 1770, col. 759], il était né le 11 février 1665. »

² Adj. marg. : « J'ai une note qui dit qu'il fut fait chanoine en 1671, ce qui n'est pas probable. »

³ Réf. de l'A. Adj. marg. : « Le *Gallia christiana* dit [*Ibidem*, col. 759] qu'il fut élu évêque, non le 2 juin, mais le 1^{er} octobre. »

⁴ Adj. marg. : « Par une lettre du 20 juin 1701, le nonce Piazza se plaint très fortement quoique très poliment que le V. Chapitre ait oublié de lui faire part du décès de l'évêque Adrien V [de Riedmatten]. D'ailleurs il le loue du choix de son successeur qu'il vient de faire dans la personne du chanoine Supersaxo. »

⁵ BRIGUET, p. 206.

2. Événements mémorables de son épiscopat : arrangement entre le Chapitre et la Bourgeoisie de Sion (1702)

/p. 511/ I. A peine fut-il évêque que le [grand] bailli Kraig, Conchard, lui suscita des embarras, mais je n'en connais point le sujet.

II. En 1702, le Chapitre fut aussi molesté et vexé par les magistrats de la ville ; le nonce Piazza interposa sa médiation pour les accommoder, ce qu'il fit par l'ordonnance suivante qui nous fait connaître le sujet de la brouillerie :

1° Il fit convenir les parties que le château de Valère appartient en toute propriété et seigneurie au V. Chapitre et que, dans son enceinte, le même Chapitre y exerce la haute et basse juridiction, et qu'en temps de paix, nul n'en a la garde que le Chapitre lui-même ; mais en temps de guerre, la ville peut y mettre garnison qu'elle en doit retirer aussitôt la paix faite.

*La porte du rempart oriental de la ville (*dicta porta conventus*) derrière les deux châteaux de Tourbillon et de Valère appartient au V. Chapitre avec les champs adjacents, ceux du capitaine de Tourbillon exceptés ; son entretien est à la charge du Chapitre qui, en temps de guerre, en confiera la garde à la Bourgeoisie.*

2° Que les champs qui sont à l'entour dudit château sont du fief du Chapitre et qu'ils sont de la juridiction dudit Chapitre pendant dix mois, mais de celle du châtelain de nuit les mois de mai et d'octobre, à teneur de l'acte par lequel la ville a acquis le vice-dominat.

3° Le V. Chapitre a la haute et basse juridiction aux petites seigneuries de Molignon et de Maragnenaz pendant dix mois ; les deux autres mois il l'exerce par son vidonde. Le Chapitre y a droit de fôcage de même que la Bourgeoisie, mais les communs appartiennent à la ville.

*4° Et droit de pâturage en commun avec les Bourgeois en tous les communs de la Baronnie de Sion, moyennant payer sa rate part des gages des gardes.

5° Le Chapitre et le clergé ont droit de vendre en détail le vin, non seulement des vignes de leurs prébendes, mais encore des vignes de leurs patrimoines, ainsi que les autres Bourgeois.*

Par l'article 7^e le nonce Piazza /p. 512/ recommande au Chapitre d'avoir des égards particuliers pour les enfants de la ville dans les promotions de chanoines quand il s'en trouvera de dignes de cette préférence.

Daté de Lucerne, le 28 novembre 1702⁶.

3. Articles proposés à Supersaxo par le Chapitre au moment de son élection

*Le V. Chapitre proposa à l'évêque Supersaxo au moment de son élection les articles suivants :

1° De ne toucher à aucune des exemptions du Chapitre et de lui laisser la correction des chanoines et des dignités : *Nec praesumat unum aut alium ex canonicis,*

⁶ Réf. de l'A. : *Recueil de MM. Roten*, [fol. 281v : *Sententia pacificationis V. Capituli et civitatis Sedunensis.*]

praecipue in dignitate constitutum, corrigere aut quovis modo objurgare cum correctio immediata dependeat a V. Capitulo.

2° De renoncer au *spolium* de tout curé patriote en tout le diocèse.

3° De ne rien conclure en ce qui touche les intérêts de la mense épiscopale que du consentement du V. Chapitre, et de prendre son avis en toute matière grave d'administration temporelle et spirituelle.

4° De ne se croire pas en droit de visiter le château de Valère, et encore moins ses Archives.

5° Que, vu la pénurie de prêtres en ce diocèse, il ne fasse point de difficulté de nommer des chanoines aux cures en demandant dispense au nonce.

6° De payer exactement au prêtre qui dit la première messe fondée dans l'église cathédrale par le R^{me} évêque André de Gualdo les XIV livres convenues en place de sa table au château.

7° Comme le marguillier de la cathédrale n'est pas moins au service de l'évêque que du Chapitre, l'évêque, selon l'ancienne coutume, lui donnera à dîner les fêtes solennelles.* L'évêque donnera pareillement à dîner au Chapitre chaque fois qu'il officiera à la cathédrale⁷.

4. *Supersaxo délégué apostolique au Saint-Bernard*

III. L'évêque Supersaxo se transporta cette même année au Grand Saint-Bernard en qualité de délégué apostolique⁸, *accompagné du chanoine J.-J. Blatter, qui lui succéda, et du P. Dietrich, jésuite.*

5. *Mission des PP. Fontana et Mariani à Sion (1705)*

IV. En 1705, il procura à la ville de Sion une mission extraordinaire par les pères Fontana et Mariani, jésuites italiens, célèbres missionnaires, qui firent la même année à Zoug, dans les petits Cantons et enfin en Valais, une mission dont

⁷ Réf. de l'A. : « Même recueil », [fol. 267r : *Conditiones et puncta reservata R.D. electo episcopo Sedunensi per V.C.*].

⁸ Réf. de l'A. : « Voyez ce que je dis de cette visite dans mon *Catalogue historique des prévôts de Mont-Joux* » [= *Opera historica*, t. 17, p. 543 :] Supersaxo intervient au moment de la querelle relative aux constitutions qui divisait alors les religieux de l'Hospice.

« En 1717, au même temps que croissait la persécution, croissait aussi le nombre des constitutionnaires. Vingt-deux bons religieux souscrivirent une lettre remarquable par son style grave et modéré, qui fut envoyée à Rome et remise au pape [Clément XI]. Le Saint-Père favorable de plus en plus à la cause des constitutionnaires délégua l'évêque Supersaxo et lui manda de présider le prochain chapitre et d'y soutenir le coadjuteur [Boniface] et le prieur [Michellod]. Mais ce prélat pacifique ne put venir à bout de défendre les agneaux contre les loups. Il crut les apaiser en envoyant le prieur à Lens et en destituant le chanoine Ballalu de l'office de cellierier. Un des anticonstitutionnaires prononça devant l'évêque un long discours qui ne fut qu'une satire véhémement du coadjuteur et un supplément au mémoire de leur député à Rome. L'évêque ayant voulu faire quelque règlement, ils lui produisirent un acte venu de Rome qui portait de ne rien innover pendant la litispendance. Etourdi de tant de clameurs, l'évêque quitta le Mont-Joux sans avoir rien fait pour procurer la paix ou pour rétablir l'ordre. »

beaucoup de monde profita. Je dis *extraordinaire* parce que ces pères ne sachant pas l'allemand prêchaient par interprète⁹.

Ce père Fontana, de la mission duquel parle le P. Biner, fut recommandé par Clément XI à l'évêque Supersaxo, qui avait écrit au pape qu'il désirait lui faire donner cette mission dans son diocèse. Le pape le loue fort de ce pieux dessein, qui atteste son zèle pour le salut de ses brebis¹⁰.

6. L'évêque Supersaxo bat monnaie (1708, 1709, 1710 et 1722)

/p. 513/ V. En 1708, 1709 et 1710, il fait battre de la monnaie à son coin et à celui de la République. Il en fit battre de nouveau en 1722.

7. L'héritage du doyen Gaspard Waldruff (1711)

*En 1711, Gaspard Waldruff, doyen de Valère, étant mort *ab intestat*, ses héritiers ne contestèrent point au Chapitre le droit d'en hériter; mais ils le supplièrent humblement, pleins [de] confiance en sa grâce et libéralité d'avoir égard à leur pauvreté et indigence. Lequel Chapitre considérant la large récompense promise à ceux qui prennent soin des pauvres, se réservant toutefois qu'on ne pourra jamais se prévaloir de cette infime libéralité contre le droit incontestable et non contesté qui lui compète sur cet héritage, le céda tout entier aux parents dudit doyen, moyennant cent doublons, chacun valant 4 écus et demi, monnaie de Sion, et un gobeau d'argent provenant au doyen Gaspard Waldruff du doyen Mathias Will, avec six des livres de sa bibliothèque au choix du V. Chapitre en reconnaissance de son droit à en hériter¹¹.*

8. Guerre de 1712 (ou du Toggenbourg), selon la chronique Perrig

En 1712, l'évêque et le pays prirent part à la guerre civile qui eut lieu en Suisse en 1712 entre les Cantons protestants et les Cantons catholiques. Voici les détails qu'en donne la chronique allemande de MM. Perrig :

« En 1712, sous le règne de François-Joseph Supersaxo, évêque de Sion, dans la guerre à l'occasion du Toggenbourg entre les cinq lieux¹² catholiques et les Bernois unis aux Zuricois, le Valais envoya au secours des catholiques 1000 hommes vaillants et courageux avec un colonel et autres officiers et cinq drapeaux; ils passèrent la Fourche, et voyant que, malgré qu'on leur avait demandé du secours, on ne voulait pas les employer, comme les Valaisans le désiraient pour se faire honneur, et qu'on leur défendait d'avancer *en leur

⁹ Réf. de l'A. : « *Teste patre Biner, S.J., Vallesiano*, t. 11, De Statu Helvetiae, art. 6, p. 564 » [= *Apparatus eruditionis...*, Pars X, Augsbourg et Fribourg-en-Brisgau, 1765, cap. IX : *De Statu Helvetiae saeculo XVIII*, art. VII, p. 566.]

¹⁰ Réf. de l'A. : « Archives de Valère. »

¹¹ Réf. de l'A. : « Archives de Valère. »

¹² Maladroite traduction de *Orte*, i.e. cantons.

faisant mille reproches, 350 repartirent* avec armes et bagages sans permission du colonel et arrivèrent à Brunnen où ils forcèrent les bateliers de les passer sur le lac d'Uri jusqu'à Flüelen, et arrivant près d'Altdorf, plusieurs Messieurs d'Altdorf allèrent à leur rencontre en les priant de rejoindre leur colonel; mais leurs prières furent inutiles pour les arrêter et ils arrivèrent en bonne santé dans le Valais. Les autres, qui demeurèrent à Zoug près de leur colonel malade, voyant que l'on avait fermé les portes de la ville pour les empêcher de suivre leurs /p. 514/ camarades et qu'ils perdaient leur temps, puisqu'on ne les employait pas, *furent fortement*, et de colère ils prirent de grandes poutres et des pierres, et marchèrent sur les portes de la ville pour les enfoncer. Ceux de Zoug voyant leur intention et voulant conserver leurs portes entières, les ouvrirent aux Valaisans qui, avec armes et bagages, revinrent dans leur pays, et chacun rentra en bonne santé dans son propre foyer. Malgré leur retour dans leur pays, les Valaisans passèrent pour bons soldats, et quoique dans une Diète tenue à Brigue au commencement du mois d'août, où se trouvèrent plusieurs envoyés des Cantons catholiques, on eût arrêté et conclu que les soldats du Valais seraient soldés et payés par les cantons, les Valaisans refusèrent le paiement et furent payés par le Valais, et cela causa de grands frais au pays; car outre les mille hommes, on avait mis de fortes gardes dans tous les passages, et depuis le pont de Saint-Maurice jusqu'au lac de Genève pour se mettre en garde contre les Bernois. Tout ceci est vrai, car j'en ai été témoin oculaire.»¹³

*J'ai encore la note suivante sur la part que nous prîmes à la guerre de 1712 des Suisses catholiques contre les Suisses protestants: «La petite armée valaisanne était commandée par Jean-Antoine Preux, mort bourgmestre de Sion, ancien lieutenant-colonel du régiment de Courten. Nos Valaisans ne s'y distinguèrent que par leur indiscipline. On se plaignit même de leur pillerie; ils revinrent presque à la débandade sans avoir été au feu.»

On trouve cependant au *Recueil de MM. Roten*, fol. 311, un remerciement allemand des Cantons catholiques aux Valaisans, en date du 9 juin 1713, de ce qu'ils leur ont envoyé en 1712 un secours de mille hommes. Et, au fol. 307, un bref de Clément XI à Louis XIV où il le prie de ne point renouveler l'alliance générale avec les Suisses protestants qu'ils n'aient au préalable restitué à l'Abbé de Saint-Gall et aux Suisses catholiques ce qu'ils lui ont enlevé durant cette guerre. Ce bref est du 19 janvier 1715¹⁴.*

Renouvellement de l'alliance entre la France et la Suisse à Soleure, le 19 mars 1715, où la république du Valais est comprise¹⁵.

¹³ Réf. de l'A.: «A. P. (ce qui peut signifier Antoine Perrig). Traduction du P. Sigismund Hugo. — De quelle chronique Perrig s'agit-il? Les Archives cantonales conservent bien (cote AV L 140) un volume manuscrit (16,5 × 22 cm) de 878 p., dit: *Perrig-Chronik* (1770), mais le collationnement de la traduction avec le texte allemand démontre qu'il ne s'agit pas de ce dernier ouvrage. Il en est de même pour une autre *Perrig-Chronik* (1770), propriété de Joseph-Ignace Perrig, major de Nendaz-Hérémence de 1770 à 1772, conservée aux Arch. cant., fonds Daniel Perrig. — Ces chroniques portent le nom de Perrig du fait de leur possesseur, et non de leur auteur.

¹⁴ Les réf. de l'A. au *Recueil de MM. Roten* sont exactes: fol. 311: *Littera gratiarum actoria* 7 L. *Cantonum catholicorum pro auxilio 1000 militum ipsis misso in bello Toggenburgino anno 1712*. (9 juin 1713). — fol. 302r-v: *Charissimo in Christo filio nostro Ludovico Francorum regi christianissimo, Clemens P.P. XI, Romae, die 8. januarii 1715*.

¹⁵ Réf. de l'A.: «*Recueil ms de la famille Ganioz*, p. 106.» — Recueil pour le moment inconnu.

9. « Histoire abrégée » de la guerre du Toggenbourg, selon le P. Jos. Biner

/p. 515*/ Voici l'histoire abrégée de cette guerre.

Le Toggenbourg, dont Lichtensteig est la capitale, avait eu ses comtes particuliers. Cette comté entra ensuite dans la maison des barons de Rarogne par un mariage ; enfin, le dernier mâle de cette maison la vendit à Ulrich [Rösch], Abbé de Saint-Gall, en 1468, pour la somme de 14 500 florins.

Au commencement de ce siècle, les peuples de ce comté en partie infectés de Zwinglianisme (Zwingli était Toggenbourgeois) s'insurrectionnèrent et s'organisèrent en peuple libre, arrojant au Sénat de leur ville capitale le droit de faire la guerre et la paix, des alliances et toute juridiction civile et criminelle (c'était d'anciens privilèges qu'ils prétendaient faire revivre), non seulement à l'insu de leur prince, mais encore malgré lui et au préjudice des droits de souveraineté.

Berne et Zurich ne manquèrent pas de se déclarer pour eux, quoique leur révolte fût manifeste, *et se proposèrent dans cette émancipation de grossir et de fortifier le parti protestant en Suisse des Toggenbourgeois zwingliens.* Le prince-abbé [Leodegar Bürgisser] et les cantons de Schwyz et de Glaris trouvèrent justement mauvais que les Bernois et les Zuricois se constituassent arbitres impérieux de ce différend qui ne les regardait qu'ainsi que tous les autres que comme membres du Corps helvétique. Mais ces deux cantons présumant de leur puissance /p. 516*/ les encouragèrent à ne rien rabattre de leurs prétentions. Combien l'autorité souveraine de ce nouveau Sénat pouvait être préjudiciable au temporel et au spirituel aux Toggenbourgeois catholiques, qui ne le voit ? Qui ne l'avoue ?

Sur ces entrefaites, [Jost-Anton] Stadler, conseiller de Schwyz, que les Toggenbourgeois protestants avaient mis à force d'argent dans leurs intérêts, fut décapité à Schwyz comme auteur et comme fauteur de leur révolte contre leur légitime souverain en 1708. Ce canton, berceau de la liberté helvétique et très attaché à l'ancienne religion, donna l'éveil aux Cantons catholiques, leur fit voir la religion romaine en danger dans le Toggenbourg, et le parti protestant abusant de ses richesses et de sa puissance pour tenter d'opprimer tout à la fois la liberté et le culte des Cantons catholiques.

En effet, les Toggenbourgeois, fiers et assurés de la protection des deux plus forts cantons, firent-ils au même temps une levée de boucliers, dont l'Abbé de Saint-Gall se plaignit à toute la Suisse catholique, implorant les secours ordinaires aux termes des traités.

Voilà la Suisse divisée. Les protestants s'assemblent à Aarau, puis à Zurich, et les catholiques, à Lucerne. Les catholiques, beaucoup plus modérés, offraient leur médiation. Les protestants, fiers et inflexibles, se refusaient à toutes leurs propositions d'accommodement. Il se tint peu après à Baden la Diète générale du Corps helvétique. Là, on proposa de part et d'autre ses griefs, et le prince-abbé prit pour arbitres les cantons de Lucerne, d'Uri et de Soleure ; /p. 517*/ et les Toggenbourgeois, ceux de Zurich, de Berne et de Bâle. L'empereur [Léopold I^{er}] fit avertir par son ministre Trauttmannsdorff de prendre garde de ne point blesser les droits de l'Abbé, prince de son Empire¹⁶.*

¹⁶ Note de l'A. : « Voyez la suite à la feuille volante... à la page 648 de ce tome », où le texte est désormais écrit sur toute la largeur de la feuille.

/p. 648/ Mais les médiateurs ne purent point convenir entre eux, et les protestants n'eurent aucun égard pour la protection ouverte que l'empereur accordait à l'Abbé. Et en 1712, les Toggenbourgeois zwingliens firent les premières hostilités et commencèrent la guerre. Zurich leur amena douze pièces de canon, quatre mille hommes d'infanterie et trois escadrons de cavalerie. Quatre mille autres Zuricois ravagèrent la Thurgovie et firent la guerre en brigands, pillant les monastères et les églises, et le palais du prince qui se sauva je ne sais où au-delà du lac de Constance, après avoir confié à la ville de Saint-Gall son château.

Cette violente agression força les catholiques à prendre les armes pour repousser la force par la force. Les Bernois se mettent alors en guerre. Les catholiques s'emparent de Baden, de Mellingen, de Bremgarten ; ceux de Zurich, de Frauenfeld, du Rheintal, de Sonnenberg, de Wila, reprennent Mellingen, Bremgarten, remportent près de cette ville un avantage sur les catholiques et assiègent Baden où l'envoyé de l'empereur, Trauttmannsdorff, était enfermé. On lui refuse même de pouvoir sortir par eau de la ville et on jette des bombes sur sa maison.

Les victimes de cette guerre civile furent les monastères d'Einsiedeln, de Muri, de Wettingen, de Reichenau qui n'avaient pris aucune part à cette contestation. Ce ne fut sans doute pas par les ordres des chefs, mais le soldat protestant fit de cette querelle une guerre de religion.

Les cinq cantons demandèrent au Valais son contingent qui fut de mille hommes, *si indisciplinés qu'ils ne firent durant plusieurs mois que vagabonder et piller*, et qui, dans la persuasion que les Bernois voulaient attaquer leur pays par le pont de Saint-Maurice (effectivement les Bernois avaient dressé une batterie contre le pont et le château qui le défend), s'en retournèrent chez eux sans avoir été au feu sous prétexte d'aller défendre leurs propres foyers.

Les Cantons protestants ou catholiques, qui étaient restés neutres, offrirent de nouveau leur médiation, et l'empereur écrivit à ceux de Berne et de Zurich qu'il ne souffrirait point qu'on enlevât au prince-abbé le comté de Toggenbourg et qu'il ne laisserait point impuni le pillage de l'Abbaye de Saint-Gall et de l'ancienne bibliothèque, et /p. 649/ les insultes faites aux religieux de ce monastère et au sieur Trauttmannsdorff, son envoyé.

Ces menaces de l'empereur n'intimidèrent point les Bernois et les Zuricois, et ils firent répondre fièrement à l'empereur que cette affaire ne regardait que les Suisses, l'Abbé de Saint-Gall n'étant prince du Saint-Empire que de nom et en effet membre du Corps helvétique.

Cependant la France et le duc de Savoie s'étant aussi proposés pour médiateurs, Berne et Zurich ne crurent pas devoir continuer à le prendre sur un si haut ton. On s'assembla donc et la paix se fit à Aarau. Mais un des Cantons catholiques s'obstinant à vouloir que le sort des armes décidât de la question, il se donna une bataille près de Bremgarten, à Villmergen où ses troupes furent battues et mises en fuite. Un siècle auparavant, les catholiques y avaient remporté une célèbre victoire. Notre père Biner, de qui j'emprunte ce récit, ne nomme pas ce canton, qu'il désigne seulement par l'épithète d'*illustrissimus*. Je conjecture que c'est celui de Lucerne, et il attribue la défaite des catholiques à l'insubordination du soldat.

Après la perte de cette bataille décisive, la paix se fit à des conditions fort désavantageuses pour les catholiques. Ils cédèrent aux Bernois et aux Zuricois Baden, Bremgarten, Mellingen, Rapperswil. Berne obtint encore une part au gouvernement de la Thurgovie, du Rheintal et de Sargans. La seule chose que gagna la Suisse catholique, c'est qu'on y fit des règlements très sages sur le libre exercice du culte romain dans les pays mixtes. Par ce traité depuis rendu commun à toute la Suisse, *dont il affaiblit l'union et la concorde,* on abolit le *traité de la Paix publique* de 1531. Il y fut convenu que les romains seraient dénommés les catholiques et les protestants, les évangéliques pour éviter les rixes que pouvaient occasionner les odieuses dénominations de papistes et d'hérétiques ou de sectaires.

Les Cantons catholiques, aux XVI^e et XVII^e siècles, remportèrent de grandes victoires sur les Cantons protestants sans qu'ils s'en soient prévalus pour leur enlever un pouce de terre. Et Berne et Zurich se sont montrés d'abord injustes agresseurs et puis bien cupides ou du moins peu généreux.

Cette guerre et cette paix ont fait ce mal à la Suisse qu'elles ont aliéné plus que jamais /p. 650/ les catholiques des protestants qui se sont montrés en cette occasion bien peu justes (il faut dire la vérité) et bien peu généreux. Aussi dans toutes les Diètes générales éclate-t-il un esprit de domination de la part des protestants et de la part des catholiques un esprit de défiance qui, tôt ou tard, sera préjudiciable, sinon funeste, à la liberté helvétique.

Pour balancer la prépondérance qu'obtinrent les Cantons protestants à la paix d'Aarau, les sept Cantons catholiques firent en 1715 une alliance entre eux et le Valais encore plus particulière, et la France. Le 5^e article portait qu'au cas que la Suisse entière ou quelqu'un des cantons ou autre Etat de la Suisse fût attaqué par des troupes étrangères, la France enverrait à son secours des troupes suffisantes pour sa défense. Les protestants en prirent ombrage, soupçonnant quelque article secret qui donnait à celui-ci plus d'étendue que n'en a son sens littéral.

L'Abbé de Saint-Gall n'ayant pas été compris dans le traité qui suivit la bataille de Villmergen, Zurich et Berne continuèrent à soutenir les Toggenbourgeois révoltés. On tenta un accommodement en 1714 que l'Abbé rejeta, parce que le premier article en était l'indépendance du Toggenbourg. L'affaire traîna jusqu'en 1717 que mourut l'Abbé persécuté, qui était de Lucerne, de la famille des Bürgisser. Son successeur [Rudolfi] fit enfin la paix avec Berne et Zurich en 1718 à la condition que les choses resteraient au même état où elles étaient avant la révolte des Toggenbourgeois et la guerre de 1712. On y accorda aux protestants et aux catholiques les mêmes privilèges¹⁷.

10. *Extraits de lettres écrites de Tournon par Etienne de Courten*
« à l'occasion des troubles de la Suisse en 1712 »

/p. 651/ Extraits de diverses lettres écrites à M. Antoine Devantéry, capitaine général du gouvernement de Monthey, par M. Etienne de Courten,

¹⁷ Résumé de l'*Apparatus eruditionis...*, du P. JOSEPH BINER, Pars X, cap. IX: *De Statu Helvetiae saeculo XVIII*, art. I et suivants, pp. 543 et suiv.

maréchal des camps et armées de S.M.T.C. *et colonel du régiment valaisan de son nom*, son beau-frère, à l'occasion des troubles de la Suisse en 1712.

N° 3. J'étais déjà informé que l'assemblée d'armée avait été défectueuse. S'il fallait que tous les Cantons catholiques prissent parti contre les Cantons protestants, on tomberait dans une guerre qui ne pourrait produire que la ruine de toute la République, puisqu'elle introduirait nécessairement des secours étrangers qui pourraient bien profiter de la désunion.

Ce que je trouve de bien fâcheux et de bien dangereux pour notre pays, c'est le peu d'obéissance et de confiance que les peuples ont marqué avoir pour leurs magistrats dans l'espèce de soulèvement qui s'est fait à Viège, et dans le mauvais traitement que MM. le secrétaire d'Etat [Arnold Blatter], le grand châtelain [Philippe] de Torrenté et [Etienne] Plaschi ont reçu à Mörel par les déserteurs du secours qu'on avait envoyé. C'est ce qui doit bien déterminer notre Etat à ne reprendre les armes qu'à la dernière extrémité, les peuples étant aussi peu soumis à ses ordres qu'ils le paraissent, etc.

A Tournon, le 22 juin 1712.

*N° 5. Quant à notre pays, le mal n'y est venu que parce qu'on s'est trop précipité à prendre parti dans une affaire qui ne regardait que quelques cantons, notre politique devant être de ne jamais prendre parti que lorsque tous les Cantons catholiques ensemble auront pris le leur.

Tournon, le 20 juillet 1712.*

N° 7. Il y avait déjà quelques jours que j'étais informé du détail de la dernière affaire entre les Bernois et les trois Cantons catholiques. On me mande même aujourd'hui que celui de Zoug a accepté la suspension d'armes. Il y a lieu d'espérer que ce mauvais succès aux catholiques produira enfin la paix, ce qui est bien à désirer. J'espère que notre Etat ne sera pas si prompt cette fois-ci à lâcher les secours dont il est sollicité par les députés que vous me mandez être arrivés au pays pour cela. Quand tous les cantons auront pris parti, il sera tantôt temps de le prendre aussi. Etc.

A Tournon, le 3 août 1712.

/p. 652/ N° 8. Je vois par votre lettre du 4 de ce mois que vous êtes revenu à Sion après la paix de la Suisse faite, dont j'ignorais les conditions qui me paraissent bien désavantageuses aux catholiques. Je ne vois dans tout cela qu'une matière bien préparée à de nouvelles brouilleries dont le Seigneur veuille nous garantir. Il est bien certain que le zèle indiscret et outré des prêtres a beaucoup contribué aux désordres passés, et si l'on ne trouve pas moyen d'y mettre un frein, il en causera encore à l'avenir. C'est une attention bien essentielle qu'on doit avoir dans une République, que de borner les prêtres et les curés dans leurs fonctions pastorales, sans permettre qu'ils s'échappent à se mêler des affaires politiques et qui regardent le gouvernement.

Je ne sais quelle raison le Chapitre peut avoir de s'opposer à la muraille que MM. de Sion ne font que rétablir. Il est certain que des portes supposent une clôture. Et il semble que Monseigneur pourrait bien par son autorité sur le Chapitre terminer ce différend et empêcher qu'il n'aille plus avant. Cet esprit de

défiance et de désunion, qui règne dans le pays, n'est pas ce qui m'invite le plus à y aller.

Tournon, le 10 septembre 1712.

N° 4. J'étais déjà informé des violences commises dans le dizain de Sierre par les peuples. Ceux qui ont accepté les charges qui leur ont été données tumultueusement par un peuple séditieux et soulevé contre son Magistrat, ont commis une très grande imprudence, et d'une conséquence si dangereuse qu'ils mériteraient bien d'en être (exemplairement) punis. Mais comment y mettre ordre dans un Etat où toute l'autorité du Magistrat est perdue? C'est avec douleur que je vois cette triste situation de ma patrie, qui me fait prévoir de grandes fatalités pour elle. Etc.

Tournon, le 6 juillet 1712¹⁸.

11. Sur la bulle « *Unigenitus* »

/p. 515/ Je ne croyais pas que nos évêques de Suisse eussent pris une part directe à l'affaire de la bulle *Unigenitus*. J'ai trouvé dans M. Languet, archevêque de Sens, p. 1620 du tome I^{er} de ses œuvres traduites en latin et qu'il dédia à Benoît XIV, que l'évêque de Sion, dans une lettre pastorale du 1^{er} janvier 1720, dit des appelants de cette bulle que *non sunt ex ovili Christi*; que *ex nobis prodierunt, sed non erant ex nobis*; qu'il les accuse de n'avoir pas l'union nécessaire pour la catholicité avec le chef de l'Eglise, et il conclut par dire: « *Quis credat tantam hominum penuriam [conclusam] uno in regno errantem sine capite, sine Ecclesia apostolica, esse posse veram ecclesiam cui promisit Christus quia portae inferi non praevalerunt adversus eam.* »¹⁹

C'était Mgr de Supersaxo.

12. Visite pastorale à Saint-Séverin (Conthey) (1722). — Remarques d'A.-J. de Rivaz

En 1722, les 24 et 25 octobre, il fit la visite de l'église paroissiale de Saint-Séverin de Conthey. Il était accompagné des illustres, exemplaires et révérends, les sieurs Alexis Werra, grand doyen de Sion, son vicaire général et official, de Joseph Meyer, doyen de Valère, d'Etienne Roten, chantre, de Chrétien-Nicolas Pellissier, théologal, de Balthasar-Etienne Burnier, chanoine, son chapelain, de Sébastien Briguet, son secrétaire *a sacris*, et du R. P. Pierre /p. 516/ de Montheys, S. J., recteur du collège de Brigue, du Rd et docte sieur François Schillig, surveillant d'Ardon, de spectable Monsieur Paul Kuntschen, major de Chamoison, son neveu, de noble Jean-Pierre de Montheys, son sénéchal, de discret et facond M. Jean-François Zen Ruffinen, notaire, et de noble Elie de Courten, ses chambriers auliques, et de son curial soussigné Joseph Pellissier, secrétaire épiscopal.

¹⁸ Réf. de l'A.: « Archives de feu mon cousin M. le banneret Devantéry. »

¹⁹ Il s'agit de: JEAN-JOSEPH LANGUET DE VILLENEUVE DE GERY (1677-1753), *Opera omnia pro defensione constitutionis « Unigenitus »*, t. I, Sens, 1752, col. 1620-1621.

Or, de 1687 qu'Adrien V visita le diocèse à 1722 que le visita l'évêque Supersaxo, il s'était écoulé 35 ans.

Dans le mandement qui l'annonce, on voit qu'il se reproche d'avoir tant tardé à le faire.

Il est le premier de nos évêques qui exécute ce qu'avait ordonné l'évêque Jost, d'insérer dans les actes de visite, outre la désignation des biens-fonds, des censures féodales, dîmes, prémices, offrandes fixes, droits casuels, et autres obventions de chaque bénéfice, celle des messes fondées.

Il recommande aux curés de n'enseigner que le catéchisme qu'il venait de publier, ce qu'ont continué de faire les évêques ses successeurs²⁰.

13. *Rappel du renouvellement de l'alliance avec les Cantons catholiques, à Schwyz (1728)*

/p. 517/ En 1728, renouvellement de l'alliance du pays avec les Cantons catholiques, à Schwyz. Je ne sais point encore quels y furent les députés de l'évêque et du Chapitre, ni ceux de l'Etat.

14. *Supersaxo à Thonon. — Notes diverses sur la « mutinerie de 1732 »*

Le duc Victor[-Amédée II], premier roi de Sardaigne de la Maison de Savoie, ayant fait une tournée en Chablais, l'évêque Supersaxo se transporta à Thonon pour le saluer avec une grande et noble comitiva; en furent du Bas-Valais le vidonde [François-Emmanuel-Philibert] Quartéry et mon grand-père [Etienne].

Suit un mandement très intéressant et très bien écrit de l'évêque Supersaxo, donné le 20 juin 1732, à l'occasion de bruits séditieux que quelques malintentionnés faisaient courir de dizain en dizain, que l'évêque et l'Etat pensaient à se rendre maîtres du gouvernement au préjudice de la liberté publique. L'évêque leur assure sur sa candeur connue qu'il n'en est rien; que lui personnellement n'a jamais eu un aussi détestable dessein qui déshonorerait sa vieillesse; que le peuple peut se tenir tranquille et doit honorer ses magistrats et leur rendre sa confiance. Il menace d'excommunication les laïcs séditieux et de suspense les prêtres factieux, fauteurs de cette mésintelligence entre le peuple et ses magistrats. Il paraît qu'il y en avait quelques /p. 518/ -uns, puisqu'il rend grâce au Seigneur que la plupart sont bien-pensants et pacificateurs. Comme si on machinait de trahir la patrie et de vendre la liberté! C'était sur la Diète, qu'il appelle *Supremus Senatus*, que se portaient les soupçons. Il avait été question d'un traité dont l'évêque dit qu'il n'en faut plus parler et ne peut avoir d'effet, puisque les communes ne l'agréent point; que celui-là seul est traître à la patrie et perturbateur de son repos, qui l'agite et l'émeut par ces bruits calomnieux. Il ordonne aux curés de traduire en langue vulgaire le présent mandement et de le publier aux prônes des messes paroissiales²¹.

²⁰ Réf. de l'A.: « Archives de ladite église de Saint-Séverin. » — S'agit-il du catéchisme de Pierre Canisius publié à Sion en 1719? — Voir CORDONIER, p. 22, n° 44.

²¹ Réf. de l'A.: « Archives de l'évêché. »

On m'a dit que ce qui causa cette rumeur dans le haut pays fut l'albergement des mines à une compagnie anglaise. La suite en fut la destitution du [grand] bailli [Arnold] Blatter par le *Landsgmein* du dizain de Conches. Ils nommèrent bailli à sa place un notaire de Brigue, homme modeste qui n'était pour rien dans les troubles et qui ne se prévalut point de cette nomination irrégulière.

Affaire du même genre de l'évêque Supersaxo avec ceux de Savièse à l'occasion d'un banneret Héritier. Je n'en connais aucun détail.

/p. 517*/ Une lettre de M. Charles Odet, prieur de l'Abbaye [de Saint-Maurice], à l'évêque Supersaxo, nous donne aussi quelques notions de ce fait ; le prieur y dit au prélat : « Sans les inquiétudes que les dernières émotions du haut pays ont données à Votre Grandeur, j'aurais dès longtemps satisfait à la promesse que je lui avais faite, de l'instruire de quelques raisons qui concernent son fief de Massongex, car je jugeais bien, Monseigneur, que Votre Grandeur, touchée des maux de l'Etat, ne pensait qu'à chercher les moyens et les remèdes que son expérience dans le gouvernement de la République lui a fait trouver. La paix qu'Elle a rendue à la patrie et qui faisait pour lors son unique objet, me permet aujourd'hui, etc. »

L'Abbé Schiner en touche aussi deux mots dans son *Libertas Vallesiae (ad calcem)* en ces termes :

« Dans la suite des temps, les évêques ont cherché à étendre leur autorité dans le temporel et les VII-Dizains la leur ont accordée pour le bien public dont on a ressenti des bons services dans des temps dangereux pour la religion catholique, qui aurait été bannie de notre pays, si /p. 518/ les évêques n'avaient pas eu une autorité spirituelle et temporelle dans tout le pays pour s'opposer aux novateurs et pour résister en face aux chefs du pays qui balançaient pour Calvin.

» De même dans le *Landsgmein* à Viège en 1732, le tumulte et la mutinerie du paysan auraient duré plus longtemps et auraient eu des suites plus fâcheuses pour la Seigneurie, si l'évêque ou l'Eglise de Sion n'avait pas eu part au gouvernement de l'Etat que le paysan respectait. Ainsi nos chers ancêtres ayant toujours trouvé bon et avantageux pour le pays de donner à l'évêque une autorité spirituelle et temporelle, il est du devoir d'un bon patriote de l'y maintenir en entier : *Salva superioritate et libertate.* »²²

/p. 518*/ « En 1732, le 27 et 28 août, on tint à Viège un *Landsgmein*, c'est-à-dire une assemblée générale des paysans de différents dizains à l'occasion d'un traité fait avec M. Mandel pour les mines de fer de Binn, qui occasionna une mutinerie parmi le peuple à qui on débitait que la liberté ou le pays fût vendu. Ils y dressèrent beaucoup d'articles à leur mode, mais qui tombèrent d'eux-mêmes. »²³ Et cet incendie si subit ne fut qu'un feu de paille.*

²² *Libertas Vallesiae*, p. 16. — Tel est le titre qu'A.-J. de Rivaz a donné à la dissertation de l'Abbé J.-G. SCHINER. — Voir G. GHICA, *Contestations du clergé et des patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel...*, 6^e partie, dans *Vallesia*, t. XVI, 1961, pp. 283-314, qui décrit ce manuscrit conservé aux Archives cantonales dans le fonds Rz, cart. 70, fasc. 23, et qui étudie la dissertation de l'Abbé Schiner.

²³ *Libertas Vallesiae*, p. 10.

/p. 519*/ Voyez-y aussi le précis ou les pièces d'une Diète tenue à Viège en 1732, relativement à la pacification de ces troubles.

Voici d'autres détails sur ces événements que je tiens de mon frère Isaac. Les Dizains allemands viennent en armes assiéger l'évêque dans son château [de la Majorie]. La ville de Sion leur ferme ses portes et se met en état de siège. On braqua les canons, on chargea des grenades.

Le lendemain, les députés des dizains furent admis dans Sion. L'évêque les péroré, les persuade, et on transige. On leur donna à boire et à manger tant qu'ils voulurent ; ils en avaient grand besoin, car ils n'avaient pas eu la précaution de se faire suivre par des vivres. L'évêque s'en tira à son honneur.*

/p. 519/ Le catalogue raisonné des titres des archives de M. Louis de Kalbermatten me donne l'indication suivante : « Copie de l'opposition de l'Eglise et de la ville de Sion à ce qu'il soit établi dans le Haut-Valais une commune générale au préjudice de Sion et du Chapitre de cette ville. »²⁴

15. Sur la carrière d'Ignace et de Joseph de Lovina

Du temps de l'évêque Supersaxo, un de Lovina, de Sierre, devint précepteur de l'empereur Charles VI qui le fit évêque de [Wiener-]Neustadt.

Ce de Lovina se nommait Ignace ; il était fils de Jean de Lovina qui, après avoir été deux fois grand châtelain du dizain de Sierre, savoir en 1669 et 1672, fut fait grand capitaine du même dizain en 1673. C'était l'aîné de ses fils. Il fut chargé en 1693 de l'éducation de l'archiduc Charles ; ce prince, devenu empereur sous le nom de Charles VI, le fit évêque de Sibenico en 1710 et prévôt d'Aiska ; en 1716, il lui donna la prévôté d'Ardagger en Hongrie, et il le nomma en 1718 évêque de Neustadt proche de Vienne. Il mourut en 1722.

*Son frère puîné, qui se nommait Joseph, se fit jésuite. Il était au commencement du XVIII^e siècle missionnaire à Constantinople ; il devint ensuite pénitencier allemand à Venise jusqu'à sa mort*²⁵ arrivée en 1742.

16. Mort de Supersaxo

Ce bel et bon évêque mourut le 1^{er} mai 1734. *Sepultus in ecclesia cathedrali ante altare sacelli sanctae Barbarae in avito decessorum praesulum tumulo*. Il était magnifique et généreux. On me parlait beaucoup dans ma première jeunesse de la dignité avec laquelle il tenait son rang et sa cour.

²⁴ Ce « catalogue raisonné » a pour titre exact : *Extraits de tous les titres et papiers qui sont dans les Archives de la très noble famille de Kalbermatten*, et a été établi à Sion par l'abbé DESCOMBES, « prêtre déporté », à la fin du XVIII^e siècle. — Un registre manuscrit, relié cuir, 163 pages, 22 × 35,5 cm : il figure sous la cote L 12 de l'inventaire du fonds de la famille de Kalbermatten (Sion et Viège), déposé aux Archives cantonales en 1959 et dressé en 1961 par l'abbé H. A. v. ROTEN et G. GHICA, p. 186 bis. La copie est mentionnée dans le catalogue, p. 139, n° 2 ; elle n'a pas été retrouvée pour être signalée dans l'Inventaire des Archives. Nous reproduisons le libellé exact de Descombes.

²⁵ Réf. de l'A. : « Voyez LEU, t. XII », à savoir HANS JACOB LEU, *Allgemeines Helvetisches, Eidgenössisches oder Schweizerisches Lexicon...*, Zurich, t. XII, 1757, p. 233.

* « Cum autem annis omnino triginta tribus episcopatus praefuisset, et pro inducenda Sedunum Societate Jesu animo multum benefico quaedam ordinasset postremis tabulis, tandem meritis et aetate gravis obiit die prima mensis maii anno 1734. »* ²⁶

17. Constitution du pape Benoît XIII en faveur du Saint-Bernard

/p. 682/ *Praepositum et monasterium canonicorum regularium ordinis sancti Augustini in Monte Sancti Bernardi [alias Montis Jovis] in Vallesia defendit [Benedictus papa XIII^{us}] adversus ministros et officiales Pedemontanos, quaeriturque, quod varias monasterio inferendo molestias immunitatem ecclesiasticam violarint, praesertim dum novissime subtrahendo fructus praepositum compulerunt ad jurandum sibi fidem, et jus patronatus in praeposituram illam sibi arrogarunt. Igitur papa haec omnia contra sacros canones et justitiam acta declarat, eaque pro irritis habenda esse, ita ut nemini ex juramento illo extorto aut coacta agnitione juris patronatus jus ullum aut actio vel titulus, etiam coloratus possidendi ac praescribendi acquisitus fuerit, jubetque praepositum penitus in integrum restitui, confirmatis censuris quas praedicti ministri incurrissent.*

(Cette constitution de Benoît XIII doit être l'une des dernières années de son pontificat ²⁷.)

²⁶ Réf. de l'A. : « Mr. BRIGUET », pp. 206-207.

²⁷ Réf. de l'A. : « Ceci est l'extrait qu'en donne le P. BINER, notre compatriote, p. 393 du IV^e volume [plus exactement Pars XI] de son *Apparatus eruditionis praesertim ad jurisprudentiam (tam civilem quam canonicam)*, de l'édition de 1766. »

II

Jean-Joseph Blatter

évêque de Sion de 1734 à 1752

1. Curriculum de J.-J. Blatter jusqu'à sa consécration

/p. 520/ *Vespiensis*. Elu évêque de Sion le 18 mai 1734 et sacré le 12 novembre de la même année. Il mourut le 18 janvier 1752 et fut enterré le 24¹.

L'évêque Blatter, né à Viège le 17 mars 1684, était le fils de Jean-Arnold Blatter, *et d'une sœur du premier [grand] bailli Burgener qui se nommait Anne-Catherine,* lequel [Jean-Arnold Blatter] de secrétaire d'Etat était devenu grand bailli. Il l'était *actu* lorsque son fils fut élu évêque², *le 18 mai 1734. Il était né à Viège en 1684 et il alla à Vienne en Autriche, après ses basses classes qu'il fit avec distinction chez les jésuites de Brigue, étudier en philosophie et en théologie.*

Ce fut lui [Jean-Arnold] qui reçut son serment et qui remit entre ses mains le glaive de la régalie. Il était déjà chanoine de Sion en 1711 ; il fut longtemps curé de la ville en 1719, à savoir 16 ans et de curé devint évêque. Je ne sache pas qu'il ait eu aucune dignité au Chapitre.

Il alla se faire sacrer évêque à Bulle, petite ville du canton de Fribourg, dans l'église des Capucins, le 22 novembre [1734], fête de la Présentation de la Vierge, qui cette année tombait un dimanche, par Claude Duding, évêque de Lausanne, assisté de Louis Charléti, Abbé de Saint-Maurice, et d'Henri Fivaz, Abbé de Hauterive.

2. Contestation entre le dizain de Sion et celui de Conches (1734-1751)

/p. 522*/ Il s'éleva à l'élection de l'évêque Blatter une contestation entre le dizain de Conches d'une part, et le dizain de Sion de l'autre, au sujet de la préséance. Celui de Conches la porta à la décision des dizains neutres qui prononcèrent qu'on prendrait les voix comme on avait fait à l'élection de l'évêque Supersaxo en commençant par Conches et en finissant par Sion. Sion refusa de reconnaître les dizains neutres pour juges en ce différend et demandèrent ou qu'il fût jugé par l'évêque que les *Statuts* établissent juge en cas de différend de dizain à dizain, ou par les Cantons catholiques, les plus anciens et les plus étroits alliés de

¹ Toutes ces indications, portées ultérieurement, sont groupées autour du titre.

² [p. 520*] Il entra chanoine en 1711 et devint curé de la ville en 1719. L'évêque Blatter maria son frère [Jean-Antoine], qui fut secrétaire d'Etat, à une sœur [Marguerite] du comte Maurice, dit le chevalier de Courten, l'un des favoris de Louis XV du second rang*. [Adj. marg.] J'ai trouvé noté quelque part qu'il fut fait chanoine en 1711 et curé de la ville en 1719.*

la République valaisanne. Conches /p. 523*/ ne voulut point entendre parler de juges hors du pays. On écrivit de part et d'autre. Les dizains neutres ne mirent pas grande importance à ce que la ville s'en tint à leur décision de 1734. Conches publia un assez mauvais *Mémoire* que le docte Philippe de Torrenté, bourgmestre de Sion, réfuta victorieusement et où il établit par grand nombre de faits que Sion a toujours eu la préséance dans toutes les occasions les plus marquantes depuis le temps même que le régime démocratique a prévalu en Valais.

Cette contestation dura depuis 1734 jusqu'en 1751 où les dizains neutres la terminèrent en observant /p. 524*/ aux parties qu'à proprement parler nul des dizains ne pouvait prétendre *comme un droit* la préséance sur un autre dans les assemblées générales, ce qu'ils firent dans une Diétine tenue à La Souste, le 13 mai 1752.

Le *Mémoire* du dizain de Conches fut imprimé avant cette Diète, et celui de Sion le fut seulement après.

On a donc laissé la préséance au dizain de Sion pour ne pas intervertir l'ordre accoutumé et ne pas contrevenir aux anciens usages.

Nous avons dans notre *Diplomatique* le *Mémoire* de M. le bourgmestre Philippe de Torrenté, mais celui du dizain de Conches ne m'est point encore tombé sous la main³.

3. Autres événements saillants de l'épiscopat

/p. 520*/ Je ne sais rien de cet évêque sinon qu'il se mêla beaucoup trop des affaires des religieux valaisans du Grand Saint-Bernard contre les religieux valdôtains et savoyards⁴.

En 1728, le V. Chapitre le députa au renouvellement de l'alliance avec les Cantons catholiques, qui se fit à Schwyz.

En 1734, le magnifique Sénat de la ville de Sion, à ses instances et à sa recommandation, confia son collège aux jésuites.

/p. 520*/ « En 1735, le 9 novembre, le Chapitre de Sion distribua par les dizains un *Manifeste* imprimé de 50 pages, où il prétendait avoir *séance* et *suffrage* dans les Diètes⁵. Il ne fondait plus sa prétention sur la donation de Charlemagne dont il n'y fit aucune mention, mais /p. 521*/ sur le traité de Walter Supersaxo avec les VII-Dizains de 1477 et sur les *Statuts* de 1571 pour y avoir mis son sceau.

» Il est à remarquer: 1° que le traité de 1477 ne reconnaît qu'un seul seigneur spirituel et temporel, qu'un seul comte et préfet, qu'un seul juge général du pays qui est le R^{me} seigneur évêque, dont les appels vont immédiatement au souverain, à la Diète générale: *Non sit nisi unus Dominus spiritualis et temporalis, videlicet Reverendissimus Dominus noster episcopus Sedunensis*. Ledit traité ne reconnaît

³ Pour le mémoire du dizain de Conches, imprimé en 1752, voir CORDONIER, p. 37, n° 120 et n° 121. — Pour celui de Sion, imprimé en 1733, voir *ibidem*, pp. 26-27, n° 65.

⁴ Réf. de l'A.: « Voyez ce que j'en dis au *Catalogue historique des prévôts de Mont-Joux* », à savoir *Opera historica*, t. 17, pp. 555 et suivantes.

⁵ Voir CORDONIER, p. 28, n° 71. — Voir l'étude de G. GHICA, *Les mémoires du Chapitre de 1735 à 1752*, dans *Valllesia*, t. VI, 1951, pp. 111-152. (*Contestations du clergé et des Patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel...*, 2^e partie.)

point le Chapitre et les chanoines pour seigneur spirituel et temporel dans les Diètes. 2° L'approbation que le V. Chapitre a donnée aux *Statuts* de 1571 en y imposant son sceau n'est pas un titre qui lui donne droit de séance et de suffrage dans les Diètes, mais c'est une autorisation qu'il donne à l'évêque, parce que, selon les canonistes, les évêques et prélats doivent traiter les affaires *majoris momenti* du consentement ou de l'avis de leur Chapitre...

» En 1737, le 18 mai, le Chapitre demanda les Abscheids des Diètes comme un membre de l'Etat. Ce fut inutile⁶. »*

/p. 520/ En 1737, il fit sa visite épiscopale au Bas-Valais, celle de l'église de Leytron est du 22 juillet. Il était accompagné de noble et révérend Alexis Werra, doyen de Sion, chanoine jubilé, de Chrétien Hagen, chantre, de M. Briguet, chanoine titulaire et recteur de Sainte-Barbe, son aumônier, présents Jean-Arnold Blatter, son neveu, et Alexis de Torrenté, ses chambriers, etc. Est signé : Philippe de Torrenté, chancelier épiscopal.

/p. 521/ Cet évêque insiste aussi sur les catéchismes tous les dimanches ; il voulait même qu'on pût interroger les grandes personnes.

Es années 1736 et 1737, le V. Chapitre revendiqua par deux *Mémoires* fortement écrits qu'il envoya aux conseils généraux des VII-Dizains le droit d'assister par deux chanoines *ad hoc* spécialement députés aux Diètes souveraines. Mais tous les dizains s'y opposèrent, Sion seul excepté⁷.

En 1737, députation de l'Etat de Valais au roi de Sardaigne [Charles-Emmanuel III] relativement aux affaires du Grand Saint-Bernard.

La même année, le V. Chapitre députe au nonce de Lucerne [Barni] le chanoine [Paul-Maurice] de Torrenté pour référer à Son Excellence la situation des affaires du Chapitre par rapport à ses prétentions contre l'Etat. Dieu sait où la chose aboutira⁸.

En 1740, le même messire Michellod, administrateur, prieur de Martigny, eut quelques démêlés avec l'évêque Blatter en cours de visite au sujet du démembrement du bénéfice de Bovernier, que l'évêque voulait rendre séculier, et de la dépouille des curés réguliers de la maison de Saint-Bernard. Il paraît que l'évêque Blatter recevait des présents en ces cas-là, puisque /p. 522/ M. Michellod avertit le curé dudit bourg *posse se spolio et apiciano vino episcopum cicurari*⁹.

/p. 522*/ En 1740, grande inondation à Sion par la Sionne, petite rivière qui traverse cette ville dans toute sa longueur.

En 1740, le jour de [la] Saint-Thomas [21 décembre], inondation considérable dans plusieurs endroits du pays, et surtout à Sion où le gravier vint jusqu'au premier étage des maisons, et cause de grands ravages à Vionnaz, à Saint-Léonard*.

⁶ Note de l'A. : « Notes de l'Abbé SCHINER prises de son écrit intitulé *Libertas Vallesiae* », voir pp. 10-11.

⁷ Réf. de l'A. : « *Recueil des Roten*, fol. 284. »

⁸ Réf. de l'A. : « Extrait d'une lettre du chanoine Briguet à messire Michellod, administrateur de Mont-Joux, en date du 10 juin 1737. »

⁹ Réf. de l'A. : « Le prieur du Bourg [-Saint-Pierre, JEAN-JÉRÔME DARBELLAY], premier recueil. » Il n'existe encore aucun inventaire des recueils manuscrits de J.-J. Darbellay.

/p. 522/ En 1740, les capucins de la province suisse furent autorisés à tenir quelques-uns de leurs pères dans un hospice à Ernen, au dizain de Conches ; mais en 1746, ils en furent chassés dans une émeute populaire. Je ne connais point encore distinctement par où ces bons pères se rendirent suspects ou désagréables à ce peuple ombrageux¹⁰.

4. *Le Valais et le Milanais : cession faite au roi de Sardaigne par la reine de Hongrie et de Bohême (1742)*

En 1742, la République de Valais cessa d'avoir pour voisin immédiat la Maison d'Autriche comme héritière du Milanais des rois d'Espagne du sang de Charles Quint, par la cession que Marie-Thérèse, reine de Hongrie, fit à Charles-Emmanuel, roi de Sardaigne, duc de Savoie, prince de Piémont, etc., des terres du diocèse de Novare au revers de nos Alpes. Et ainsi cessèrent nos relations directes avec le gouvernement de Milan. Le pays de Valais depuis lors fut borné au midi par les terres du seul roi de Sardaigne.

/p. 656/ *Copie de la cession faite au roi de Sardaigne par la reine de Hongrie et de Bohême par traité de 1742 au regard de ce que cette cession touche le Valais et a changé les relations politiques au-dehors.*

En considération du zèle et de la générosité avec lesquels S. M. le roi de Sardaigne s'est porté à exposer sa personne et ses Etats pour la cause publique et pour celle de S. M. la reine de Hongrie et de Bohême et de la Sérénissime Maison d'Autriche en particulier et de ses secours effectifs qu'elle en a reçus ; en considération aussi des engagements onéreux d'assistance et du lien perpétuel qu'il contracte avec Elle par la présente alliance, Sadite M. la reine de Hongrie et de Bohême, pour Elle et ses héritiers et successeurs, cède et transfère dès à présent et pour toujours à Sadite M. le roi de Sardaigne, ses héritiers et successeurs, pour être unis à ses autres Etats la ville et le district de [Vigevano] appelé le Vigevanasque, la partie du Pavésan, qui est entre le Pô et le Tessin... plus, cette autre partie du Pavésan nommé *Pavese oltre Pô*, Bobbio et son territoire, etc... enfin, la partie du comté d'Angera, ou soit l'Etat de Milan, quel nom particulier que l'on puisse y donner qui confine avec le Novarais, la Valsesia, les grandes Alpes et le pays de Valais en tournant jusqu'aux préfectures suisses de Val Maggia jusqu'à la moitié du ... lac Majeur, de façon qu'à l'avenir les confins entre les Etats de S. M. la reine de Hongrie seront continuellement fixés par une ligne tirée depuis les confins des Suisses au milieu et au long du lac Majeur jusqu'à l'embouchure du Tessin, etc. Pour en jouir en pleine propriété et souveraineté, comme S. M. la reine et ses prédécesseurs en ont joui jusqu'à présent... sauf toujours le droit direct de l'Empire.

/p. 657/ *Hoc et sequenti anno, Hispani totam Sabaudiam subjugarunt, quod factum Genevenses et Bernenses in magnas angustias redegit. Quare Bernenses copias auxiliares Genevensibus non solum miserunt, lacum Lemnum a patria nostra usque Genevam militibus*

¹⁰ Réf. de l'A. : « Notes de l'Abbé SCHINER. »

perbene cinxerunt, verum etiam cum Friburgensibus ligam arretam fecerunt ad se vi unita casu aggressionis Hispanis opponendum, ad quam ligam nos invitaverunt. Hinc Viviaci habitus fuit congressus per legatos trium patriarum. In nostra patria haud a timore fuimus ob clamorem sparsum quod Hispani per patriam nostram in Italiam transitum sibi pandere cupiant, cui ut nos exactae neutralitati operam dantes opponere possimus (prout firmiter conclusimus et statuimus) per totam patriam armilustrium faciendum ordinatum fuit, imo una vice per pluralitatem vocum conclusum est medietatem primae electionis in Vallesiam inferiorem mittendam esse, itineralio jam ad hoc conscripto ; quod tamen tandem necessitate et periculo non adeo urgente eo moderatum fuit, ut solus dominus capitaneus Werra ut praefectus ad Hispanorum motus observandos et explorandos missus fuerit in inferiorem Vallesiam instructis in omnibus desenis et tota patria lignis ad ignes vigilatorios in locis ordinariis succendendos, quae ligna diu noctuque per duos homines armatos et provisione ad ignem accendendum instructos custodiebantur tamdiu, donec tandem Hispani copias suas a finibus patriae Helvetiae amoverint, licet per pulchras semper assecurationes et securitatis promissiones datae fuerint, ut ex sequenti littera legati Hispanici [Jover y Alcazar] patebit Lucernae residentis :

Illustres et Magnifiques Seigneurs,

Me trouvant informé de la malice avec laquelle l'on tâche de rendre suspects à votre illustre République catholique /p. 658/ le voisinage et la proximité des troupes du roi catholique [Philippe V], mon maître, afin que refusant ce qu'une parfaite neutralité exige et ce qui a été accordé librement et sans dispute au roi de Sardaigne (*nempe permissio transitus militum recens in Helvetia conductorum*), la République s'engage à empêcher et défendre au roi, mon maître, ce qu'elle peut et doit permettre sans le moindre préjudice à sa tranquillité et à sa liberté, principalement après que son A. R. a fait donner à tout le Corps helvétique et à ses alliés toutes les assurances qu'on pourrait souhaiter, lesquelles j'ai pareillement données au nom de Sa Majesté, que loin de l'inquiéter ou de lui faire aucun tort, Elle souhaitait sa plus sincère amitié et bonne correspondance (*N. B. pro conservanda etiam bona vicinitate, nos quoque militum transfugarum arma et eques restitui illis Hispanis curavimus et ordinavimus*), j'ai cru devoir réitérer la même chose à Vos Seigneuries très illustres, afin qu'elles puissent tranquilliser leurs sujets et les empêcher de se laisser surprendre par les impressions contraires, que les ennemis du roi procurent de donner soit au préjudice de votre République, puisque quelque démarche qu'elle ou ses communautés pourraient prendre contre le service de Sa Majesté, ne pourrait pas manquer d'attirer ses ressentiments et par conséquent priver votre République des avantages que ses intérêts pourront attendre, et principalement ceux de la religion, de l'amitié d'un prince catholique si puissant et si étroitement allié à la France. Je ne doute pas que la sagesse de vos Seigneuries très illustres connaîtra la force de ces raisons pour mépriser les insinuations contraires. Je suis, etc.

Lucerne, le 8 mars 1743.

/p. 659/ *Hoc etiam anno ordinatum fuit in Dieta maii pro armilustrio, ut in posterum omnes milites... habere debeant 3 libras pulveris et 4 plumbi, cujus media pars sit in globulis fuis, milites vero sub banneria stantes tantum 2 libras pulveris et 4 plumbi ut supra certificati. Salarium militum quod attinet in patria militantibus talerus, extra patriam vero duatonus per hebdomadam dabitur, officarii autem salarisabuntur secundum ordinationem de anno 1636.*

*Insuper ordinatum fuit ut singulis annis 4 vicibus per totam patriam omnes homines ad armilustrum apti exercitio faciendo se obediens submittant, impressis ob ideo exemplaribus distribuendis*¹¹.

5. « *Manière par laquelle Fribourg et Valais peuvent correspondre en temps de guerre...* »

/p. 522/ L'Italie fut peu après travaillée d'une autre guerre entre la Maison d'Autriche et le roi d'Espagne, dite guerre de Dom Philippe, à l'occasion du duché de Parme dont ce prince fut mis en possession. Cette guerre donna lieu à un grand passage de troupes espagnoles et françaises par le Valais, qui y répandit beaucoup /p. 523/ d'argent, parce que, alors, on payait tout argent comptant.

/p. 659, adjonction/ *Manière par laquelle Fribourg et Valais peuvent correspondre en temps de guerre pour se donner des avis et secours nécessaires et réciproques.*

1^o Il y aura à Châtel-Saint-Denis et au Bouveret des signaux qui correspondront, et lorsque l'un ou l'autre brûlera la première fois, il faut se tenir prêt à marcher de part et d'autre. S'il y a deux feux à la fois dans quel des deux dits endroits que ce soit, l'on fera marcher des troupes sur les frontières, et s'ils voient trois feux, l'on fera agir les troupes du secours par le moyen du lac [Léman] à Estallens, ou par le passage du Sanetsch jusqu'au mont Boviçon où la jonction se fera, et par le lac jusqu'à Estallens ou Bouveret.

2^o Et comme les feux des signaux peuvent manquer, il est de nécessité qu'outre les feux l'on fasse partir un homme qui aura à son justaucorps des boutons d'étain : dans le 3^e desdits boutons on mettra un petit papier qui aura les marques f. a. m. o., ce qui signifie que les premiers mille hommes que l'on doit envoyer passeront par la montagne du Sanetsch /p. 660/ et mont Boviçon ; lorsque dans le 4^e bouton, il y aura les marques fr. 10.00, qu'il faudra envoyer par le lac à Estallens, ou d'Estallens au Bouveret 2000 hommes.

3^o L'on convient d'une clef pour les lettres (dont une se trouve dans la Chancellerie à Sion) et l'on visitera les passages de part et d'autre pour voir par où l'on se pourra communiquer.

4^o Le 5^e bouton aura les mêmes marques et signifiera que l'on se doit secourir de toutes ses forces, après avoir garni les frontières¹².

Mais comme Berne permettait dans les deux cas le passage des troupes fribourgeoises et valaisannes sur ses terres, on en peut hardiment conclure que

¹¹ Réf. de l'A. [p. 658] : « Ex collectione nobilium dominorum Roten, fol. 325^{vo} » et fol. 326^{ro}. — On trouvera, pp. 664-666, une autre version de cet article. A la fin de ce texte, p. 666, A.-J. de Rivaz a écrit pour mémoire quelques brèves notes :

— « En 1680, la guerre dite *Ringlikrieg* (*Ringling*). »

— « En 1712, la guerre du Toggenbourg, dite *Lumpenrieg*. »

— « En 1755, la guerre de *Livinen*. »

« Ces trois articles sont en allemand. Voyez dans le *Recueil [de MM. Roten]*, aux pp. 343 [-344^{vo}]. »

— « En 1752, après le décès de l'évêque Blatter, nouvelles altercations entre le Chapitre et l'Etat au sujet de l'élection de son successeur. Le 8 mai, l'Etat et le Chapitre convinrent les articles suivants. Voyez le même *Recueil*, pp. 348 [-349^{vo}]. Aussi en allemand. » — Voir aussi ci-dessous, p. 31 et suiv.

¹² Réf. de l'A. : « *Praemissa decopiavit redactor collectionis unde haec excerpta hausii, ex scedula quam ipse notat se reperisse absque data et subsignatione* », c'est-à-dire le *Recueil de MM. Roten*, fol. 342^{vo}.

cette précaution fut prise à l'occasion de l'invasion de la Savoie par les troupes de Dom Philippe.

Cette invasion est du mois de septembre 1742. Son manifeste contre le roi de Sardaigne est daté de Saint-Jean-de-Maurienne, le 6 de ce mois¹³. Il en fut aussitôt repoussé par le roi, qui en octobre pénètre en Savoie par le Petit Saint-Bernard et le Mont Cenis. Les Espagnols se retirèrent le 15 octobre en Dauphiné, où il attendit [*sic*] des renforts. En décembre, les Espagnols rentrèrent en Savoie et s'en rendirent maîtres de nouveau. Je ne sais point encore s'ils la gardèrent jusqu'à la paix qui fut signée à Aix-la-Chapelle *entre les Anglais et les Français*, le 18 octobre 1748 et auquel [traité] accédèrent les ministres d'Espagne et ceux de l'impératrice-reine. Son allié le roi de Sardaigne y accédera seulement le 7 novembre.

6. *Les ouvrages du chanoine Briguet et de Jean-Claude Le Grand*
— *Qualités éminentes du prélat et ses réalisations*

/p. 523/ Le chanoine *Sébastien* Briguet, *natif de la paroisse de Lens au dizain de Sierre*, son digne aumônier, publia de son temps deux opuscules latins : l'un est une dissertation assez bonne pour établir que le fameux concile d'Epaune s'est tenu à l'Epaone des Agaunois, près d'Agaune, soit Saint-Maurice *(il la publia en 1741)¹⁴. L'autre, intitulé le *Valais chrétien*, est une notice fort abrégée des évêques de Sion¹⁵. Ce que le dernier opuscule contient de plus remarquable est une dissertation par laquelle le docte chanoine s'efforce de prouver la coexistence de saint Théodule et de Charlemagne. Il dédia ce dernier ouvrage en 1744 à l'évêque, son patron.

Ce digne prélat fut très zélé pasteur, grand prédicateur, sage administrateur et bon économiste. *Ce n'est pas seulement M. Briguet, dans son *Vallesia christiana*, qui rend témoignage à son éloquence en chaire, pleine de choses et d'onction¹⁶, c'est aussi l'auteur d'une *Vie de S. Bernard de Menthon* (/p. 524*/ l'auteur de cet ouvrage est le Rd P. Joseph-Antoine Grand, curé d'Ys en Bassigny, au diocèse de Genève — *ni fallor*)*, imprimé à Fribourg en Suisse dans l'épître par laquelle il la lui dédie¹⁷. L'un et l'autre témoignent que, devenu évêque, il continua de prêcher dans la chaire de sa cathédrale¹⁸.*

¹³ Réf. marg. de l'A. : « *Tablettes chronologiques de l'abbé Langlet du Fresnoy* », à savoir NICOLAS LENGLET-DUFRESNOY, *Tablettes chronologiques de l'histoire universelle...*, nouv. édition par J.-L. BARBEAU DE LA BRUYÈRE, t. II, Paris, 1778, p. 293.

¹⁴ *Concilium Epaunense assertione clara et veridica loco suo ac proprio fixum... vulgo Epenassex*, Sion, 1741, 80 p.

¹⁵ *Vallesia christiana seu dioecesis Sedunensis historia sacra Vallensium episcoporum...*, Sion, 1744, 213 p. + 3 p. n. ch.

¹⁶ BRIGUET, pp. 207-208.

¹⁷ L'auteur de l'ouvrage est JEAN-CLAUDE LE GRAND, curé, selon l'orthographe actuelle, d'Is-en-Bassigny (départ. Haute-Marne). — L'ouvrage a paru en 1745 (nouv. édition). — La dédicace est du chanoine François Michellod, alors supérieur et administrateur de la prévôté du Mont-Joux. L'éloge de l'éloquence de J.-J. Blatter figure p. A 3^o.

¹⁸ Une note marg., le long de la p. 524, est un renvoi : « Voyez à la page 663 de ce tome une addition qui donne une grande idée de la profonde piété de ce prélat. » Nous l'insérons immédiatement.

/p. 663/ Cet évêque n'était pas moins modeste que savant ; il pensa quelque temps à se retirer des embarras de la prélature pour ne plus s'occuper que de l'affaire de son salut, comme le fait entendre l'extrait suivant d'une lettre, en date du 4 janvier 1740, qu'il écrivait confidentiellement à mon oncle [Joseph] Devantéry, capitaine général du gouvernement de Monthey, dont j'ai trouvé copie dans les *Recueils de son docte fils M. le banneret [Jean] Devantéry* :

Quod curam ad id suscipiendam paratus fuisset si Status voluisset mihi esse auxilio et remittere id ad casum emergentem vacationis quo fors non ero episcopus, verum est quod taedio me afficiat dignitas magis splendida quam grata, plus onerosa quam deliciosa. Unde vere cogito eam dimittere, perfecto seminario et aedificio Gerundano, ad quod me conferens dicere possim : « Labores manuum tuarum [quia] manducabis, beatus es et bene tibi erit¹⁹. » At id non tam cito Romae effici poterit. Praeterquam quod edificiorum episcopalium reparatio per unum alterumve annum meam exigit praesentiam. Nihil vero novi est resignatio hujus dignitatis apud episcopos Sedunenses. Hujus exemplum habemus in duobus consecutive, scilicet in Silenen et ejus successore Nicolao Schiner, et si liceat ab inde nominare duos alios, nempe cardinalem Schiner et ejus successorem de Platea, ubi sunt quatuor consecutive valedicentes episcopatu. Caeterum ut deveniatur ad negotium, etc.

Ma tante Odet m'a raconté que cet évêque causant familièrement avec sa mère (Madame la bannerette Du Fay, née de Quartéry) lors de sa visite de l'église de Monthey, qui lui témoignait qu'elle était travaillée d'une frayeur continuelle de mourir de mort subite, il lui dit qu'au contraire lui craignait tellement les combats de ce dernier moment, qu'il priait toujours Dieu qu'il lui fit la grâce de mourir de mort subite. — « Je le crois bien, * — Monseigneur, lui répondit-elle, vous qui vous préparez depuis si longtemps à une bonne mort par une sainte vie. » Mgr [Joseph-Antoine] Blatter II, son neveu, à qui je racontai un jour cette anecdote, me dit qu'effectivement son saint oncle mourut d'apoplexie.*

/p. 523/ C'est lui qui, de ses épargnes, érigea enfin un séminaire épiscopal au prieuré de Géronde, abandonné depuis près d'un siècle par des carmes français de la province de Languedoc. Il lui en coûtait déjà 6000 livres en 1748, comme je le vois par une note écrite de sa propre main, le 24 février de cette année, copiée par moi en 1794 lorsque je faisais des recherches aux Archives de cette maison pour les présentes *Annales*²⁰.

Il fonda aussi des bourses pour deux alumnes au collège de Sainte-Barbe, à Vienne en Autriche.

/p. 661/ On conserve aux Archives épiscopales sous le n° 94 des lettres concernant la fondation faite à Vienne en Autriche pour deux élèves du diocèse par l'évêque Blatter I, écrites les unes en 1750 à l'évêque fondateur, et les autres à son R^{mc} successeur l'évêque Roten²¹.

/p. 523*/ Il fit beaucoup de bien à plusieurs pauvres églises et bénéfices de son diocèse. *Pendant son épiscopat, il fit de grandes réparations à diverses églises, entre autres à la cathédrale et à Saint-Théodule. C'est lui qui a fait faire en l'église cathédrale l'autel dit du curé.*

¹⁹ Ps. 127, 2.

²⁰ On trouvera cette note à la fin de ce dossier J.-J. Blatter, n° 10, ci-dessous p. 42.

²¹ On trouve une note analogue tirée des mêmes sources, p. 523.*

/p. 524/ Il bâtit une maison à Sion. C'est celle qu'occupe l'évêque moderne, digne petit-neveu d'un si digne oncle.

Ce doit être lui qui a béni l'Abbé Claret.

Enfin il mourut plein de mérites, le 19 janvier 1752, âgé de 68 ans.

Ne pas oublier l'approbation qu'il donna en [...] au livre du P. Pichon, jésuite français, sur la fréquente communion²².

Ni la mission qu'il procura à ses diocésains allemands en 1745 dont on trouve la note suivante au *Recueil de MM. Roten*, au verso du fol. 326 :

*Anno 1745 in Vallesia superiori habita fuit missio sacra per RR. PP. jesuitas, cujus praepositus erat R^{mus} Pater Michael Zech qui cum duobus suis sociis sanctum hoc opus magni laboris incoepit Monasterii in Gomesia, et sic descendendo tandem in vigilia Nativitatis Raroniam [...] où tout le peuple de ce dizain alla processionnellement à leur rencontre au-delà du pont du Rhône, leur rendant presque les mêmes honneurs qu'à l'évêque à sa visite, sauf le baldaquin. Le P. Zech disait que nulle part, un seul endroit de la Souabe excepté, il n'avait vu depuis qu'il faisait des missions une procession si nombreuse. Celle de Rarogne dura *huit jours. Le zèle missionnaire* faisait tous les frais sur les revenus des fonds d'une fondation faite, il y a déjà bien des années en Allemagne, pour cette œuvre pie. Il n'en coûtait aux paroisses que les frais de la construction et de la plantation des croix de la mission²³.*

7. Relation du différend entre le Chapitre et l'Etat à propos de la succession de l'évêque Blatter, par le chanoine Lager

/p. 668/ *Relation du différend entre le Chapitre et l'Etat à propos de la succession de l'évêque Blatter.*

Il existe aux *Archives de Valère* [une] relation fort détaillée des différends qui eurent lieu entre le Chapitre et l'Etat dans l'intervalle de la mort de l'évêque Blatter et de l'élection de l'évêque Roten. Je la crois de la façon du chanoine Lager et elle me semble être de son écriture.

Il raconte donc que l'évêque Blatter étant mort le 19 janvier [1752] entre trois et quatre heures du matin, le Chapitre *en fit part aussitôt au nonce de Lucerne [Acciajuoli] et aux curés du diocèse*, nomma pour vicaire capitulaire pendant la vacance du siège le grand doyen Jean-Joseph de Chastonay *et pour économe de la mense épiscopale le chanoine Lager, secrétaire du Chapitre, qui en reçurent ordre d'aller loger au château [de la Majorie], de s'en faire remettre toutes les clefs, et surtout celles des portes et des Archives*; [il] régla les

²² JEAN PICHON (1683-1751), *L'Esprit de Jésus-Christ et de l'Eglise sur la communion fréquente* (1745) ; ce religieux, né à Lyon, fut persécuté par les jansénistes, puis exilé et se réfugia à Sion, où il mourut le 6 mai 1751. (Sion, Rp.: *obiit... post diuturnam infirmitatem quam invicto et vere christiano animo protulit, vir spiritu Dei plenus, zelosus et indefessus inferioris Vallesiae missionarius, ad mortem usque decertans, multum persecutus in beatorum pace quiescit in sepulchro canonicorum Seduni.* — P. LAROUSSE, *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle*, vol. 12, p. 944.)

²³ La référence au *Recueil des Roten* est exacte, à ceci près qu'il s'agit du fol. 326^{vo}. — A.-J. de Rivaz a repris le même texte, traduit librement du latin, dans une autre addition, p. 667.

funérailles à la manière accoutumée, telle que celles usitées aux funérailles de ses derniers prédécesseurs. Elles eurent lieu le 23 janvier. Le corps fut porté du château à l'église [cathédrale] par quatre chanoines. On fit l'offrande à six messes célébrées en même temps aux six principaux autels de la cathédrale. Le curé Arnold prononça l'oraison funèbre.

Le 4 février, on tint une calende où on donna commission à cinq chanoines, desquels était le chanoine Produit, de dresser les articles qu'on croirait devoir proposer à l'Etat préalablement à la journée de l'élection.

Les articles, dont il fut convenu, sont en allemand dans cette relation, mais les deux points principaux étaient la demande que le Magistrat reconnût que l'évêque en sa qualité de comte et préfet du pays est le chef du souverain Etat, et que sa voix doit compter pour la première et pour la principale, et que l'Etat laisserait jouir le futur évêque de tous les droits que les *Statuts* du pays arrêtés sous Hildebrand de Riedmatten adjugent à l'évêque comme prince.

C'était une précaution que le Chapitre prenait contre l'Etat, qui faisait circuler sourdement le bruit de vouloir détacher la préfecture de l'épiscopat, non pas qu'il en eut fixement l'idée, mais dans l'intention de forcer le Chapitre *(comme la suite le fit bien voir, ou du moins qu'il était le maître de la donner à qui bon lui semblait des chanoines, ce qui n'allait à rien moins qu'à rendre nul le droit qu'a le Chapitre d'en présenter quatre élus [---])^{24*}, en l'inquiétant de nouveaux empiètements, de mettre en élection le chanoine Roten que sa jeunesse en excluait naturellement.

Cependant le Chapitre s'en fit tellement peur que, dans une calende qu'on tint le 20 mars, il fut conclu qu'on enverrait au nonce deux chanoines pour l'informer de l'état des choses et pour réclamer la protection du Saint-Siège contre les injustes et ambitieux projets de l'Etat et pour lui demander un prolong au-delà du terme de trois mois que prescrit le concile de Trente pour procéder à l'élection du nouvel évêque, la faute du retard n'en étant imputable qu'à l'Etat par ses prétentions exorbitantes.

Les deux chanoines députés partirent pour Lucerne le 8 avril, et ils furent de retour le 22 avec des lettres du nonce qui exhortaient le Chapitre à tenir ferme, en lui promettant toute assistance tant de sa part que de celle du souverain pontife [Benoît XIV].

/p. 669/ Comme sur ces entrefaites, le bailli [Burgener] convoqua une Diète extraordinaire pour le 7 mai, on tint à la fin d'avril plusieurs calendes où l'on arrêta les articles qu'on proposerait aux magistrats²⁵.

²⁴ La fin du texte est actuellement prise dans la reliure et, par conséquent, illisible sauf à démonter la reliure...

²⁵ Note marg. de l'A., p. 669: *C'était le dernier Burgener, qui n'aimait pas les prêtres plus qu'il ne fallait et qui plus hardi que ses devanciers à chicaner nos évêques sur les restes de la prérogative, par là temporelle de leur siège, s'était fait parmi le Magistrat la réputation d'un grand politique. — Voyez ma réfutation d'un mémoire qu'il lança dans le public à l'effet d'inspirer aux Messieurs du pays sa façon de penser sur saint Théodule et sur la Caroline.* — Le mémoire de Burgener est publié et analysé par G. GHICA, *Contestations du clergé et des Patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel...* (3^e partie: *La dernière réponse des VII-Dizains: le mémoire du bailli Burgener*), dans *Vallesia*, t. VIII, 1953, pp. 145-189; la réfutation d'A.-J. DE RIVAZ se trouve au t. 18 des *Opera historica*, pp. 159-190.

Le premier fut que les magistrats reconnaîtraient formellement l'évêque pour le chef du souverain Etat et le prince du pays avec voix effective en toute Diète, et que son nom précéderait celui du bailli en tous les actes au moins les plus solennels. Les Messieurs voulaient seulement le reconnaître pour chef et membre de l'Etat, ayant en cette qualité séance aux Diètes et y donnant sa voix comme un dizain, laissant la neuvième au bailli dans les cas où les voix se trouveraient également partagées, quatre pour un avis, quatre pour l'autre.

Le Chapitre insista que l'évêque ne fût ni réputé ni dit membre de l'Etat, mais le chef de l'Etat et du pays, ce qu'admirent enfin les députés des dizains. Quant à mettre son nom en titre des actes publics avant celui du bailli et des représentants du peuple, ils ne l'accordèrent que pour les actes les plus solennels, et surtout ceux où l'on traiterait avec les puissances étrangères.

Par le second article, le Chapitre demandait que l'évêque fût maintenu dans tous les droits que les *Statuts* du pays accordent à nos évêques et dont Hildebrand de Riedmatten avait usé sans aucune contradiction. L'Etat y voulut mettre certaines modifications, et la chose resta indécise.

L'Etat accorda au Chapitre qu'aux élections des évêques le glaive de la régalie leur serait mis ès mains *simultanément* par le grand doyen et par le grand bailli.

Le Chapitre demandait par un quatrième article que l'évêque fût juge sans appel dans ses juridictions. Ni on le discuta, ni on l'accorda. Et cette demande du Chapitre ne me paraît conforme ni aux *Statuts* du pays ni à l'équité naturelle.

Par le 5^e article le Chapitre demandait que, dans tout le pays, aux termes des *Statuts*, on pût citer en première instance au tribunal de l'évêque. L'Etat n'y voulait consentir que pour la portion du Bas-Valais où l'on compte par écus bons, par un motif bien frivole, savoir qu'il était dur pour un Patriote d'être appelé en justice par son sujet, comme si un individu haut-valaisan eût été le souverain des habitants du Bas-Valais. La chose en resta là, et on n'en décida rien.

/p. 670/ L'Etat n'objecta rien contre le 6^e article par lequel le Chapitre demandait que l'évêque continuât à battre monnaie sans moleste et sans charge.

Le dernier concernait le tabellionnat et le fisc épiscopal auxquels on portait diverses atteintes. On l'ajourna à terme indéfini.

Le Chapitre demandait en outre d'être réputé membre de l'Etat et compté pour tel, et comme tel admis aux Diètes y ayant voix comme un dizain, et qu'on lui adressât les recès des Diètes. Les magistrats accordèrent seulement au Chapitre le droit de séance aux Diètes durant la vacance du siège, et que l'évêque, malade ou empêché par maladie ou autre grave cause, se fit représenter par un ou deux chanoines, ce qui ne contenta pas le Chapitre. Quant aux recès des Diètes, on l'accorda, quoique quelques députés prétendissent qu'il suffisait d'en donner un à l'évêque, qui pouvait le communiquer à son Chapitre et à son clergé.

L'Etat crut, au moyen de ces articles accordés, que le Chapitre procéderait rondement en tout le reste, ce que se proposait de faire le Chapitre au moyen d'une protestation générale pour tous les autres droits.

Ils furent arrêtés et convenus les premiers jours de la Diète extraordinaire assemblée le 8 et [le] 9 mai 1752. *Mais par la fraude du secrétaire d'Etat [Jean-Ignace Blatter], l'expédition ne fut pas fidèlement conforme à la minute* et le Magistrat, voyant que le Chapitre n'entrait pas dans ses vues sur le chanoine

Roten, se permit de revenir sur les articles et finit, comme nous allons le raconter, par prétendre qu'il était maître de se donner pour comte et préfet même un laïc et de priver à jamais les évêques de Sion de cette prérogative. Aussi le Chapitre fit-il la protestation suivante²⁶.

Le bailli riposta le 25 par un bout de lettre écrite en allemand dont voici la traduction²⁷ :

/p. 671/ Le lendemain, le Chapitre s'assembla pour délibérer s'il fallait accepter le peu qu'accordait le bailli ; il fut unanimement conclu qu'il fallait s'en tenir aux articles précédemment arrêtés sans en rien rabattre.

Dans une calende tenue le 3 juin, le grand doyen fit part au Chapitre que le secrétaire d'Etat avec quelques autres membres de la Diète étaient venus le prier de ne point insister sur sa demande et de s'en tenir purement et simplement aux *Statuts* du pays et aux anciennes coutumes, et de laisser les choses sur le pied où l'y avait laissées le feu évêque. Le Chapitre rejeta cette proposition comme très inique et déclara qu'il ne pouvait abandonner les articles convenus dans la conférence du mois de février.

Le 7 juin, le grand doyen assembla le Chapitre dans la tour des Calendes pour lui faire part que le secrétaire d'Etat et M. Philippe de Torrenté, bourgmestre de la ville, étaient de nouveau venus lui annoncer que, si le Chapitre s'obstinait à vouloir toucher cette corde, la Diète se séparerait le lendemain et que chacun des députés s'en retournerait chez soi.

Sur quoi, le Chapitre fit dire à la Diète qu'il se relâcherait du second article laissant aux dizains les droits qu'ils s'étaient insensiblement arrogés au préjudice de ceux de l'évêque, mais qu'il ne pouvait laisser en question si l'évêque était le prince du pays ni s'il pouvait cesser de l'être. Que si l'Etat l'avouait ingénument comme il était juste et raisonnable, le Chapitre procéderait de suite, à l'accoutumée, à la présentation de quatre de ses membres, dont l'Etat élirait évêque qui bon lui semblerait. Mais la Diète ne voulut entrer sur cet article en aucune explication. Ainsi on se quitta plus brouillés que jamais, le Magistrat reculant comme s'il se fût trop avancé.

On fit part de cette rupture de la négociation à S. E. M. le nonce qui, par sa réponse du 16 juin, approuva la constance et la fermeté du V. Chapitre à maintenir la prérogative temporelle de l'Eglise et de l'évêché, et les exhortait à la persévérance.

/p. 672/ Sur ces entrefaites, on charge le secrétaire du Chapitre et le chanoine Produit de dresser des notes exactes de tous les droits régaliens que les *Statuts* du pays accordaient à nos évêques et dont ils avaient usé depuis Hildebrand de Riedmatten, et on les envoya au nonce qui les avaient demandées.

Le nonce accorda le 16 juin une prolongation du terme prescrit par les canons et accorda encore tout le mois de juillet pour procéder à l'élection. On en fit part aussitôt au bailli, en lui protestant que, pourvu que l'Etat reconnût l'évêque pour son chef, le Chapitre, la préséance avec voix effective dans les Diètes, il était prêt pour le bien de la paix de procéder sans autre conjointement

²⁶ Remarque de l'A. : « Elle est en allemand : me la faire traduire. Elle est datée du 22 mai 1752. » — A.-J. de Rivaz n'a pas demandé ou obtenu, semble-t-il, la traduction de ce document.

²⁷ La traduction n'est pas donnée.

avec la Diète à l'élection du nouvel évêque. Mais si cette proposition était de nouveau rejetée, il était résolu à remettre pour cette fois son droit et toute la cause es mains et à la décision du souverain pontife.

La lettre au bailli est en allemand ; elle est datée du 29 juin.

Le Chapitre en l'écrivant n'avait pas fait attention qu'il semblait par sa conclusion laisser aux représentants du peuple l'élection de l'évêque par postulation.

Le bailli répondit qu'il allait envoyer à son tour à Lucerne des députés informer le nonce de l'état de la question. Alors le Chapitre écrivit au nonce une lettre où il lui expose que, pour le bien de [la] paix, il a borné ses demandes à cela seul que l'Etat reconnût que par la constitution du pays l'évêque en est le prince et le chef, aveu que la justice devait tirer sans effort de la bouche du Magistrat, mais que, non content de ses anciennes usurpations, il en machine de nouvelles, qui ne vont à rien moins que de se prétendre seuls souverains du pays à l'exclusion de l'Eglise et de l'évêque, ce que personne jusqu'ici n'a osé avancer, quoiqu'il soit notoire que le peuple valaisan ne forme point cette prétention et ne pense à rien moins qu'à déposséder l'évêque d'une prérogative aussi ancienne et aussi fondée ; que leur motif en /p. 673/ envoyant à Son Excellence des députés n'est point de soumettre la question à sa décision, mais de faire accroire au peuple qu'ils agissent en ce nouvel empiètement de son su et de son aveu. Quant à ce qu'ils protestent sans fin que, bien loin de vouloir dépouiller en rien l'Eglise, ils veulent au contraire la maintenir dans tous ses droits, c'est un piège tendu à la simplicité du peuple, puisqu'ils se prétendent en même temps arbitres suprêmes de décider quels sont ces droits de l'Eglise dont ils lui promettent le maintien ; qu'ils se flattent de pouvoir induire Son Excellence à leur laisser l'élection du nouvel évêque par forme de postulation, en menaçant de séparer désormais la dignité de préfet de la dignité d'évêque. Mais le Chapitre espère que Son Excellence ne se laissera pas prendre à ce leurre, ni intimider à cette menace, et qu'elle n'ignore pas que par la même constitution du pays la préfecture est inséparable de l'épiscopat. On ose même assurer que, lors même que le Magistrat tenterait d'en venir à l'exécution, le peuple valaisan n'y donnerait pas les mains et ne le souffrirait pas. C'est pourquoi on supplie Son Excellence de soutenir de toute son autorité les droits incontestables de l'Eglise de Sion et de les recommander au pape. Cette lettre est datée du 10 juillet.

Avant le départ des députés que le bailli lui envoyait, le nonce avait écrit à l'Etat une lettre où feignant d'ignorer qu'ils étaient revenus sur les articles arrêtés à l'amiable au mois de février, il les loue de leur attachement à la religion catholique et au Saint-Siège, ainsi que de l'esprit d'équité qui les a inclinés à maintenir leur évêque et son Chapitre dans ses anciens droits, *qu'il laissait la liberté au Chapitre de remettre ou de retenir selon les occurrences,* et leur proteste que rien ne lui est plus à cœur ni ne peut lui être plus agréable que d'avoir à employer ses bons offices pour eux auprès du saint père pour lui faire approuver et ratifier les susdits articles, ce qu'il fera sans doute avec un plaisir indicible, voyant par là la concorde à jamais rétablie en Valais entre le clergé et le Magistrat, depuis si longtemps divisés et brouillés à ce sujet.

Cette lettre arriva comme le Chapitre avait perdu tout espoir d'amiable composition du différend ; il la garda devers lui, et sur ce que le nonce /p. 674/, inquiet de la mauvaise tournure que prenait cette affaire et des inconvénients

d'une plus longue vacance du siège, les pressait de ne plus retarder l'élection et leur insinuait de laisser au nouvel évêque la discussion de ses droits et de sa prérogative temporelle, le Chapitre envoya un second mémoire à la nonciature pour lui faire mieux exposer l'état de la question, qui gît en ceci, dit son auteur, que l'Etat ne se met nullement à la raison quand il promet à Mgr le nonce que son intention est de laisser jouir l'Eglise de Sion de tous les droits dont elle jouit depuis cent ans et plus. Car ces cent ans ne remontent qu'à l'épiscopat de Hildebrand Jost auquel on arracha violemment la renonciation aux Carolines et une reconnaissance forcée que le gouvernement de la république de Valais était une démocratie *aliquali episcopi principis monarchia*, tempérée par une monarchie quelconque de l'évêque-prince, ce qui était en dernière analyse ne se porter que coparticipants à la souveraineté, au lieu qu'à présent, ce qui change du tout au tout la question, ils se portent pour les seuls souverains à l'exclusion de l'Eglise et de l'évêque et prétendent au droit de conférer la préfecture à qui leur semblera convenable de la déférer, laïc ou prêtre, et ils appuient cette insoutenable et intolérable prétention sur un traité de 1627 conclu, disent-ils, sous la garantie d'envoyés du roi de France [Louis XIII], du duc de Savoie [Charles-Emmanuel I^{er}] et des sept Cantons catholiques, où ils prétendent que les VII-Dizains ont été reconnus par ces puissances alliées tellement souverains que la préfecture leur est dévolue de telle sorte dont ils peuvent disposer à leur gré et dont ils peuvent dépouiller l'Eglise. Mais en attendant une réfutation plus détaillée de ce système, le Chapitre affirme qu'il [est] *en état de prouver que* ce prétendu traité, négocié, il est vrai, par les envoyés de ces puissances, ne fut point garanti par elles parce que l'Etat, sans égard à leur médiation, se refusa à des conditions favorables à l'Eglise, qu'elles avaient espéré qu'il agréerait.

Ils disent encore que si le Valais est une république démocratique, *elle est elle-même souveraine*, et elle ne peut point avoir de chef souverain. Mais le Chapitre ne prétend pas que l'évêque soit seul /p. 675/ le souverain du pays, mais qu'il est le chef du Magistrat qui y exerce le souverain pouvoir législatif et exécutif, ainsi que tous les traités et tous les actes publics émanés des deux autorités réunies de l'évêque et de la Diète le supposent manifestement et le donnent à entendre.

Quant à ce qu'ils ont écrit à la nonciature que ce qui retarde l'élection, c'est que le Chapitre refuse de sanctionner les *droits et coutumes* dont usent les communautés depuis cent ans, est encore un piège qu'ils lui tendent, car il est notoire qu'ils comprennent sous ces noms de coutumes et de droits des empiètements que leurs représentants se sont permis de règne en règne depuis l'épiscopat de Hildebrand Jost, ce qui n'est rien moins, par conséquent, que de forcer le Chapitre de souscrire à toutes leurs nouvelles usurpations, qui ne sont pas des coutumes, mais des abus, des injustices, et non des droits. Et le Chapitre s'offre, s'il le faut, à en fournir de bonnes preuves.

Ils voudraient que le nonce leur obtînt du pape la permission de choisir eux-mêmes d'entre les chanoines celui qu'ils jugent le plus digne tout à la fois de l'épiscopat et de la préfecture. Mais il saute aux yeux que nul ne peut mieux faire ce discernement que le Chapitre lui-même; ils observent que le vrai moyen de terminer une fois pour toutes les différends qui renaissent à chaque vacance du siège entre le Chapitre et le Magistrat serait que le pape, en vertu d'un concordat, laissât à l'Etat la nomination de l'évêque comme il la laisse aux rois de France et

d'Espagne. Enfin, ils demandent que, pour cette fois au moins, il puisse nommer le nouvel évêque par forme de postulation, vu le dévolu qui est près d'expirer et que le pape veuille contraindre le nommé par l'Etat à accepter l'épiscopat.

C'était pour parvenir à y nommer le chanoine Roten qui, ainsi que les autres chanoines, avait juré qu'il n'accepterait point l'évêché *des mains des magistrats*, comme je vais le raconter, si l'Etat s'obstinait à ne point reconnaître l'évêque pour le chef de la Magistrature.

/p. 676/ Ils finissaient leur lettre au nonce en lui déclarant que, s'ils ne pouvaient obtenir à cette fois le droit de postulation et que si le Chapitre restait maître d'exclure qui bon lui semblerait, ils sépareraient pour toujours l'évêché de la préfecture et qu'alors le Chapitre seul nommerait l'évêque. C'est ainsi que de prétentions en prétentions, ils en viennent à renverser de fond en comble l'ancienne constitution du pays.

Le 17 juillet, le Chapitre écrit de nouveau au nonce où il lui proteste que, déférant à ses conseils, il fait tous les jours de nouveaux sacrifices pour obtenir la paix et qu'il n'attend pas un meilleur succès des lettres pleines d'égard et de modération qu'il a bien voulu faire passer par leur canal au bailli et à l'Etat. Car à l'instigation de quelques ambitieux, ils ne se cachent plus qu'ils entendent que ce n'est que de leur grâce que la dignité de préfet du pays se trouve unie à la dignité d'évêque, comme eux-mêmes le disent dans la lettre qu'ils ont adressée à Votre Excellence sous la date du 18 mai proche passé ; si donc, ajoute le Chapitre, nous fléchissons en cette occasion, ils en prendront titre contre nous, comme si nous avions par là même reconnu que leur prétention est fondée. C'est pourquoi nous ne pressons pas à procéder à l'élection du nouvel évêque, d'autant plus que l'expérience nous a appris que le Magistrat ne nous la fait faire à la précipitée que pour nous ôter le temps de mettre nos droits en évidence et en sûreté. Si les magistrats nous sont contraires, nous nous flattons d'avoir le peuple pour nous, qui bien certainement ne pense à rien moins qu'à déposséder de sa prérogative l'évêque, en qui il a toujours vu et honoré le prince du pays.

Le Chapitre ne dut pas être peu étonné après tant d'encouragements que le nonce lui avait jusqu'ici donnés de tenir ferme, de recevoir de lui une réponse à cette lettre, datée du 21 juillet, où il leur mandait qu'ayant compris des lettres du Chapitre et de ce que les députés de l'Etat lui avaient dit de vive voix, qu'il n'y avait aucun accommodement entre eux à espérer, il juge nécessaire que le Chapitre procède incessamment, conjointement avec l'Etat, à l'élection du nouvel évêque, et qu'il se borne pour le moment à faire une protestation de ses droits dans les termes les plus mesurés. Il leur accordait à cet effet encore tout le mois d'août, et leur recommandait de choisir le plus digne et le plus en état de porter cette charge formidable, même à des épaules angéliques.

/p. 677/ En conséquence de cette dernière lettre du nonce, le Chapitre fort embarrassé tint calende les 6 et 7 août, où on proposa d'en finir par une élection purement canonique, mais rien fut conclu à cet égard ce jour-là.

Le bailli assembla la Diète à la Souste, le 9 août, et le Magistrat poussa la hardiesse jusqu'à postuler pour évêque-préfet le chanoine Roten et par arrêter qu'on le demanderait au pape par voie de postulation unanime. De son côté, il fut arrêté par le Chapitre, le 17 août, dans une calende tenue à la tour de César, que le lendemain, à midi, tous les chanoines se rendraient à l'église de Valère pour y procéder à l'élection canonique.

Mais ce jour-là, le Chapitre s'étant assemblé après la messe dans la tour des Calendes, et considérant que la démarche projetée serait probablement désavouée par son supérieur majeur, Mgr le nonce, on se résolut à procéder à la présentation de quatre chanoines selon la coutume observée depuis quelques siècles *et sous la proteste ordinaire,* néanmoins avec cette précaution que l'on crut de nature à parer aux plus grands inconvénients, de faire jurer individuellement à chaque chanoine que, s'il était élu par le Magistrat, il ne consentirait à sa nomination et n'accepterait l'épiscopat qu'après en avoir exigé une reconnaissance formelle, que l'évêque est en Valais le chef de l'Etat avec séance et voix aux Diètes souveraines. Et on fit part de cette résolution finale au bailli et aux députés des dizains par une longue lettre allemande qu'il me faut faire traduire.

La réponse du bailli ayant paru au Chapitre ne lui laisser pas même la libre présentation, on tint une calende, le 24 août, où il fut conclu que, si l'Etat s'obstinait à vouloir gêner la liberté de la présentation, le Chapitre était résolu d'en venir à une élection canonique. Et on arrêta d'écrire au nonce pour l'informer de ce nouvel attentat.

On voit par cette lettre au nonce que le bailli leur avait formellement déclaré que l'Etat voulait que le chanoine Roten fût un des quatre présentés et qu'il s'obstine à ne vouloir pas reconnaître pour le chef du pays et du Magistrat l'évêque qui en a été si longtemps le prince et le souverain. Enfin, ils lui font part que, le 29 août, ils sont résolus de procéder à l'élection canonique d'un d'entre eux selon le droit canon, /p. 678/ ne voyant aucun autre moyen de parer aux inconvénients de la postulation de la Diète.

Effectivement le 28 août, on tint calende à la tour de César et, vu que le bailli laissait sans réponse la dernière du Chapitre où il réclamait la libre présentation, il fut conclu que le lendemain on se rendrait à Valère pour procéder [à] l'élection canonique.

Le Chapitre y était assemblé, et déjà on avait fermé les portes de l'église, lorsque tout à coup arrive un familier du bailli porteur d'une lettre de sa part, laquelle sans doute donnait quelque satisfaction au Chapitre, puisqu'au lieu de procéder à l'élection canonique, il procéda sur l'heure à la présentation accoutumée²⁸. Furent élus au scrutin secret le chanoine Ambuel, sacristain, le chanoine de Chastonay, grand doyen, le chanoine Lager, secrétaire du Chapitre, et le chanoine Roten.

Le 30 août au matin, le Chapitre et l'Etat s'assemblèrent au château de la Majorie. Etant survenu entre les dizains de Sion et de Conches un différend au sujet du pas, on intervertit l'ordre accoutumé de la marche *qu'ouvrait le sénéchal [Florentin de Montheys] portant le glaive de la régalie, entouré des

²⁸ A.-J. de Rivaz donne cette lettre à la fin de son exposé additionnel : /p. 680/ Voici la traduction littérale de cette lettre du bailli au Chapitre :

Dans l'espérance que le V. Chapitre, tant pour satisfaire sa conscience, comme il s'exprime dans sa dernière lettre, que pour procurer le bien de la patrie, présentera quatre de ses membres les plus capables, selon la coutume, les sept louables dizains se sont enfin décidés et résolus de recevoir la présentation, et conséquemment se rendent à Sion le 30 du courant, ce que je m'empresse de vous notifier par un exprès, ayant l'honneur d'être avec vénération votre très humble et dévoué serviteur ce 28 août 1752.

Burgener bailli.

[N. B. d'A.-J. de Rivaz :] Ils renonçaient par là à leur protestation.

quatre familiers*, en associant les chanoines aux principaux membres de l'Etat, et l'on descendit à la cathédrale où les séculiers occupèrent les stalles du côté de l'épître, et les ecclésiastiques, les stalles du côté de l'évangile, et le sénéchal posa le glaive de la régalie sur l'autel. Ensuite on entonna le *Veni Creator*. Après le discours d'usage du grand doyen, du gouverneur Willa au nom de la parenté du défunt évêque, du bailli qui protesta que les dizains ne prétendaient par cette insolite présentation déroger en rien aux droits du Chapitre, le chanoine procureur général présenta les quatre chanoines ci-dessus dénommés, et tous les autres se retirèrent à la grande sacristie. Le bailli harangua de nouveau les députés à la Diète qui, d'une voix unanime, élurent pour évêque, comte et préfet, le chanoine Roten, l'occasion de tous ces troubles. C'eût été le moment pour lui, observe mon chroniqueur, de refuser l'évêché, à moins qu'ils ne reconnaissent l'évêque pour chef du pays, comme il [Roten] en avait pris l'engagement, /p. 679/ mais il ne sortit de sa bouche qu'une protestation vague et, après trois ou quatre paroles pour s'excuser d'accepter sur son peu de capacité et de mérite, il s'approcha du grand autel accompagné des quatre dignités, et s'étant assis sur le marche-pied de l'autel du côté de l'évangile, il reçut le glaive de la régalie des mains du bailli et du doyen ; ensuite le sénéchal, comme le premier des vassaux nobles, lui ayant prêté serment de fidélité, il lui remit le glaive de la régalie pour le reporter au château. Ensuite, l'écu ayant mis son rochet et son camail, il entonna le *Te Deum* et lut l'oraison ; puis ayant quitté son habit de chœur et repris son manteau, il fut reconduit processionnellement au château, ayant à sa droite le grand bailli et le grand doyen à sa gauche. Les clefs du château ne lui furent point présentées au pied du grand escalier, parce que le chanoine économe les avait serrées dans sa chambre ; mais le grand doyen *et le grand bailli* lui remirent les clefs des Archives épiscopales où le sénéchal déposa le glaive de la régalie. Ensuite toute la comitive s'étant réunie dans la salle où s'assemble ordinairement la Diète, le bailli et tous les députés lui prêtèrent le serment de fidélité en levant la main au ciel, et l'évêque élu prêta celui de maintenir les droits bien fondés des dizains à la manière des prélats en mettant la main sur sa poitrine. Et c'est ainsi que finit cette tragi-comédie, dont il paraît que le vrai motif fut de forcer le Chapitre à mettre le chanoine Roten en élection.

Je ne suis point étonné que le bailli Burgener eût ourdi cette trame et noué cette intrigue, mais je m'étonne d'y voir le secrétaire d'Etat Blatter et le bourgmestre Philippe de Torrenté qui, tous les deux, ont laissé une juste réputation d'hommes éclairés, intègres et même religieux. Mais c'est qu'il faut hurler avec les loups, surtout en pays de régime démocratique.

8. *Encomium Vallesiae*

/p. 667/ *Aereas natura dedit prae montibus Alpes*
Moenia nec ferro nec penetranda vitro
Pinguia montanas ludunt armenta per herbas
Tonduntque in summis pascua laeta jugis.
Ingrati latices ! Ex imis lymphæ cavernis
Limpida ab excellis praesiliit unda petris

*Prata suos hinc inde bibunt uberrima rivos
 Efficiuntque ipsum hauriare solum.
 Alma leves largus diffundit in horrea messes
 Praebentque exculi nobile genus [?] agri.
 Ornat Baccho hilares creberrima vinea colles,
 Foetique eximio dat locuplete merum
 Quem miserar [?] vitenis genus omne resultat abundis,
 Nec facile et amnes nec munerare locum²⁹.*

9. Sur les deux événements qui occupèrent le pays sous l'évêque Blatter et durant la vacance dudit siège après sa mort : sécularisation des religieux valdôtains et savoyards du Saint-Bernard ; dispute des droits de l'évêque et du Chapitre.

/p. 684/ J'ai trouvé dans mes papiers une lettre je ne sais de qui, mais bien pensée et bien écrite sur les deux événements qui occupèrent le plus notre pays sous les évêques du premier évêque Blatter et durant la vacance du siège après sa mort, savoir les intrigues du dernier bailli Burgener pour faire élire à sa place le chanoine Roten, [et] *qui fut la sécularisation des religieux valdôtains et savoyards.*

« Benoît XIV a enfin terminé la contestation au sujet de la nomination du prévôt de Saint-Bernard en séparant les deux monastères. Le saint père adjuge tous les biens que l'Hôpital de Saint-Bernard possédait rière les Etats de Savoie au roi de Sardaigne lui permettant d'en disposer à son gré, et en conséquence ce monarque a fait offrir par l'évêque de la cité d'Aoste [Solaro] à chacun des religieux de ce lieu, c'est-à-dire du prieuré de Saint-Jacquême où résidait ordinairement le seigneur prévôt, 500 livres de Piémont pour la pension alimentaire annuelle de chacun d'eux s'ils veulent accepter la sécularisation. Le prévôt de Saint-Bernard sera désormais nommé selon les anciens statuts. Voici ce qu'on mande de Rome à ce sujet :

Causa jam remanet confecta et absoluta per breve --- nostri, in quo demandatur divisio et separatio bonorum erigendo in commendas (ordini SS. Mauritii et Lazari) ea quae sunt citra montes et cetera reliquendo Monasterio Montis Jovis, in quo superioris electio fiet ad formam statutorum. »

C'est là ce fameux *mezzo termine* que le ministère a enfanté, mais qui aurait rendu la paix aux chanoines de Mont-Joux et la tranquillité à la république de Valais si la bulle qui a suivi eût été en tout point conforme à ce qu'on avait écrit de Rome.

Il serait bien à souhaiter que cet Etat pût l'acquérir à l'élection de son évêque qui cause la mésintelligence qui y règne aujourd'hui. Anciennement les évêques de Sion étaient élus par leur Chapitre et de leur corps indépendamment

²⁹ Curieusement, l'auteur a négligé ou omis de citer la source de ce texte où l'on ne relève qu'un seul toponyme : *Alpes*. D'où ce texte est-il tiré ? D'un auteur classique ? Ou d'un auteur de l'époque moderne ?

de la république, les prélats ainsi élus étaient comtes et préfets et chefs du pays. C'était eux qui nommaient à toutes les charges de l'Etat /p. 685/ et en obligeaient et assermentaient les officiers qui en étaient revêtus; même le grand bailli a eu autrefois la mortification de leur prêter à genoux le serment de fidélité, mais dans la suite on a peu à peu attaqué ces droits de l'évêché, particulièrement du temps que Calvin parvint à introduire sa doctrine dans le Valais et qu'il en eut infecté plusieurs d'entre les principaux. Ils mirent dans le commencement si violemment la main à l'encensoir qu'ils exilèrent Hildebrand Jost, leur évêque, qui siégeait alors et forcèrent ce prélat de se réfugier à Rome. A son retour dans le pays, il n'y fut reçu qu'en cédant à l'Etat plusieurs droits de l'évêché, ce qui continua toujours jusqu'à nos jours, à la mort du dernier évêque. Ainsi le Chapitre a protesté pour ses propres droits et pour ceux de l'évêché qu'il cherche à faire revivre, en prétendant élire à la pluralité des suffrages des chanoines votants son prélat indépendamment de l'Etat et sans le concours des dizains³⁰. Mais les dizains, ou au moins la pluralité des dizains, ne veulent pas entendre à cette proposition du Chapitre qu'à la condition que, si les chanoines nomment leur évêque sans le concours de l'Etat, il n'aura alors plus séance dans les Diètes, ni à se mêler des affaires de la république, mais uniquement de la juridiction spirituelle; au lieu qu'en y appelant le concours de l'Etat, on en regardera l'évêque comme membre et un des chefs, assis à la droite du grand bailli en Diète et partout ailleurs; qu'il y aura le premier suffrage et en cas d'une égalité de voix, la sienne aura la prépondérance, et enfin que les premières instances dans les plaidoyers seront faites devant lui. Les chanoines de leur côté ne veulent pas consentir à ce que la république exige d'eux, mais ils s'opiniâtrent à la restitution entière des anciens droits et de l'évêché et du Chapitre.

La nouvelle manière d'élire l'évêque et celle dont la république désire la continuation est que le Chapitre /p. 686/ de Sion s'assemble d'abord après la mort du prélat et fasse l'élection de quatre d'eux pour les présenter à l'Etat qui en choisira un des quatre pour être évêque. Le Chapitre nommera alors l'élu son vicaire capitulaire et général avec la juridiction spirituelle dans le diocèse en attendant sa confirmation de Rome. Ensuite, le préconisé assis dans un fauteuil porté sur le marche-pied du maître-autel recevra conjointement des mains du grand doyen, à la part du Chapitre, et des mains du grand bailli, à la part de l'Etat, le glaive de saint Théodule, par lequel on le met en possession de la juridiction temporelle, et est reconnu membre et un des chefs du pays. Après quoi les chanoines et les grands lui ayant baisé la main, et ayant chanté le *Te Deum*, il sera conduit par eux tous au palais épiscopal, à l'entrée duquel on lui remet les clefs dans un bassin d'argent, ainsi qu'il s'est pratiqué encore dans l'élection du dernier évêque.

³⁰ Ici l'auteur renvoie à une note en fin de son texte, p. 586: «Je ne me souviens plus d'où j'ai tiré cela; je conjecture que c'est peut-être d'un *Mercur* de Neuchâtel. Quoi qu'il en soit, ce n'était point du tout là l'état de la question. Le Chapitre ne voulait point innover, c'est-à-dire s'attribuer à lui seul l'élection de l'évêque, ni y procéder autrement qu'on avait fait à celle du feu évêque. Mais c'était l'Etat qui voulait forcer le Chapitre à mettre en élection le plus jeune chanoine que les principaux de l'Etat voulaient faire évêque, parce qu'il était leur parent. Si ce morceau est du *Mercur* de Neuchâtel, il fut fort mal informé du fond de cette intrigue menée par le dernier bailli Burgener.»

Une autre raison, qui arrête sa nomination, est la conteste qui s'est formée pour la préséance entre les dizains de Sion et de Conches. Les mémoires qui paraissent à ce sujet sont donnés au public. La ville et dizain de Sion a répondu fort poliment et très modérément à ceux de Conches. Le temps nous apprendra ce qu'il aura produit ³¹.

10. *Donation de l'évêque J.-J. Blatter en faveur du Séminaire de Gêronde (1748)*

/t. 15, p. 819/ *Ad opus Seminarii Gerundani pia episcopi Blatteri I elargitio.*

Notandum ad futuram rei memoriam Nos pro Seminario Gerundano anno 1748 assignasse summam quinque millium coronatorum, quorum quatuor millia sunt in obligatione contra Moniales Bernardinas Massiliae in Galliis, erecta die martis 1748 ad 4 per 100; item 900 coronatorum contra relictam castellani Joris Martigniaci; 100 contra admodum Rdum D. Laurentium de Vineis, curatum ad Sanctum Martinum, ambae ad 4 per 100, ut census inde trahendi deserviant dicto sacerdotum Seminario Gerundano quamdiu illud durabit et ad nullum alium usum applicentur. Si vero illud locum non haberet aut successu temporis cessaret, haec summae applicentur ad fundationem duorum alumnatum in convictu Viennae sanctae Barbarae nominandorum ab episcopo Sedunensi, si in familia mascula Blatteriana nemo adsit qui alumnatum talem acceptare velit. In quorum fidem, etc.

Seduni ex castro nostro Majoriae 24. Februarii 1748.

Johannes Josephus Epis. Sedun.

Orent seminaristae pro fundatoris anima ³².

³¹ Voir plus haut, pp. 23-24.

³² Réf. de l'A. : « Fidèlement extrait des registres des Archives de Gêronde en 1794 par moi, A.-J. de Rivaz, prêtre, auditeur de Monseigneur. »

III

Jean-Hildebrand Roten

évêque de Sion de 1752 à 1760

1. L'illustre famille Roten.

Election de Roten après vacance du siège durant plus de huit mois.

/p. 525/ Cet évêque était fils je ne sais de qui, mais la famille Roten est une des plus distinguées de notre pays. Ses illustrations ont commencé par un Jean Roten, qui était grand bailli en 1519; un autre Jean Roten l'a été près de 30 ans du temps de l'évêque Hildebrand Jost. On vante beaucoup sa fermeté et sa prudence. Et dans le siècle qui vient de s'écouler, elle a donné deux baillis à l'Etat, tous deux nommés Christian, soit Chrétien, l'un en 1729 et l'autre en 1761.

L'évêque Roten n'avait encore que 31 ans et n'était que simple chanoine lorsqu'il fut élu pour succéder à l'évêque Blatter, le 31 août 1752, après une vacance du siège de plus de huit mois. Je ne sais point encore quelle fut la cause d'un si long interrègne, presque unique dans l'histoire de nos évêques. Je conjecture seulement que ce fut quelque nouveau débat entre l'Etat et le Chapitre au sujet des Carolines, ou du moins des droits attachés à la dignité épiscopale qui en résultent. Il alla se faire sacrer à Fribourg en Suisse, *accompagné de l'Abbé Claret*, par l'évêque de Lausanne¹, le 24 février 1753. *A son retour, il y eut grand bal à Saint-Maurice. Ces bals au sacre de nos évêques ne doivent scandaliser personne, parce que c'est en qualité de princes, comtes et préfets du pays, qu'ils les permettent ou qu'ils les souffrent.*

/p. 525*/ En 1752, le siège épiscopal restant vacant depuis le 19 janvier jusqu'au 31 août, le V. Chapitre distribua un petit mémoire imprimé de trois pages où il offrait de faire la présentation d'un nouvel évêque moyennant que l'Etat voulût laisser jouir le nouvel évêque des droits dont les évêques de Riedmatten jouissaient et que le Chapitre fût reconnu pour un membre de l'Etat. L'Etat extraordinairement assemblé à La Souste répondit en date du 13 mars qu'il n'accorderait rien au détriment de la souveraineté des sept louables dizains.

Le 31 août, jour de l'élection de l'évêque, l'immunité du souverain Etat ayant été lésée par les députés de Sion, la Diète de Noël de cette année fut convoquée et tenue à Sierre; de même y fut convoquée l'année suivante la Diète de mai, mais comme le premier jour de l'assemblée, MM. les députés de Sion parurent et donnèrent satisfaction aux six dizains en demandant excuse de la faute commise à la dernière élection, /p. 527/ l'évêque et tous les Seigneurs députés partirent ensemble de Sierre pour continuer la Diète à Sion.*

¹ Adj. marg. p. 525: *Etait alors évêque de Lausanne Mgr de Boccard.*

2. Guerre du vin rouge. — Tremblement de terre de 1755

/p. 525/ De son temps arriva la guerre dite du vin rouge, et le tremblement de terre de Brigue, en 1755.

Ce qui donna lieu à cette guerre, ce fut que le canton d'Uri ayant été forcé de prendre les armes pour soumettre les habitants de la vallée de *Livinen*, /p. 526/, ses sujets qui s'étaient révoltés, requit ses alliés de lui fournir les secours convenus dans les traités de combourgeoisie, soit d'alliance. Le Valais fournit son contingent de 500 hommes, selon l'Abbé Schiner, mais les troupes du Haut-Valais n'allèrent pas plus loin que le dizain de Conches et celles du Bas-Valais, que le pont de Sierre, parce que ce peuple s'était soumis en apprenant que le secours de Berne arrivait par la Fourche après avoir passé la Gemmi au cœur de l'hiver. Comme l'évêque Roten, homme généreux jusqu'à la prodigalité, fit distribuer aux troupes du Bas-Valais, lorsque après leur licenciement elles repassèrent à Sion, force pain, fromage et vin rouge, et qu'il leur en donna même quelques tonneaux qui les suivirent jusqu'à leur rentrée dans leurs foyers, les Bas-Valaisans reconnaissants ont appelé cette guerre, la *guerre du vin rouge*.

Sur le tremblement de terre de Brigue, le *recueil des MM. Roten* m'a fourni les détails suivants :

Ce désastre fut précédé par une grande inondation des torrents, qui eut lieu la nuit du 14 ou 15 octobre, et qui causa de grands dommages aux paroisses de Mörel, de Glis, de Viège et de Rarogne. A Rarogne et à Viège, le Rhône couvrit de sable presque toute la plaine, en sorte que la moisson fut presque nulle l'année suivante 1756, les légumes et le fromage exceptés. /p. 527/ Au mont de Brigue, plusieurs maisons et granges furent emportées, et il y périt quelques personnes, ainsi que le moulin des dames ursulines de Brigue près de Riedbach. Le Rhône emporta les ponts de Mörel et de Sierre.

Quelque temps après que la ville de Lisbonne fut presque engloutie dans la mer par son trop fameux tremblement de terre du 1^{er} novembre 1755, il s'en fit sentir un dans tout le Valais, mais sans aucune ruine notable, si ce n'est dans les quatre dizains supérieurs, et surtout à Brigue, à Naters et à Glis où il causa de grands dommages. La première secousse se fit sentir le 9 décembre à trois heures après midi ; il n'y laissa pas une maison qui ne fût plus ou moins endommagée et quelques-unes en furent entièrement renversées. Dès qu'il fut nuit, d'heure en heure la terre trembla. Dans l'épouvante et dans la crainte de périr sous les ruines de leurs habitations, tout le monde quitta sa maison, sortit son bétail des écuries, et bêtes et gens passèrent la nuit dans la campagne, en une saison si rigoureuse en plein air. La première secousse fut si violente qu'elle fit tomber à Naters deux cloches du clocher et une partie de la voûte qui en écrasa l'orgue. On croit superflu d'ajouter que l'église et la tour furent fendues du haut en bas en plusieurs endroits. A Glis, une partie du clocher tomba sur l'église et en rompit la voûte qui écrasa l'autel de Notre-Dame, et le clocher fut si endommagé que pendant bien longtemps on n'en put sonner les cloches ; /p. 528/ et en attendant que l'église fût réparée, on transporta le Saint-Sacrement en l'église de l'hôpital de Brigue où l'on fit quelques mois l'office paroissial.

Brigue en fut tellement ébranlé que la plupart des tableaux furent renversés, les fenêtres brisées, et les bouteilles cassées. Pour « rappordre » les fentes

qu'occasionna le tremblement de terre à l'église et au collège de Brigue, l'Etat fit une grande dépense en crochets de fer. L'église et le couvent des ursulines n'en eurent pas moins besoin. A Mund (*Mondt*), la flèche du clocher fut renversée sur l'église qui en fut notablement endommagée. A Mörel, la cure fut jetée à bas, et des fentes énormes à l'église attestent encore le passage de ce fléau.

Il fut beaucoup moindre à Viège; cependant il y renversa quatorze cheminées, et la galerie qui environnait la plate-forme du clocher.

A Rarogne, aucune maison n'en souffrit notablement que la cure, mais dans le mont à Interfluss, le dôme de la chapelle de Saint-Antoine de Padoue tomba. Ce qui épouvanta le plus le monde et causa une crainte salutaire des jugements de Dieu, plus forte que ne le saurait faire la plus pathétique mission, ce fut que, dès la première secousse, la terre elle-même offrit aux regards de place en place des fentes considérables et qu'en quelques lieux tarirent tout à la fois et sourdirent des fontaines, comme au mont de Brigue et à la Combe de Rarogne. /p. 529/ D'autant plus que pendant plusieurs mois ce tremblement se fit sentir de temps en temps, tantôt plus tantôt moins fortement, mais toujours assez pour tenir le monde en alarme.

L'auteur de cette relation la finit par cette excellente morale :

*Sed quid his tristibus immoror? Accepimus peritura perituri. Deus dedit his quoque finem, qui sic nos visitat ut cognoscamus in manu ejus esse potestatem terrae, quam nobis dedit ut eam incolamus in timore Dei, non eundo ad insanias falsas, et per vias peccatorum quas disperdit, sed fidem nostram bonis operibus vitam comprobando, crucemque cum ipso portando, si aliquando etiam filii gaudiorum coelestium et consortes lucis sempiternae esse cupiamus. Amen*².

3. Trois personnages distingués :

Maurice de Courten, Pierre-Joseph de Rivaz, François-Joseph Weger

De son temps encore, deux personnages, l'un illustre, l'autre célèbre, firent un peu connaître le Valais à la France.

Le premier est le chevalier de Courten, autrement dit le comte Maurice, colonel du régiment suisse valaisan de son nom au service de France, lieutenant-général des armées de S.M.T.C., grand-croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, comte d'Empire, employé en plusieurs ambassades près les cours de Berlin, de Vienne, etc., qui mourut célibataire à Paris, après avoir fait la fortune d'un seul de ses parents, le comte Pancrace de Courten, qui lui succéda dans le commandement du régiment valaisan, étant dès lors gros-major du régiment des Gardes-Suisses et cordon rouge, mort lieutenant-général peu /p. 530/ avant la Révolution française, homme d'esprit et de mérite, qui avait beaucoup d'affabilité et de dignité.

Le chevalier de Courten était un délié courtisan, qui joignait beaucoup de finesse d'esprit à une franchise vraiment suisse. Voltaire l'a peint de riantes

² *Recueil des MM. de Roten*, fol. 345^v-346^r.

couleurs dans cette petite pièce fugitive qu'a recueillie et publiée M. le baron de Zurlauben dans ses *Tableaux de la Suisse*; t. VIII, p. 748 :

Au courtisan le plus rusé,
Au Gascon le plus avisé,
Courten peut servir de modèle.
Vous allez me chercher querelle :
Il est Suisse à la vérité ;
Mais Suisse si bien déguisé,
Que ses amis, aussi bien que son maître,
Sans sa candeur et sa fidélité,
Auraient peine à le reconnaître³.

Il mourut à Paris, le 27 janvier 1766, à 74 ans.

Ses services militaires trouveront place plus naturellement qu'ici dans une Histoire militaire du pays de Valais, si Dieu nous laisse le temps d'en entreprendre et d'en finir une.

Le second est M. Pierre de Rivaz, né à Saint-Gingolph au Bas-Valais et mort à Moûtiers en Tarentaise, célèbre mathématicien et mécanicien plus célèbre encore. Il alla à Paris en 1754 proposer ses inventions à l'Académie des Sciences et en remporta les suffrages les plus flatteurs. Mais il ne se livra pas tellement aux /p. 531/ hautes sciences qu'il ne fit son délassement de l'histoire et de la critique dont le goût lui était venu presque au sortir de la première adolescence, en même temps que celui des machines et des calculs. Jean-Jacques Rousseau en a fait un grand éloge en peu de mots dans la *Lettre à M. d'Alembert* contre les spectacles :

« Je puis citer en exemple [*de ce qu'il avance, qu'on peut être homme de génie sans fréquenter les spectacles*] un homme de mérite, bien connu dans Paris et plus d'une fois honoré des suffrages de l'Académie des Sciences ; c'est M. Rivaz, célèbre Valaisan. Je sais bien qu'il n'a pas beaucoup d'égaux parmi ses compatriotes, mais enfin, c'est en vivant comme eux qu'il a appris à les surpasser. »⁴

Il trouve sa place ici, non parce qu'il est mon père, mais parce que ses talents très rares en tout pays se sont fait avantageusement remarquer à Paris, à Turin, à Bâle, à Zurich et Berne, et jusqu'en Russie ; et parce qu'il est de mon sujet de parler de lui comme étant auteur de la plus excellente des apologies du fait si glorieux à notre patrie, du martyre de la Légion thébéenne à Agaune sous l'empereur Dioclétien, attaqué par grand nombre de critiques protestants⁵. *D'autant plus, que si ces *Mémoires* peuvent être un jour d'une utilité publique pour bien connaître les antiquités de notre Eglise et l'histoire du Valais durant le

³ BEAT-FIDEL ZURLAUBEN et JEAN-BENJAMIN DE LABORDE, *Tableaux de la Suisse ou Voyage pittoresque fait dans les XIII cantons du Corps helvétique et Etats alliés*, édit. in 4°, t. VIII, Paris, 1748, pp. 347-348.

⁴ Il s'agit d'une note introduite par J.-J. ROUSSEAU, dans l'édition de 1759, de sa *Lettre à d'Alembert sur les spectacles* parue en 1758. Voir édition LÉON FONTAINE, Paris, Garnier, 1926, p. 185.

⁵ PIERRE DE RIVAZ, *Eclaircissements sur le martyre de la Légion thébéenne...*, Paris, 1779, XX-368 p., ouvrage publié par son fils Anne-Joseph.

moyen âge, notre postérité lui en aura la principale obligation, puisque sans ses recherches et sans sa *Diplomatique*⁶, il m'eût été impossible d'en rédiger la plus difficile et la plus intéressante portion, qui sont les temps de son existence sous les /p. 532*/ Celtes, les Romains, les Bourguignons, les Francs, les Carlovingiens, les rois du second royaume de Bourgogne, les empereurs de la Maison de Franconie, les ducs de Zaehringen et les premiers princes de la Maison de Savoie, partie considérable de notre histoire, sur laquelle, sans ses recherches très érudites et très critiques, je n'aurais fait, privé des auteurs contemporains et des documents étrangers, que balbutier, me tromper moi-même et tromper les autres, ainsi que l'ont fait tous nos devanciers.*

/p. 531/ La notice de ses productions littéraires trouvera place ailleurs, c'est- /p. 532/ à-dire lorsque je ferai connaître le peu d'hommes de lettres qu'a produits notre pays. M. le baron de Zurlauben, son intime ami, a publié sa vie, t. VII de ses *Tableaux de la Suisse* (a p. 195 ad p. 222)⁷.

Au même temps, un autre Valaisan jouait un rôle distingué à Vienne en Autriche, à la cour des empereurs d'Allemagne. C'est M. Weger, natif du dizain de Conches, chanoine de l'Abbaye de Saint-Maurice, qui ayant obtenu de l'Abbé Claret, son prélat, la permission de se fixer à Vienne s'il en trouvait l'occasion, ne tarda pas à s'y faire remarquer par sa bonne mine *primo*, et ensuite par sa facilité à parler également bien le latin, l'italien, l'allemand et le français, et par une méthode d'apprendre les éléments des lettres et des langues aux enfants, qui leur épargnait beaucoup de temps et d'ennui⁸. Des seigneurs de la cour impériale qui l'accueillirent d'abord et lui confièrent l'éducation de leurs enfants, le firent connaître à l'empereur François et à la reine de Hongrie [Marie-Thérèse], auxquels son extérieur distingué ayant eu le bonheur de plaire, ils lui confièrent la première éducation littéraire des archiducs et archiduchesses où, ayant réussi à merveille, il fut fait précepteur en titre de l'archiduc /p. 533/ leur fils aîné, depuis empereur Joseph II des Romains. Il était à la veille de recueillir le fruit et la récompense de ses services en ce genre, lorsqu'une mort prématurée lui ravit à l'âge de 39 ans la mitre avec la vie. Il mourut à Presbourg où était alors la cour, en 1759.

Je ne sais plus rien de cet évêque [Roten], si ce n'est qu'ayant eu des démêlés touchant les droits de l'évêché avec le bailli Burgener, second du nom, il en prit un vif chagrin qu'il crut pouvoir oublier en s'égayant à boire avec des amis qui n'étaient pas plus ennemis de Bacchus que lui, mais que ces excès souvent répétés lui causèrent une colique bilieuse qui l'emporta à la fleur de son âge après un épiscopat de huit années seulement. C'était un homme dont les talents promettaient beaucoup s'il eût su se dérober aux dissipations ainsi qu'aux

⁶ Rz 29 : *Diplomatique soit recueil de chartes pour servir à l'histoire des pays compris autrefois dans le royaume de Bourgogne tirées de différentes archives*, t. I (542-999), un vol. in-fol., 509 p. ; Rz 34 : t. II (1000-1276), un vol. in-fol., 864 p.

⁷ B.-F. ZURLAUBEN et J.-B. DE LABORDE, *op. cit.*, t. VII, Paris, 1784, pp. 195-222.

⁸ Cette instruction est signalée par ALFRED V. ARNETH, *Geschichte Maria Theresia's*, t. IV, Vienne, 1870, p. 162 et note 200 (p. 521) ; elle a pour titre : *Méthode qu'on a suivie dans l'éducation de S.A.R. Mgr l'archiduc Joseph*.

charmes d'une société enjouée d'amis choisis, qui achevèrent, par leurs funestes complaisances, à lui faire perdre et son temps et sa santé. Il mourut le 19 septembre 1760⁹.

4. *La séparation des religieux valaisans et valdôtains dans la maison du Saint-Bernard (1753)*

/p. 533*/ Du temps de l'évêque Roten, il arriva un grand changement dans la constitution de la prévôté du monastère-hôpital du Grand Saint-Bernard. J'en rends compte dans mon catalogue historique des prévôts de Mont-Joux¹⁰; je me borne à en noter ici que Benoît XIV consentit que les Valaisans fussent seuls maîtres de cette maison et que l'élection du prévôt fût désormais canonique, au moyen de ce qu'il cédât aux ducs de Savoie, qui jusqu'alors en avaient nommé les prévôts commendataires, tous les biens que possédait cette maison rièrent leurs Etats. Le premier prévôt élu canoniquement fut M. Bodmer, Conchard; *le second fut M. Thévenot, Lorrain,* /p. 533/ lequel obtint de la cour de Rome les honneurs de la mitre et de la crosse en dédommagement de tant de pertes. Ce prévôt se fit bénir à Sion par l'évêque Roten en 1759.

5. *Difficultés relatives à la désignation d'un candidat à l'évêché à la suite du décès de l'évêque J.-J. Blatter (Inachevé)*

/p. 530*/ On trouve à la fin du *Recueil de MM. Roten* la note suivante :

Cum autem post R^{mi} quondam principis Joannis-Josephi Blatter ab humanis decessum anno 1752 antiquae iterum difficultates ratione designationis episcopalis inter V. Capitulum et Statum saecularem exortae fuerint, tandem ut talibus finis aliquando fieri posset, laudabiles deseni ad diem 8^{ma} mai consilium extraordinarium Seduni in castro Majoriae convocarunt, et ad hoc V. Capitulum convocarunt et ad hoc V. Capitulum invitarunt, cum quo dein sequentes amabilis concordii propositiones regularunt :

1° Ils suivent en allemand (me les faire traduire)¹¹.

Mais j'entrevois qu'ils précédèrent l'élection de l'évêque Roten et que pendant la vacance du siège fut vicaire capitulaire le doyen de Chastonay¹².*

⁹ Note de l'A. : « L'Abbé SCHINER a noté que c'était à l'occasion des circulaires. » — Depuis ici, nous regroupons par ordre chronologique les adjonctions marginales et les additions.

¹⁰ A.-J. DE RIVAZ, *Opera historica*, t. 17, pp. 553-591.

¹¹ *Recueil de MM. Roten*, fol. 348^r-349^v. — La copie d'A.-J. de Rivaz n'est pas textuelle.

¹² Note de l'A. : /p. 530*/ « Voyez à la fin de ce volume une addition importante aux affaires ecclésiastiques passées durant le cours de cet épiscopat. C'est un grave différend qui s'éleva en 1754 /p. 531*/ entre les dizains supérieurs d'une part et le V. Chapitre de l'autre, au sujet de la collation pleine et libre des cures du Haut-Valais dont le Chapitre est patron, *différend pareillement suscité par les intrigues du bailli Burgener.* » — On trouvera ce texte plus loin à l'article n° 7, pp. 49-60.

« Et voyez p. 668 de celui-ci [volume] une relation fort détaillée de la violence dont le souverain Etat, à l'instigation du bailli Burgener, usa contre le V. Chapitre pour le forcer à mettre en élection le chanoine Roten à l'effet de le nommer à l'évêché.

» Cette note sur l'élection de l'évêque Roten doit précéder celle sur le différend qui s'éleva au sujet du droit de collation. » — Elle figure déjà plus haut, au dossier de J.-J. Blatter, sous le n° 7, pp. 31-39.

6. *Différend entre le Valais et la Sardaigne*
au sujet des limites au Grand Saint-Bernard (1753-1778)

/p. 532*/ Il s'éleva sous cet épiscopat [de J.-H. Roten], un très grave différend entre la République de Valais et le roi de Sardaigne [Charles-Emmanuel III] au sujet de la limite des deux Etats au Grand Saint-Bernard. La question continuera de s'agiter sous l'épiscopat suivant, et la Révolution française est survenue sans qu'il eût encore été définitivement réglé, *quoiqu'elle ait duré de 1753 à 1778*. Voyez-en les intéressants détails dans une relation très bien faite, rédigée en grande partie par Rd M. Jérôme Darbellay, prieur de Bourg-Mont-Joux, témoin oculaire et personnage très instruit de toute cette affaire.*¹³

7. *Différends entre le Chapitre, au sujet de la libre collation des cures dont il est le patron, et les paroisses du Haut-Valais (1754-1756) : Loèche-Ville, Ernen, Mörel. —*
Conclusion : deux attitudes différentes (Haut-Valais et Bas-Valais),
les cas d'Ardon et d'Anniviers (1754-1755)

/p. 734/ Il s'éleva en 1754 un très grave différend¹⁴ entre le bourg de Loèche et toutes les communautés du dizain de ce nom et le V. Chapitre de l'église cathédrale au sujet de la nomination du nouveau curé qui devait succéder au Rd M. Alexis Werra, chanoine titulaire, surveillant du même dizain, procureur fiscal de l'évêque au Haut-Valais et plébain, soit curé de Loèche, décédé le 27 décembre 1753.

C'était la coutume que ces communautés s'entendaient avec la Bourgeoisie pour en recommander un ou plusieurs au V. Chapitre ; mais à cette fois, n'ayant pu parvenir à s'entendre entre elles sur le successeur qu'elles désiraient donner à leur défunt curé, le V. Chapitre qui avait attendu plus de trois mois qu'elles s'entendissent à ce sujet, crut ne devoir pas différer plus longtemps à leur donner un plébain, et en conséquence en pleine calende du 1^{er} mars 1754, il donna à cette cure matricule Rd sieur Melchior Zen Ruffinen, actuellement chanoine résidant, pensant leur faire plaisir en leur donnant de préférence pour pasteur un de leurs combourgeois. Mais les Loécherands, loin de venir à Sion assister à l'institution canonique de l'élu, s'opposèrent formellement à sa nomination ainsi faite par le Chapitre. Cités par le curial de l'évêque à comparaître devant lui pour déduire leurs raisons d'opposite, ils ne comparurent pas au jour qui leur fut assigné. Mais le 17 mai, ils firent la proposition au V. Chapitre qu'on leur laissât le temps de convenir entre eux d'un sujet, se recommandant que le Chapitre voulût bien l'admettre, s'il le jugeait digne et capable, ce qu'on leur accorda au cas que le

¹³ Réf. de l'A. : « *Habetur in* » *Diplomatica* « de ces mémoires : » — Si l'on consulte les index dressés par Ch.-Emm. de Rivaz pour les *Opera historica*, t. X à t. XV, cette relation de J. DARBELLAY ne figure pas dans ces volumes.

¹⁴ En tête de ce texte, note de l'A. : « Addition importante à l'épiscopat de Mgr Roten *tirée de la collection des *Conclusa* et des *agenda* du V. Chapitre de l'église cathédrale de Sion, dite nos *Kalendaires*, du temps que le chanoine Andenmatten en était le digne secrétaire. »

chanoine Zen Ruffinen voulût bien renoncer au droit qu'il avait acquis à cette cure par sa nomination qu'il avait acceptée, à quoi il se prêta de bonne grâce à la condition toutefois qu'ils reconnussent qu'au Chapitre de Sion appartient le droit de la libre collation de leur bénéfice cure.

En une calende tenue le 21 mai, MM. les chanoines ayant appris que leur confrère Rd M. Antoine-Joseph Arnold, curé de la ville, était parti pour Lucerne, sans leur en dire le moindre mot, député par l'évêque pour aller saluer de sa part /p. 735/ le nouveau nonce (c'était le nonce Spinola), aussitôt ils députèrent dans le même dessein et en même temps pour l'informer de ce qui se passait au sujet de la cure de Loèche, le chanoine Produit, homme aussi prudent que savant, lequel ne voulut se charger de cette épineuse commission *que muni d'un acte procuratoire par lequel le Chapitre* l'autorisât formellement à *entreprendre en son nom un procès canonique contre toutes les communautés du dizain de Loèche, à quoi le V. Chapitre, vu qu'on avait inutilement tenté à différentes reprises de terminer ce différend à l'amiable, s'était enfin résolu,* estimant que l'honneur du Chapitre et la conservation de ses droits lui faisaient un devoir de commencer ce procès en requérant du seigneur nonce des lettres compulsorales pour les contraindre à accepter pour leur curé le chanoine nommé par lui à cette cure.

On fit lecture en une calende du 31 mai d'un factum d'un conseiller de Sion qui se nommait Adrien de Riedmatten (mais je crois qu'il faut lire de Torrenté) par lequel il établissait invinciblement qu'au Chapitre appartenait le droit de pleine collation sur la cure de Loèche. Tous les chanoines l'adoptèrent pour le soutien de leur cause.

Les choses en étaient là lorsqu'arrivent à Sion, le 12 août, le capitaine du dizain de Conches, Fridolin Sigristen, et Pierre de Chastonay, de Naters, ancien gouverneur de Monthey, qui, au nom de toutes les paroisses du Haut-Valais dont le V. Chapitre est patron, s'adressent d'abord au procureur général [Lagger] et lui demandent si le Chapitre en prétend la collation libre et pleine ainsi qu'il le fait au regard de celle de Loèche.

C'était le bailli Burgener qui imagina cette ligue de toutes les communautés et leur conseilla de faire cause commune avec celles du dizain de Loèche contre ce droit de patronage et de collation qui jusqu'alors n'avait jamais été contesté au V. Chapitre.

Le procureur général assemble le même jour le Chapitre, lequel fit répondre à cette étrange proposition que le droit du Chapitre étant fondé non seulement sur des titres de la plus grande authenticité, mais encore sur un perpétuel possessoire, il entendait ne s'en point départir et s'en prévaloir à l'ordinaire.

Le 24 octobre, M. [Eugène-Ignace] de Sépibus, capitaine du dizain de Rarogne, Antoine de Lovina, grand châtelain de celui de Sierre, entrés dans la ligue, arrivent à Sion et proposent au procureur général que le Chapitre veuille bien se rendre avec eux chez le R^{me} Ordinaire, le seigneur évêque, à l'effet de tenter une transaction amiable au sujet de ces prétentions respectives du Chapitre et des communautés.

/p. 736/ A cette proposition le Chapitre répondit que le seigneur nonce s'étant déjà saisi de cette cause, il s'en tiendrait à ce que Sa R^{me} Excellence en déciderait. Cependant pour témoigner son désir sincère de tenter quelque voie équitable de conciliation, il députa à la conférence proposée chez l'évêque quatre

de ses membres, savoir le grand doyen [de Chastonay], le sacristain [Ambuel], le procureur général et le chanoine secrétaire [Andenmatten]. S'y trouvèrent les députés de six dizains supérieurs, à l'exception de ceux d'Ernen. Le secrétaire d'Etat d'alors [Jean-Ignace Blatter], qui était du dizain de Viège, prit la parole et soutint que, depuis plus d'un siècle, le Chapitre leur avait laissé la nomination libre de leurs curés et qu'ils la prétendaient sur ce que c'était eux seuls qui en maintenaient les bénéfices, les églises et les presbytères; qu'ils prétendaient d'ailleurs qu'une semblable cause ne devait point être plaidée hors du pays, et qu'en conséquence, ils ne se rendraient point à Lucerne où le nonce les avait cités à comparaître, et que le nonce lui-même leur avait accordé que ce différend fût jugé au pays même par l'évêque ou, sur son refus, par des arbitres ou par des juges agréables aux deux parties; qu'ils s'étaient résolus à faire cause commune avec ceux de Loèche dans l'espérance que MM. les chanoines, voyant que les communautés des dizains ne consentiraient jamais à être tirées hors du pays pour cette cause, se prêteraient de bonne grâce à un accommodement amiable propre à rétablir l'union et la concorde entre elles et le V. Chapitre.

(A ce langage insidieux, il est aisé de reconnaître que le bailli Burgener a fait, très bien fait la leçon au secrétaire d'Etat et que celui-ci l'avait bien entendue et sut bien la répéter.)

Au reste, ces Messieurs n'avaient imaginé ce moyen de décliner le tribunal de la nonciature que parce qu'ils étaient informés que le nonce Spinola était très favorable au Chapitre et qu'il débouterait ceux de Loèche de leur exorbitante prétention, et le Chapitre, par contre, comptant sur le gain de sa cause contre ceux de Loèche, espérait que ce serait un moyen de faire entendre plus facilement raison au reste des dizains supérieurs. C'est pourquoi le procureur général se borna à répéter à ces Messieurs en cette conférence tenue chez l'évêque ce qu'il leur avait déjà répondu lorsqu'ils vinrent la lui proposer, que le Chapitre ne pouvait pour le moment se déterminer à autre [chose] qu'à attendre ce que le seigneur nonce saisi de leur cause leur en ferait écrire. /p. 737/ Mais malheureusement pour le Chapitre qui s'attendait à une heureuse issue de cette fâcheuse affaire dans laquelle le bailli Burgener les avait engagés, le nonce Spinola fut nommé sur ces entrefaites à la nonciature de Madrid, et les communautés du dizain de Loèche obtinrent facilement du nouveau nonce [Bufalini] restitution de la cause en entier.

Ceux de Loèche, par les intrigues du bailli Burgener *avec qui* les autres dizains font plus que jamais cause commune, sont cités à comparaître, *le 12 décembre*, devant la Diète tenante. Sur quoi l'évêque envoie au Chapitre son aumônier [Augustin de Riedmatten] pour faire savoir à MM. les chanoines que les dizains désirent avoir une conférence avec eux au château de la Majorie, en présence de Sa R^{me} Grandeur. Le Chapitre y députe trois de ses membres, savoir le grand sacristain, le procureur général et le chanoine secrétaire.

Cette conférence eut lieu le 13. Le bailli y exposa qu'il était triste et fâcheux de voir la paix publique troublée par la prétention du Chapitre de nommer aux principales cures du Haut-Valais, tandis que de temps immémorial, les paroissiens *sont en possession* de se choisir leurs curés à raison qu'eux seuls supportent la charge de la manutention du temporel de leurs églises et de leurs bénéfices; que MM. les chanoines prissent en considération les frais énormes que coûtera ce procès, si la cause était portée de la nonciature lucernoise à la rote

romaine; qu'à supposer même qu'ils y gagnassent ce procès, ils ne viendraient jamais à bout d'en mettre à exécution la sentence qui serait favorable à leur prétention et que, s'ils se résolvait à y employer les censures ecclésiastiques, le peuple haut-valaisan s'insurgerait contre l'autorité ecclésiastique et se porterait peut-être à cette extrémité que d'abjurer la religion catholique; que le haut Magistrat du pays suppliait donc le V. Chapitre d'abandonner ce procès qui ne servirait à rien qu'à vider les bourses du Chapitre, de l'Etat et des communautés; enfin, de prendre en considération que le peuple haut-valaisan en plus d'une circonstance a pris sous [sa] protection, même contre le haut Magistrat du pays, les intérêts de l'évêché et du Chapitre et qu'il lui doit, pour s'en reconnaître, quelque retour de bons offices.

Sur ce, le procureur général, après avoir témoigné au nom du Chapitre le désir non moins vif de sa part de vivre en paix avec une si notable portion des Patriotes, pria qu'on voulût bien leur expliquer à quelles conditions ces Messieurs demandaient que le différé se terminât par une transaction amiable. /p. 738/ A quoi le bailli répondit que pour le moment on n'avait point encore pondéré quelles en seraient les conditions, mais qu'on s'en occuperait d'ici à la Diète de mai de la prochaine année.

De retour de cette conférence, les députés du Chapitre lui rendirent compte des pourparlers qui y avaient été tenus. Et en attendant qu'on s'arrangeât avec les autres dizains, il fut conclu capitulairement d'en finir d'abord avec ceux de Loèche et que, puisque la cause était pendante à Lucerne, il fallait en attendre l'issue juridique, quoique le bailli prétendît qu'elle n'y était pas même juridiquement commencée.

Le 14, à deux heures après midi, ceux de Loèche vinrent chez le procureur général se soumettre à payer tous les frais déjà faits à l'occasion de ce procès, si le Chapitre voulait s'en désister, disant que d'ailleurs le mandat citatoire du nonce ne leur a pas été intimé à temps et en lieu opportun. Sur ce, le Chapitre se résolut le 15 de leur envoyer son chancelier, le notaire Jean Rey, accompagné de deux notables témoins, leur renouveler la citation lucernoise. Ledit notaire Rey, de retour de Loèche, vint à 6 heures du soir faire rapport que le banneret et le major de ce dizain n'avaient pas voulu accepter cette citation sous le prétexte qu'elle aurait dû être adressée non seulement aux communautés du dizain, mais y comprendre expressément le bourg de Loèche et sa Bourgeoisie; que, sur leur refus, lui Rey avait affiché le mandat citatoire, accompagné de ses deux témoins, aux portes de l'église du bourg, le 16 décembre 1754.

Sur la non-comparaisance de ceux de Loèche à Lucerne, le nonce rendit une sentence favorable à la prétention du Chapitre fondée, y est-il dit, non seulement sur la contumace *partis reae*, mais aussi sur le mérite de la cause. Le chanoine Produit l'apporta au pays, mais peu après ceux de Loèche obtinrent du nouveau nonce la révision et la restitution de la cause en entier.

On reprit l'affaire de la cure de Loèche en une calende tenue le 11 avril 1755, où on jugea à propos de la traîner quelque temps en longueur, et on chargea de la négocier le grand doyen de Chastonay, le sacristain Ambuel, le procureur général et le secrétaire du Chapitre. Ce fut alors qu'on arrêta qu'à l'avenir toutes les collations se feraient en plein Chapitre.

/p. 739/ En une calende tenue le 14 mai suivant, le procureur général fit *part au Chapitre [de] deux choses: la première*, que ceux de Loèche étaient

venus lui proposer que le Chapitre prît à soi, à charge et à honneur, la cure de Loèche ; la seconde, s'il n'y avait pas quelque moyen d'en venir à un accommodement. A la première de ces propositions, le Chapitre répondit que le Chapitre ne prétendait rien autre sur la cure de Loèche que le droit de patronage et la libre collation de ce bénéfice, et à la seconde, que le Chapitre avait toujours été disposé et serait toujours disposé à entrer en arrangement, pourvu qu'on lui en donnât par écrit le projet.

Le lendemain, ceux de Loèche revinrent demander au Chapitre d'être admis à négocier l'après-dîner un arrangement, ce qui leur fut accordé volontiers, mais au lieu de s'y rendre seuls, ils arrivèrent avec les députés de tous les autres dizains supérieurs, savoir pour Sierre le banneret [Joseph-Maurice] Courten, le capitaine Angelin Preux et le grand châtelain Antoine Preux ; pour Loèche, le banneret [Augustin] Gasner, le capitaine [François-Michel] Morency, le major [Joseph] Matter, le châtelain Etienne Werra et le major [Jean] Julier ; pour Rarogne, le major [Joseph] Wyss ; pour Viège, personne ; pour Brigue, le gouverneur [Pierre-Antoine] de Chastonay et le châtelain [Jean-Gaspard] Schnidrig ; pour Mörel, le capitaine [Eugène-Ignace] de Sépibus, et pour Conches, le banneret [Pierre-Valentin] de Riedmatten et le capitaine [Jean-Henri] Sigristen.

Alors le banneret Gasner dit qu'il avait commission de proposer au V. Chapitre s'il voulait prendre à honneur et à charge les cures dont il se prétendait patron et avoir la collation, ou bien s'il préférerait d'en venir avec les communautés qui ont intérêt dans cette cause à une composition amiable, auquel cas elles s'offraient à supporter une part des frais que ce procès avait occasionnés jusqu'au moment présent ; mais qu'au cas que le Chapitre se refusât à cette dernière proposition, les communautés prétendaient [que] le Chapitre n'avait aucun droit de rien répéter d'elles. A quoi le procureur général répondit au nom du Chapitre qu'il s'en tenait à ce qu'il avait arrêté le jour précédent. Finalement le banneret Gasner offrit de payer tous les frais du procès pourvu que le Chapitre laissât les communautés choisir leur curé selon l'usage depuis longtemps pratiqué. /p. 740/ A cette nouvelle proposition le Chapitre répondit que si, par cet ancien usage, ces Messieurs entendaient enlever au Chapitre son droit de patronage et de collation, ce n'était rien moins là qu'un moyen propre à terminer à l'amiable leur différend. Alors le banneret Gasner entama le fond de la question et demanda que le Chapitre eût à déclarer nettement s'il prétendait le droit de cette collation sur toutes les cures des dizains ainsi qu'il le prétendait sur celle de Loèche, et plaider avec celles-là comme il plaiderait actuellement avec celle-ci. A quoi le procureur général répondit au nom du Chapitre qu'il était résolu de soutenir ses droits de patronage et de collation envers les autres curés du Haut-Valais ainsi qu'il le faisait envers la cure de Loèche, ne demandant rien autre, en Valais non plus qu'à Lucerne, que d'être maintenu dans ce droit qu'on ne peut raisonnablement lui contester, et ledit banneret à lui soutenir que les dizains prétendaient à leur tour avoir celui de se choisir leurs curés. Pour en finir, le V. Chapitre proposa que, sans renoncer à ses droits, il consentirait pour le bien de paix à leur donner pour curé l'ecclésiastique qu'on lui recommanderait, pourvu qu'il fût jugé digne de leur confiance ainsi que de celle du R^{me} Ordinaire.

Depuis lors jusqu'au 26 juin, le Chapitre ne s'occupa point de cette affaire ; mais ceux de Loèche mirent à profit cette trêve pour obtenir de nouveau du nouveau nonce la restitution de la cause en entier, et le Chapitre en reçut ainsi

qu'eux une lettre par laquelle il exhortait l'une et l'autre partie à finir ce procès par une transaction amiable.

Du 26 juin au 8 [?] août, le banneret Gasner adressa trois lettres au procureur général dont l'objet était d'engager le Chapitre à transiger sur ce différend. On lui répondit chaque fois qu'on y était tout disposé, pourvu que ceux de Loèche prissent sur eux tous les frais du procès et voulussent bien proposer par écrit les conditions de l'arrangement, puisque ce n'était pas au Chapitre, à qui on contestait un droit incontestable, d'en faire la proposition, et que s'ils se refusaient à l'une et à l'autre de ces deux propositions, le procès finirait là où il était commencé.

Le Chapitre insistait sur ce que les conditions d'un arrangement lui fussent proposées par écrit, parce qu'il s'apercevait /p. 741/ que ces Messieurs ne traitaient cette affaire qu'en paroles et jamais en écrit dans le dessein de varier à leur gré dans les propositions d'accommodement¹⁵.

/p. 745/ Alors ils demandèrent une conférence qui eut lieu le 6 septembre, et le 8 ils donnèrent enfin leur projet par écrit. On en fit lecture en pleine calende tenue le 9. Ils insistaient sur ce que le Chapitre n'eût qu'à réunir cette cure à sa mense et se chargeât de tous les biens et de tous les bâtiments, et de répondre que le bénéfice n'en souffrira aucune diminution dans ses revenus. S'il accepte cette condition, lui seul supportera les frais du procès ; s'il s'y refuse, ceux de Loèche n'admettent la libre collation du bénéfice prétendue par le Chapitre que dans les cas suivants : 1^o que l'élu soit incapable d'administrer un bénéfice à charge d'âmes, ou qu'il soit suspect d'hérésie, ou qu'il ne soit pas de vie exemplaire ; enfin, quand les votes se trouveraient parfaitement pairs, que le Chapitre puisse sur les deux contendants désigner celui en qui il aurait le plus de confiance ou d'inclination, se réservant que ce projet d'arrangement ne leur portât aucun préjudice. Enfin, ils entendent n'être pas à cet égard autrement traités que les autres dizains. Si le Chapitre accepte ces conditions, les communautés se soumettent à payer le quart des frais juridiques qu'a déjà occasionnés le procès, ou de s'en tenir à ce qu'en décidera le R^{me} et Excell^{me} Seigneur nonce.

Mais comme ces articles n'étaient munis d'aucune signature, on en usa de même dans la réponse qu'on y fit, que voici transcrite mot pour mot de l'allemand en français :

« Afin qu'on puisse parvenir à un accommodement qui soit de nature à rétablir la bonne intelligence entre les communautés du dizain de Loèche et le V. Chapitre, ainsi que pour procurer la plus grande gloire de Dieu et le salut des âmes, le meilleur moyen serait que ces Messieurs missent en élection trois ecclésiastiques prêtres, desquels le V. Chapitre nommerait au plus près de sa conscience celui qu'il estimerait le plus digne, le plus capable, *le plus idoine* à procurer le bien spirituel de cette *grande paroisse*. Mais avant que de conclure

¹⁵ Note marg. de l'A. : « J'ai passé ici par mégarde une portion notable des pourparlers qui eurent lieu avant qu'on apprît la vacance de la cure de Mörel. Vous la trouverez à la fin du récit (p. 745) de ce procès. » Et à la p. 745 : « Continuation du récit de ce procès qui devait suivre immédiatement l'alinéa qui finit au haut de la page 741. » — Nous donnons donc ici cette « continuation ».

sur cette base un accommodement, le Chapitre entend que lesdites communautés ne se refuseront plus à payer les frais du procès. »

Le banneret Gasner rejeta ce moyen d'accommodement, prétendant qu'il était de nature à faire leur condition pire que celle des autres dizains. Le Chapitre lui fit témoigner postérieurement qu'il était fâché qu'il ne l'eût point agréé, mais qu'il n'était pas en son pouvoir de leur faire de meilleures conditions, et que, /p. 746/ quant aux frais du procès, le Seigneur nonce jugerait de cet incident ainsi que du fond du procès. Et comme on avait tout lieu d'être bien convaincu que ces Messieurs ne cherchaient par tous ces subterfuges que de le traîner en longueur, on pria le chanoine Produit de retourner à Lucerne et de le poursuivre avec toute la capacité qu'on lui connaissait à traiter de semblables affaires. Il accepta la commission mais à la condition qu'on le tint quitte de la charge de la procure. On le lui accorda et on s'engagea à payer des argents de la généralité les peines de celui qui la ferait à sa place.

Sur ces entrefaites, la cure d'Ernen vient à vaquer par le décès de Rd sieur Jean-Christian Schiner arrivé le 14 juin, auquel les paroissiens s'empressèrent de donner un successeur en nommant à cette cure vacante Rd M. Jean-Christian Julier, chanoine titulaire et *actu* administrateur de la cure de Loèche ; qui, l'ayant refusée, ils choisirent pour leur curé Rd sieur Xavier Hagen, pour lors curé de Terminen, en la vallée de Viège. Celui-ci ne l'accepta qu'à la condition expresse que le V. Chapitre et le R^{me} Ordinaire approuveraient le choix de sa personne fait par lesdits paroissiens d'Ernen. Ils en écrivirent de suite à l'évêque qui demanda au Chapitre comment il prenait la chose en ces circonstances. Les chanoines prièrent l'évêque de répondre à ceux d'Ernen que, s'ils ne contestaient pas au V. Chapitre le droit de patronage et de collation sur leur cure et qu'ils se bornassent à leur recommander le sieur Hagen et qu'il vînt à Sion les prier de lui conférer ce bénéfice, il serait le bienvenu, et qu'ils le présenteraient de suite au R^{me} Ordinaire pour en obtenir l'institution canonique. Mais ceux d'Ernen ne voulurent point admettre ces formalités, et ils écrivirent le 29 juin exigeant que le Chapitre leur mandât catégoriquement s'il consentait à conférer leur cure audit sieur Hagen de la même manière qu'avaient été faites les trois dernières institutions.

A quoi le Chapitre répondit le 1^{er} juillet que s'ils ne déniaient point au Chapitre le droit de collation et qu'ils se bornassent à lui recommander le sujet de leur choix, le Chapitre, pour leur faire plaisir, emploierait en cette collation les formalités usitées es précédentes institutions de leurs curés. Cette proposition leur ayant agréé, ils se rendirent sur-le-champ (le 8 [?]) à Sion, et ayant recommandé le sieur Hagen aux faveurs /p. 747/ du Chapitre, le lendemain le chanoine secrétaire, qui à raison de sa prébende se trouvait être le collateur de ce bénéfice, le présenta à l'évêque qui, au même instant, lui en donna l'institution¹⁶, présents et pris à témoins les deux aumôniers de l'évêque et ses deux chambriers, ainsi que [les] sieurs [Jean-Joseph] Jost, juge moderne du dizain de Conches, et Fridolin Sigristen, qui en était capitaine, lesquels protestèrent que, de même qu'ils n'entendaient point que cette collation fût préjudiciable aux droits du V. Chapitre, ils espéraient semblablement que le V. Chapitre n'entendît pas les molester dans leurs louables coutumes.

¹⁶ Adj. marg. : « En présence duquel il lui conféra le bénéfice. »

L'acte de cette collation, signé par le chanoine François-Joseph Andenmatten, théologal, et comme prébendier de Maragnenaz collateur de ladite cure d'Ernen, doit se trouver aux Archives de Valère au tiroir intitulé : *Jura patronatus*, et auquel l'évêque apposa sa signature et son sceau.

Le chanoine Andenmatten n'en dit pas davantage, mais le nonce la confirma sans doute puisque depuis lors les communautés de ce dizain nomment le curé de Loèche et demandent à l'évêque qu'il l'institue sans que le Chapitre intervienne (que je sache) à sa présentation. On trouvera peut-être dans le calendrier qui suit comment le Chapitre s'arrangea avec les autres paroisses de sa collation, mais il y a toute apparence qu'elles renoncèrent à leurs prétentions exorbitantes et que les choses restèrent *in statu quo*.

/p. 741/ On apprit peu après la mort du Rd sieur [Jean] Ritz, curé de Mörel, auquel les paroissiens du lieu s'empressèrent de choisir un successeur dans la personne de Rd M. Jérôme Bayard, régent à Loèche. Le 26 août arrivèrent à Sion MM. Ignace de Sépibus, capitaine du dizain de Rarogne, et le major Thenen, qui vinrent faire part de ce double fait au chanoine Andenmatten, collateur de ce bénéfice, le priant instamment de vouloir bien le lendemain lui conférer cette cure et le présenter à l'évêque pour recevoir l'institution à la manière que la chose s'était pratiquée ci-devant en pareil cas. Le chanoine collateur leur répondit qu'il goûtait fort le choix qu'ils avaient fait, mais que, tout agréable qu'il ne doutait pas qu'il fût pareillement au V. Chapitre, il ne pouvait que désapprouver qu'ils se fussent permis de se nommer eux-mêmes un curé sans l'intervention du chanoine résidant à la prébende duquel est annexée la collation de ce bénéfice-cure, et que le V. Chapitre, qui en est patron, ne leur accordera jamais que, sous prétexte que c'est eux qui en maintiennent les biens et les bâtiments, ils prétendent en prendre titre de prescription contre les droits du Chapitre; que, si leurs anciens affirment qu'ils n'ont jamais vu procéder au remplacement de leurs curés autrement qu'ils viennent de le faire, on n'a pas non plus jamais vu que le V. Chapitre se soit départi de son droit de patronage et de collation, et que, puisque en Valais plus qu'ailleurs on tient à la maxime, comme ils le disent : *Nihil innovetur, nisi quod traditum est*, ils ne doivent pas trouver mauvais que le Chapitre n'admette au regard de la collation des bénéfices dont il est patron aucune innovation préjudiciable à un droit établi par titres incontestables et prescrit par un possessoire immémorial. Là-dessus, il leur proposa qu'il usât de son droit de collation, sous la réserve des droits respectifs du Chapitre et de la paroisse. Ils n'y voulurent [rien] entendre. Comme ils menaçaient le Chapitre de l'obstination du peuple et de la violence qu'il pourrait exercer si on ne procédait à son gré, le chanoine collateur leur répondit qu'en tout cas on ne pouvait qu'injustement imputer au Chapitre les mauvaises conséquences que pourrait avoir le refus si juste qu'il faisait de se départir d'un droit à lui si bien acquis et depuis si longtemps par lui possédé. /p. 742/ Cependant le lendemain 27 du mois, on tint une calende où MM. les chanoines autorisèrent unanimement le chanoine collateur de leur annoncer que, puisqu'ils rejetaient une proposition aussi raisonnable, ils pouvaient s'en retourner chez eux sans curé, et on députa sur l'heure le procureur général et le chanoine collateur à l'évêque pour prendre son avis sur ce nouveau différend. Le prélat approuva fort la résolution finale du V. Chapitre.

L'après-dîner, MM. de Mörel se rendirent chez l'évêque pour l'engager à passer outre à l'institution de l'ecclésiastique qu'ils s'étaient choisi pour curé, mais l'évêque, bien informé de la justice des prétentions et des droits du Chapitre, n'en voulut rien faire, et il les exhorta paternellement à accepter l'offre que leur avait faite le chanoine collateur d'y procéder sous la réserve des droits respectifs du Chapitre et des paroissiens. Ils se laissèrent persuader et vinrent prier le collateur de présenter à l'évêque l'élu comme par lui nommé, à qui l'évêque aussitôt, sous la prédite réserve, conféra l'institution canonique. Et on en dressa un acte authentique sous la signature et le sceau de l'évêque, présents MM. de Mörel et témoins les aumôniers et les chambriers de l'évêque. Il doit se trouver aux Archives de Valère au tiroir intitulé : *Jura patronatus*.

En une calende tenue le 18 décembre, le procureur général (c'était le chanoine Summermatter) exposa que ceux de Loèche étaient venus le matin lui demander s'il n'y aurait pas moyen de finir le différend par quelque convention amiable, et que le même matin des députés de Mörel et des autres paroisses, dont le patronage appartient au Chapitre, étaient venus lui représenter que les églises et les maisons des curés venaient de souffrir de grands dommages, les unes par des inondations, les autres par le tremblement de terre (effectivement cette année-là un tremblement de terre endommagea considérablement plusieurs églises, surtout à Brigue celle des jésuites¹⁷), et que les paroissiens de toutes ces cures désireraient savoir si le V. Chapitre persiste à prétendre sur elles les droits de patronage et de collation, et qu'elles le prient de s'en déclarer catégoriquement sans délai, pour qu'on ne retarde pas, soit le Chapitre, soit les paroisses, à faire les réparations devenues nécessaires, et que MM. /p. 743/ les chanoines notifient incessamment à Son Exc. baillivale leur résolution finale sur cette proposition.

La résolution finale du V. Chapitre fut qu'il s'était toujours montré disposé à entrer à ce sujet en arrangement amiable tant avec ceux de Loèche qu'avec les autres paroisses ; que, quant à ceux de Loèche, on leur avait proposé de payer au moins la plus forte part des frais qu'avait occasionnés le procès qu'ils avaient forcé le Chapitre de leur intenter et de faire au Chapitre une présentation de trois sujets qui leur seraient agréables, à l'un desquels le Chapitre conférerait leur cure, ou bien, que s'ils persistaient à prétendre la libre désignation de leur curé, il était de toute justice qu'ils dédommageassent le Chapitre de l'abandon de son droit de collation en s'obligeant à chaque mutation de curé à une redevance de sept doubles à la charge, non du curé, mais des communautés *au profit de la fabrique de l'église cathédrale* ; que, s'ils acceptaient cette dernière proposition, elle mettrait fin au procès et rétablirait la paix entre elles et le V. Chapitre, et que, quant aux autres paroisses, on pourrait traiter avec elles sur le même pied si elles trouvaient qu'il leur fût avantageux. Et sur-le-champ, le procureur général et le chanoine secrétaire allèrent en personne porter cette réponse au seigneur bailli.

Le 20 décembre, nouvelle calende où le procureur général informe le Chapitre que ceux de Loèche demandent à traiter sur la base de cette dernière

¹⁷ Renvoi de l'A. : « Voyez les détails de ce tremblement de terre ci-dessus, à la section de ces mémoires intitulés : *Episcopatus Hilteprandi Roten Raroniensis*, à p. 526 », c'est-à-dire ci-dessus, pp. 44-45.

proposition. On leur demandait pour leur part des frais du procès 500 écus, monnaie de Sion, et pour l'abandon du droit de libre collation sept doubles à chaque nomination par eux faite d'un nouveau curé, avec la réserve que le collateur le présentera à l'évêque et qu'il continuera de payer au Chapitre ce que d'usage, et qu'on leur accorde six semaines pour se décider à l'acceptation de cette proposition, ou bien de laisser jouir paisiblement le Chapitre de son droit de pleine collation. Rapport fait de cette conclusion à MM. de Loèche, ils la trouvèrent un peu dure et demandèrent qu'on en rabattît quelque chose. Ils auraient bien voulu être quittes des frais du procès pour 200 écus, et ils offraient une somme une fois payée pour toujours en dédommagement de l'abandon du droit de collation. Le Chapitre réduisit leur part des frais du procès à 400 écus, et à cinq doubles le dédommagement pour la cession de la libre collation, le tout sous la réserve de l'approbation du R^{me} Ordinaire et de la sacrée nonciature.

/p. 744/ A cette fois, le banneret Gasner demanda jusqu'aux Rois pour rapporter aux communautés jusqu'à quel point on en était déjà venu en s'acheminant à un accommodement. Effectivement, les communautés lasses de ce procès nommèrent des députés avec plein pouvoir de négocier et de conclure un arrangement final entre elles et le Chapitre par l'entremise de l'évêque ou du nonce. Ils arrivèrent déjà à Sion le 18 janvier 1756, et à une calende tenue ce même jour comparurent à leur part MM. le banneret Gasner, le capitaine Morency et le major Oggier, et les trois porte-drapeau des trois tiers du dizain, n'offrant que 200 écus pour les frais du procès et une somme une fois payée pour toujours, dont on augmenterait la dotation de la cure, des cens de laquelle chaque nouveau curé acquitterait les cinq doubles exigés pour prix de la cession du droit de collation faite par le Chapitre aux communautés; que, au reste, ils s'en tiendraient à ce qu'en prononcerait ou l'évêque ou le nonce. Le Chapitre leur répondit qu'il persistait à son *conclusum* de la calende tenue le 20 décembre dernier, et en cas de non-acquiescement de leur part, il laisserait la nonciature prononcer sur la cause. Ils consentirent enfin à payer les 400 écus pour les frais du procès, mais ils marchandèrent sur le second article, voulant qu'au moyen d'une somme une fois comptée au bénéfice, les cinq doubles fussent à la charge, non des communautés, mais des curés.

Pour en finir une fois, l'évêque, à la prière des Loècherands, convoqua le 19 janvier le Chapitre au château de la Majorie. Le Chapitre en corps s'y rendit. Il y trouva les députés de Loèche qui, à la persuasion de l'évêque, acceptèrent d'abord la proposition de compter au Chapitre les 400 écus pour leur part des frais du procès; et le Chapitre pareillement se laissa persuader par l'évêque que les communautés n'augmentassent que d'un capital de 80 écus la dotation de la cure sous la garantie des communautés en chargeant chaque nouveau curé d'acquitter envers le Chapitre les cinq doubles exigés en dédommagement de l'abandon de la libre collation, au moyen de quoi il sera loisible aux communautés de se choisir un curé, tout autre droit appartenant au V. Chapitre réservé.

On dressa un acte authentique de cette transaction amiable, qui fut reçu par le chancelier de l'évêque, le notaire Charvet, et on l'envoya le 22 janvier à Lucerne au chanoine Produit, qui y était à la poursuite du procès, pour le soumettre à la censure et à la sanction de Son Exc. Mgr le nonce.

/p. 747/ Les seules observations que je fais sur ce différend si longtemps débattu entre le Chapitre et les paroisses du Haut-Valais dont les cures sont à sa nomination sont :

1° que ce fut le bailli Burgener qui avait déjà si malmené le Chapitre lors de l'élection du successeur de l'évêque Blatter et lui avait fait tant de mauvaises chicanes, qui enhardit les six dizains supérieurs à faire à ce sujet cause commune avec ceux du bourg et du dizain de Loèche.

2° Que ce fut à lui un vrai déni de justice que de leur donner le conseil de refuser d'aller à Lucerne, où ils étaient juridiquement et canoniquement cités à comparaître par procureur ou en personne, sous prétexte que semblable cause ne devait pas sortir du pays, ni être portée à un tribunal étranger. Car le tribunal de la nonciature ne doit pas être réputé, en cause ecclésiastique, un tribunal étranger à l'égard d'un peuple qui fait profession d'être zélé catholique. Dix faits précédents étaient diamétralement opposés à cette /p. 748/ prétention du bailli Burgener, puisque de son temps et de celui de son père le bailli Jodoc, le haut Magistrat y avait laissé porter la cause de la translation de la cure de Collombey à Monthey et celle du droit de collation de cette cure à un de ses religieux que la Bourgeoisie de Monthey contestait à l'Abbé de Saint-Maurice, comme aussi celle des ecclésiastiques du gouvernement de ce nom pour les faire contribuer aux charges publiques et à la manutention des barrières du Rhône et de la Vièze. Ces exemples étaient récents, sans parler du procès que Gaspard Stockalper y porta pour obtenir la dismembration de la cure de Glis de celle de Naters. Et quant à ne laisser pas sortir du pays l'argent en plaidant en de telles causes à Lucerne et à Rome, le haut Magistrat ne s'y était point opposé lors du procès si long et si dispendieux de ceux de Bagnes contre l'Abbaye de Saint-Maurice pour s'affranchir de recevoir de la main de l'Abbé pour pasteur un religieux de sa maison.

3° Il voulait que cette cause fût jugée par l'évêque, ou par des arbitres ou des juges du choix des parties. Mais si l'évêque ou ces juges et arbitres (posons le fait) eussent injustement favorisé dans leur décret ou dans leurs sentences les communautés au préjudice du Chapitre, le Chapitre condamné au tribunal de première instance n'en aurait donc pas pu appeler au tribunal de seconde instance, qui est pour les catholiques de la Suisse celui de la nonciature ? Etait-il même sans exemple en Valais qu'on eût appelé de Lucerne à Rome ? MM. de Monthey et l'Abbaye de Saint-Maurice venaient de donner cet exemple.

4° C'était d'ailleurs le devoir des hauts magistrats du pays de protéger l'Eglise en faisant entendre raison aux communautés, et non pas de les encourager à méconnaître l'autorité ecclésiastique comme le faisait le bailli Burgener en menaçant le Chapitre d'une insurrection du peuple au cas qu'il gagnât ce procès à Lucerne ou même à Rome. La justice avait alors en Valais deux poids : quand il s'agissait du peuple haut-valaisan, on faisait pencher la balance du côté du pays en cédant à toutes ses prétentions souvent les plus manifestement injustes ; mais s'il s'agissait des Bas-Valaisans, alors on souffrait qu'elle penchât du côté de celui qui avait le bon droit, ou on la faisait pencher du côté de celui qui avait la protection de quelque chef de l'Etat ayant du crédit et de l'influence. C'est ce qui s'appelle en plusieurs autres endroits de ces mémoires : un poids et un poids ! *Ce que l'Ecriture Sainte nous dit être en abomination aux yeux de Dieu.*

/p. 749/ Il est vrai que la disposition d'esprit de ces deux peuples était bien différente. Celui d'en haut ne tendait qu'à s'émanciper de toute autorité ecclésiastique et être aussi libre à se donner des pasteurs qu'à se donner des magistrats ; celui d'en bas, par contre, accoutumé de longue main à la soumission la moins rétive aux ordres des seigneurs Patriotes, leurs gracieux souverains, n'était pas moins soumis par motifs religieux à l'autorité ecclésiastique et conformait sans peine ses désirs à la volonté des chefs de son clergé. On en vit un exemple bien frappant durant le cours de ce procès.

Dans le temps que le Chapitre guerroyait avec ceux de Loèche, *d'Ernen et de Mörel* pour le maintien de son droit de libre collation sur leurs cures, celle d'Ardon vint à perdre son curé ; Rd M. Pierre Cortey, curé et surveillant d'Ardon, mourut le 24 décembre 1754. Le chanoine Ambuel, à qui pour lors en sa qualité de grand sacristain touchait la collation de ce bénéfice, le meilleur des bénéfices séculiers du Bas-Valais, y nomma de plein droit, sans même le proposer en pleine calende, pour lui succéder, Rd M. Georges Challant, docteur en théologie, et le jour de septième du défunt curé auquel il assista, il le nomma en présence des préposés de cette paroisse, ce qui ne souffrit pas la moindre difficulté.

Au mois de juillet précédent, ceux d'Anniviers étaient venus se recommander au V. Chapitre qu'il voulut bien lui donner pour curé à la place de Rd M. Tabin qui venait de mourir, Rd M. Gaspard Crettaz, recteur de l'autel de Notre-Dame de Compassion en l'église cathédrale. Le Chapitre, craignant qu'ils ne se fissent à l'exemple de ceux du Haut-Valais *de cette recommandation, si on y avait toujours égard*, un droit de présentation, leur nomma pour curé Rd M. Mabillard, qui depuis quatre années administrait la cure de Grône, et le jour de [la] Saint-Théodule [16 août] il vint à Sion où, après avoir été préalablement nommé par le procureur général du Chapitre, il fut présenté à l'évêque pour en recevoir l'institution ; et muni seulement d'un acte public qui faisait foi de la collation et de l'institution, il fut reçu sans contradiction quelconque par les hommes de cette vallée comme leur légitime pasteur. C'est que ces bonnes gens d'Anniviers, vassaux de l'évêque et romands de langage, tenaient beaucoup en cela du caractère docile et soumis des Bas-Valaisans.

Enfin, quant à ce que les Haut-Valaisans endoctrinés par le bailli Burgenner, tenu par eux pour un grand homme parce qu'il était un hardi intrigant et un rusé politique, pour se soustraire aux droits de collation et de patronage qu'exerçait de temps immémorial le V. Chapitre sur leurs principales cures, /p. 750/ ils fondaient leurs prétentions de se choisir eux-mêmes leurs curés sur ce que eux seuls étaient chargés de la manutention des églises et des presbytères, et solidairement responsables des biens et des revenus de leurs bénéfices ; on pouvait leur répondre qu'en tout pays les églises et les presbytères sont à la charge des peuples qui, ayant une religion, veulent en pratiquer le culte. Ceux qui veulent avoir des prêtres doivent les nourrir et les loger. Le droit de patronage s'est primitivement acquis par la fondation des bénéfices. Il est à croire que, si le V. Chapitre n'a pas été le fondateur de tous ceux dont il a le patronage, il est entré par donations dans les droits des fondateurs. En général, le droit de nommer aux bénéfices *à charge d'âmes* de patronage laïc est en lui-même abusif, ou au moins sujet à de grands inconvénients, en ce que malgré celui qu'a l'évêque de refuser l'institution canonique à un sujet qui ne mériterait ni son

estime ni sa confiance, ce n'est pas ni au seigneur d'une terre ni au peuple d'une paroisse à juger de la capacité et de l'aptitude d'un ecclésiastique à exercer le ministère pastoral, mais aux chefs de la hiérarchie qui ont caractère et mission à faire ce discernement et ce choix ; autrement ce sont des écoliers qui se nomment leur régent, et un troupeau, son berger. *Explicit.*

8. *Visite épiscopale à Leytron (1755). — Deux constructions de l'évêque Roten : chapelle à la Majorie, retable à l'église de Géronde*

/p. 526*/ La visite de l'évêque Roten au Bas-Valais est de 1755. Il était accompagné de Nicolas Pellissier, chantre de Sion, et du chanoine Produit, des pères Udret et Baillifard, capucins missionnaires, d'Augustin de Riedmatten, recteur de la Sainte-Trinité à Sion, son aumônier, du très noble seigneur [Florentin] de Montheys, son sénéchal, et de Chrétien Roten et Joseph Blatter, ses chambriers auliques.

Est signé : Jacques Charvet, secrétaire épiscopal¹⁸.

L'évêque Roten fit faire au château de la Majorie une très belle chapelle domestique, peinte à fresque par un artiste célèbre italien. C'est aussi lui qui avait fait faire le retable magnifique du grand autel du séminaire de Géronde, que la soldatesque française a détruit en 1798, époque funeste à laquelle notre pays fut englobé dans les ravages de la Révolution française.

9. *Différend avec l'évêque Roten au sujet des circulaires (mention seulement)*

/p. 527*/ En 1756, l'Etat de Valais fut en différend avec l'évêque Roten au sujet des circulaires.

¹⁸ Réf. de l'A. : « Archives de l'église de Leytron. »

IV

François-Frédéric Ambuel évêque de Sion de 1760 à 1780

1. *Les ascendants d'Ambuel*

/p. 534*/ Originaire de Loèche, la famille Ambuel est non seulement l'une des plus nobles de la ville de Sion, mais même l'une des plus distinguées du pays. Pierre Ambuel était colonel de la milice du Haut-Valais en 1578 ; il avait levé en 1562 un régiment composé de quatre compagnies valaisannes et de trois compagnies neuchâteloises qui marchèrent à Lyon au service de Louis de Bourbon, prince de Condé, qui s'était mis à la tête du parti protestant ; il ne servit pas avec moins de dévouement et de fidélité, contre la Ligue, Henri IV qui lui accorda des lettres de noblesse, et l'honora même du titre d'ami dans un billet écrit de sa main.

Melchior Ambuel était vice-bailli en 1559, et Etienne Ambuel, secrétaire d'Etat, soit chancelier de la République.

Balthasar Ambuel lève en 1624 un régiment au service du duc de Savoie qui fut licencié en 1626 ; il devint bourgmestre de Sion en 1636 et colonel du Bas-Valais en 1637. Vers la /p. 535*/ fin de 1641, il leva un régiment de dix compagnies fortes de 200 hommes chacune pour le service de France, lequel il commanda en Flandre et en Catalogne jusqu'à sa réforme arrivée en 1648.

Depuis lui, les Ambuel n'ont cessé de père en fils de servir comme capitaines ou lieutenants-colonels dans le régiment suisse connu sous le nom de Courten, que le Valais fournissait à la France.

Alphonse Ambuel, petit-fils de Balthasar, fut grand bailli depuis 1737 jusqu'en 1742. L'évêque Ambuel était son neveu*.

2. *Son curriculum jusqu'à l'épiscopat*

/p. 534/ L'évêque Ambuel était le fils aîné de Frédéric Ambuel, grand châtelain et bourgmestre de Sion, et d'Anne-Marie Lambien, né le 28 février 1703. Chanoine de Sion en 1735 et grand sacristain l'année suivante. Envoyé de l'évêque Roten pour le renouvellement de l'alliance avec les Cantons catholiques célébré à Stans, le 13 septembre 1756, élu évêque de Sion le 4 décembre 1760¹, confirmé par Clément XIII le 25 mai 1761, enfin sacré dans son église cathédrale

¹ Adj. le long de la p. 534 : *D'autres notes disent fait sacristain en 1746 et élu évêque le 17 septembre 1760.*

par Mgr de Montenach, évêque de Lausanne, assisté des Abbés de Saint-Maurice [Claret] et d'Abondance [Dichat], le 30 novembre de la même année (fête de [la] Saint-André).

3. *Ses qualités — son héritage*

C'était un prélat savant, pieux, zélé, débonnaire, grave, affable et poli ; on ne lui reproche que de la ténacité à l'argent ; aussi fut-il extrêmement vénéré et de son clergé et des magistrats du pays, et il méritait de l'être. Tant de son patrimoine que de ses épargnes, il a laissé un héritage de 100 000 écus. Comme il mourut *ab intestat*, ses héritiers, au nombre de cinq troncs, en laissèrent consciencieusement le sixième à son Eglise. Le V. Chapitre s'en est servi à orner la cathédrale d'un très bel orgue, de six riches chandeliers et d'une belle lampe d'argent, et de quatre grands reliquaires, aussi d'argent, dont on parait le grand autel aux fêtes /p. 535/ solennelles, tous objets que le V. Chapitre dut livrer pour sa part de la contribution militaire au citoyen Mangourit, résident en Valais pour le Directoire parisien, lorsqu'il vint en 1798 inoculer à ce pays le virus révolutionnaire et qu'il livra la ville au pillage de la demi-brigade qu'il employa à soumettre au nouvel ordre de choses les Valaisans allemands.

4. *Son attitude à l'égard des religieux du Saint-Bernard*

Le prieur du Bourg[-Saint-Pierre] raconte de l'évêque Ambuel un trait qui lui fait honneur. Etant chanoine, il fit proposer en 1756 à MM. du Saint-Bernard de lui vendre la grange qu'ils ont à Sion, proche de sa maison et de la leur, leur présentant en échange deux autres granges à leur choix. L'affaire proposée par lettre circulaire traîna en longueur, et enfin on répondit qu'il fallait en délibérer en chapitre général. Le chanoine Ambuel était pressé de jouir, et il ne vit dans ce délai qu'une défaite et qu'un refus. Piqué au vif, il ne put s'empêcher d'en témoigner quelque ressentiment en disant *qu'il s'en souviendrait si jamais...* Mais devenu évêque, il ne s'en souvint pas, et il a toujours eu pour MM. du Saint-Bernard tous les égards et toutes les bontés possibles.

5. *L'élection épiscopale d'Ambuel selon l'Abbé Schiner*

/p. 537*/ Voici comment l'Abbé Schiner raconte l'élection de l'évêque Ambuel :

« En 1760, le 18 décembre, on fit l'élection d'un nouvel évêque selon l'ancien droit et usage, en paix et bonne union. Le V. Chapitre présenta quatre chanoines des plus capables, et les VII-Dizains choisirent et désignèrent M. le chanoine Ambuel »² comme le plus digne (ou du moins celui qui leur était le plus

² J.-G. SCHINER, *Libertas Vallesiae*, p. 14.

agréable). Le grand bailli lui donna l'investiture de la préfecture *per traditionem gladii*, et lui fit prêter le serment de fidélité à l'égard de la patrie. J'ai dit *selon l'ancien droit et usage...* car les VII-Dizains ont élu les évêques pendant 900 ans *una cum clero* sans le Chapitre, et pendant 500 ans *una cum Capitulo*, sans le clergé³. Et cela au su et consentement du souverain pontife, comme il conste par la lettre suivante de son nonce de Lucerne [Oddi] adressée en cette circonstance à l'Etat de Valais :*

/p. 538*/ *Extractus litterarum Excell^{mi} et R^{mi} Domini nuntii ad Statum Reipublicae Vallesianae.*

Illustr. Dominationes,

... Ex tribus qui praesentabuntur, illum coeteris et quam citius, si fieri potest, praepone studeatis quem optimis ornatu moribus et idonea sapientia ad regendam plebem suae curae commissam apprime praeditum noverint ; sic enim fiat, ut omni seposita personarum acceptione nedum summo pontifici insignem earum nominis existimationem concilient, verum etiam immortalem sibi apud Deum gloriam promoveant. In firmissimam spem erigor, fore ut Dominationes vestrae illustrissimae aequi bonique zelum meum hunc consulant, qui nihil aliud quam istius Ecclesiae incolumitatem respicit, et interim singulari erga se observantia permaneo.

*Lucernae, 26^e septembris 1760, studiosissimus servus N. archiepiscopus Trajanopolitanus nuntius apostolicus⁴.**

6. Sur le mémoire du grand bailli Burgener (1760)

/p. 527*/ En 1760, le bailli Burgener donna par écrit une réfutation des manifestes que le V. Chapitre avait distribués, comme nous avons rapporté ci-dessus⁵, pour soutenir sa prétention d'avoir part au gouvernement du pays. Du depuis, deux chanoines ont essayé d'y répliquer, mais leur essai n'est pas encore venu au jour ; probablement garderont-ils le silence, vu que le comte et préfet possède aujourd'hui dans le gouvernement démocratique plus d'autorité et de droits qu'il n'en possédait dans l'ancien temps... De même l'honneur et l'intérêt du V. Chapitre ont augmenté dans l'Etat démocratique, etc.⁶

Nous examinerons ailleurs dans une dissertation *ad hoc* les dits du Chapitre et les contredits de l'Etat sur cette matière. Je me borne ici purement à l'historique⁷.

³ Note de l'A. : « Voyez dans ma réfutation de son *Libertas Vallesiae* le jugement critique que je porte de cette singulière idée de l'Abbé Schiner », à savoir *Opera historica*, t. 18, pp. 193-224.

⁴ Réf. de l'A. : « Ex praecitato opusculo Abbatis Schineri », p. 15. — On trouve, pp. 535*-536*, une autre copie de cette lettre, qui a été biffée.

⁵ Ci-dessus, pp. 49-58.

⁶ J.-G. SCHINER, *Libertas Vallesiae*, p. 14.

⁷ Les deux paragraphes du dossier Roten sont suivis (p. 528*) de la note suivante : « Placez tout ce que je dis ici du mémoire apologétique composé par le bailli Burgener à l'article suivant [épiscopat d'Ambuel], puisqu'il ne le prononça qu'à la Diète de l'élection de l'évêque Ambuel. — Voyez-le dans notre *Diplomatique*. » Nous avons donc placé ici ce texte.

/p. 528*/ Ce mémoire nous apprend plusieurs faits :

1^o Que le V. Chapitre publia un manifeste imprimé le 9 septembre 1735 pour s'arroger le droit de séance ordinaire dans les Diètes.

2^o Qu'il demanda, le 18 mai 1737, d'être inscrit dans les *Abscheids* comme membre de l'Etat.

3^o Que le 7 avril 1752, il renouvela sadite prétention /p. 529*/ pour le temps au moins que le siège épiscopal était vacant.

4^o Qu'en 1756 l'évêque Roten se plaignit de [ce] qu'on ne lui envoyait plus les circulaires comme s'il n'était pas membre et même le premier membre du souverain Etat, demandant qu'on les lui envoyât dans toutes les affaires, soit majeures, soit ordinaires.

L'évêque et le Chapitre se plaignaient en outre que les VII-Dizains, c'est-à-dire leurs députés aux Diètes, de temps en temps et pour ainsi dire d'année en année, blessaient et diminuaient les droits de l'évêché et de l'Eglise. Il était difficile de nier le fait ; cependant le bailli Burgener s'efforça d'en justifier les magistrats de son temps et ceux du siècle précédent.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter ces droits, puisqu'il saute aux yeux qu'il était de toute injustice de contester à l'évêque d'être membre-né du souverain Etat, lui qui en avait toujours été le chef. Je me borne en historien à noter que ce mémoire est faible en preuves et en raisonnement, et qu'il est écrit d'un style aigre. Aussi, peu après ce mémoire, fut-il remercié par ceux mêmes de la reconnaissance desquels il attendait d'être continué dans sa place.*

/p. 533*/ Le bailli Burgener répandit alors dans les dizains et lut en pleine Diète un assez mauvais mémoire contre les Carolines et leurs conséquences qu'avec un peu d'érudition et de critique il eût été très facile à l'évêque ou à ses écrivains de réfuter victorieusement. Ce facile triomphe n'aurait pas ressuscité, il est vrai, les prérogatives temporelles du siège épiscopal perdues par la désuétude ou abandonnées par l'évêque Jost, mais au moins aurait-il consolé l'évêque Roten, mettant en évidence les petits moyens des prétendus grands esprits qui les attaquaient, et au lieu de tant se chagriner et de se faire de la bile, il se serait fait du bon sang du plaisir d'avoir mis les rieurs de son côté.

Je rendrai compte de ce mémoire en temps et lieu⁸.*

7. Limites au Saint-Bernard (1760 et 1762)

/p. 538*/ En 1760 et 1762, nouvelles conférences au Grand Saint-Bernard pour terminer le différend existant entre l'Etat de Valais et la cour de Turin au sujet de la limite du Grand Saint-Bernard. Le célèbre ingénieur M. P. de Rivaz fait pour son pays un plan et un mémoire que vous pouvez voir dans ma *Diplomatique*⁹.

⁸ Voir p. 32, note 25.

⁹ H. MICHELET mentionne ce mémoire que, semble-t-il, il n'a pas retrouvé. (*Pierre de Rivaz, inventeur et historien 1711-1772*, dans *Vallesia*, t. XLI, 1986, p. 68.)

8. *Sur les sources qu'utilise désormais A.-J. de Rivaz*

/p. 536/ Le lecteur aura pu observer que je n'écris plus, depuis l'évêque Supersaxo, les annales de nos évêques sur des titres originaux, mais seulement sur des notes qui ne sont qu'une indication très superficielle des faits principaux de chaque épiscopat. C'est que *1^o parce que je n'ai pas poussé plus loin que l'évêque Jost* mes recherches aux Archives de Valère *et de l'Abbaye* ; 2^o que je n'ai vu des Archives de l'Etat que quelques vieux parchemins et les recueils reliés qui ne contiennent que les relations de notre République avec le gouvernement de Milan et les ducs de Savoie durant deux ou trois siècles. Mais il est à croire que je pourrai dans la suite *ajouter à ces maigres annales d'amples suppléments*, si Dieu me laisse la vie, et qu'on prenne de plus en plus intérêt à ce que j'emploie mon petit talent à continuer et compléter ces *Mémoires*.

Je ne ferai donc qu'indiquer les événements principaux de cet épiscopat et du suivant.

9. *Inondations à Sion (1763 et 1779)*

/p. 536*/ En 1763, inondation de Sion par la Sionne environ la Pentecôte qui, cette année, tomba le 22 mai.

En 1779, le 28 octobre, nouvelle inondation de la Sionne.

10. *Mission prêchée à Sion par des jésuites*

Du temps de l'évêque Ambuel, lorsque j'étudiais à Sion en philosophie, il y eut une mission faite par des pères jésuites fort peu d'années avant le fatal bref de leur suppression, qui priva l'Eglise catholique de leurs services signalés et a déshonoré la mémoire de Clément XIV, qui eut la lâcheté de l'accorder aux importunes instances des ministres antichrétiens et anticatholiques des rois très chrétiens et très catholiques.

11. *Bénédiction abbatiale de J.-G. Schiner (1765)*

/p. 537/ En 1765, à Sion même, l'évêque Ambuel, *le 13 octobre, jour de la dédicace de son église cathédrale, assisté du grand doyen, le chanoine de Chastonay, et du grand sacristain, le chanoine Summermatter,* donne la bénédiction abbatiale à Jean-Georges Schiner, Abbé élu de Saint-Maurice.

12. *Visite épiscopale en Bas-Valais (1766)*

/p. 536/ L'évêque Ambuel fit sa visite au Bas-Valais dans l'été de 1766 ; il était accompagné des chanoines de Sion Jean-Pierre-Félix Wyss, son promoteur, et François-Melchior Zen Ruffinen, chantre de la cathédrale, son vicaire général,

de son aumônier [Emery] et de MM. Paul Berthod, son neveu, et Alphonse-Patrice Charvet, ses chambriers. Est signé: Adrien de Torrenté, secrétaire épiscopal. Cette visite ressemble aux précédentes des évêques Supersaxo, Blatter et Roten, et n'a rien de remarquable.

13. *Union des couvents de capucins de Sion et de Saint-Maurice
à la province suisse (1766-1767)*

/p. 537/ Le souverain Etat ayant pris la résolution de remercier les capucins de la province de Savoie de leurs services et de leur substituer dans leurs deux couvents de Saint-Maurice et de Sion les capucins de la province suisse, les Savoyards quittèrent le pays en 1766 et les Suisses y entrèrent en 1767. Le pape Clément XIII approuva cette séparation et cette incorporation. Le prieur du Bourg[-Saint-Pierre] prétend que cette résolution fut l'effet du ressentiment que le Valais eut de la rigueur dont Charles-Emmanuel usa envers les chanoines valaisans de la maison de Saint-Bernard, après qu'il eut obtenu de Benoît XIV l'union des plus riches domaines de cette maison à la Sacrée Religion, soit l'ordre de Saint-Maurice¹⁰.

/p. 539/ *Articuli et conditiones in casu unionis duorum conventuum R^{dorum} patrum capucinatorum Vallesiae cum provincia helvetica (1766).*

1^o *Provincia helvetica subministrabit duobus conventibus (in quantum possibile erit et temporum circumstantiae permittent) operarios idoneos *qui omnes calleant linguam germanicam et gallicam*, quotquot necessarii erunt juxta provinciae vires et exigentiam locorum, qui tractabuntur secundum justitiam tam commutativam quam distributivam, adeo ut in posterum sit unum corpus et anima una.*

2^o *Nullus omnino religiosus rebus saecularibus, quae politiam et regimen communitatum vel familiarum patriae concernunt, se immisceri (cum hoc vel maxime pauperes religiosos dedecet, imo et ditioribus ruinam afferat) dato autem casu tam inquieti et discolori religiosi ad legitimam informationem Celsissimi et R^{mi} principis et episcopi Sedunensis abs multum R^{do} patre provinciali pro prima vice canonice punietur et non secuta emendatione loco amovebitur, servatis tamen de jure servandis.*

3^o *Si quae pecuniae elemosynariae vel ex piis legatis vel pro sacris missis applicatis vel in posterum applicandis adsint, vel in futurum sint deponendae d^{mo} patri temporali (qui erit ex Senatu Sedunensi) immanuentur, et non nisi pro conventuum Vallesianorum applicentur utilitate, et provinciae necessitate alio transferantur juxta s. regulae nostrae tenorem, decisiones summorum pontificum, et omnium expositorum mentem.*

/p. 540*/ 4^o *Quod vestimenta attinet, cum provincia helvetica haec subministrare modo non possit, poterunt patres Vallesiani lanam per amorem Dei emendicare et per syndicum apostolicum abs multum R^{do} patre provinciali constituendum vendere et in pecunias transmutare, ex quibus postea pro necessitate et decencia religiosorum pannus comparari poterit. [---]*

¹⁰ Note de l'A.: «Voyez ci-bas, p. 112, les conditions auxquelles se fait cette incorporation.» — Cette pagination est celle, propre, du cahier. On trouve ces conditions dans le vol. 5, pp. 539-540.*

5° *Quoad aedificium monasterii Sedunensis Ill^{mus} et Magnus Senatus civitatis Sedunensis sarta tectaque conservabit, prout huc usque ex innata bonitate jam benignissime consueverat.*

6° *Dato autem casu incorporationis cuilibet religioso ex Vallesianis liberum erit vel huic incorporationi sese subjiciendi, et in scriptis extradendi vel in provincia Sabaudica remanendi (ut libertas in eligendo servetur), attamen semel facta subscriptione nulla remanebit amplius electio.*

*Si conventus aliquis in provincia sit in necessitate, illi succurrant in quorum ditione R^{di} patres degunt, vel si ista necessitas sit publica et cognita, tunc civitas ex liberalitate sua subministrabit per ipsorum patrem temporalem subsidium.*¹¹

14. Dernière capitulation du régiment de Courten (1767) et son renvoi (1792)

/p. 537/ Cette même année 1767 est mémorable dans nos annales par la dernière capitulation du régiment suisse du nom de Courten, que le Valais avait au service des rois de France, renouvelée en 1767 pour 25 ans. Ce régiment est renvoyé de France par la Convention nationale en 1792, peu après l'arrestation de Louis XVI, sous l'évêque moderne Blatter II.

15. Suppression de l'ordre des jésuites (1773) ; leurs successeurs aux collèges de Brigue et de Sion

/p. 538/ L'ordre des jésuites ayant été supprimé en 1773 par Clément XIV, les deux collèges qu'ils avaient en Valais, à Brigue et à Sion, furent probablement les derniers qu'ils abandonnèrent, parce que l'évêque Ambuel, qui leur était tout dévoué et n'avait confiance qu'en eux pour l'éducation de la jeunesse, dans l'embarras de trouver d'aussi bons instituteurs, les retint le plus longtemps qu'il put sous l'habit des prêtres séculiers vivant cependant selon leur règle, ce dont le ministère français prenant ombrage, l'évêque fut forcé par le résident de France [P. de Chaignon] et par le nonce de Lucerne [Caprara], de les abandonner à leur mauvais sort.

En 1778, on introduisit dans le collège de Brigue les frères des Ecoles pies à la place des jésuites. Le collège de Sion fut confié à des prêtres séculiers.

*Eodem anno, die 19 maii, D^{nus} Feinler, ex-jesuita, Seduno pulsus est, urgente supremo Senatu, cui, cum nimis episcopus faveret et Magistratus hoc aegre ferret, comitia maioralia, exceptis tribus primis diebus in aedibus civitatis Sedunensis communibus tenta sunt.*¹²

16. Bénédiction abbatiale du prévôt Luder (1776)

En 1776, l'évêque Ambuel donne la bénédiction abbatiale à M. Louis-Antoine Luder, prévôt élu de Saint-Bernard de Mont-Joux.

¹¹ Réf. de l'A. : « Ex apographo quodam Archivi Valeriani. » — Copie complétée et corrigée sur l'original, aux Arch. des capucins, à Sion (caisse VIII, dossier 4, pièce 6).

¹² Réf. de l'A. : « Notes de l'Abbé SCHINER. »

17. *Reconstruction de l'hôpital de Sion — L'évêque Ambuel fait battre monnaie (1777)*
— *Décès du grand doyen de Chastonay et de dame Berthod, tous deux presque centenaires*
— *Renouvellement de l'alliance avec la France (1777)*

/p. 539*/ De son temps, la ville de Sion fit rebâtir presque à neuf son hôpital, qui est un bâtiment somptueux, et même trop pour une aussi petite ville.

En 1777, l'évêque Ambuel fait battre de la monnaie à son coin et au coin de la République.

De son temps aussi meurt le grand doyen de Chastonay, chanoine jubilé, et la dame [Louise] Berthod, veuve en premières nocces d'un M. Du Fay, seigneur de Lavallaz, l'un et l'autre presque centenaires.*

/p. 539/ « En 1777, première séance d'un député du Valais aux Diètes nationales, comme [allié] membre du Corps helvétique », à l'occasion du renouvellement de l'alliance de la Suisse avec la couronne de France, à l'avènement au trône de Louis XVI¹³.

18. *Décès de l'évêque Ambuel (11 avril 1780)*

François-Frédéric Ambuel, évêque de Sion, mourut à 6 heures du matin, le 11 avril 1780, d'un coup d'apoplexie, âgé d'environ 78 ans.

19. *Lettre très curieuse de l'évêque Ambuel à Xavier Odet, curé de Saint-Maurice (1764)*

/t. 15, p. 827/ Copie d'une lettre très curieuse de l'évêque Ambuel à R^d M. Xavier Odet, curé de Saint-Maurice.

Monsieur,

Vous verrez par la lettre ci-jointe la demande d'un extrait mortuaire que fait le grand vicaire de l'évêché de Valence en Dauphiné. Comme il s'agit d'une affaire où il faut se prêter les uns aux autres, et que la personne dont il est question doit être décédée dans votre paroisse, il faudrait, Monsieur, que vous prissiez la peine de rechercher dans vos registres des mortuaires, si le nom de cette personne s'y trouve et d'en tirer un extrait en forme, lequel je légaliserai ensuite après que vous me l'aurez envoyé. Vous voudrez bien en même temps à cette occasion être mon secrétaire et écrire en mon nom une petite lettre à ce Monsieur le grand vicaire pour accompagner cet extrait que je signerai de ma main. Il me paraît qu'il ne vaudrait pas la peine que je me cassasse la tête de lui écrire moi-même, puisqu'il n'a pas pris celle de s'informer où est situé le diocèse de Sion, puisqu'il l'a consigné dans la Savoie. Il est vrai qu'il n'a pas tort pour une partie si nous rappelons les temps passés. Par conséquent, il est plus

¹³ Réf. de l'A.: *Mélanges historiques de l'année 1790*. — En réalité, il s'agit des *Mélanges helvétiques des années 1787, 1788, 1789, 1790*, Bâle, 1791, pp. 214-215 (Partie historique).

raisonnable que l'auteur des *Etrennes mignonnes* qui relègue notre diocèse jusqu'aux pays des infidèles *in partibus*¹⁴. Dieu nous garde d'un tel malheur !

En vérité, si nous considérons la grande ignorance qui règne parmi une partie de notre peuple, on pourrait bien le compter en quelque manière parmi ces pauvres aveugles en religion. Ce n'est pas de ceux qui sont confiés à votre charge que j'ai à craindre un pareil aveuglement, mais aussi se peut-il qu'il y en a *qui nimium volunt sapere*, suivant l'esprit moderne du monde. Tout ce qui me console, c'est que Saint-Maurice a un pasteur qui veille à tout et tient bien les rênes.

Ainsi le sacrifice encore de quelques années à ce grand ministère de votre part accomplirait les désirs de celui qui est, avec un parfait dévouement, Monsieur, votre très dédlié François-Frédéric, évêque.

Sion, ce 18 juin 1764.

¹⁴ Dix ans plus tard, on constate que les *Etrennes mignonnes* [sic], curieuses et utiles pour l'année 1774 (Paris, n. p.) mentionnent encore l'évêque de Sion au nombre des « évêques de France dans les pays infidèles ».

V

François-Melchior Zen Ruffinen

évêque de Sion de 1780 à 1790

1. *Bref curriculum de l'évêque*

/p. 540/ L'évêque Zen Ruffinen était né à Loèche d'un père [François-Joseph] fort honnête homme, magistrat intègre, banneret de dizain et ami du clergé. De chanoine de Sion, il devint chantre, puis grand doyen, et longtemps official et vicaire général de l'évêque Ambuel. Je ne sais s'il n'avait pas fait sa théologie à Vienne en Autriche. Quoiqu'il eût de la nature une certaine difficulté de parler, il était grand parleur. Il aimait l'argent, non pour l'amasser, mais pour le dépenser. Il aimait les bâtiments, témoin l'élégant mayen qu'il se bâtit aux moyennes Alpes au midi de la ville où il allait passer une partie de la belle saison ; témoin les écuries de la résidence épiscopale et le superbe plan sur lequel il aurait rebâti le château [de la Majorie] dévasté par les flammes de l'incendie de 1788 dont je vais rendre compte, s'il avait seulement vécu deux ou trois ans de plus.

Pendant tout son épiscopat, il donna toute sa confiance à M. l'abbé [Adrien-Joseph-Maurice] de Courten, docteur en théologie, habile juriste, pour lors chanoine de Sion, qu'il fit son official et son vicaire général ; ses rares talents l'en rendaient tout à fait digne.

L'évêque Zen Ruffinen fut sacré à Sion même dans son église cathédrale par Mgr Jean-Pierre Biorde, évêque de Genève, assisté des R^{mes} Jean-Georges Schiner, Abbé de Saint-Maurice, et Antoine-Louis Luder, prévôt /p. 541/ du Saint-Bernard.

2. *Renouvellement de l'alliance du Valais avec les sept Cantons catholiques (1780)*

Ce sacre concourut avec le renouvellement de l'alliance de la république de Valais avec les sept Cantons catholiques. On dit que les frais de cette alliance se sont montés à 90 000 florins. Le lundi à 3 heures et demie après midi, 13 novembre, les députés des cantons firent leur entrée solennelle à Sion au bruit du canon dans 16 carrosses à 4 chevaux, accompagnés d'une quarantaine de cavaliers. Nous avions, tant du Haut que du Bas-Valais, 400 hommes sous les armes. — Ils furent introduits à l'hôtel de ville où, après les harangues, on leur donna un somptueux souper.

Le mardi 14, vers les 9 heures et demie du matin, tous les députés furent conduits avec beaucoup de pompe à la salle de la Chancellerie magnifiquement décorée ; de là, on se rendit en cérémonie à la cathédrale, le nouvel évêque de Sion en tête, qui officia pontificalement. L'alliance jurée, on servit un dîner préparé par un chef cuisinier de Besançon, de 168 plats sur une table de 82 couverts sans

compter le dessert qui venait de Paris. On fit frapper à cette occasion plusieurs médailles d'argent de la grandeur d'un écu neuf (je crois qu'elles pèsent beaucoup moins). Cent vingt domestiques servirent à table; on y porta 23 santés de cérémonie. Le grand bailli *(Maurice Wegener)* se levait et annonçait la santé /p. 542/ à laquelle on allait boire; aussitôt chacun se levait armé de son verre avec des acclamations de *Vive le pays et l'Etat du Valais! Vive l'évêque de Sion! Vive le V. Chapitre! Vivent les Cantons catholiques! Vive le canton de Lucerne, chef de la Ligue!* etc. Chaque fois le canon ronflait. Les santés furent portées dans l'ordre suivant: le pape [Pie VI], les VII Cantons catholiques, la république de Valais, l'ambassadeur de France près le Corps helvétique [Polignac], l'évêque de Sion, celui de Genève, le canton de Lucerne, le Chapitre de Sion, *le canton d'Uri, le dizain de Sion*; le canton de Schwyz, le dizain de Sierre; le canton d'Unterwald, le dizain de Loèche; le canton de Zoug, le dizain de Rarogne; le canton de Fribourg, le dizain de Viège; le canton de Soleure, le dizain de Brigue; le dizain de Conches, le grand bailli du Valais. Son Exc. le député de Lucerne [Keller] fut chef de la députation¹.

Feu M. le comte Pancrace de Courten, lieutenant-général des armées de S.M.T.C., cordon rouge, en grand uniforme d'officier général, fit au nom de la république les honneurs de cette fête (et en fut l'ordonnateur) avec la dignité et la grâce qui lui étaient propres.

On a une relation détaillée des cérémonies faites en Valais et surtout à Sion à l'occasion de ce renouvellement d'alliance, de même que du sacre de Mgr le prince-évêque de Sion, par M. Duc, chanoine de Genève et neveu de Mgr Biord, évêque de Genève, consécrateur du néo-évêque².

3. Visite épiscopale dans le Bas-Valais (1786)

/p. 543/ L'évêque Zen Ruffinen fit sa visite au Bas-Valais en 1786; il était accompagné d'Elie Burnier, curé de Venthône, et de Pierre-Joseph Gaillard, curé de Vex (c'est qu'à cette époque le R^{me} prélat était brouillé, je ne sais point encore à quel sujet, avec le V. Chapitre, c'est pourquoi il ne prit avec lui pour la visite du Bas-Valais aucun chanoine), de son aumônier [Valleran], du P. Gallay, de Saint-Maurice, vicaire des capucins de Sion, missionnaire, de très noble Alexis de Montheys, son sénéchal, du familier Zen Ruffinen, son frère, et des sieurs Rey et Perrig, ses chambriers.

Est signé: Michel-François Lamon, secrétaire épiscopal.³

¹ Réf. de l'A.: «Ex Miscellaneis Clementinis», à savoir des *Miscellanea* de l'abbé JEAN-MAURICE CLÉMENT (1736-1810), vicaire de Val-d'Illiez, soit *Mélanges intéressants... 1790*, vol. ms conservé dans les Arch. comm. de Val-d'Illiez (dépôt aux AV), Ms Clément, n° 65, pp. 176-179.

² Réf. de l'A.: «Archives de mon cousin», c'est-à-dire Charles-Emm. de Rivaz, ou fonds Rz, cart. 70, fasc. 4, n° 1. Cette relation a été publiée par JACQUES CALPINI, dans *Vallesia*, t. XXXIII, 1978, pp. 467-472.

³ Réf. de l'A.: «Archives de l'église de Leytron, où cette visite eut lieu le 26 mai.»

4. *Suffragance manquée du P. François-Joseph Rouiller,
capucin de Saint-Maurice (1785)*

Je crois que c'était à l'occasion de la suffragance manquée du P. François-Joseph de Saint-Maurice, capucin valaisan, dont voici l'histoire :

Le P. Rouiller, natif de Saint-Maurice, qui avait eu grande part, avec son oncle le P. Gallay, aussi de Saint-Maurice, à l'expulsion du pays des capucins savoyards et à l'introduction des capucins suisses à leur place, ayant quitté, je ne sais à quelle occasion, la province suisse /p. 544/ où il était lecteur de Fribourg, pour se rendre à Paris, au couvent du Marais, de la province de Normandie à laquelle il obtint d'être incorporé, se faufila dans la cour d'un petit prince allemand *(le prince de Holstein-Limbourg, comte régnant de Styrum et Oberstein)*, qui lui mit dans la tête de se faire décorer du caractère épiscopal. Pour réussir dans ce dessein, voici comment il s'y prit.

Une de ses cousines [Marie-Josette Gallay], fille d'un frère de sa mère, marchand de Saint-Maurice, venait d'épouser M. [Jacques-Valentin] Sigristen, banneret de Conches, pour lors secrétaire d'Etat, proche parent de l'évêque Zen Ruffinen. Il fit donc solliciter cet évêque auquel il s'était fait d'abord recommander par son prince allemand, par son oncle le P. Gallay et par son illustre allié le secrétaire d'Etat, de vouloir bien lui faire la faveur de consentir à le prendre pour son évêque suffragant, ainsi qu'en ont la plupart des évêques, princes de l'Empire d'Allemagne. L'évêque de Sion n'y voyait point d'inconvénient, puisqu'on était convenu avec le prince allemand, que le P. Rouiller, une fois décoré du caractère épiscopal, ne serait point à la charge de l'évêque, que lui prince le pensionnerait convenablement et que le Chapitre de Sion n'en devait prendre aucun ombrage, puisqu'il ne faut pas confondre cette sorte de suffragants avec les coadjuteurs qui acquièrent un droit assuré à la succession du siège, lorsqu'il devient vacant par la mort du prélat /p. 545/ qui les a demandés à la cour romaine. D'ailleurs, après un court séjour en Valais, le R^{me} suffragant devait quitter le pays pour se rendre en Allemagne où le prince, son protecteur, espérait lui procurer quelque dignité plus lucrative, dont celle-ci ne devait être considérée que comme la porte. Ce père vient donc en Valais négocier lui-même sa promotion à l'épiscopat, et tout semblait lui promettre une heureuse réussite, lorsque la négociation qu'on avait tenue jusque-là secrète, parvint, je ne sais comment, à la connaissance du V. Chapitre et du souverain Etat. Je ne connais point encore suffisamment les motifs qui engagèrent l'Etat et le Chapitre à refuser absolument à se prêter aux vues de fortune de ce Rd père, si ce n'est peut-être que les petits Etats sont toujours en garde contre toute innovation, parce qu'ils en craignent quelques fâcheuses suites. Cependant, au moyen de toutes les précautions que j'ai rapportées ci-dessus, je ne vois pas en quoi les desseins de ce père, tout ambitieux qu'on puisse le supposer, pouvaient nuire ni à l'Etat ni au Chapitre.

Au reste, la sincérité historique ne me permet pas de dissimuler que le P. Rouiller était un parfait intrigant. /p. 546/ Je l'ai connu à Paris d'abord agent de l'espionnage du comte de P*** [Paradès?], puis professant le mesmérisme, ensuite du temps qu'il captait la protection de son prince allemand, environné de livres de magie et de cabale, *genre de littérature qui était fort du goût de ce prince. On disait dans le temps que ce prince allemand était un prince ruiné, qui vivait à Paris de sa chancellerie, distribuant pour de l'argent des croix d'un ordre

de ses petits Etats à quiconque avait l'orgueilleuse fatuité de vouloir s'en décorer* ; enfin, après l'affaire de la suffragance manquée, lié je ne sais comment avec le fourbe Cagliostro, il partit quelques années après pour Rome en qualité de second député de la province de Normandie pour le chapitre électoral du vicaire général de son ordre, et les papiers nouvelles nous apprirent bientôt après qu'il avait été arrêté avec ce fameux aventurier, et condamné pour le reste de ses jours à une prison perpétuelle dans le couvent des capucins de Rome, dit des Saints-Apôtres. Cependant, dans les premières années de la Révolution française, j'ai appris que sa prison avait été commuée en de simples arrêts. Lorsque les Français se rendirent maîtres de Rome en 1798, il recouvra sa liberté. Nos capucins valaisans m'assurent qu'il n'en a point fait du tout mauvais usage, et qu'il est mort dans un couvent du duché de Toscane, détrompé des illusions de l'ambition qui ont fait le malheur et le déshonneur de sa vie.

Voici la lettre que le prince de Limbourg adressa à ce sujet au pape Pie VI :
« Très Saint Père,

» Prostrné aux pieds de Votre Sainteté, je vous demande une grâce telle que le Saint-Siège apostolique /p. 547/ l'accorde aux souverains qui ont de fortes raisons pour la solliciter. Plein de confiance et de respect pour le père des chrétiens, des circonstances personnelles m'ont plus d'une fois mis dans le cas de me servir avec avantage du P. François-Joseph de Saint-Maurice, diocèse de Sion, capucin ancien et très longtemps professeur en théologie tant en Suisse qu'à Paris. Sa profonde érudition, son attachement inviolable et connu pour tous les intérêts du Saint-Siège apostolique et de la religion, sa prudence, sa piété me l'ont fait rechercher et estimer d'autant plus que les témoignages que ses supérieurs m'en ont rendus plus d'une fois, s'accordent avec la réputation dont il jouit en Suisse, en France et en Allemagne. Il y a quelques années qu'ayant quelques affaires relatives aux terres de ma domination, feu l'archevêque de Paris me fit avoir l'agrément du provincial des capucins pour me servir du P. François-Joseph. C'est dans cette circonstance qu'il s'est acquis l'estime des princes de ma Maison, entre autres du prince de Hohenloe, personnellement connu de Votre Sainteté, et justement célèbre par ses soins et ses sacrifices à rétablir la religion dans ses Etats. Ce religieux, qui était déjà au fait des mœurs de l'Allemagne, s'est encore procuré de nouvelles connaissances plus approfondies. /p. 548/ Le cas où je me trouve d'avoir des différends à accommoder et des intérêts essentiels à ménager avec des Electeurs tant ecclésiastiques que séculiers, et surtout avec le Sérénissime Electeur de Trèves et d'autres princes, mes terres étant séparées et placées dans divers évêchés, et mêlées de catholiques et de protestants, me met de nouveau dans le cas de me servir du zèle que le P. François a toujours témoigné pour ma personne sans autres vues que celle de me consacrer ses services que je suis dans l'intention de faire tourner au bien de la religion dans les terres de ma domination. Mais considérant ce que Votre Sainteté ne sait que trop et que je déplore moi-même avec les plus vifs gémissements, que dans l'Allemagne l'état religieux et la pureté de la religion n'y sont presque plus respectés, je sens que ce religieux n'aurait pas le même crédit dans sa position actuelle, quoique très respectable, et qu'il serait important qu'il fût revêtu d'un titre qui le fasse accueillir ; c'est pourquoi je prie très humblement Votre Sainteté de lui conférer un évêché *in partibus*.

» Si Votre Sainteté m'accorde cette grâce comme je le désire, j'ose l'assurer qu'Elle éprouvera elle-même dans toutes les rencontres le zèle et le dévouement du sujet que je lui recommande. Je n'ai d'autres titres pour l'espérer que son propre mérite et mon entière soumission aux ordres de Votre Sainteté et au Saint-Siège qu'elle occupe avec tant de gloire. C'est dans ces /p. 549/ sentiments qu'en baisant les pieds de Votre Sainteté, j'ai l'honneur d'être très respectueusement, etc. »

Copie d'une lettre du même prince à Mgr l'évêque de Sion :

« Monseigneur,

» L'on vous a sans doute communiqué la copie d'une lettre par laquelle j'ai demandé au Saint-Siège un religieux, né votre sujet, pour évêque *in partibus*, ainsi que les motifs dont je me suis servi et les raisons imprévues qui ont empêché le pape de m'accorder cette grâce directement. Je suis également informé qu'empêché de seconder mes vues, le souverain pontife a trouvé dans votre propre attestation le moyen propre à lever toute difficulté, en vous engageant, Monseigneur, à demander et à accepter le P. François-Joseph de Saint-Maurice pour votre suffragant. L'on ne cherche qu'à sauver les lois du concile et à faire passer ce religieux sous un titre qui ne donne aucun ombrage aux princes, à qui on m'a dit que pareille grâce avait été refusée.

» Je crois, Monseigneur, que vous n'avez rien à craindre de vous prêter à cet arrangement, mon intention étant de m'attacher ce religieux avec votre agrément de façon que le titre de suffragant n'aura rien /p. 550/ de réel et qui puisse faire ombrage à votre illustre Chapitre, puisqu'il n'en résultera rien, sinon l'obligation au P. François-Joseph de se rendre à vos ordres lorsque vous l'exigerez.

» Je vous prie, Monseigneur, de ne point répondre négativement au P. procureur général, mais d'avoir la complaisance de me communiquer par la voie du P. François-Joseph, les obstacles qui pourraient vous arrêter.

» Je suis avec des sentiments respectueux, Monseigneur, de Votre Altesse, le très humble et très obéissant serviteur, le prince de Holstein-Limbourg, comte régnant de Styrum et Oberstein. (Avec paraphe.)

Oberstein, le 10 juin 1785. »

Copia litterarum Celsissimi principis episcopi Sedunensis ad Summum pontificem :

Pedibus Sanctitatis Vestrae provolutus me sisto, religionisque negotium fiducialiter ago. In locis magna ex parte ab haereticis circumseptis, quantum intersit viros esse [moribus], doctrina ac fidei praesertim zelo praestantes, supervacaneum est omnino Sanctitati Vestrae verbis exponere. Cum itaque virtutem et celebritatem R. P. Francisci-Josephi a Sancto Mauritio, ex minorum capucinatorum ordine sacerdotis professi, magnopere aestimem, cum sit vir ex civili quidem familia, sed religiosae /p. 551/ humilitatis professione longe illustrior, ac in theologicis disciplinis summopere versatus, in sacris concionibus praeclarissime exercitus, atque de apostolicis etiam missionibus diu ac optime meritis, virum hujusmodi penes me, dum opus erit, ac utilitas diocesis meae defectu virium id exiget, advocare ejusque operam attribuere pro catholica fide sancte conservanda exopto. Verum cum eo major religionis utilitas obtineri posse videatur quo spectabiliore dignitate ac nomine praeditus ille sit, qui ad id muneris instituitur ; hinc Sanctitati Vestrae supplico ut memoratum R. P. Franciscum a Sancto Mauritio aliquo episcopali in partibus titulo benigne decorare dignetur, quo ipse et meae diocesis servitio et mei

pastoralis officii adjutorio, dudum illo indigero, et religionis imprimis conservationi, veluti devinctus obstrictusque permaneat; provisos aliunde interim quo alatur. Passim in Germania tales episcopi conservantur nec mediocri exinde spero emolumentum subsequendum, quibus ii specialiter adjiciuntur quos pro cumulatione divinae gloriae fructusque animarum effectus exopto. Ac Sanctitati Vestrae curae meae commissum gregem tota reverentia commendo totaque /p. 552/ devotione apostolicam benedictionem efflagitans perenno Sanctitati Vestrae addictissimus, etc, etc.

*Franciscus Melchior, episcopus Sedunensis.*⁴»

5. Incendie de l'église, du collège et du théâtre de Brigue (1787)

L'an 1787, le 13 septembre, à deux heures après minuit, l'église, le collège et le théâtre de Brigue furent consumés par les flammes. Le feu fut si ardent que les cloches fondirent⁵.

6. Incendie de Sion (1788)

Mais cet incendie ne fut rien en comparaison de celui qui eut lieu à Sion, l'année suivante, le 24 mai 1788, Diète tenante. *Il dévora en grande partie le château de la Majorie, les écuries de l'évêque, la Chancellerie de l'Etat, édifice nouvellement construit, et le château de Tourbillon, où l'on voyait dans sa plus grande salle les portraits de tous les évêques du Valais depuis Boniface de Challant, c'est-à-dire depuis l'an 1300;* les Archives épiscopales en leur totalité furent réduites en cendres *par la faute de ses prédécesseurs qui n'avaient jamais pris aucune précaution des plus communes pour les mettre à l'abri du feu.* En moins de trois heures, il y eut 126 maisons, en tout 226 bâtiments embrasés et presque détruits, y compris la Résidence, soit maison où logeait le résident de France, les toits de l'église cathédrale, et la plupart des maisons des chanoines. L'hôtel de ville fut préservé des flammes. On évalue, dit mon chroniqueur, les dommages causés par cet incendie à un million d'écus bons, ce qui me paraît exagéré de plus de la moitié. C'était /p. 553/ un jour de marché. Aucun des juridictionnaires de l'évêque et du Chapitre ne vint offrir son secours, et loin de s'aider à éteindre le feu, plusieurs profitèrent du trouble et de la confusion pour voler les effets les plus précieux. Je tiens cette anecdote de la propre bouche de Mgr régnant [Jos.-A. Blatter].

⁴ Réf. de l'A. : « Les copies ont été prises par mon cousin Maurice Odet sur les originaux à lui communiqués dans le temps par le P. Rouiller lui-même. — Archives Odétines. » — Les copies qu'a utilisées, avec quelques variantes, A.-J. de Rivaz, figurent aux AV, fonds d'Odét II, P 238, avec des libellés de la main d'A.-J. de Rivaz. — Autres copies dans *Opera hist.*, vol. 15, pp. 835-837.

⁵ Réf. de l'A. : « Notes de l'Abbé SCHINER. »

7. Zen Ruffinen contre les mécréants. — Jugement favorable sur le défunt

L'évêque Zen Ruffinen fut, à l'exemple de Mgr Ambuel, très vigilant à éloigner *du pays, autant qu'il fut en lui,* dans un siècle où l'on était si peu aidé des magistrats, la contagion des livres obscènes et pseudo-philosophiques. Il ne craignit point de s'exposer aux sarcasmes des officiers mécréants de nos deux régiments aux services étrangers qui les introduisaient, en traduisant devant son tribunal le sieur [Casimir] Arnold, capitaine retiré du service de France, qui se faisait un plaisir malin d'embarrasser facilement sur le Grand-Pont ceux de nos ecclésiastiques peu instruits qui avaient l'imprudence de lier conversation avec lui sur la religion, en leur proposant quelques objections de Bayle ou de Voltaire sur la Bible qu'il avait lues la veille en se couchant. En réparation du scandale qu'il donnait à toute la jeunesse de la ville et du pays *(avoué par le haut Magistrat et par feu le comte de Courten, son colonel)*, l'évêque Zen Ruffinen eut le crédit de lui fermer *la bouche en lui faisant* faire une retraite aux Capucins. /p. 554/ Depuis lors, cet officier ne fut pas meilleur catholique, mais il parla avec plus de circonspection.

Enfin, l'évêque Zen Ruffinen mourut en 1790 avec la réputation d'un bourru bienfaisant, et dont les procédés envers son clergé se réglaient sur ce vers de Virgile :

*Parcere subjectis et debellare superbos*⁶.

Il faut convenir, quoi que les séculiers puissent reprocher à sa mémoire, qu'il aimait sincèrement son Eglise, qu'il était pour le moins *autant généreux qu'on l'accuse d'avoir été fastueux, qu'il n'aimait à amasser de l'argent que pour le dépenser noblement ; que, quoiqu'il ait montré en certaines occasions de la roideur et de l'entêtement, il roulait en général dans sa tête beaucoup plus de grandes pensées que dans le vulgaire des têtes valaisannes* ; qu'il aurait réparé les ruines du château épiscopal en le rebâtissant magnifiquement, s'il eût vécu quelques années de plus ; qu'il fit don à sa cathédrale et à plusieurs églises de son diocèse de très riches ornements, et qu'il fut toujours de mœurs irréprochables et de vie exemplaire.

Le Ciel consola peu après son décès l'Eglise de Sion de sa perte en lui donnant un digne successeur dans la personne de l'évêque Joseph-Antoine Blatter, II^e de cette noble famille, l'une, j'ose le dire sans crainte d'en être démenti par personne, des plus intègres et des plus religieuses du pays de Valais.

*L'auteur de la Chronique très récente que j'ai déjà citée ci-dessus quelque part, fait le jeu de mots suivants sur son nom de famille :

Cum nomen familiae hujus episcopi esset ex germanico latine translatum de Ruina seu de Ruinis, merito contentum cum continente convenerat.

Rexit ecclesiam annis novem. Obiit vero anno 1790, mense junio.*

Quem Deus optimus maximus multis adhuc annis servet gregi suo pastorem vigilantissimum !

⁶ *Enéide*, VI, 853.

VI

Joseph-Antoine Blatter

évêque de Sion de 1790 à 1807

1. *Eloge général du nouvel évêque*

/p. 555/ *Electus 3^a augusti 1790. Obiit 19^a martii 1807.* Cet évêque Joseph-Antoine est né en 1745 à Viège d'une famille plus illustre qu'ancienne, mais dont la louange propre est de n'avoir acquis tant d'illustrations qu'à force de les mériter, et qui dans moins d'un siècle a donné à notre Etat un grand bailli [Arnold] et un chancelier [Jean-Ignace], et à notre Eglise deux évêques ; petit-neveu de l'évêque Jean-Joseph Blatter, l'un des plus grands évêques qui aient gouverné l'Eglise de Sion, zélé pasteur, grand prédicateur, profond théologien, père des pauvres, économe pour pouvoir être libéral, il a signalé son épiscopat par toutes sortes de vertus et par nombre d'établissements utiles : en un mot, le seul de nos évêques, depuis l'évêque Jost, si on en excepte Adrien IV [de Riedmatten], qui ait su faire des revenus ecclésiastiques le juste usage auquel ils sont destinés selon l'esprit des saints canons ; et petit-neveu par sa grand-mère paternelle du comte Maurice de Courten, connu à la cour de Louis XV pour ses talents guerriers et politiques, et, par sa mère, neveu du R^{me} Jean-Georges Schiner, Abbé de Saint-Maurice d'Agaune, et par cette alliance ayant avec les Schiner un ancêtre bien illustre, savoir le fameux cardinal Mathieu Schiner, évêque de Sion au commencement du XVI^e siècle.

Après avoir fait ses humanités avec distinction dans nos collèges valaisans, il fut envoyé à Lyon /p. 556/ par Mgr Ambuel d'heureuse mémoire pour y faire sa philosophie et y apprendre la langue française qu'il ne parle pas rapidement mais qu'il parle élégamment ; ensuite à Vienne en Autriche où il étudia pendant quatre années, avec le succès que tout le diocèse sait, la théologie dogmatique et morale.

A peine ordonné prêtre et étant encore à Vienne pour ses études, il fut presque unanimement élu chanoine titulaire de la cathédrale de Sion, soit à raison de la haute opinion que le V. Chapitre avait dès lors conçu de son savoir et de sa piété, soit pour honorer en sa personne un grand-oncle, l'ornement de notre Eglise.

De retour dans la patrie et durant les 22 années qu'il a été chanoine, on n'a parlé de lui que pour remarquer en lui autant de soin de cacher ses vertus que d'autres en ont de produire leurs talents.

Cependant après la mort de Mgr Zen Ruffinen, la divine Providence ne permit point que cette lumière restât sous le boisseau, et malgré son humilité, qui lui fit sincèrement refuser la prélature, il lui fallut céder aux instances réitérées du V. Chapitre et des premiers magistrats dont les suffrages s'étaient réunis sur sa personne avec l'applaudissement du Haut et du Bas-Valais et de tous les ordres des citoyens.

Comme je ne fais point un panégyrique, mais une histoire, je ne dirai point ce que tout Sion a vu, par quelle sainte vie il a mérité la vénération publique. Mais devenu évêque dans des temps très /p. 557/ difficiles, il apparut donné à la patrie comme un ange par sa douceur pour y maintenir la paix, et au diocèse pour y accueillir avec une charité qui ne s'est jamais lassée, une portion du clergé français déporté et persécuté pour refus de serment civique de la constitution schismatique que des faiseurs jansénistes dictèrent à des législateurs philosophes.

2. *Affaire du chanoine [Adrien-Joseph-Maurice] de Courten qui brigua l'épiscopat*

/p. 555*/ Après la mort de l'évêque Zen Ruffinen, son grand vicaire, le chanoine de Courten, fut nommé par le V. Chapitre vicaire capitulaire. Mais sur ce que le Chapitre, qui n'ignorait pas qu'il brigua l'épiscopat, ne le mit pas dans l'élection des quatre qu'il présente à l'Etat, ce monsieur, piqué au vif de ce prétendu affront, résigna fort dédaigneusement son canonicat, résignation que le Chapitre n'accepta qu'après lui avoir fait les plus vives sollicitations de ne point prouver au public que sa retraite n'était que l'effet de son peu de modestie et de son trop d'ambition ; il y fut sourd ainsi qu'aux conseils de ses amis. Le Chapitre, pour lui témoigner un reste d'estime et d'affection, et par égard pour la recommandation du nonce [Vinci], le nomma à la cure de Viège, la meilleure du pays, en appelant au nombre des chanoines résidants, le chanoine titulaire M. Emmanuel Kalbermatten, curé de cette paroisse, qui vivait mal avec ses paroissiens au sujet de dîmes refusées et contestées.*

3. *Procès de doctrine à Lucerne. — Sacre à Sion*

/p. 556*/ Furent envoyés à Lucerne auprès de Mgr le nonce pour le procès de doctrine et de vie, les chanoines [Joseph-Xavier] Preux et [Alphonse] Pignat.

L'année suivante [1791], au mois de février, se fit à Sion même, en l'église cathédrale avec la pompe ordinaire la cérémonie du sacre par Son Exc. Mgr le nonce Vinci, assisté des R^{mes} Jean-Georges Schiner, Abbé de Saint-Maurice, et Jean-Pierre [sic] Luder, prévôt du Mont-Joux-Saint-Bernard.

4. *Sur le retour d'Anne-Joseph de Rivaz en Valais, prévenu janséniste de doctrine et épicurien de mœurs*

Lorsque j'appris son avènement au siège de Sion, je lui en écrivis de Paris une lettre latine où j'en félicitai beaucoup plus le diocèse que sa personne ; il me sut gré de cet égard. L'organisation de l'Eglise constitutionnelle m'ayant déterminé à quitter la France et à revenir au pays vers l'automne de 1791, assez embarrassé de ma personne, ce généreux prélat m'appela auprès de lui et, pour

que j'y fusse sur un pied honorable, il créa dans sa petite cour la dignité d'auditeur dont il me revêtit dès les premiers jours du mois d'août de l'année 1792, et ne tarda pas à me confier un de ses sceaux pour m'en servir au besoin sous ses ordres¹.

/p. 568*/ Cependant, il ne fut pas sans quelque inquiétude sur mon compte. Je ne sais pas pour sûr qui m'avait desservi auprès de M. le chanoine de Courten, mais je n'ai jamais pu m'ôter de la tête que c'était M. [Pierre-Joseph] de Riedmatten aux Gardes, *avec qui j'avais eu cependant à Paris de trop rares relations pour qu'il pût connaître à fond et ma conduite et mes opinions.* Quoi qu'il en soit, le chanoine de Courten avait dit de moi en plein parloir des religieuses de Collombey, en présence de presque toute la surveillance de Monthey, que j'étais *janséniste de doctrine et épicurien de mœurs*.

Je le leur pardonne de bon cœur à tous les deux, ce qui me coûte d'autant moins que, quand ils se permettaient de parler ainsi de moi qu'ils regardaient comme un ecclésiastique perdu pour le diocèse, ils étaient bien persuadés que les propos qu'ils tenaient sur mon compte ne pouvaient nuire ni à ma réputation ni à ma fortune à Paris que j'habitais alors, et où il y avait alors toute apparence que je finirais ma carrière. Il est vrai que c'était au commencement de la Révolution que ce propos fut tenu audit parloir à l'occasion de ce que quelques-uns de mes plus proches parents, prévoyant qu'elle pourrait bien me ramener au pays, m'avaient recommandé à M. l'Abbé de Saint-Maurice pour me faire nommer à la cure de Monthey devenue vacante par la mort de M. Landry. A mon retour au pays, mes confrères de la surveillance de Monthey qui l'avaient entendu, ce propos, ne manquèrent pas de me le rapporter, car on fait toujours ainsi les officieux à contre-temps. Ce discours ne fit quant à mes mœurs aucune mauvaise impression sur Mgr Blatter, mais quant à la doctrine, je m'aperçus bien qu'il ne se /p. 569*/ tenait pas très assuré que je ne fusse entiché des opinions janséniennes. Il eut à ce sujet plusieurs entretiens avec moi qui roulaient sur ces opinions. Il me fit sonder par le chanoine Andrès, qui avait et eut seul sa confiance durant tout son épiscopat. Mais ayant pris garde que, si j'étais janséniste, je ne me serais pas rendu victime de la Révolution, qu'au contraire j'en aurais probablement tiré quelque parti, et quand il sut que j'avais employé mes loisirs des premières années de la Révolution à écrire contre les fausses maximes du gouvernement civil et ecclésiastique qu'elle cherchait à faire prévaloir, non seulement en France mais dans toute l'Europe, et que cet ouvrage démontrait que j'étais, touchant l'autorité du pape, plus ultramontain que gallican, il ne tarda pas à convenir avec moi que, si mes détracteurs avaient peut-être pu me taxer d'épicurisme dans les mœurs, ils s'étaient tout au moins lourdement mépris en me supposant janséniste de doctrine. Et depuis ce temps-là mon catholicisme n'a plus été mis en question ni à la cour épiscopale ni dans le V. Chapitre. Monseigneur m'employa même peu après à déjanséniser un de nos chanoines titulaires qui avait été sucer cette doctrine à Vienne en Autriche, et qui de là séjourna /p. 570*/ quelque temps en Hollande et quelques années à Paris où il fréquentait les coryphées de la secte. Ce que ne purent sur son esprit ni ma

¹ A la fin de ce paragraphe, l'auteur renvoie la suite à la p. 141 du cahier, soit à la p. 568 du volume.

dialectique ni celle de plusieurs autres ecclésiastiques constitués en dignité, le temps et la misère le purgent, et maintenant devenu chanoine capitulaire, sa piété profonde nous est à tous d'une grande édification, et il ne lui reste de ce venin du jansénisme qu'une longueur à dire la messe qui lasse la patience des plus fervents laïcs. Il en est si parfaitement désabusé qu'il a lui-même jeté au feu et Quesnel et Mesenguy, indigné, m'a-t-il dit, de l'orgueilleuse opiniâtreté de ces sectaires, qui résistent depuis si longtemps à l'autorité du Saint-Siège et du Corps épiscopal.

5. *Visite de l'archevêque de Vienne. —
Son retour à Saint-Maurice par le Pas de Cheville [1792]*

/p. 557*/ Le 15 [août], fête de l'Assomption, Monseigneur reçut la visite de Mgr l'archevêque de Vienne [d'Aviau], accompagné de M. l'abbé de Hauterive, comte et chanoine de Saint-Claude, de M. l'abbé de Barre, grand vicaire de Saint-Claude, et de son aumônier, *qui ainsi que beaucoup d'autres ecclésiastiques, s'étaient évadés de France à raison du refus de la constitution civile du clergé, s'étaient retirés à l'Abbaye de Saint-Maurice.* Monseigneur, occupé ce jour-là à des offices solennels à la cathédrale, me chargea de les accompagner et de leur faire les honneurs de sa maison. Le prélat français dit la messe dans la chapelle domestique de la résidence épiscopale, et Monseigneur lui donna un dîner assez bien ordonné. Le même jour, au moment que Monseigneur descendait à la cathédrale pour les vêpres, ces messieurs prirent congé de lui, s'en retournant à pied à Saint-Maurice par le col de Triqueut (*Treyqueux*) et l'alpe Anzeindaz, Gryon et Bex, pour se procurer la vue des ruines du Diableret.*

6. *Procès du curé de Viège. —
Nouveau grand vicaire et official (chanoine Imseng)*

Le lendemain de la Saint-Théodule [17 août], Monseigneur remonta aux Mayens, où M. l'abbé de Courten, curé de Viège, vient pour son procès touchant les dîmes avec ses filiales. Monseigneur rendit un décret par lequel il lui adjugea sa demande en entier, les filiales s'étant laissées contumacer pour la 3^e fois. M. le curé proposa plusieurs accommodements qui furent tous rejetés du V. Chapitre comme préjudiciables à l'église mère, en sorte que cette affaire ayant été portée à Lucerne, il intervint une sentence de la sacrée nonciature /p. 558*/ qui maintient le curé de Viège dans ses anciens droits et condamne les communautés de Stalden et de Terminen aux arrérages et aux dépens.

A la place du chanoine de Courten, fut fait grand vicaire de l'évêque et official le chanoine Imseng, grand doyen, soit doyen de Sion, étant alors après lui dignitaire du Chapitre, le chanoine Oggier, petit doyen, soit doyen de Valère, le chanoine Preux, grand sacristain, et le chanoine Wyss, chantre de la cathédrale, et curé de la ville, le docte, l'éloquent, le pieux et le zélé chanoine Gottsponer.

7. Sur la révolution bas-valaisanne de 1790.

— Conjuraton de 1791

/p. 557/ La première année de son épiscopat n'a pas été une des moins orageuses. Les étonnants succès de la Révolution française ayant tourné la tête et enflé l'audace à tous les peuples mécontents de leur gouvernement, ceux de Monthey et quelques-uns de Saint-Maurice crurent le moment favorable pour se faire justice de quelques vexations vraies ou prétendues exercées à leur égard par les derniers gouverneurs. Et ils se portèrent à des voies de fait d'autant plus blâmables dans des sujets qu'ils n'avaient fait aucune plainte au souverain État, qui sans doute leur aurait rendu bonne justice. On crut nécessaire d'employer tour à tour pour prévenir une fatale insurrection la force et la douceur ; et Monseigneur, devenu comte et préfet du Haut et du Bas-Valais, conseilla d'abord aux magistrats d'essayer du dernier moyen envers les insurrectionnés, et en sa double qualité de père de la patrie et de pasteur du diocèse, il interposa sa médiation pour réconcilier les sujets avec le souverain. Ce fut donc à sa prière et par ses soins que la paix se fit et que l'ordre fut rétabli, en accordant une amnistie générale et un oubli parfait des torts passés.

/p. 558*/ Voici quelques détails de cette insurrection. Certains particuliers de la paroisse de la Val-d'Illiez y prirent une part trop active. Le prêtre [Claude-Joseph] Durier fut soupçonné d'en avoir été l'un des instigateurs, ce qui ne fut pas prouvé. Il fut quelque temps emprisonné au château épiscopal d'où des amis le firent évader. Durant la persécution des démagogues philosophes contre le clergé catholique, ce prêtre intrigant, d'ailleurs de mauvaises mœurs, devint curé constitutionnel aux environs de Genève, et lorsque le résident Mangourit vint révolutionner le Valais, il y reparut effrontément, mais cet envoyé français, tout propagandiste qu'il fût, se piquant en cette occasion de modérantisme, lui fit entendre qu'il eût à quitter un pays qu'il avait par trop scandalisé. Il ne s'y est plus montré depuis lors. On ne sait même pas trop bien ce qu'il est devenu. Dieu le convertisse !

/p. 558/ En 1790, révolution manquée au gouvernement de Monthey. Elle coûta la liberté, les biens et la vie aux particuliers sous-nommés. Etaient alors malheureusement gouverneurs de Monthey un Theiler, de Sion, et le Dr [Hildebrand] Schiner, gens, par leur arrogance et leurs vexations, bien propres à porter à la révolte des peuples à qui les nouvelles maximes de la France révolutionnée donnaient encore plus d'animosité contre toute apparence de gouvernement tyrannique. L'Etat de Valais, à la prière du chanoine Blatter, nouvellement élu évêque, pardonna aux insurgés auxquels s'étaient joints quelques tapageurs des villages du mont de Vérossaz sur Saint-Maurice. Mais à la seconde insurrection, il fit marcher contre eux cent hommes par dizain, et on arrêta les plus coupables, qui furent condamnés à mourir de la main du bourreau avec confiscation de tous leurs avoirs². On avait promis de rendre publique l'instruction de leur procès,

² Nous plaçons ici un doublon de la seconde insurrection, prélevé sur la p. 558 : « Mais l'année suivante, une nouvelle insurrection s'étant formée, la conjuration prête à éclore fut heureusement étouffée dans son germe, et Monseigneur ne fut pas à cette fois maître d'arrêter la vindicte publique que rendait nécessaire cette rechute de quelques individus dans une révolte plus caractérisée que la première.

» Ce fut là comme un coup d'essai d'un règne qui sera, nous l'espérons et nous le souhaitons, long, heureux, glorieux, et plus paisible dans sa suite que dans ses commencements. »

/p. 559/ ce qui n'ayant pas eu lieu, leurs familles, durant le peu de temps que le Valais fut canton, demandèrent révision de ce procès au Tribunal suprême de la République helvétique. Mais cette affaire y traîna en longueur et il n'est plus question maintenant de réviser les actes des anciens gouvernements. On parlait alors beaucoup en Suisse de réhabiliter la mémoire des persécutés pour la cause de la liberté et de leur faire restituer par leurs tyrans les biens qu'on leur avait confisqués. Ce beau feu se dissipa tout en fumée, et il n'est plus question maintenant, non seulement en Suisse, mais même en France, de réviser les actes des anciens gouvernements, et les pendus sont bien pendus, ou plutôt tant pis pour les pendus s'ils ont été mal pendus³. /p. 559*/ Noble Pierre-Antoine Preux, grand capitaine et ancien grand châtelain du dizain de Sierre et grand châtelain de Bagnes pour l'Abbé de Saint-Maurice, leur ayant succédé en 1790, le souverain Etat, avisé que les conjurations recommençaient et que les troubles menaçaient de renaître plus violents que l'année précédente, engagea les VII-Dizains à prendre les armes; ils vinrent au nombre de 700 hommes sous le commandement de M. [Pierre-Joseph] de Riedmatten, seigneur de Saint-Gingolph, lieutenant aux Gardes suisses de S.M.T.C., conseiller et depuis grand châtelain et ensuite bourgmestre de Sion, chevalier de Saint-Louis, ensuite depuis la révolution de 1798 dont je parlerai plus bas, président du Tribunal du canton de Valais, avec le titre de major-général de cette petite armée, mettre les mutins à la raison. Ils n'éprouvèrent aucune résistance de la part de personne, et ils s'en retournèrent sans coup fêrir et sans faire autre chose qu'appréhender au corps ou décréter de prise de corps les particuliers sous-nommés, tous nés paysans, savoir Pierre Guillot, bourgeois de Monthey, officier du conseil, premier sergent de la milice du lieu, cabaretier audit Monthey, âgé de plus de 60 ans qui fut décapité l'année suivante 1791; Louis Robriquet, français de naissance, insigne révolutionnaire et blasphémateur atroce, tailleur à Monthey, qui prit la fuite, et qui, depuis la Révolution de 1798, a reparu audit Monthey plus jacobin et plus impie /p. 560*/ qu'auparavant, protégé par Mangourit et Laharpe, et qui a été cause que le Directoire helvétique a fait l'affront au Tribunal du canton en 1799 de le destituer et casser, comme ayant fanatiquement condamné par contumace à la peine de mort ce blasphémateur scandaleux et séditieux selon les lois anciennes maintenues dans leur vigueur jusqu'à l'établissement des nouvelles; Jean-Claude Tormaz, de Collombey, qui a pris pareillement la fuite, et Barthélemy Tormaz qui fut aussi décapité; Jean-Joseph Durier, Jean-Louis Borrat et Pierre Rey, tous trois de la Val-d'Illiez, ont été pendus; Jean-Maurice Rey et Gaspard Thomas, du Val-d'Illiez, bannis du pays à perpétuité et déportés en Espagne après avoir assisté à l'exécution de leurs complices par sentence d'une commission souveraine.

Un propagandiste français venait de temps en temps dans cette vallée exciter les esprits et réchauffer les courages. L'insurrection éclata en 1790, le 8 septembre, par une descente de Valdilliens sur le château de Monthey dont ils cassèrent toutes les fenêtres et brisèrent tous les meubles. Ils avaient alors à leur

³ Le dossier de procédure de la conjuration dite des Crochets a été retrouvé et publié par PIERRE DEVANTHEY, dans *Vallesia*, t. XXV, 1970, 412 p. — Il est demeuré enseveli aux Archives fédérales à Berne: le répertoire du fonds de l'Helvétique, établi par J. STRICKLER, le mentionne sous les années « 1798-1802 ». (Berne, 1876, p. 87, n° 3585.)

tête un certain Pierre-Maurice Bellet, *vulgo* dit le Gros-Bellet, homme d'une très grande taille et gros à proportion. Le gouverneur Schiner se mourant de peur leur échappa par la fuite. Au même temps, ceux de Vérossaz fondirent sur Saint-Maurice, insultèrent la maison du châtelain [Jacques] Quartéry, firent main-basse sur la basse-cour de l'Abbaye, etc. Cette première insurrection fut /p. 561*/ bientôt apaisée par l'amnistie générale que le souverain Etat, à la prière du nouvel évêque, accorda aux factieux. Mais, etc. (*ut supra*⁴).

Le fort Bellet depuis cette amnistie ne prit point de part à la conjuration de l'année suivante, et pendant toute la révolution de 1798, il a montré une fidélité très sincère à la patrie, se tenant toujours du côté des citoyens les plus droits et les mieux intentionnés, si ce n'est qu'il s'est laissé persuader par quelques ardents représentants du peuple valaisan, de se montrer à Lucerne du temps que les Conseils et le Directoire de la République helvétique y siégeaient, où le sénateur Duc, dont j'ai beaucoup de choses à dire dans ces *Mémoires*, fit en son honneur un discours en termes peu mesurés pour l'ancien gouvernement, que les populaires et les unitaires applaudirent beaucoup. Sa bonne mine, plus que la cause dont il avait été un moment l'heureux martyr, lui obtint les honneurs de la séance. Il s'en revint couvert de gloire, mais non son panégyriste.

8. *Destitution du régent [Joseph] Franc à Saint-Maurice (1791)*

/p. 559/ En 1791, au mois d'octobre, MM. du conseil de Saint-Maurice recoururent à l'autorité de l'Ordinaire pour destituer de l'emploi de régent le sieur Franc à raison de ses principes irréguliers et de ses mauvaises mœurs. Monseigneur rendit donc à cet effet une ordonnance qui n'a été contredite ni contestée par personne. On fera bien au château de se souvenir de ce fait, qui servira à constater qu'à l'évêque comme premier docteur de son diocèse appartient le droit de surveiller les principes et la conduite des régents et des écoliers dans les collèges des villes non moins que dans les petites écoles de village.

9. *Annales de « 1792 ». Ecclésiastiques français réfugiés en Valais (1792-1793).* — *Déplacement de l'évêque en ce temps*

/p. 560/ 1792. Les démagogues français peu après donnant l'essor à leur fanatisme philosophique se déshonoraient à jamais par l'assassinat juridique du roi, devenant tous les jours plus intolérants et plus persécuteurs, condamnent à la déportation un grand nombre de curés français qui, fuyant la persécution robespierrienne, s'émigrèrent d'abord à l'exemple de la plupart des évêques, et enfin furent déportés en vertu d'un décret de la Convention nationale et cherchèrent un asile en Suisse et en Savoie, ne s'éloignant pas trop de la France, dans la persuasion que des mesures d'une telle violence ne seraient pas de longue durée

⁴ Renvoi de l'A. au passage que nous avons mis ci-dessus en note 2.

et que toute l'Europe monarchique et chrétienne, coalisée contre ces furieux républicains parviendrait, non seulement infailliblement, mais même promptement, à les mettre à la raison et à en faire justice à l'univers entier, qu'ils s'efforçaient de séduire et de bouleverser par la contagion et la propagation de leurs maximes anarchiques et irréligieuses. En sorte que dès les deux derniers mois de l'été, quelques ecclésiastiques franc-comtois se réfugièrent en Valais et trouvèrent facilement des bons prêtres et des vertueux laïcs, qui les recueillirent charitablement. Mais vers la fin de septembre, l'invasion subite de la Savoie par les troupes républicaines sous le commandement du général Montesquiou en fait refluer plus de mille déportés de tous diocèses, dont la plus /p. 561/ grande partie a passé le Grand Saint-Bernard ; les autres, au nombre de plus de 150, ont demandé et obtenu un asile dans le diocèse. M. l'archevêque de Vienne [d'Aviau] et M. l'évêque de Grenoble [Du Lau] étaient du nombre de ceux qui ont passé les Alpes ; les évêques du Puy [Galard] et de Genève [Paget] se sont arrêtés à Saint-Maurice. La plupart des curés un peu aisés du diocèse en ont retiré plusieurs dans leurs maisons et leur donnent gratis la table et le logement. Plusieurs des personnes les plus notables de Saint-Maurice, de Sion et de Sierre exercent à leur égard l'hospitalité chrétienne. Un petit nombre de ces malheureux exilés pour la foi catholique et pour la liberté ecclésiastique ont passé en Italie par le Simplon. Il y a parmi ces respectables prêtres plusieurs constitués en dignité, des grands vicaires, des chanoines de cathédrale, des docteurs en théologie, des supérieurs de séminaire, et même des députés à l'Assemblée constituante. On ne pouvait guère refuser un asile à des prêtres français persécutés pour la foi dans un pays qui, durant tant de siècles, a reçu de la France tant de bienfaits et qui a eu avec elle tant de relations politiques. La charité d'ailleurs et l'humanité toutes seules ne nous auraient point permis de négliger une bonne œuvre d'une nécessité aussi urgente et d'une convenance aussi sensible. Monseigneur a aidé ces pauvres prêtres de sa protection et de sa bourse. La religieuse compassion du clergé et du peuple a passé de beaucoup son attente et ses espérances. Ces prêtres déportés sont d'ailleurs à tout le diocèse un grand sujet d'édification et ils attireront la /p. 562/ bénédiction de Dieu sur tout le pays.

Pour moi en mon particulier, j'ai mis à les servir, autant par inclination que par devoir, tout le zèle et toute l'activité dont je suis capable. Il m'a été doux en cette occasion d'être placé par la Providence de manière à être de quelque utilité à cet illustre clergé de France, avec plusieurs des chefs duquel j'ai eu des relations honorables et flatteuses, et au service duquel j'avais acquis des honneurs et des pensions. Plusieurs prélats, à l'occasion de cette déportation des prêtres insermentés, ont écrit à Monseigneur de Sion, entre autres les archevêques de Paris [Le Clerc de Juigné] et de Lyon [Marbeuf], les évêques de Clermont [Bonal] et de Saint-Flour [Ruffo de Laric] en Auvergne, de Troyes [Barral] en Champagne, d'Angers [Couet du Vivier de Lorry], de Lisieux [Ferron de la Ferronnays], etc. La Providence a permis qu'un sulpicien, nommé Gazaniol, grand vicaire de Lyon, soit venu se réfugier dans le diocèse de Sion du règne de Monseigneur, dont il a été le supérieur au séminaire de Saint-Irénée.

Monseigneur a fait au sujet de ces prêtres déportés, réfugiés dans le diocèse, plusieurs mémoires où il rend compte au souverain Etat des motifs qu'il a eus de les recevoir et des précautions qu'il prend pour ne pas manquer en ces circonstances à la prudence civile en s'acquittant de ce que l'on doit à la charité chrétienne.

Les contradictions n'ont pas manqué comme c'est ordinaire à toutes les bonnes œuvres, mais ceux qui les ont faites n'y ont pas mis de la suite. Dieu veuille qu'il ne soit pas nécessaire de garder longtemps ces respectables hôtes ! Mais s'Il a résolu de prolonger leur exil, il faudra bien que la terre les porte et les nourrisse tout comme les autres humains, car c'est pour eux ainsi que pour nous que le soleil, père de la lumière et de la chaleur, éclaire et chauffe notre globe et mûrit les blés et les raisins. /p. 563/ Comme nous avons peu, nous ne sommes tenus qu'à peu, mais si la bonne volonté ne nous manque pas, il y aura toujours un morceau de pain bis pour quelques-uns d'entre eux.

Le 6 novembre, Mgr l'évêque du Puy, qui est un prélat de très bonne mine, d'une naissance très distinguée et d'un rare mérite, établi dans le diocèse depuis plus d'un mois et logé à l'Abbaye de Saint-Maurice, est venu faire visite à Mgr de Sion, accompagné de M. l'abbé Drachat des Granges, son grand vicaire. Il a logé au Lion d'or. Mais Monseigneur lui a donné à dîner le 7 et le 8. Comme il était venu pour témoigner à Monseigneur toute sa reconnaissance de la protection qu'il accorde dans son diocèse aux prêtres français déportés et de tous les services qu'il leur rend, il crut devoir faire aussi visite à M. le grand doyen [Imseng] et à M. le bourgmestre. Ayant su que M. le curé [Gottspöner] était un homme d'un rare mérite, il lui fit aussi visite, et m'honora pareillement d'une visite en retour de mon sincère dévouement à ces infortunés prêtres. M. l'archevêque de Vienne m'avait fait le même honneur le jour de l'Assomption. L'évêque du Puy repartit le 8 après dîner, accompagné d'une cinquantaine d'ecclésiastiques français qui lui firent cortège jusqu'au pont de la Morge. J'avais reçu l'ordre de Mgr de l'accompagner jusque-là. Il ne fit l'honneur qu'à moi seul de toute la comitiva, de m'embrasser, et je lui baisai la main avec beaucoup de respect.

M. le cardinal de Zelada écrivit, peu de jours après que ceci se passa, une lettre polie et affectueuse à Monseigneur de Sion par laquelle le pape [Pie VI] lui témoigne toute sa satisfaction de sa charité pour les prêtres déportés, et de son attachement à la doctrine que professe le Saint-Siège. C'était une réponse à une lettre que j'avais engagé Sa Grandeur d'écrire à cette Eminence pour ménager aux ecclésiastiques français, qui n'auraient pas trouvé ici quelque débouché, les facilités de /p. 564/ se rendre dans les Etats ecclésiastiques pour y aller jouir des bienfaits du souverain pontife. Dans le même dessein, nous avons écrit à M. le ministre des Affaires étrangères de la cour de Turin [Perret d'Hauteville], lequel ministre répondit à Monseigneur que le roi, par égard pour son intervention, leur accordait le libre transit par ses Etats, qui leur avait été refusé jusqu'alors, et à l'effet de les en faire jouir, le ministre a envoyé en blanc, mais signés et scellés, une certaine quantité de passeports que Monseigneur est autorisé à remplir des noms des ecclésiastiques à qui il croira pouvoir les accorder.

/p. 562*/ J'ai oublié de remarquer ci-devant qu'en 1792, en automne, Mgr l'évêque de Lausanne [Lenzbourg] pria Mgr de Sion d'accorder à l'aumônier d'un régiment de troupes auxiliaires que les Fribourgeois envoyaient aux Bernois pour garder leur frontière commune à l'époque de l'invasion de la Savoie et de Genève par le général de Montesquiou, par les troupes conventionnelles, la permission de prêcher, de confesser, de dire la messe et d'administrer les sacrements à ces soldats fribourgeois tout le temps qu'ils seraient en garnison dans le gouvernement d'Aigle, qui était avant la Réforme du diocèse de Sion, ce qui fut exécuté. Il y avait plus de 250 ans que les évêques de Sion n'y avaient exercé aucun acte de juridiction spirituelle.

J'ai aussi oublié de raconter que Monseigneur reçut la seconde année de son épiscopat (si je ne me trompe) la visite du R^{me} Abbé de Notre-Dame des Ermites [Küttel], prince du Saint Empire romain, accompagné du P. de Laval-laz, dit Dom Martin, et d'un autre de ses religieux, son secrétaire.

/p. 563*/ M. le baron [Gaspard-Eugène] Stockalper, M. le comte [Eugène] de Courten, M. le prévôt [Luder] et M. l'Abbé [Schiner] lui firent les honneurs du pays. C'est un grand homme, maigre et sec, qui joint assez de finesse à beaucoup de simplicité, et qui pour tout luxe étalait sur sa poitrine une superbe croix pectorale de pierres les plus précieuses et de diamants d'un grand prix.

Comme aussi que Monseigneur fit en 1792 le voyage de Collombey à l'occasion de l'élection d'une supérieure [Marie-Virginie Guérin], et peu après celui de Martigny pour y pacifier des troubles entre la communauté et le conseil, et en 1793, il fit le voyage de Brigue pour tenir sur les fonts de baptême un fils nouveau-né [Louis] au jeune baron de Stockalper, le 17^e enfant qu'il a de Mademoiselle Du Fay de Lavallaz, son épouse.

/p. 564/ Un petit nombre profitèrent au printemps de 1793 de la facilité qu'on leur avait ménagée de se rendre dans les États du pape, mais la prolongation de leur exil ayant épuisé les ressources de la plupart, et les difficultés étant presque insurmontables à ce qu'ils fissent venir de France de nouveaux fonds, Sa R^{me} Grandeur, aidée de son Exc. M. le grand bailli travaillèrent de nouveau auprès du ministre des Affaires étrangères de la cour de Turin à l'effet de faire autoriser le commandant de Domodossola à laisser l'entrée de l'Italie libre à tout prêtre français qui se présenterait à lui muni d'une attestation en bonne et due forme, signée de Mgr de Sion et du grand bailli [Sigristen].

Pour encourager de plus en plus le peuple valaisan et ses premiers magistrats à continuer aux prêtres français leur protection et leurs secours, le souverain pontife adressa en septembre un bref eucharistique et parénétique aux bailli et orateurs des VII-Dizains. Vers la diète de mai, le cardinal Zelada avait déjà remercié l'Etat au nom du pape, de l'asile qu'il avait bien voulu leur accorder. Le V. Chapitre trouva très mauvais que ce bref ne fût pas adressé d'abord /p. 565/ à l'évêque et ensuite au bailli et aux sénateurs de la république. Il est en effet étonnant qu'on ignore à Rome le rang suprême que tient dans l'Etat de Valais l'évêque de Sion. Le roi de Sardaigne n'y manque jamais. Il est fâcheux que ce qui vient de la daterie romaine soit si inexact. J'ai conseillé à Mgr de s'en plaindre à M. le nonce. Négliger de faire redresser de pareils torts pourrait un jour tirer à conséquence et affaiblir de plus en plus la prérogative temporelle de nos évêques et réduire à un vain nom leur qualité de comte et préfet du Haut comme du Bas-Valais.

/p. 564*/ Le souverain pontife ayant appris par M. l'évêque du Puy la protection ouverte et les bienfaits multipliés que l'évêque, le Sénat, les grands et les petits, le clergé et les laïcs accordaient à l'envi en Valais aux prêtres français déportés et destitués, accueillis l'automne dernier, comme je l'ai noté plus haut, a cru devoir en donner à l'évêque et à l'Etat des témoignages publics de satisfaction et de reconnaissance, ce qu'il a fait par un bref adressé aux grand bailli et orateurs des VII-Dizains de la République. La cour épiscopale et le V. Chapitre n'ont pas peu été surpris de ne point voir en tête dans l'inscription de ce bref le nom de l'évêque, préfet du Valais. M. le grand doyen et M. l'auditeur

[A.-J. de Rivaz] ont conseillé à Sa Grandeur de s'en plaindre au nonce de Lucerne en termes honnêtes, sans humeur ni ressentiment, mais en lui observant qu'il est fâcheux que la cour de Rome ait été moins attentive de rendre justice aux prérogatives temporelles du siège de Sion que ne l'est la cour de Turin, qui n'adresse jamais aucune lettre à la république de Valais sans y mettre en tête le nom de l'évêque, /p. 565*/ chose pratiquée anciennement même par les ministres de la cour de France qui adressaient leurs lettres à *l'évêque et au bailli et députés des communes du pays de Valais*. Il serait à craindre qu'un jour l'Etat n'abusât de cette omission, qui sans doute n'a de cause que l'inadvertance du secrétaire des brefs, pour achever de contester à l'évêque les droits de prince dont il a encore de beaux restes et que le Saint-Siège doit aider à les conserver, bien loin de fournir occasion à ses jaloux de les diminuer. Monseigneur ne veut pas les accroître sous son règne, mais aussi il croit ne devoir pas souffrir qu'ils reçoivent aucune diminution *ipso episcopante*. Un heureux effet de ce bref a été que plusieurs particuliers aisés et plusieurs ecclésiastiques du Haut-Valais ont ouvert leurs maisons à une vingtaine de prêtres les plus nécessaires.

/p. 566*/ D'autres sont partis pour l'Italie dont l'entrée leur a été ménagée par la recommandation de Sa Grandeur et de Son Excellence.

/p. 565/ Ce même mois de septembre, M. l'archevêque de Vienne passa à Sion, revenant de Novare et quittant l'Italie pour venir s'établir à l'Abbaye de Saint-Maurice, près de Mgr l'évêque du Puy, son ami, et sur les catacombes des saints martyrs de la légion thébéenne, dont saint Maurice, le chef, est patron de son église cathédrale et de tout son diocèse. Il dîna deux jours chez Monseigneur, accompagné de M. l'abbé Bertholet, vieillard vénérable, son bras droit et son œil, et en ce moment comme il l'appelle lui-même, son père nourricier.

Au printemps de l'année suivante, M. l'évêque de Saint-Claude [Chabot] fit une tentative inutile pour obtenir l'agrément de l'Etat de se retirer en Valais ; on l'avait fait passer pour janséniste dans l'esprit de Mgr de Sion, qui craignit d'avoir dans sa ville épiscopale un prélat suspect pour la doctrine.

Sur ces entrefaites, l'affaire du nouveau serment à prêter à la République française n'agita et ne divisa pas moins les ecclésiastiques français réfugiés en ce diocèse qu'elle agita et divisait ceux qui étaient restés en France. Elle donna lieu à divers écrits pour et contre, et quoique le plus grand nombre se fût décidé contre le nouveau serment comme extensif du premier et renfermant tout ce qu'il y a de plus pernicieux, et surtout comme portant le dernier coup à l'autorité royale, /p. 566/ je fus de l'avis de ceux qui étaient pour un serment de fidélité à la république avec restriction de tout ce qui pouvait intéresser la religion, et avec la réserve de se rétracter si le Saint-Siège le jugeait incompatible avec la profession du catholicisme romain. Et je n'ai point douté d'établir dans un petit écrit *ad hoc*, qu'on trouvera parmi mes griffonnages⁵, que je ne regardais pas le roi, dans l'état de dégradation où la Providence a permis qu'il tombât, comme cette puissance établie de Dieu à laquelle l'apôtre veut que nous soyons fidèles. Au reste, la vérité de l'histoire m'oblige à dire que Mgr de Sion et Mgr du Puy, quoique pour des

⁵ Il semble que Ch.-E. de Rivaz n'a pas jugé utile de recueillir ce texte. En revanche, on lira dans les *Mémoires historiques* du chanoine A.-J. de Rivaz (t. I, pp. 70 et suiv.) des exposés de sa pensée sur la question du serment quand le Valais a été incorporé à la République helvétique.

motifs différents, étaient cependant de l'opinion contraire, c'est-à-dire que le roi est cette puissance, et qu'il n'y avait point à délibérer entre la mort et le serment, faisant une obligation de conscience, l'un de ne point reconnaître la république, et l'autre de reconnaître un gouvernement ennemi de Dieu et de son Eglise.

Mgr de Sion me fit accompagner l'écrit des négatifs d'une lettre au cardinal de Zelada, et moi j'adressais à M. l'archevêque de Paris, pour lors à Constance, l'écrit que je fis dans le temps pour l'affirmative.

L'affaire et la question du nouveau serment est tombée à plat, et la décision du Saint-Siège que les uns attendaient avec toute docilité et que les autres annonçaient devoir paraître chaque jour, est encore à venir.

/p. 566*/ J'ai oublié de noter le passage des religieuses visitandines du premier monastère de Lyon, durant le carême 1793, qui, ayant obtenu un asile à Mantoue par la pieuse libéralité de l'impératrice [Marie-Louise], femme de Léopold II, ont obtenu de Monseigneur toute protection et toute recommandation auprès de M. le baron Stockalper et de Mgr l'archevêque de Milan. Je pris la liberté de les recommander à Son Exc. Mgr Dugnani [*Guadaqui*], archevêque de Rhodes, maintenant cardinal dont j'avais eu l'honneur d'être connu à Paris à l'archevêché du temps qu'il était nonce en France. Elles emportaient avec elles la précieuse relique du cœur de S. François de Sales, leur père et leur instituteur, qu'elles firent vénérer à Sa Grandeur, ainsi que le chapeau de ce saint prélat encore teint du sang qu'il vomit la veille de sa mort dans le gîte du portier de leur couvent où il mourut, qu'elle mit dévotement sur sa tête et puis sur les nôtres qui avons l'avantage de composer sa noble famille.

Au commencement de novembre, quelques religieuses valaisannes claustristes [*sic*] d'Evian, au nombre de trois sœurs de chœur et de quatre sœurs du dehors, chassées de leur couvent par l'irrégulière /p. 567*/ faction qui y domine, se retirèrent au pays où Monseigneur leur ménage un asile à Viège, dans sa maison paternelle.

Depuis près d'une année, la ville [de Sion] avait reçu deux religieuses du même ordre du monastère d'Auxonne en Bourgogne, lesquelles y tiennent l'école française pour les petites filles des bourgeois et des habitants à des conditions très modiques qui suffisent à peine à leur entretien le plus strict.

Et une partie [des religieuses] de la Chartreuse du Reposoir (*ni fallor*) se sont retirées à Charrière, ferme des demoiselles de Tornéry, paroisse de Massongex entre Saint-Maurice et Monthey, juridiction de l'évêque, où ils [*sic*] vivent en communauté à la grande édification de ces deux endroits.

Je tiens des listes à peu près exactes des prêtres français réfugiés au gouvernement de Monthey, à Martigny, dans l'Entremont, à Saint-Maurice, dans la Majorie [d'Ardon?], à Sion, à Sierre, à Brigue, à Môrel, à Conches et dans leurs environs. Le nombre en a constamment passé 450 jusqu'à l'automne de 1794, où il a diminué d'un bon tiers, plusieurs s'étant résolus d'aller tenter fortune dans l'Etat de Venise, qui depuis quelque temps leur a ouvert ses portes. Il y en a une cinquantaine dans le gouvernement de Monthey. MM. les curés du Saint-Bernard en ont une vingtaine à leur charge. MM. de l'Abbaye, à beaucoup près, ne se sont pas montrés si généreux.

/p. 567/ Pendant la Diète de mai arriva un père trappiste recommandé à Monseigneur par M. le nonce et par l'évêque du Puy. Ce père se nommait

Dom Gérard [Boulangier] ; il était prieur d'une petite colonie de trappistes au nombre de douze, détachée de la grande communauté qui s'est retirée à la Valsainte au canton de Fribourg, auxquels douze le canton de Soleure avait accordé un asile momentané. Il venait en Valais solliciter l'évêque et le Magistrat qu'on lui permît de s'établir en ce pays. La haute opinion que l'on a partout de cette réforme leur rendit tout le monde favorable et aplanit bientôt toutes les difficultés que j'avais cru voir à cet établissement, et il fut accordé au P. Gérard de profiter des bienfaits de l'évêque, qui offrit de leur donner sa ferme de Saint-Pierre-de-Clages à habiter, au Bas-Valais, à deux heures et demie de la ville. C'était autrefois un prieuré de bénédictins. En conséquence, ils vinrent en octobre s'y établir au nombre de quatre, et préparer les lieux réguliers pour le reste de cette petite communauté qui s'est trouvée réunie pour la Toussaint, et y a aussitôt repris les exercices de la vie religieuse à la vive satisfaction de Monseigneur, qui admire les voies de la Providence, qui destinait son épiscopat à être illustré par la réception d'une colonie de trappistes et à la grande édification des peuples étonnés de l'austérité de vie de ces saints religieux. Le P. Gérard, qui gouverne cette communauté sous le nom de prieur, était prêtre séculier avant que le désir de sa perfection l'ait fait entrer à la Trappe. Il ne paraît pas moins éclairé que fervent. /p. 568/ Sa communauté est composée de cinq prêtres et de sept frères, plus un novice. J'aurais désiré que Monseigneur se fût réservé une sorte d'inspection sur ces religieux ; mais il n'a pas voulu déroger en rien aux exemptions que l'Abbé de Rancé, leur réformateur, a obtenues du Saint-Siège.

Un peu avant la fête de la Saint-Maurice, Monseigneur fut pris d'une fièvre quarte dont, après vingt et un accès, il fut heureusement quitte, sans mauvaises suites, le 18 novembre. Durant sa maladie, il reçut les témoignages les plus touchants de l'affection du clergé et du peuple, et sa guérison causa une joie universelle, d'autant plus que sa perte aurait été regardée comme une calamité publique. La santé de Monseigneur se fortifie sensiblement chaque jour. Il recommence à dire la sainte messe et, le jour de la Chandeleur, il reparut au réfectoire. Et depuis lors, il a repris toutes les fonctions épiscopales, les ordinations, les audiences et les cours.

Cette année fut encore remarquable par les relations que le prince-évêque et le souverain Etat eurent avec la cour de Turin, qui envoya en Valais d'abord M. le baron de Vignet et peu après M. le marquis de Sales négocier une permission tacite de faire passer par le Grand Saint-Bernard des troupes et des munitions pour aller déloger les Français de la basse Savoie en venant les attaquer par les montagnes du Haut-Faucigny. L'Etat de Valais ferma les yeux sur cette marche des troupes sardes /p. 569/ non sans s'exposer au reproche d'avoir violé la neutralité dont toute la Suisse avait pris avec la France l'engagement formel. /p. 569*/ Cette tentative n'eut aucun succès pour le roi de Sardaigne [Victor-Amédée III] ni suites fâcheuses pour le pays de Valais. En quoi nous fûmes plus heureux que sages.*

Un M. Pomier chargé, disait-il, de commissions secrètes de M. le comte de Provence, régent de France, auprès de l'évêque et de l'Etat, fut en partie cause que Monseigneur prit une grande part à empêcher qu'aucun nouvel agent de la République française ne fût reçu comme tel par l'Etat, qui tint à ce sujet plusieurs Diètes à Sion et à Sierre.

10. *Annales de « 1794 »* : *Maladie de l'évêque. — Prières publiques, pour le 16 mars, recommandées par Berne. — L'évêque de Grenoble séjourne quelques mois à Martigny. — Rechute de l'évêque, qui, après deux mois passés aux Mayens, entreprend la visite des paroisses (dizains de Sion, de Sierre, etc.) ; comment il la prépare et l'exécute. — L'évêque facilite à A.-J. de Rivaz l'entrée aux Archives de Valère et de Géronde, de l'Abbaye de Saint-Maurice et du Saint-Bernard ; mais, après la mort de l'évêque, ni son successeur, ni le Chapitre ne manifestent d'intérêt pour les recherches historiques d'A.-J. de Rivaz ; Jos.-A. Blatter l'avait fait entrer au Chapitre pour le récompenser. — Le comte de Montvallon reçu franc-patriote. — Les religieuses clarisses d'Evian réfugiées à Sion. — Passage de l'archevêque de Vienne. — L'affaire des croix de Saint-Louis. — Les créances valaisannes sur le roi de France et sur le clergé. — Visitandines de Thonon réfugiées à Veyras.*

/p. 569/ En janvier 1794⁶, une maladie épidémique s'étant manifestée, Monseigneur, en bon père de la patrie au temporel comme au spirituel, fit convoquer par M. le gouverneur Schiner, premier médecin de la ville, les médecins du pays qui vinrent à Sion au nombre de cinq à six. Cette mesure fit infiniment honneur à la sagesse, à l'humanité et à la générosité de Monseigneur, qui le premier en conçut le projet et s'offrit à en supporter les frais.

En février, il arrive un fait digne de remarque. LL. EE. de Berne invitèrent par lettres l'Etat de Valais à ordonner des prières publiques pour le 16 mars, à l'effet de remercier la divine Providence d'avoir jusque-là préservé la Suisse des ravages de la Révolution française et de lui demander d'éloigner de nos heureuses contrées l'esprit d'irréligion et de sédition qui désole la France. Sur quoi, on a remarqué qu'au commencement /p. 570/ de la Réforme, ceux de Berne invitèrent pareillement ceux du Valais à persévérer dans la religion romaine, telle que nous l'avions reçue de nos pères. Monseigneur avait prévenu cette invitation de MM. de Berne en ordonnant dans tout le pays les prières des quarante heures à la même intention, et il résolut de se conformer à ce sujet à ce que ferait le reste de la Suisse catholique, surtout Lucerne, Soleure et Fribourg.

Le 16 mars, on fit dans toute la Suisse, à l'invitation des Bernois, les prières publiques dont je parle ci-dessus. Comme Monseigneur avait ordonné un peu auparavant les prières des quarante heures à la même intention, ces supplications publiques du 16 mars se firent à Sion avec trop peu de solennité. Le Magistrat de la ville ni les capucins n'y furent point invités, et toute la cérémonie consista en ce que Monseigneur assista ce jour-là en soutane et camail noir à la grand-messe de

⁶ Depuis ici, et pour peu de temps, l'A. introduit des millésimes, comme s'il amorçait un début d'annales. Toutefois il ne semble pas s'être soucié sérieusement si les adjonctions qu'il porte sur la colonne de gauche concernent réellement l'année indiquée en tête de la colonne de droite. En fait, les annales ainsi regroupées peuvent appartenir à l'un ou l'autre millésime, comme on le verra. Donc, chaque fait mentionné devra être contrôlé au moyen d'autres sources.

la cathédrale *et à la procession de la confrérie par toute la ville, qui a coutume de se faire tous les troisièmes dimanches de l'année quand le temps le permet.*

Monseigneur ne fit point de mandement à ce sujet. Cependant Mgr de Fribourg l'avait avisé qu'il célébrerait cette solennité en officiant ce jour-là pontificalement à Saint-Nicolas au son de toutes les cloches et accompagné de tout le Sénat.

Je pense que cette fête nationale ne se célébra nulle part en toute la Suisse d'une manière aussi mesquine. Mais personne n'en donna conseil à Monseigneur, ou il ne sut pas le prendre de lui-même. Quelques-uns même de nos ecclésiastiques manifestèrent de la répugnance à assister à des prières qui se faisaient en commun avec les Cantons protestants, comme si c'eût été communiquer *in sacris* avec les hérétiques et les excommuniés. A la messe n'assistèrent pas tous les chanoines, et à la procession, il ne s'y en trouva que cinq.

/p. 571/ Après Pâques, M. l'évêque de Grenoble, qui avait trouvé un asile très hospitalier chez Mgr l'évêque d'Aoste [Solaro], ayant repassé le Grand Saint-Bernard sur la nouvelle que les Français patriotes avaient forcé le Petit Saint-Bernard, se retira à Martigny à l'hôpital où il présidait, avec une frugalité et une [sobriété] bien digne des premiers siècles de l'Eglise, une table de huit à dix prêtres déportés qu'il encourageait à supporter avec patience et résignation les privations et les rigueurs de leur exil encore plus par son exemple que par ses paroles. Il vint quelque temps après, accompagné de Mgr l'archevêque de Vienne, faire visite à Monseigneur qui leur donna à dîner. Vers la fin de septembre, ce prélat cédant aux vives et réitérées instances de Mgr l'évêque d'Aoste, retourne à la Cité.

/p. 571*/ Pendant le carême, la fièvre quarte reprend Monseigneur, mais il en est quitte pour quelques accès, et il s'en débarrasse au moyen d'un strict régime et de l'air de la montagne. A cet effet, il passe aux Mayens les mois de juin et de juillet.

A l'occasion de ce retour de la fièvre, la visite du diocèse, annoncée pour le commencement de juin, tout de suite après la Diète de mai, est retardée. Monseigneur visite en effet en août et en septembre les paroisses des dizains de Sion, de Sierre et de Rarogne, plus la vallée de Lötschen et la paroisse de Nendaz. Jamais visite épiscopale ne fut entreprise en ce diocèse avec plus de soins pour que rien n'échappât à la vigilance du premier pasteur ni avec plus de précautions pour que ses ordonnances fussent mises à exécution. Si l'on conserve aux Archives épiscopales les différents mémoires que ce zélé et appliqué évêque composa sur tous les objets de ses recherches en cette matière, ils pourront servir beaucoup aux évêques successeurs de modèle et de règle sur les moyens de rendre ces visites épiscopales utiles aux troupeaux et aux pasteurs.

Si on ne les y garde pas, je conseille à nos prélats de prier ses héritiers de vouloir bien en faire don aux Archives épiscopales. Vous trouverez dans mes paperasses un brouillon d'un mandement épiscopal pour annoncer la visite qu'il me chargea de composer en français et qu'il ne fit pas imprimer à cause de sa longueur⁷; mais il en adopta les principales idées dans le discours /p. 572*/ par

⁷ Nous n'avons pas retrouvé ce texte dans les *Opera historica*.

lequel il ouvrait les conférences en chaque paroisse. Je ne me souviens plus quels furent les chanoines dont il se fit accompagner en cette première visite⁸.

/p. 573*/ J'ai oublié de dire qu'à l'occasion de la visite, Monseigneur la fit annoncer quelque six mois auparavant par une circulaire où il enjoit aux curés et recteurs des églises à visiter de lui envoyer précédemment à la visite un état détaillé des fondations, des meubles et immeubles, de la population, des vices dominants de leurs paroisses respectives, ce qui a été exécuté d'une manière intelligente par la plupart, et a beaucoup facilité à Monseigneur l'inspection d'icelles. Comme ceci était du nouveau pour le diocèse, il n'a pas manqué d'être contredit, mais les avantages en ont été si sensibles que tout le monde approuve maintenant que Monseigneur ait adopté cette forme qu'il a empruntée des mandements préparatoires à la visite de son diocèse de Mgr Biord, évêque de Genève.*

/p. 572*/ Comme Monseigneur prenait intérêt à ce que j'écrivisse l'histoire du pays sur les titres originaux, il me procura l'entrée des Archives de Valère et il engagea le chanoine [Jos.-Xavier] Preux, pour lors grand sacristain et archiviste du Chapitre, de m'en confier les clefs.

L'année suivante, il acheva la visite du Haut-Valais durant laquelle il m'engagea à me transporter à Géronde pour y compulser les Archives du Séminaire. Et l'automne de la même année, il m'accorda des lettres patentes de recommandation auprès des seigneurs R^{mes} l'Abbé et le Prévôt pour qu'ils voulussent bien me communiquer les titres de celles de leurs maisons, tant il avait cœur que je parvinsse à donner enfin à ses prêtres et à nos compatriotes la véritable histoire ecclésiastique et politique du pays et du diocèse. Et tant qu'il a vécu, il n'a cessé de favoriser mon travail de tout son crédit, mais, lui mort, ni son successeur ni le Chapitre n'y ont plus pris aucun intérêt, sauf le feu grand doyen Oggier.

Ce fut pour me récompenser des veilles que me causa cette entreprise qu'il me recommanda instamment au V. Chapitre à l'effet de me faire élire chanoine, ce qui se fit à la première promotion qui eut lieu, mais qui fut retardée par les événements politiques qui suivirent et qui rempliront la plus grande partie des annales de son épiscopat.*

/p. 571/ A la Diète de mai [1794], Monseigneur fut tracassé ainsi que le grand bailli par les députés des dizains d'en haut à l'occasion de leurs voix que ces deux chefs de l'Etat avaient coutume de donner aux candidats au franc-patriotage. Il s'agissait de recevoir franc-patriote M. le comte de Montvallon, provençal, réfugié à Sion depuis près d'une année et demie : il fut reçu à la pluralité des voix des dizains sur la recommandation de l'évêque et du bailli.

Les sept à huit religieuses clairistes d'Evian, la plupart Valaisannes, que Monseigneur avait d'abord retirées dans sa maison paternelle à Viège, obtinrent en juillet l'agrément de la ville de se réunir à l'hôpital [de Sion] pour y vivre en communauté. Monseigneur leur donne pour supérieur M. le curé, qui juge à propos de leur donner pour supérieure une sœur Louise, concharde, sœur quêteuse, au préjudice de deux dames de chœur. Elles procèdent à l'élection de cette supérieure sans y être autorisées par les grands vicaires de Genève, leurs

⁸ L'A. fait ici un renvoi, pour la suite, à la p. 573.

supérieurs /p. 572/ naturels, qui se trouvaient à cette époque en Valais, savoir M. de Thiollaz, prévôt de la cathédrale, et M. l'abbé Besson, et dans le temps même que Madame Joudon, leur Abbesse, était à Saint-Maurice chez M. Charles[-Emmanuel] de Rivaz, capitaine général du gouvernement de Monthey, son cousin germain. L'Abbesse étant venue à Sion les visiter, la supérieure intruse ne daigna pas lui rendre sa visite, et lorsqu'elle lui fut présentée par M. le prévôt Thiollaz, à peine daigna-t-elle l'appeler ma Mère, et elle fut soufflée à protester qu'en ce diocèse elle ne reconnaissait d'autre supérieur que Mgr l'évêque de Sion et M. le curé de la ville, son délégué. MM. les grands vicaires de Genève firent leurs insinuations auprès de Monseigneur pour lui faire comprendre l'irrégularité des mesures prises par le curé de Sion, mais ce fut sans succès, et les choses en restèrent là par la modération de ces messieurs qui, par reconnaissance pour l'accueil que Monseigneur avait fait aux prêtres savoyards déportés, dissimulèrent leur ressentiment de cet oubli ou de ce mépris des règles canoniques.

/p. 570*/ Mgr l'archevêque de Vienne, après avoir voyagé dans nos montagnes une partie de l'été, passe à Sion quelques jours après la Toussaint partant pour Rome où le pape lui donne asile et l'entretient à ses frais. Monseigneur lui donne à souper à son passage.*

/p. 572/ En automne, au retour de la visite, tout ce qu'il y a dans le pays de gens d'honneur et de conscience ont été formalisés et scandalisés au sujet des croix de Saint-Louis, que plusieurs officiers du régiment de Courten au service du roi de France, licencié en 1792 se sont permis de renvoyer à la faction régicide, qui gouverne en ce moment la République française sous le nom de Convention nationale. Ces messieurs s'étant mal à propos parés de l'autorisation de Monseigneur qu'ils avaient fait consulter par des théologiens de cette ville, /p. 573/ dont un est certain, savoir M. le curé; l'autre est soupçonné, c'est le chanoine Pignat. Ces messieurs, n'entendant pas bien l'état de la question, la proposèrent à Monseigneur en termes équivoques. On lui fit entendre qu'il s'agissait de décider si renvoyer la croix de Saint-Louis était un acte de sa nature répugnant à la profession du catholicisme, au lieu qu'il s'agissait seulement de savoir si dans le renvoi des croix il n'y a rien contre la conscience et contre l'honneur. J'aime à croire que, si cette démarche eût été proposée à ces théologiens sous cette forme, ils auraient été pour la négative. Monseigneur, informé par moi qui étais pour lors en vacances à Saint-Maurice, que les intéressés, au grand scandale de la noblesse et du clergé, y faisaient courir le bruit de son autorisation, il écrivit aussitôt au châtelain de Quartéry une lettre, qu'il lui permettait de rendre publique, où il ne disconvient pas d'avoir été consulté mais où il désavoue formellement d'avoir donné une pareille autorisation. Et quelques jours après, il me fit ses remerciements de lui avoir fourni l'occasion de *se purger de cette tache*; ce sont les propres termes de sa lettre. En effet, il saute aux yeux que recevoir une pension et des brevets, non simplement des ennemis du roi, mais de ses bourreaux, c'est une violation du serment par lequel les chevaliers de Saint-Louis s'obligent plus particulièrement encore que les autres officiers *de défendre sa personne et sa couronne envers et contre tous*, outre qu'une action peut être contre la conscience quoiqu'elle ne soit pas contre la foi. Et quoique les ecclésiastiques ne soient pas établis juges du point d'honneur et de toutes ses délicatesses, ils ne

peuvent cependant pas ignorer cet avis de l'Esprit-Saint : /p. 574/ *Curam habe de bono nomine*⁹, ni négliger de le donner à ceux qui les consultent. Et ils devaient sentir, non moins que l'Etat de Zurich, que les offres de la République française les plaçaient entre l'honneur et l'intérêt.

Au reste, ce sont là les effets de l'opinion du probabilisme si en faveur en cette partie du diocèse. MM. les capitaines [Léopold] de Nucé et [Charles] Odet, d'ailleurs bons chrétiens, consultent l'un le curé de la ville, l'autre le chanoine Pignat, non s'ils peuvent en conscience, mais s'ils peuvent sans blesser la foi, renvoyer leurs croix et recevoir leur traitement. Les directeurs ne voient en cela rien qui ressemble à une apostasie. Aussitôt, sur l'autorité d'un seul théologien, ces messieurs croient pouvoir en sûreté de conscience agir conformément à leur intérêt, quoiqu'ils ne se dissimulent point que cette démarche est de nature à compromettre leur honneur et leur réputation. Il me semble qu'une affaire de cette importance, où il ne s'agissait de rien moins que de l'imputation de parjure et de déshonneur, aurait dû être prise en plus mûre délibération et soumise à la discussion d'un plus grand nombre d'arbitres.

Quoi qu'il en soit, les chefs de l'Etat donnèrent pendant quelque temps des marques de mésestime et de défaveur aux officiers décroisés, mais les affaires de la République française continuant à aller bien et l'argent pour lequel on avait exigé ce honteux sacrifice arrivant, on s'est accoutumé petit à petit à les tolérer, même à les excuser ; et je ne vois pas que cette fausse démarche leur ait fait beaucoup perdre de leur première considération, si ce n'est auprès des aristocrates les plus ardents. D'ailleurs, comme les principaux de ces officiers tiennent à des parentés fort étendues, leurs proches n'ont pas voulu rompre la visière avec eux pour cela, et il en est résulté qu'ils en sont vus et reçus à peu près de même qu'auparavant. — J'écris ceci le 21 juin 1796.

/p. 575/ Quelque temps après ceci, savoir l'été dernier, Monseigneur lui-même, tout ennemi qu'il soit des Français révolutionnaires, et le V. Chapitre furent mis à la même épreuve et se laissèrent prendre au même piège. Aux menaces de la Convention parisienne et aux instances de M. Helfflinger, son agent, ils consentirent, après en avoir mûrement délibéré, ils consentirent enfin à envoyer les originaux de leurs contrats de créances sur le roi et sur le clergé, cédant à la crainte de perdre leurs capitaux, et s'autorisant de l'exemple de la ville [de Sion] qui fit cette hasardeuse démarche avec une confiance fort légère. L'évêque et le Chapitre en chargèrent M. de Riedmatten de Saint-Gingolph, grand châtelain moderne du dizain de Sion, que la ville députa à Paris pour en négocier en personne le même remboursement. On prit seulement la précaution d'en faire faire des copies authentiques. C'était précisément un moment où les finances françaises étaient plus que jamais sens dessus dessous, et la nation occupée à l'élection d'un nouveau tiers au Corps législatif et de la réélection des deux tiers de la Convention régicide. Ces messieurs arrivés à Bâle, M. Barthélemy, l'ambassadeur, ne jugea pas qu'il fût opportun de les laisser aller jusqu'à Paris, et il se contenta de se faire remettre les titres dont ils étaient nantis. Depuis lors, cette affaire est pendue au croc, et il ne vient ni argent ni espérance d'en avoir bientôt.

⁹ *Eccl.*, 41, 15.

/p. 573*/ Quelques visitandines de Thonon sont depuis deux ans à Veyras, au-dessus de Sierre, sous la conduite de M. Colonnaz, leur aumônier, au nombre de sept, où elles vivent en grande partie du travail de leurs mains dans la plus parfaite union et obéissance à leur Mère, qui est une sainte fille.*

11. *Annales de « 1795 »* : *Visite épiscopale dans le Haut-Valais ; fin tragique de l'Abbé Cocatrix. — Bénédiction de l'Abbé Exquis. — L'Etat du Valais reconnaît la République française. — Prières publiques pour la paix et l'union du Corps helvétique. — Messe chez les capucins à l'occasion de la béatification du frère Bernard d'Offida. — Abrogation de la comédie sainte ou morale, jouée le vendredi saint au théâtre par les écoliers de la ville de Sion. — Transfert des trappistes de Dom Augustin de Lestrangle de Saint-Pierre-de-Clages à Sembrancher ; leur installation.*

/p. 576/ Monseigneur fit cette année la visite du reste du Haut-Valais. Il venait de s'engager à faire la cérémonie de la bénédiction de M. Cocatrix, Abbé élu de Saint-Maurice, lorsqu'il apprit, visitant une des paroisses du dizain de Brigue, la fin tragique de ce prélat. Je la raconte amplement à son article au catalogue des Abbés¹⁰.

Cette année n'eut rien de notable que la visite de M. l'évêque de Valence [Messey], exilé pour la foi et réfugié à l'Abbaye, et la bénédiction de M. Exquis, qui fut élu Abbé de Saint-Maurice contre toute attente des Haut-Valaisans au premier scrutin à la presque unanimité des suffrages. Cette bénédiction a ceci de remarquable que c'est la plus pompeuse probablement qu'ait jamais reçue aucun Abbé d'Agaune. Monseigneur fut l'évêque consécrateur ; le néophyte fut assisté des évêques du Puy et de Valence. M. le prévôt de Saint-Bernard fit auprès de Monseigneur, en mitre et en chape, office de prêtre assistant. M. le grand bailli Sigristen s'y trouva ainsi que les gouverneurs de Saint-Maurice [Allet] et de Monthey [N. Roten]. Cette cérémonie eut lieu la seconde fête de Pâques¹¹.

A la Diète de mai, notre Etat, avisé que onze Cantons ont reconnu la République française et sollicité par M. Barthélemy, ambassadeur, d'en faire de même, et conseillé par le canton de Lucerne de ne pas tarder à lui donner cette satisfaction, reconnaît enfin M. Helfflinger, ancien agent du roi en Valais, puis agent de la Convention régicide, pour résident et envoyé de la République

¹⁰ Voir *Opera historica*, vol. 16, pp. 613-614.

¹¹ Les auteurs varient sur la date. EDOUARD AUBERT fixe la bénédiction de l'Abbé Exquis au 2 mars 1796 (*Trésor de l'Abbaye de Saint-Maurice d'Agaune*, Paris, 1882, p. 112) : le chanoine LÉON DUPONT LACHENAL, au 27 mars, soit le jour même de Pâques (*Les Abbés de Saint-Maurice d'Agaune*, dans *Echos de Saint-Maurice*, 1932, p. 263), alors que, ailleurs, le chanoine A.-J. DE RIVAZ donne une date, semble-t-il, plus acceptable : *Mardi de Pâques*, soit le 29 mars 1796 (*Opera historica*, t. 16, p. 615), le mardi de Pâques étant en Valais jour férié jusqu'au 29 juin 1798. On va trouver, trois paragraphes plus loin, une confirmation de cette assertion, quand les jésuites renvoient à la « seconde fête » de Pâques, la représentation de la « comédie sainte ou morale » qui se jouait ordinairement à Sion, le vendredi saint, sur le théâtre de la ville. — Cette dénomination de « seconde fête » est-elle uniquement régionale ?

française. Tous les dizains ayant voté cette reconnaissance en Petit Conseil, Monseigneur, qui y donne son suffrage le dernier, /p. 577/ dit que le sien est inutile, et propose de passer à une nouvelle délibération.

Monseigneur, invité par les cantons à la fin de mars de s'unir aux prières publiques, qui doivent se faire dans toute la Suisse le second dimanche du mois d'avril pour la paix et l'union du Corps helvétique, ordonne pour ce jour-là des supplications solennelles et fait part à son troupeau des indulgences accordées à cette occasion par le nonce de Lucerne [Vinci] au nom du souverain pontife.

Il pontifie à la messe le jour de la Pentecôte aux capucins de Sion à l'occasion de la béatification de Bernard d'Offida, frère lai de leur ordre. Nouvelles indulgences à ce sujet que Monseigneur fait publier en tout son diocèse.

Il se passa cette année un événement qui paraîtra peut-être à bien des lecteurs d'un petit intérêt, mais pour moi que je regarde comme un des plus glorieux faits de cet épiscopat, c'est l'abolition de la comédie sainte ou morale qui se jouait à Sion le vendredi saint par les écoliers sur le théâtre de la ville. Lorsque Monseigneur me fit la faveur de me donner un asile honorable auprès de lui en m'employant dans sa cour comme son auditeur, cet usage plus bizarre que scandaleux subsistait encore, et je ne cessais de déclamer contre. Monseigneur, avec son bon esprit ordinaire qui lui faisait sentir ainsi qu'à moi ce qu'il avait d'inconvenable et d'indécent en un tel jour, ne savait trop comment s'y prendre pour l'abroger. Je lui observai que cet abus était de la nature de ceux qu'il ne faut pas heurter de front, mais dont il faut insensiblement préparer la réforme ; enfin que si Messieurs /p. 573/ du Magistrat de la ville s'obstinaient à lui accorder leur protection, il restait toujours au libre arbitre de Monseigneur d'y assister ou non, et qu'immanquablement sa non-présence plusieurs années de suite à cet acte théâtral serait prise pour ce qu'elle était en effet, une improbation formelle. Ce fut aussi le parti que prit Monseigneur. La première année, au lieu d'y assister quoique invité selon l'usage, il alla après dîner accompagné de toute sa cour faire son heure d'adoration à l'église des capucins. L'année suivante, il présenta une indisposition. Enfin cette année (1796), MM. les professeurs du collège sédunois, entrant dans le dessein de Monseigneur, prirent sur eux de remettre cette représentation théâtrale à la seconde fête de Pâques ; et il n'y eut point à Sion de bon esprit qui ne comprît que le sujet de la pièce fût ou pieux ou moral, c'était toujours un grand sujet de distraction en un jour aussi religieusement triste que le vendredi saint, et que ce concours de jeunes gens de l'un et de l'autre sexe en un théâtre public n'était rien moins qu'un acte de religion qui pût contribuer à servir de méditation du grand mystère de notre rédemption et à nous en appliquer les fruits.

Il faut savoir à ce sujet que lorsque les jésuites furent appelés par l'évêque Supersaxo et les magistrats de Sion à se charger du collège de cette ville, ils y trouvèrent l'usage barbare d'y représenter grossièrement la Passion comme on le faisait un siècle plus tôt en France et en Italie, et si littéralement qu'on déchirait à coups de fouet et chargeait d'une /p. 579/ croix très pesante le pénitent qui s'était offert à représenter le Christ.

Or, comme cette représentation de la Passion avait dégénéré en une farce pieuse, les jésuites crurent devoir y substituer quelque pièce de théâtre plus

décente et plus sérieuse. On comprenait dès lors que le pire des abus est de prétendre les réformer tous à la fois. Ce qu'il y avait de plus bizarre, c'est que cette comédie ou tragédie sainte avait fait perdre à Sion l'usage d'y prêcher la Passion le vendredi saint. Je ne sais s'il se rétablira dans la suite, mais enfin c'est déjà un grand succès qu'a obtenu le zèle discret et constant sur une coutume déplacée ; on ne tardera pas en tout Sion à convenir de sa disconvenance en un tel jour et qu'il était nécessaire de la réformer.

Le mauvais air et la mauvaise eau ayant fait mourir en moins d'une année cinq religieux de la Trappe à leur établissement de Saint-Pierre-de-Clages, du nombre desquels mourut, [le 26 août 1795], dernière victime de ce séjour empesté, Dom Gérard [Boulangier] lui-même, leur prieur, personnage d'une grande vertu mais d'un zèle peu discret, le R^{me} Abbé de la Trappe, Dom Augustin [de Lestrangle], transmigrée à la Valsainte au canton de Fribourg, fit plusieurs voyages en Valais et nommément à Sion, où il vint saluer Monseigneur en septembre dernier pour lors aux Mayens et conférer avec lui sur les moyens de faire cet établissement en un lieu plus sain. Monseigneur, toujours enclin à protéger cette bonne œuvre, lui promit ses bons offices auprès du souverain Etat, par lesquels Dom Augustin (dit dans le siècle l'Abbé de Lestrangle) a obtenu à la Diète de décembre dernier [1795] la per-/p. 580/mission, non seulement de se choisir un local plus convenable, mais même celle d'acheter un terrain et d'y bâtir une maison régulière, non seulement pour une communauté de religieux, mais même encore pour une communauté de religieuses de la même réforme. Le P. Abbé avait d'abord pensé à Géronde, puis à Tourbillon ; mais aucun de ces projets n'étant ni de facile ni de prompt exécution, il s'est enfin décidé à former cet établissement dans la paroisse de Sembrancher, vallée de l'Entremont où, après quelques difficultés de la part des habitants du lieu, qui se sont aplanies à la dernière Diète de mai, il a fait venir dès l'hiver, les restes de la petite communauté de Saint-Pierre, qui, en attendant, s'était allée loger dans la maison de campagne de M. le recteur Bonivini, à Prafalcon au dizain de Sierre, puis dans les bâtiments d'une mine de fer abandonnée au territoire dudit Sembrancher, et en ce moment il s'occupe d'y faire construire des bâtiments assez amples pour y recevoir la communauté de filles qu'il se propose d'y établir et qui sera conduite et aidée par quelques religieux trappistes tant prêtres que frères. Un certain Dom Urbain [Guillet] est à la tête de ce même établissement. Je ne sais si le nonce [Gravina] ou le pape [Pie VI] ne l'a pas recommandé à Monseigneur et à notre Etat d'une manière toute particulière. On dit que la princesse Louise, fille du prince de Condé, que la descente des Français en Piémont vient de chasser de Turin et qui est en ce moment à la cure de Saint-Maurice, où elle garde le plus parfait *incognito* et vit en sainte, finira par se retirer dans cette solitude et achèvera d'édifier le monde par une vocation aussi extraordinaire.

/p. 580*/ Ce pieux projet n'eut pas lieu pour lors. Cette princesse alla peu après rejoindre le prince de Condé et elle est maintenant en Allemagne je ne sais où. Mais on ne doute pas que ce soit elle qui a procuré à Dom Augustin les fonds nécessaires pour l'acquisition de ce terrain et pour la bâtisse de ce monastère, auquel il a donné le nom de la *Sainte-Volonté-de-Dieu*.*

/p. 581/ Dès la Sainte-Ursule 1796 [21 octobre], si je ne me trompe, cette communauté de filles est venue prendre possession de cet ermitage.

12. *Annales de « 1796 »* : *Les clarisses d'Evian réfugiées à Sion. — Ordre aux prêtres français réfugiés de porter le petit collet. — L'évêque reconstruit le pont de Riddes. — Mariage secret [1795] de Marguerite Stockalper et du baron Ferdinand Werra, avec la complicité d'Augustini, lequel suscite des troubles à Brigue, lors de l'élection du grand capitaine du dizain ; conseils de l'auteur à Augustini sur l'art de « parvenir ». — Visite épiscopale du Bas-Valais. — A Saint-Maurice, sacre de Mgr Odet, évêque de Lausanne. — Affaire concernant les enfants de Maurice Jost : sont-ils légitimes ? — Reconnaissance de Helfflinger, résident de France en Valais. — Départ du Valais de l'archevêque de Vienne, alors que l'évêque du Puy poursuit son séjour à Saint-Maurice. — Refus du passage en Valais de troupes de Bonaparte. — Procès contre Costa. — Mariages Preux-Helfflinger [1796] et Quartéry-Lazary [1797].*

La petite communauté de clairistes d'Evian réfugiées à l'hôpital de Sion donne de nouveaux embarras à Monseigneur. Une des sept religieuses de chœur vint à mourir ; trois des survivantes refusent formellement de reconnaître pour leur supérieure la sœur Louise qu'elles traitent d'intruse ; les trois autres lui demeurent attachées. Sur ce, Monseigneur les sépare et leur permet de correspondre avec les grands vicaires de Genève [de Thiollaz et Besson] et leur mère Abbesse [Joudon]. Il est question de leur réunir les deux sœurs clairistes d'Auxonne qui tiennent à Sion la petite école des filles romandes ; mais ces deux dernières avec la sœur Louise finissent par se retirer à Fribourg.

Monseigneur ordonne aux prêtres déportés de France réfugiés en son diocèse de porter à l'avenir le petit collet en marque de leur cléricature. Sur les remontrances de Monseigneur l'évêque du Puy, il permet qu'ils ne portent point de tonsure.

Au printemps de cette année, Monseigneur fait à neuf le pont de Riddes, qui lui coûte 1500 écus monnaie de Sion.

Le mariage de M^{lle} [Marguerite] Stockalper avec M. Ferdinand Werra mérite de trouver place ici pour sa choquante irrégularité. Cette demoiselle, héritière unique d'une mère fort riche [Anne-Marie Roten], sœur de M. [Hildebrand] Roten, le secrétaire d'Etat, et qui avait à prétendre de son père, M. le baron [Gaspard-Jodoc] Stockalper, colonel du Haut-Valais, une dot considérable, voulait absolument s'émanciper en se donnant un mari. Or, comme en cette riche maison depuis plusieurs générations /p. 582/, on avait sacrifié, disait-on, les filles aux intérêts des fils en les mariant pour des dots fort modiques à de simples bourgeois, ou en les forçant en quelque sorte à se faire religieuses, cette demoiselle crut devoir prendre ses précautions pour que pareille chose ne lui arrivât pas et qu'on ne gênât pas son inclination. En conséquence, résolue d'épouser ce M. Werra, très ancien gentilhomme, mais qui n'a, comme on dit, que la cape et l'épée, ils mirent l'un et l'autre dans leurs intérêts M. le gouverneur avocat Augustini, dont la femme [Geneviève], de la famille de Willa, de Loèche, est parente de M. Werra, lequel alla secrètement à Lucerne représenter à M. le nonce Gravina l'usage reproché aux Stockalper ; sur quoi M. le nonce

considérant que la demoiselle épousait un homme de sa condition et qu'elle était maîtresse, aux termes des lois canoniques et civiles en vigueur en ce pays et en ce diocèse, de disposer de sa main comme bon lui semblait, accorda, à l'insu de Monseigneur et sans le consulter, toutes les dispenses nécessaires de parenté et de publication des bans, et délégua le curé de Loèche [Julier] pour bénir [le 22 avril 1795] ce mariage à Brigue même, à l'insu du propre pasteur [Theiler] de la demoiselle et de M. son père, qui se mourait en ce moment.

Quelques jours après mourut le respectable père [ens. le 30 avril], homme de la simplicité et de la générosité la plus noble. Alors, pendant que le jeune baron [Gaspard-Eugène] Stockalper, que l'Etat venait de désigner successeur de son père dans la dignité de colonel du Haut-Valais, était à Sion, député de son dizain à la Diète de mai, M. Werra y vint aussi faire part à MM. le chanoine Oggier, doyen de Valère, et de Riedmatten de Saint-Gingolph, grand châtelain moderne de Sion, ses premiers cousins, leur faire part, dis-je, de ce secret mariage, /p. 583/ les priant de le rendre public dès le lendemain matin. Pour moi, je le sus dès la veille que M. le doyen de Valère jugea à propos de me l'apprendre pour que, par moi, il parvînt aux oreilles de Monseigneur. Monseigneur ne put d'abord croire cet événement, d'autant plus que le matin de ce même jour, le jeune baron Stockalper était venu lui faire confidence [de ce] qu'il se tramait, et le prier de faire traîner la chose assez en longueur, si on lui venait demander les dispenses, pour que les parents paternels et maternels de sa sœur eussent le temps de la dissuader de faire cette sottise. Mais elle était faite et parfaite. Le mariage avait été consommé le jour même de la bénédiction nuptiale, quoique l'épouse n'eût pas découché de la maison paternelle. Au reste, Monseigneur rend cette justice au désintéressement de M. le baron Stockalper, qui protesta plusieurs fois à Monseigneur que si sa sœur s'obstinait à vouloir se donner un maître impérieux et dédaigneux dans la personne de ce M. Werra, dont il prévoyait qu'il méprisera sa sœur laide et peu spirituelle et mangerait son bien, il était incapable par intérêt personnel de l'en empêcher par aucune violence.

Ce fut en effet la nouvelle du lendemain, et M. le secrétaire d'Etat en parut beaucoup plus piqué et plus affecté que M. le baron Stockalper, parce que la plus grande richesse de cette demoiselle lui vient du chef de sa mère qui, outre sa dot, avait eu part de longues années aux acquêts faits par son mari durant leur mariage aux termes de son contrat.

/p. 584/ Quant à Monseigneur, il ne fut pas peu sensible, comme il devait l'être, à ce que M. le nonce, sans lui faire l'honneur de le consulter, avait fait l'évêque en son diocèse, conduite qui persuada à Monseigneur qu'on l'avait dépeint à la sacrée nonciature comme un prélat capable de servir la cupidité d'une famille à laquelle il est dévoué au préjudice de la liberté des mariages si inconscrite d'ailleurs en ce pays. M. le grand doyen et M. l'auditeur lui représentèrent qu'il ferait bien de s'en plaindre, qu'il nous semblait que l'autorité du nonce ne pouvait et ne devait intervenir en pareille affaire que sur le refus injuste et constaté que ferait l'évêque de faire intervenir la sienne. Je ne sais si Monseigneur l'a fait ; je crois que non, vu qu'on tient en ce pays à l'omnipotence papale sans limitation quelconque.

Cette affaire si habilement négociée par le sieur Augustini me rappelle les troubles que l'ambition démesurée de ce personnage causa au dizain de Brigue lors de l'élection d'un grand capitaine à la place de feu Son Exc. M. le grand bailli

Wegener. A force d'argent et de promesses, ce Monsieur, homme qui joint une assurance intrépide à une intrigue fort adroite, sut mettre dans ses intérêts une partie des paysans de Naters et de la montagne qui, au même temps que le reste des paysans du dizain assemblés à Brigue, donnaient leurs voix pour la charge de grand capitaine à M. le gouverneur Wegener, fils aîné du défunt capitaine, s'assemblèrent à Naters et là élirent le sieur Augustini, /p. 585/ [refusant] de reconnaître celui que la pluralité des suffrages avaient élevé à cette dignité, et le sieur Augustini, en conséquence de cette élection frauduleuse, se porta pour tel et se mit en devoir d'en faire les fonctions et d'en recevoir les honneurs comme il en avait fait les frais, ce qui occasionna une petite guerre civile entre les paysans de ce dizain, car ceux qui avaient élu M. Wegener vinrent en armes pour dissiper le conciliabule de ceux qui adhéraient au sieur Augustini. Comme ils étaient fort supérieurs en nombre, la chose ne leur fut pas difficile ; toutefois on en vint aux mains ; il y eut quelques personnes blessées, et le sieur Augustini, à qui le peuple irrité en voulait plus qu'à tout autre, ne dut son salut qu'à sa prompte retraite, premièrement dans la maison curiale du lieu où, ne se croyant pas suffisamment en sûreté, il se retira la nuit dans la sacristie de l'église même. Ces bons et religieux paysans ne voulant pas pousser les choses à toute extrémité, *se contentèrent de cerner l'église et vinrent à Sion demander* à Monseigneur la permission de l'en tirer par force. Mais Monseigneur, quoiqu'il eût de graves sujets de se plaindre de ce monsieur, bas flatteur des prétentions les plus exagérées de l'Etat au préjudice de la prérogative temporelle de l'évêché, perdit tout exprès du temps à délibérer sur cette proposition pour laisser aux esprits échauffés celui de se refroidir ; et, sur ces entrefaites, on facilita l'évasion dudit sieur qui, sans doute, s'il est reconnaissant comme il doit l'être, n'oubliera pas qu'il ne doit d'avoir échappé au ressentiment de ce peuple qu'à la modération de /p. 586/ son compétiteur et aux sages délais de Monseigneur. Depuis lors il a quitté ce dizain où il est né et il est venu se fixer en celui de Loèche, natal de sa femme. Cet homme est fils d'un Italien [Augustin-Christophore] d'une vallée voisine de nos montagnes méridionales [Macugnaga], qui a fait une petite fortune à Brigue, et comme il a des talents oratoires, il a fait un certain chemin dans les charges de son dizain dont il a été juge et au tour duquel il est devenu gouverneur très cupide et très despote de Monthey. Il a employé l'argent qu'il gagna au métier d'avocat dont il s'acquitte assez bien, à acheter des titres de comte, chevalier de l'Eperon romain, et autres décorations, qu'il sait montrer et cacher, selon qu'il est besoin. Ses antagonistes, qui sont en plus grand nombre que ses partisans, l'appellent par dérision le comte de Augustinis. Et malgré cette prévention et défaveur, il se tire toujours bien de tous les mauvais pas où son ambition l'engage, et il est peu d'affaires importantes en notre patrie où il ne soit mêlé pour ou contre. Un jour que je dînai au Lion d'or avec lui en très bonne compagnie, je dis à cet homme, qui prévient de beaucoup de politesses les personnages de quelque naissance ou de quelque réputation, pour en être accueilli à son tour avec quelque considération, je me souviens, dis-je, que je lui dis que le moyen le plus assuré de faire fortune en une république n'était pas de la vouloir faire, et tout entière dès la première génération ; que j'avais observé que toutes les familles distinguées du pays avaient commencé à la première par devenir riches, à la seconde par faire quelque alliance illustre /p. 587/ qui lui donnât des parents, et à la troisième par entrer dans les premières charges. Mais lui, il veut être tout à la fois et riche et en charge, quoique médiocrement allié.

Dans le courant de l'été de 1796, Monseigneur fait la visite du Bas-Valais. Il est partout fêté et on lui rend tous les honneurs dus à sa double qualité d'évêque et de prince, quoiqu'il eût défendu très spécialement le port d'armes et recommandé très sérieusement qu'on le reçût avec le moins de somptuosité possible. Il profite de cette occasion pour monter jusqu'au Saint-Bernard où M. le prévôt Luder et ses religieux lui font la réception la plus honorable et la plus gracieuse.

Au retour de la visite du Bas-Valais, Monseigneur visite, soit comme Ordinaire soit comme délégué du Saint-Siège la cathédrale de Valère, et à la Toussaint il y donne la confirmation. *Dans l'automne de cette même année se fit à l'Abbaye de Saint-Maurice la cérémonie du sacre de M. Odet, curé d'Assens, à l'évêché de Lausanne, nommé par le pape sur la recommandation de l'Etat de Fribourg par Mgr l'évêque du Puy,* assisté de M. l'Abbé [Exquis] de Saint-Maurice et de M. le prévôt mitré [Müller] de la collégiale de Saint-Nicolas de Fribourg.

Cette même année, on agita devant l'évêque la question si les enfants d'un M. [Maurice] Jost, de Conches, capitaine au régiment de Courten, à lui nés d'une concubine [Dorothée Félix] qu'il épousa civilement à Cambrai, où il était pour lors en /p. 588/ garnison, mariage qu'il fit peu après bénir, étant au lit de la mort, par un prêtre catholique, devaient être réputés légitimes. Nos théologiens, absolument étrangers dans l'histoire ecclésiastique et ignorant que les papes du XVI^e et du XVII^e siècle avaient déclaré valide cette sorte de mariage soit en Angleterre soit en Allemagne et nommément en Hollande, tenaient pour la négative ; je tenais, moi, pour l'affirmative, à laquelle penchant Monseigneur plus confiant en mes opinions que MM. les chanoines, mais ne voulant rien prendre sur lui en une affaire où son grand bailli, fier du suffrage des susdits théologiens, je ne sais pour quel intérêt, parlait fortement à la défaveur de ce mariage ; il consulte la sacrée nonciature qui en écrivit à Rome au cardinal Zelada, président de la congrégation établie pour régler les affaires de France relatives à la religion, qui répondit que le Saint-Siège réputait ces mariages valides et qu'on devait tenir les enfants nés de celui-ci légitimes. Nos prêtres allemands furent non seulement étonnés, mais presque scandalisés de cette décision apostolique.

M. Barthélemy, ambassadeur de la République française près le Corps helvétique, exige et presse le renvoi des prêtres français, ce qui hâte le retour de la plupart en leur patrie. Item il presse et il obtient la reconnaissance de M. Helfflinger comme résident en Valais pour la République française.

/p. 588*/ Favorable à l'opinion des prêtres submissionnaires, Mgr l'archevêque de Vienne retourne en son diocèse où, quoique obligé de se tenir caché quelque temps, il en dirige le clergé catholique ; par contre, M. l'évêque du Puy, qui leur est absolument défavorable, continue de séjourner à l'Abbaye de Saint-Maurice.*

/p. 588/ Bonaparte, général de l'armée française en Italie, demande /p. 589/ au souverain Etat le passage par le Valais d'une partie de son armée pour repasser en France. Le Valais, après avoir consulté la Suisse, le lui refuse comme contraire à la neutralité¹².

¹² Adj. marg. de l'A., p. 589 : *« Le grand bailli et le secrétaire d'Etat sont députés à la Diète de Frauenfeld au sujet de cette démarche de Bonaparte. »*

Les Diètes de décembre 1796 et de mai 1797 sont remarquables par le fameux procès d'un négociant piémontais contre le grand [La]coste, négociant et bourgeois de Sion : sa cause était si manifestement mauvaise qu'il la perd, quoique plaidant contre un étranger.

Mariages de MM. Louis Preux, de Saint-Maurice, avec la fille du résident français, et du châtelain Jacques Quartéry avec M^{lle} de Lazary, fille du comte [Louis] de Lazary et petite-fille du général [Jean-Baptiste-Félix] de Lazary qui commandait en Savoie lors de l'invasion de ce pays par le général Montesquiou. Ces deux mariages avec des étrangères vont cahin-caha.

13. *Annales de « 1797 » : Projet de reconstruction de la Majorie. — Démolition de la tour des Calendes ; construction de la nouvelle maison du Chapitre. — Nouveaux prêtres français réfugiés. — Les deux monastères des trappistes à Sembrancher. — Reconstitution du régiment de Courten, au service de l'Espagne cette fois.*

Monseigneur consulte différents architectes, le P. Marcel [Wicka], capucin suisse, M. le chanoine Zurkirchen et M. de Tuffet, ancien officier du génie, novice à l'Abbaye, pour un plan du nouveau château épiscopal qu'il se propose de rebâtir.

En attendant, le Chapitre de Sion démolit l'ancienne tour des Calendes près de la cathédrale et rebâtit sur son emplacement, par les soins et sur les dessins de M. le chanoine Zurkirchen, un fort bel édifice.

/p. 590/ Les décrets de la Convention nationale, lors de la crise du 18 fructidor, favorables aux prêtres déportés les ayant fait rentrer pour la plupart en France, un nouvel avantage des zélés républicains contre le parti des modérés en fait ressortir un certain nombre qui ne trouvent à Sion plus de pensions gratuites ; cependant le Magistrat de cette ville leur permet d'y séjourner et le souverain Etat leur accorde le même droit d'asile et la même protection que lors de la première déportation.

Le R^{me} Père Abbé de la Trappe, réfugié à la Valsainte, ancienne chartreuse du canton de Fribourg, établit une maison de son ordre, avec l'agrément du souverain Etat et de Mgr notre évêque sur les ruines des bâtiments d'une mine abandonnée, *dans la gorge qui conduit de Martigny à Sembrancher, vallée de l'Entremont, sur la rive droite de la Dranse, de l'autre côté du grand chemin, un peu au-dessus du village de Bovernier, non sans être beaucoup contrecarré par les conseils des communes voisines, * [bâtiments] qui appartenaient en grande partie à M. [Joseph-François] Luder, banneret des élus de la bannière d'Entremont, frère de M. le prévôt du Grand Saint-Bernard, sous le nom de monastère de la Sainte-Volonté-de-Dieu. Il y fait bâtir deux monastères, l'un d'hommes et l'autre de filles. Les sœurs y entrèrent en automne 1796, et en automne 1797 la princesse Louise, fille du prince de Condé, Abbesse de Remiremont, y entre en qualité de postulante et y prend le voile, se dévouant ainsi, victime innocente, pour le salut de la France et de son auguste famille.

Je ne sais comment j'ai fait pour avoir oublié dans les brouillons de ces *Annales* de parler du régiment valaisan au service de l'Espagne qu'avoua le souverain Etat, qu'on recruta en grande partie des restes du régiment de Courten

/p. 591/ que nous avions au service de France et qui fut licencié en 1792, comme je l'ai noté plus haut. En furent les premiers négociateurs avec l'ambassadeur d'Espagne [Caamano] près le Corps helvétique, M. le maréchal [Jean-Antoine-Adrien] de Courten, dernier colonel du régiment licencié, et M. Charles Preux, colonel au même régiment. Je pense que M. le bailli Sigristen et M. le secrétaire d'Etat Roten entrèrent volontiers, au moyen de quelque pension secrète, dans les intérêts de nos officiers licenciés de France, la plupart désireux et pressés de reprendre du service chez quelque puissance étrangère. La capitulation que nous fit l'Espagne fut des plus avantageuses. Elle donna aux officiers une paie presque aussi forte que celle qu'ils recevaient de la France. On accorda non seulement de bonnes pensions de retraite aux vieux officiers, mais on en assura même à leurs veuves. On ne leva cependant guère plus de 5 à 600 hommes dans le pays ; le reste fut recruté, par le capitaine Cocatrix, de Polonais qui avaient été quelques années au service de l'Autriche durant les brillantes campagnes d'Italie sous le général Bonaparte. Ce M. Cocatrix y fit sa fortune, car il eut des hommes pour moitié prix de l'engagement fourni par le roi d'Espagne [Charles IV] ; il mit donc l'autre moitié dans sa poche.

/p. 592/ M. le maréchal de Courten devint colonel de ce nouveau régiment ; M. le ci-devant major Elie de Courten en fut fait lieutenant-colonel, et un autre M. Courten, gros-major. Après ceux-ci, en furent les deux premiers capitaines MM. Bay et Charles Preux. Peu d'années après M. le maréchal de Courten se retira de ce service avec une forte pension, et le régiment fut donné à M. Elie Courten qui lui-même se retira au bout de cinq à six ans. Et le roi en fit colonel M. Charles Preux qu'il éleva peu après au grade de maréchal de ses camps et armées. M. Bay, de Sion, en fut fait lieutenant-colonel et M. Gard, de Saint-Maurice, gros-major. Il fut nouveau au pays de ne plus voir de Courten à la tête de son régiment avoué, qui prit alors le nom de régiment de Preux. Il avait porté pendant plus d'un siècle celui de Courten du nom de ses colonels, qui furent successivement Etienne Courten, Pierre Courten, Maurice Courten, Pancrace Courten, Mathieu Courten et Elie Courten.

Le Valais étant devenu indépendant en 1802, le chevalier de Caamano, de secrétaire d'ambassade devenu ambassadeur d'Espagne auprès de la Confédération helvétique, proposa à la République ressuscitée qu'elle avouât de nouveau le régiment qu'elle avait en Espagne. Le sieur Augustini, devenu grand bailli, et le sieur Charles[-Emm.] de Rivaz, conseiller d'Etat, firent tourner la négociation à la satisfaction de M. l'ambassadeur et de sa cour, et ils en furent récompensés, le bailli par une croix /p. 593/ enrichie de diamants de l'ordre de Charles III avec une pension de 800 piastres, soit d'environ 42 louis, et le sieur de Rivaz, par la croix simple avec expectative d'une semblable pension. Mais le souverain Etat régla que désormais la nomination des officiers ne serait plus laissée au roi sur la présentation et recommandation du colonel, mais sur la recommandation du bailli qui présenterait au roi les officiers nommés à tour par les dizains, au nombre de douze, ce qu'on fit pour empêcher que les Courten ne regardassent ce régiment comme une propriété héréditaire.

Pendant toute la durée de son existence, ce régiment ne fit que deux garnisons : il fut longtemps à Majorque et ensuite à Madrid même, où il se trouvait lors de la révolution d'Espagne ; aussi prit-il parti pour le prince des Asturies lorsqu'il prit les rênes du gouvernement sous le nom de Ferdinand VII,

après l'abdication extorquée duquel il se trouva forcé de reconnaître le roi Joseph-Napoléon et [de] dégarnir ainsi la division du général Dupont contre les Espagnols insurgés, qui l'enveloppèrent et la firent prisonnière de guerre. Les trois chefs de notre régiment longtemps enfermés à Saragosse ne furent mis en liberté que lorsque cette malheureuse ville, après le long et sanglant siège qu'elle essuya, eut enfin cédé aux armes françaises ; rendus à la liberté, ils tombèrent de nouveau en 1813 dans les mains des Anglais, qui les envoyèrent en Angleterre où le colonel de Preux a fini sa carrière peu de mois après, usé de vieillesse et miné par le chagrin.

14. *Les événements majeurs du règne de Jos.-A. Blatter, selon la chronique de l'abbé Tournier : la Révolution de 1798 et la guerre contre les Français ; rappel de la guerre de 1799.*

Denuo solium episcopale conscendit Josephus Antonius Blatter, Vespiciensis, defuncto Francisco Melchior de Ruinis, e canonico ecclesiae cathedralis seu collegialae Valeriae creatus episcopus, anno 1790, consecratus a nuntio apostolico [Vinci] apud Helvetios et Rhetos et Vallesianos, electus comes et praefectus Vallesii in choro ecclesiae cathedralis per Capitulum et ballivum et oratores septem desenorum, licet hoc onus invito animo in se susciperet, sed unanimi voce tam cleri quam populi eorumque voto adscitus, summis virtutibus ornatus, tam pro tuenda religione catholica in his difficillimis temporibus infatigabilis quam ad corrigendos mores cleri Vallesiani, commisso gregi verbo et exemplo verum se pastorem exhibuit.

Eo episcopante multa et magna facta sunt apud Vallenses, et Josepho-Antonio arduissima. Nam duo sunt tempora praecipue notanda, quae calamus vix proderet audet. Cum cursus sui regiminis vix unquam difficiliorave episcopo fortissimo et calamitatum plena. Sub eo tandem jurisdictio saecularis naufragium passa est, siquidem omnimoda potestate temporali (intelligatur praefectura et summum imperium) et suis universis emolumentis spoliatus, ut inferius fusius narrabitur, sibi solam episcopi dignitatem retinuit. Ea quae sui praedecessores /p. 595/ juvantibus patriotis armis strenue acquirere ac conservare satagerant, hic vero pro pace et securitate Ecclesiae lubens cessit suam jurisdictionem temporalem. Is etiam graves vexationes subiit et inimicitias. Namque nunquam acciderant pontificibus Sedunensibus ea nostro praesuli contigerunt, ut a cunctis et universis juribus quae per Carolum imperatorem B. Theodulo contradita fuerant et suis in eodem episcopatu successoribus orbatus fuerit. Fuere equidem nonnulli pontifices, qui multas injurias experti sunt ob jurisdictionem temporalem in parte tunc ; sed uti hodiernus in toto nullus praeter ipsum destitutus est. Anno 1032 Willemus, 1136 sanctus Garinus, 1211 Willemus de Sallione, 1260 Henricus de Raronia, 1293 Bonifacius de Challant, 1360 Guichardus Tavelli, 1384 Eduardus de Sabaudia, 1415 Wilhelmus de Raronia, 1470 Waltherus Supersaxo, 1488 Jodocus de Sillion, 1623 Hilteprandus Jodocus. Hi sunt, qui ob jurisdictionem temporalem multum sustulerunt, ut jura Ecclesiae Sedunensis sibi servare possent, sed modernus noster antistes Josephus-Antonius Blatter, ut jam superius dictum est, quod omnia amiserit, cedendo gladium bis acutum quem [sic] a suis praedecessoribus acceperat in signum geminae potestatis longissimis temporibus conservatum in episcopatu Sedunensi. Nam tempora praecipue notanda, eo episcopante, sunt sequentia :

1° Insurrectio Veragrorum contra suos praefectos qui tyrannidem in Veragros agebant et eorum durissimum /p. 596/, sed postmodum via juris iterum ad pristinam obedientiam aducti usque ad annum 1798.

Revolutione gallicana Francorum rege capite truncato, familiaque regia extincta, regnum in Rempublicam conversum.

At quae hac aetate gesta sunt apud Francos tacitus praetereo cum non sint hujus loci, nisi quod omnes sacerdotes et coenobitae seu viri religiosi pellerentur e regno aut carcere manciparentur, aut ad necem raperentur. Hinc accidit quod ingens numerus horum expulso virorum spiritualium se in Vallesiam nostram reciperent, et tanta facta est desolatio in Francia quae scribere aut in lucem prodere non licet, quia sunt naturae repugnantia. Cum enim Franci per universam fere Europam armis grassarentur et cuncta in eorum potestatem redigerent, etiam patriam nostram armis obtinerent, ut inferius describetur, etiam si quae acciderunt in patria nostra trementi calamo posteritati in rei gestae memoriam tradere intentus refugiam.

Hinc anno 1798, cum Franci cum suo exercitu per Helvetiam saevirent et Nantuates [Antuates] se in suos superiores refractarios exhibentes Francos avocant in suum subsidium. Accepto subsidio, Nantuates per Francos subjugati regimen Francicum illa parte introducunt; quo regimine libertas et aequalitas in populo esse deberet, qui ante per praefectos regebantur, credentes hac libertate et aequalitate se esse ab omni jugo subditiōis liberati. Veragri ab his edocti pariformiter jugo suorum praefectorum /p. 597/ excusso se liberos professi sunt. Quo facto, Veragri omni conatu rem mederi satagentes, ne pars inferior Vallesiae se a superiori parte segregaret. Et in quibuscumque locis, ubi Franci imperabant, erigebatur arbor praealtus, cujus titulus erat arbor libertatis, aequalitatis, unionis et concordiae. Nam cum talis arbor apud Nantuates jam esset arborisatus, non diu postea etiam apud Veragros in omnibus parochiis talis arbor erigeretur. Nam supremus senatus timebat ne inferior Vallesia a superiori se discerneret, habitis plurimis consiliis et comitiis publicis. Cum enim assidua exactio Francorum praefectis in Sedunos jam vexabat, et jura Ecclesiae Sedunensis periclitari noscerent etiam in Sedunensi civitate, plurimi horum novatorum essent, quo majus periculum crearetur, Viberi, qui minime his novitatibus consentire vellent, se armis libertatem, quam a suis patribus acceperant, tueri et constanter conservare et patriam defendere velle, quid factum est? Cum res de die in diem se pejus haberet, ut ultimum excidium fidei christianae et libertatis (qua modo fruuntur) reverentur, se arma sumpturos esse concludunt pro Deo et patria mori quam Francorum ditioni adhaerere satius esse existimantes. Cum autem jam pervenisset ad aures eorum quod jura Ecclesiae Sedunensis passim essent violenter per ipsos Francorum praefectos abstractos quomodo tunc /p. 598/ piissimo nostro praesuli cordi fuit prudenti animo judicandum relinquatur. Qui diu nocteque totum sibi gregem commissum ad continuas et assiduas preces quotidianas ad propitiandum et implorandum misericordiam divinam monuit, cum nullus esset qui Ecclesiam Sedunensem defenderet, imo ab ipso ballivo princeps noster fuit destitutus, qui ballivus se totum gallicae factioni commiserat sub specie et quaesito colore patriam jugiter in spe habitis generalibus comitiis, ad quae cum suo secretario patriae fuerat missus, parte Reipublicae Vallesianorum ut patriam defendere, manutenere et pro bono publico agere deberet. Patriotae enim a Morgia Contegii superius rem contra Rempublicam esse et forte in detrimentum libertatis emergere crederent, cum vidissent eorum principem suis cunctis juribus spoliatum, cedendo gladium summi imperii principisque insignum regiae potestatis, continua exactione et assiduis molestiis pro securitate amisit suam omnimodam potestatem temporalem et principis dignitatem, quod unquam per pontifices Sedunenses fuit factum. Nam praesenti die solo episcopi nomine splendet.

Vallenses, qui de bello gerendo inter se consulerent et harum novitatum genus pro libertate patriae conservanda se arma suscepturos esse statuerunt, ideo ad arma currunt, diem constituunt, Sedunum aggrediuntur, cum jam in nonnullis villis talis arbor esset erectus et plantatus in desenis Sirrensi et Sedunensi, nos novatores cogunt ad suas partes, et, si eis resistere vellent, missis ad hoc nuntiis, villas suas incendere et flammis tradituri essent. Hisce

minis perterriti, et arborem plantatum ubicumque truncant et pristinam politiam profitentes, in suas partes adducunt, Sedunensem civitatem aggrediuntur, missis ad eam legatis, an vellent pristinam politiam, in qua patres nostri vixerant profiteri /p. 599/ et has novitates, quam etiam arborem libertatis supra magnum pontem plantatum avertere, vel si resistere vellent, civitatem capetiando bellum indicerent. Cum autem in civitate multi essent, qui Francorum assectae forent, se absque ullo praesidio esse et ipsis ultimum fore venturum, se in fugam vertunt ad Nantuates primum, deinde ad Francos ac auxilium implorant, dicendo se vindicatos esse contra tales aggressores, contra novellas ordinationes venientes et illis bello aggredientibus arborem eversuram esse*. Interdum res Seduni ad* bellum faciendum spectabant. Viberi qui, collecto suo exercitu, per montes venerant, civitatem in obsidione tenent, dicentes, ut spatium unius horae aut circiter arbor talis sit truncatus; si nollent, civitatem comburere velle, et publicam guerram committere. His et aliis transactis, cum civitas Sedunensis licet fuerit munita undique bellicis tormentis, sed absque ullo praesidio, et exigua manus esse quae posset committere proelium, ad deditionem cogitur, arbor truncatur et comburitur, et civitatem per eos obsessam, Viberi in suam potestatem redigunt. Sic vertunt suo levato vexillo ad Veragros, omnes vicos qui jam Francorum signo erant firmati ad deditionem pristinam cogunt usque Octodurum, ubi fuit conventum inter Viberos et Veragros ut quinque dies utrique parti concederentur, quae vocantur dies treugarum, aut in momento fieri guerram.

Concessis quinque diebus treugarum hac conditione Viberi cum eorum exercitu Sedunum repetunt post aliquos conflictus ad pontem Riddarum. Cum in tanto motu Viberorum exercitus, capite seu castrorum praefecto carebat, ponunt /p. 600/ castra in campis ante civitatem Sedunensem. Ibi dein, praehabito maturo consilio publico generali, an libertatem patriae defendere vellent, an autem Francorum exactioni consensuros esse; cum enim optio fieret, pars major fuit mori pro Deo et libertate patriae. His et aliis transactis, ad arma recurrunt audaci animo magis quam antea, et rursum se ad Viberos vertunt. Cum autem pars adversa praesidio abundanti provisa esset, bellum indicunt, die constitua, quae fuit Ascensio D.N.J.C. tempore matutino, hora septima, ad pontem Morgiae Conthegii, ubi adventatis Francis et Nantuatibus 4000 armatorum cum Viberis manus conseruere. Fit atrox proelium ab hora septima usque ad decimam. Cum autem Viberorum exercitus non habebat, qui eos regeret et castris praeesset, munitione bellica carentes, omnibus destituti quae secum sumpserant ad sustentationem exercitus, quam ad guerram faciendam tormenta his ipsis absumptis, Franci Viberos in fugam conjiiciunt, qui instando usque ad civitatem Sedunensem multos homines interfecerunt.

Cum Sedunum pervenissent, iterum hic proelium committitur. At cum Viberi impares essent viribus, quibus resisterent, ac etiam hac vice fortuna Vallensibus victoriam negaret, plurimis occisis, Seduni, ubi rerum facies funestior occurrebat, hostes, seu Franci et Nantuates cum Veragris, quibus exercitus consistebat, civitatem Sedunensem capiunt et in potestatem suam subjiciunt, Viberos expellunt. Et consequenter capta fuga, civitas ab omni auxilio destituta, quam plurimi homines interempti fuerunt, quaecumque hosti ad manus esset depopulanda succumberet, templa Dei prophanant, cellas vinarias exhauriunt, domos, fabricas, stationes mercatorum spoliunt, omnia absumunt, etiam res sacras in castro Valeriae arripiunt, /p. 601/ eos contemnerantes variis modis, tormenta bellica contra civitatem explodendo, sic, divina Nemesi nec quidquam incendii accidit, sic civitas ad maximam inopiam et egestatem reducta. Illi enim praeda onustissimi, absumptis opibus familiarum potentissimarum civitatis, iterum levato vexillo ad Viberos se convertunt. Quo cuncta ad suos usus impendunt, Viberos ad deditionem cogunt, plagas sui furoris quaeque eversus inferunt, eorumque potentiam evertunt. Hoc facto, Sedunum repetunt, deponenda et dimittenda arma per totam regionem injungunt, taxam pro contributione exigunt. Cum autem in promptis pecuniis solvendo non essent pares Sedunenses, res sacras, quidquid argenti et auri esset, daretur in solutum. Dicitur in hoc cruento

bello ingens numerus Francorum et Nantuatum occubuisse. Hoc festum igitur Ascensionis non nisi magna sanguinis effusione et hominum gravissima strage celebratum fuit. In hoc pariter bello omnia jura Ecclesiae perierunt, quae bello superiori recuperata fuerant, bello hodierno denuo amissa. Illa die episcopum spoliatores aggrediuntur, injuriis illatis opimas opes rapiunt faciuntque suas. Totum statum tam spirituales quam saecularem evertunt. Ex hoc bello totius cleri extinctionem, episcopatus et Capituli destructionem omnimodam verebatur. Plurimis factis captivis in hoc bello post complurimos Seduni dies transactos omnes communitates ad solutionem repeterentur hosti faciendam per cunctos desenos, et regimen Francicum vi armorum in Vallesia introduceretur, supremus Status Reipublicae aboleretur et singuli locorum judices et proceres seu primates ex suis officiis expurgerentur, et aliud judicum genus constituunt /p. 602/ ballivi loco et vice-ballivi, consulum, castellanorum, majorum, arrepta episcopo praefectura, ab omnimoda potestate saeculari quam antea episcopus Sedunensis habebat, in eorum loco constituti sunt praefectus, qui caput totius regionis esse debet, vice-praefecti, praesides, agentes. Nedum res ad finem ducitur [---]¹³ arbor truncata in civitate restauratur, truncato pariter volenti nolenti sine ulla contradictione accedente, etiam per totam regionem Vallensium in singulis pagis et vicis talis arbor instauraretur vi armorum, et nobiles facti sunt ignobiles, seu plebani. Insignia eorum ex integro everterentur ac deicerentur a suis turribus et domibus; aedificia publica habentia insignium loci aut pagi deleverentur, trunco et patibula aliaque supplicandorum instrumenta diruerentur, ut vix vestigium prioris regiminis recognosci valeat. Feuda, tallias, tributa, servitia, usagia aliaque consimilia, quae alias solvi consueta, etiam peculiaria dominia, jurisdictiones vicedominorum et vassallorum, intercedentibus aliquibus mensibus post Francorum recessum, publico edicto per totam regionem emanato, ut omnes et singuli homines ad praestandum corporale juramentum se parent. Ideo in vigilia sancti Bartholomaei apostoli in Prato Fori Seduni ante civitatem inaugurabatur alius arbor libertatis ad explosionem tormentorum bellicorum. Quae dies fuit 27^a augusti, cum ritu solempni sono majoris campanae processum fuit ad cathedrale templum ad audiendum sacrum. Illo autem finito accedendo ad Pontem Magnum in civitate publice et alta voce ante arborem libertatis cum magna explosione tormentorum bellicorum juramentum fuit praestitum, jubilante et applaudente populo Sedunensi. Et sic per totam Vallesiam eadem die illum diem summa laetitia et jucunditate, harmonia musica omnium instrumentorum celebrantes. Quod juramentum continet et fidelitatem Patriae, etc.

/p. 603/ Per hanc mutationem imperii et regiminis Patriae Vallesii sit notum quod Ecclesiae Sedunensi seu ejusdem rector, qui est episcopus Sedunensis, hodie in persona Josephi Antonii Blatter habentis episcopatum Sedunensem, jurisdictio et potestas principis saeculari episcopatu adjuncta, quam sui praedecessores a Carolo imperatore acceperant, illi Josepho Antonio per Francos fuerit violenter arrepta et suis universis juribus privatus. Haec facta sunt anno 1798, anno decimo post incendium civitatis Sedunensis.

Hic est notandum aedificia in eodem incendio conflagrante per suum praedecessorem necdum reparata, nec per suum successorem minime reparari posse, dum gravissimis sustentis periculis perditione suorum jurium et emolumentorum sui principatus etiam fuerit coactus tradere gladium temporalis potestatis et domini sui Francorum praefecto. Hoc facto nervus jurisdictionis tam Capituli quam episcopatus raptus est, et est verendum quod unquam amplius nervus, a quo sequestratus est, iterum adjungatur potissime in his difficillimis et arduis temporibus. Deus det meliora!

¹³ Ici, un mot illisible.

Etiam sit notum quod iterum Vallesia pro secunda vice ad Francos pervenerit et per eos Galliae subjugata anno 1799, 17^a maii, patria nostra fuit non modicum injuriata hostibus publicis tunc per Helvetiam caeterasque provincias armis grassantibus.

Difficile est cogitatione assequi quot pientissimus praesul devoraverit aerumnas pro tuenda religione et collapsae cleri populique disciplinae restauratione. Fidem superant et sunt innumera. Verum non diffitemur : tantum non profecit quantum laboravit, /p. 604/ sudavit et alsit, plurimarum ea tempestate calamitatum conjunctione, turbarum popularium bellicorum motuum cadentibus in irritum haec [?] conatibus. Anno 1797, festis Pentecostes tante congeries nivium accidit quod undequaque multum damni intulit, praesertim in montibus, ut vix unquam fuerit auditum ut tempore vernali, et quidem in fine veris praedia tam gravi nive tecta sint, nam arbores praegrandes eradicavit, vineas aut vites magno numero dilaceravit¹⁴.

15. *Le Code pénal octroyé aux Bas-Valaisans.*

— *Examen du Code par A.-J. de Rivaz, à l'instigation de l'évêque.*

— *Ses observations.*

/p. 607/ Au commencement de cet épiscopat¹⁵, le souverain Etat, voulant faire droit aux plaintes des Bas-Valaisans, sur ce que l'ancien Code lui laissait en trop de cas la faculté aux gouverneurs d'imposer des amendes arbitraires ou qui laissaient certains délits impunis dans ceux qui pouvaient en racheter la peine corporelle au moyen d'une mulcte pécuniaire, il résolut de donner un nouveau Code pénal qui favorisât moins que l'ancien la cupidité fiscale. Furent chargés de rédiger ce code, je ne sais déjà plus qui. Mais *avant que de lui donner force de loi,* il fut traduit d'allemand en français et imprimé à Sion¹⁶; il fut permis aux Bas-Valaisans de faire sur son texte leurs observations, et Monseigneur me chargea d'en faire sur les points qui pouvaient directement ou indirectement intéresser la prérogative temporelle de son siège. Au reste, la sanction de ce code par la souveraine Diète, ayant été retardée jusqu'à notre révolution de 1798, je crois qu'un seul article fut mis en pratique en vertu d'un *Abscheid* particulier, qui fut la suppression de l'office des procureurs fiscaux, qui étaient extrêmement odieux aux Bas-Valaisans, grief qui avait été le principal prétexte de la petite insurrection de 1790.

Pour bien entendre les notes que je fis alors sur le Code pénal, il faut que je rappelle au souvenir du lecteur quels étaient les droits régaliens que l'Etat séculier ne contestait pas alors à nos évêques : celui de s'intituler dans les actes publics comte et préfet du Valais, celui de faire porter le glaive devant lui comme prince du pays, celui de présider les Diètes *et d'y avoir sa voix comme un

¹⁴ Cette copie d'une copie est précédée, p. 594, de la note suivante : **(Ex recentissimo chronico rerum Vallesianarum quod exaratum est a teste oculari admodum R^{do} D^{no} Tournier [Tornier], tunc praefecto collegii Sedunensis, postea sacellano aulico, et modo parochio Varonae in deseno Leucensi, viro doctissimo eoque ingenui pectoris. Proinde plura quae occurrunt, menda non illi, sed illius amanuensi adscribenda veniunt. Nam hanc copiam ex copia mendosissima desumpsi, quam ubi dabitur opportunitas, autographo conferendam fore, lectorem diligentem moneo.)** — Cette chronique a pour auteur Antoine Tournier (1752-1830), natif du Biot (Haute-Savoie), notamment préfet du collège de Sion de 1787 à 1798, puis curé de Varone de 1798 à 1827. (BWG, t. VII, 1934, p. 353.)

¹⁵ « Addition, savoir du dernier évêque Blatter. »

¹⁶ *Code pénal pour le Bas-Valais...*, Sion, s. d. [1794], 100 p.

dizain*, celui de créer des notaires, celui de battre monnaie, celui d'entretenir et de faire porter sa livrée à /p. 608/ l'exécuteur de la haute justice, celui de rendre lui-même la justice civile à ses nombreux juridictionnaires et de leur faire rendre par ses propres juges la justice criminelle, celui d'adoucir les sentences capitales en une moindre peine, enfin celui de recevoir le serment du grand bailli et du gouverneur de Saint-Maurice, etc. Il faut de plus observer que c'est en son nom que les lois du pays connues sous le nom de *Statuts* de la République Valaisanne furent promulguées, d'où il résulta qu'il y était alors réputé partie intégrante de la puissance législative.

Et voici quelques articles dont l'énonciation équivoque donna lieu aux notes suivantes.

Le titre de lèse-majesté suppose un prince ; il fallait définir quelle personne est réputée le prince dans notre république, car qui dit *prince* exprime une qualité individuelle. Tous les députés des dizains assemblés en Diète et présidés par Mgr l'évêque font le souverain Etat du Valais ; le prince ne peut être que l'évêque. C'est un titre que lui donnent nos *Statuts* ; il en a tous les honneurs, il en conserve encore plusieurs droits, il en exerce encore plusieurs fonctions. Il y aurait à machiner ou à attenter contre ses jours un double crime, de parricide sacrilège et de lèse-majesté au premier chef. Ce cas doit être prévu par de sages législateurs, il n'y a aucun inconvénient à rendre respectable le chef de l'Etat. Son influence ne peut que tourner à l'avantage de la chose publique. Nul n'est son égal dans le pays, nul n'y tient une cour que lui. Sa dignité est à vie ; tout autre officier supérieur de la république n'y peut tenir un rang aussi distingué. La fortune de l'évêque est seule assez considérable pour y tenir le rang de prince. Les souverains voisins s'en forment cette idée ; les peuples y sont accoutumés. Un prince ne peut nuire à la liberté quand les pouvoirs sont aussi partagés et balancés qu'ils le sont dans notre république. Il est d'ailleurs de l'intérêt du pays que les choses demeurent /p. 609/ au moins sur le pied où différentes révolutions les ont mises. On ne gagnerait rien au changement que de troubler la paix publique. Au reste, c'est ici le cas de dire : *melior est conditio possidentis*. Nos évêques ont pour eux des titres incontestables et celui de la prescription, qui leur a assigné depuis plus de huit siècles la part principale à la législation et au gouvernement. Ils ne peuvent rien ordonner tout seuls, mais on ne doit et on ne peut rien régler sans eux et que de leur avis et consentement.

On ne dit point non plus dans ce code à qui dans le pays appartient le droit de faire grâce, que quelques articles réservent et attribuent au souverain. Il paraît que ce ne peut être que la Diète souveraine présidée par l'évêque. L'évêque a usé en partie de ce droit en adoucissant les sentences capitales, et d'ailleurs nul n'est et ne peut être raisonnablement et équitablement réputé et qualifié prince que lui, aux termes des *Statuts* et conséquemment aux prérogatives temporelles qui lui restent.

L'article 55 de la dernière Révision¹⁷ est très curieux et très remarquable : il peut servir à faire voir l'étrange bizarrerie de notre gouvernement dans l'exercice de la puissance législative.

¹⁷ L'auteur a-t-il eu sous la main une copie manuscrite de la dernière révision des *Statuts* qui porte une autre numérotation des articles ? Ou a-t-il commis une confusion avec le chapitre LV du *Code pénal pour le Bas-Valais*, pp. 66-67 ?

Il aurait aussi été bon de déclarer touchant l'avortement que la loi du pays ne fera aucune distinction entre le fœtus animé et le fœtus inanimé selon les divers systèmes des anatomistes et des physiologues, mais que tout avortement volontaire du moment de la conception sera puni de mort. Il faudrait aussi exiger que la fille grosse, dès qu'elle a senti remuer son enfant, fût tenue sous peine de mort, si l'enfant vient à mourir sans baptême, et sous peine d'une forte amende quand même ce malheur /p. 610/ n'arriverait pas, à se déclarer à la sage-femme et par celle-ci au curé ou au juge qu'elle est grosse. C'était la jurisprudence française avant la Révolution.

A l'article d'étrangers trouvés morts, on ne dit point aux dépens de qui se fera l'enterrement. Si le fisc ne veut pas s'en charger, il faut y contraindre les curés par l'autorité épiscopale. Et cela pour prévenir l'irréligieuse inhumanité (*un horrible scandale qui n'est que trop commun*) qu'un curé a des hommes et des chrétiens sans sépulture chrétienne: *nisi mors istius, illi sit rita: mori lucrum*.

L'article de l'usure est très délicat et très important. On ne stipule point les prêts usuraires. L'intérêt à 6 % me paraît fort et ne peut, s'il est autorisé, que ruiner en peu de temps l'emprunteur en un pays où le commerce est peu de chose, et où les terres, pour lesquelles acheter on emprunte communément, rendent à peine le 3 %. D'ailleurs la puissance législative doit favoriser, non la cupidité du prêteur, mais adoucir à l'emprunteur la nécessité où il se trouve d'emprunter.

L'article de l'apostasie ne décerne aucune peine contre celui qui quitterait la communion catholique pour entrer dans quelque communion hétérodoxe. Or, c'était précisément le seul cas qu'il fût de la sagesse de nos législateurs de prévoir et de déterminer.

Au reste, il est bon qu'un Code pénal ne soit pas trop sévère, surtout en un pays où, l'argent étant rare, les peines pécuniaires sont plus cuisantes.

A l'article qui supprime les procureurs fiscaux et leur substitue deux graves hommes nommés par le souverain, dont les gouverneurs seront tenus à l'avenir de prendre l'avis pour l'imposition des amendes, il me semble que, /p. 611/ puisqu'on ne leur donne que voix consultative, on ne doit pas nommer cela une cour de justice, ce qui emporte l'idée d'un tribunal, où le juge décrète à la pluralité des voix; ni les appeler assesseurs, mais bien conseillers puisque les gouverneurs en doivent seulement prendre conseil. Et on ne dit point si ces assesseurs seront Haut- ou Bas-Valaisans.

Enfin, je pense sur le titre III^e, intitulé la *Chambre d'appel*, qu'accorder au Bas-Valais le droit de présenter trois personnes pour procureur fiscal était une assez belle offre que lui faisait le Haut-Valais.

Index des noms de lieux

Abréviations

c. commune
d. district
dépt. département
prov. province

rég. région
riv. rivière
ca *circa*, environ
v. voir

Districts du Valais

B Brigue
C Conthey
E Entremont
G Conches (Goms)
H Hérens
L Loèche
Ma Martigny

Mo Monthey
Ro Rarogne oriental
Rw Rarogne occidental
Se Sierre
Sm Saint-Maurice
Sn Sion
V Viège

Cantons suisses

AG Argovie
BE Berne
FR Fribourg
NW Nidwald
SG Saint-Gall
SZ Schwyz

TG Thurgovie
TI Tessin
VD Vaud
UR Uri
ZH Zurich

Aarau (AG), ville: 14-15.
— paix: 15-16.
Abondance (dépt. Haute-Savoie), Abbé, v. Dichat.
Agaune, v. Saint-Maurice.
Aigle (VD), gouvernement: 86.
Aiska (Hongrie), abbaye de prémontrés, prévôt, v. Lovina: 21.
Aix-la-Chapelle, paix de 1748: 29.
Allemagne (*Germania*): 31, 74, 76, 98, 102.
— Empire: 73.
— empereurs: 47.
Alpes: 26, 39, 71, 85.
Altdorff (UR): 9, 13.
Angera (prov. Varèse): 26.
Angers (dépt. Maine-et-Loire), évêque, v. Couet du Vivier.
Angleterre: 20, 29, 102, 105.
Anniviers (Se), vallée et paroisse: 60.
Anzeindaz (c. Bex): 81.
Aoste, vallée: 24, 40, 48.
— ville, cité: 92.
— prieuré de Saint-Jacquême: 40.
— évêques, v. Milliet, Solaro.

Archives de l'Etat du Valais: 66.
Ardagger (Basse-Autriche): 21.
— prévôt, v. Lovina.
Ardon (C): 60.
— Majorie: 89.
— curé, v. Cortey.
Autriche: 23, 71.
— Maison: 26, 28.
— service: 104.
Auvergne: 85.
Auxonne (dépt. Côte-d'Or), clarisses: 89, 99.

Baden (AG): 14-16.
Bagnes (E): 59, 83.
Bâle, canton: 14.
— ville: 46, 95.
Berlin: 45.
Berne, canton: 12-17, 26-28, 44, 86, 91.
— ville: 46.
— Archives fédérales: 83.
Besançon (dépt. Doubs): 71.
Bex (d. Aigle): 81.
Binn (G), mines: 20.

Bobbio (prov. Plaisance) : 26.
 Bourgogne : 47, 89.
 Bourg-Saint-Pierre (E), prieur, v. J.-J. Darbellay.
 Bouveret (Mo) : 28.
 Bovernier (Ma) : 25, 103.
 Bovicon, mont, sans doute Montbovon (FR) : 28.
 Bremgarten (AG) : 15-16.
 Brigue, dizain : 53, 72, 96, 100-101.
 — ville : 13, 20, 44, 68, 87, 89, 100-101.
 — église : 45, 76.
 — église de l'hôpital : 44.
 — église et couvent des ursulines : 44.
 — mont : 44-45.
 — théâtre : 76.
 — collège : 23, 45, 57, 68-69, 76.
 — tremblement de terre : 44-45.
 Brunnen (SZ) : 13.
 Bulle (FR) : 23.

Cambrai (dépt. Nord) : 102.
 Cantons catholiques : 9, 12-13, 15-19, 23-24, 36, 71-72.
 Cantons protestants : 12, 15-17, 92.
 Cantons (petits) : 11.
 Carlovingiens, *ou* Carolingiens : 47.
 Catalogne : 62.
 Celtes : 47.
 Cenis, mont (F-I) : 29.
 Chablais : 19.
 Champagne : 85.
 Charrière (c. Massongex) : 89.
 Châtel-Saint-Denis (FR) : 28.
 Clermont-Ferrand (dépt. Puy-de-Dôme), évêque, v. Bonal.
 Collombey (Mo) : 59.
 — monastère des bernardines : 80, 87.
 Conches, dizain : 10, 20, 23-24, 26, 30, 38, 42, 44, 47-48, 50, 53, 55, 72, 89, 93, 102.
 Constance : 89.
 — lac : 15.
 Constantinople : 21.

Dauphiné : 29, 69.
 Diablerets (les) (d. Conthey et Aigle), massif : 81.
 Domodossola (prov. Piémont), commandant : 87.
 Dranse (E), riv. : 103.

Einsiedeln (SZ), monastère : 15.
 — Abbé, v. Küttel.
 Entremont, district, vallée : 89, 98, 103.
 — bannière : 103.
 Epaone, *ou* Epaune, près d'Agaune : 29.
 — concile : 29.

Ernen (G) : 51, 55-56, 60.
 — capucins : 26.
 Espagne : 26-29, 83, 103-105.
 — rois : 37, 66.
 — cour : 104.
 — ambassadeur en Suisse, v. Caamano.
 Estallens, sans doute pour Attalens (FR) : 28.
 Etats pontificaux : 86-87.
 Europe : 80, 85, 106.
 Evian (dépt. Haute-Savoie), clarisses : 89, 93, 99.
 — Supérieure, v. Joudon.

Faucigny (dépt. Haute-Savoie) : 90.
 Flandre : 62.
 Flüelen (UR) : 13.
 Fourche, col, v. Furka.
 France : 9, 13, 15-16, 27, 29, 69-70, 74, 79-104.
 — rois : 36, 66.
 — service : 45, 62, 68, 77, 94.
 — résident en Valais, v. Chaignon, Helfflinger, Mangourit.
 Franche-Comté : 85.
 Franconie, Maison : 47.
 Francs : 47.
 Frauenfeld (TG) : 15.
 — Diète : 102.
 Fribourg, Etat, canton : 23, 27-28, 72, 86, 90-91, 98, 102-103.
 — ville : 29, 43, 73, 99.
 — collégiale Saint-Nicolas : 92, 102.
 — prévôt, v. Müller.
 Furka, col (VS-UR) : 12, 44.

Genève, Etat : 26.
 — ville : 26, 82, 86.
 — lac, v. Léman.
 — diocèse : 23.
 — évêque, v. Rossillon, Biord, Paget.
 Gemmi, col (VS-BE) : 44.
 Gêronde (c. Sierre) : 98.
 — prieuré : 30.
 — église, retable : 61.
 — Séminaire : 30, 42.
 — archives : 30, 42, 93.
 Glaris, canton : 14.
 Glis (B) : 44, 59.
 — église : 44.
Gomesia, v. Conches.
 Grenoble (dépt. Isère), évêque, v. Du Lau d'Allemans.
 Grône (Se) : 60.
 Gryon (d. Aigle) : 81.

Hauterive (FR), Abbé, v. Fivaz.
Hispani, v. Espagne.
 Hollande : 80, 102.
 Hongrie : 21.

Illiez, vallée (Mo) : 83.
Interfluss, v. Unterbäch.
Is-en-Bassigny (dépt. Marne) : 29.
Italie : 27-28, 61, 85, 87-88, 97, 101-102, 104.

Languedoc, province des carmes : 30.
Lausanne, évêques, v. Duding, Boccard, Montenach, Lenzbourg, Odet.
Léman, lac : 13, 26, 28.
Lens (Se) : 11, 29.
Léventine, vallée (TI) : 44.
— guerre : 28.
Leytron (Mo) : 25, 61.
— archives de l'église : 61, 72.
Lichtensteig (SG) : 14.
Lisbonne, tremblement de terre : 44.
Lisieux (dépt. Calvados), évêque, v. Ferron de la Ferrounays.
Livinen, v. Léventine.
Loèche, dizain : 49-54, 56-60, 71-72, 101, 109.
— ville : 44, 49-53, 56-62, 71, 99.
— cure : 50, 58.
— curé, v. Werra.
— régent, v. Bayard.
Lorraine : 48.
Lötschen (Rw), vallée : 92.
Lucerne, canton : 14-16, 71, 91, 96.
— ville : 10, 14, 27, 32, 35, 50-59, 64, 79, 81, 84, 99.
— nonciature : 36, 51, 58-59, 81, 100, 102.
— nonces : v. Piazza, Barni, Acciajuoli, Spinola, Caprara, Vinci, Gravina.
Lyon : 31, 62, 78.
— Séminaire Saint-Irénée : 85.
— Visitandines : 89.
— archevêque, v. Marbeuf.
— grand vicaire, v. Gazaniol.

Macugnaga (prov. Novare) : 101.
Madrid : 51, 104.
Maggia, val (TI) : 26.
Majeur, lac : 26.
Majorque, île : 104.
Mantoue : 89.
Maragnenaz (c. Sion) : 56.
— seigneurie : 10.
Marseille (*Massilia*), bernardines : 42.
Martigny : 42, 87, 89, 103, 107.
— prieur, v. Michellod.
— hôpital : 92.
— châtelain, v. Joris.
Massongex (Sm) : 89.
— fief épiscopal : 20.
Mayens-de-Sion : 71, 81, 92, 98.
Mellingen (AG) : 15-16.
Milan, Etat : 26.
— gouvernement : 26, 66.
— archevêque, v. Visconti.

Milanais : 26.
Molignon (c. Sion), seigneurie : 10.
Monasterium, v. Münster.
Monthey, gouvernement : 16, 59, 82, 89, 101.
— bourg : 59, 80, 82-83, 89.
— Bourgeoisie : 59.
— château : 83.
— église : 30.
— décanat ou surveillance : 80.
— curé, v. Landry.
Mont-Joux, v. Saint-Bernard (Grand).
Mörel (Ro), dizain : 53.
— bourg : 17, 44, 54, 56-57, 60, 89.
— cure : 45.
— église : 45.
— pont : 44.
— curé, v. Ritz.
Morge, riv. (de Conthey) : 106.
— pont : 86, 107.
Moutiers (Tarentaise) : 9, 46.
Mund (*Mondt*) (B), église : 45.
Münster (*Monasterium*) (G) : 31.
Muri (AG), monastère : 15.

Nantuates (*Antuates*) : 106-108.
Naters (B) : 44, 59, 101.
— église : 44, 101.
Nendaz (C) : 92.
Neuchâtel, canton : 62.
Normandie, province des capucins : 73-74.
Novarais : 26.
Novare (prov. Piémont) : 88.
— diocèse : 26.

Oberstein (Prusse) : 75.
Octodurus, v. Martigny.

Paris : 46, 72-74, 79-80, 89, 95.
— Archevêché : 89.
— Archevêque, v. Le Clerc de Juigné.
— Capucins du Marais : 73.
— Académie des Sciences : 46.
Parme, duché : 28.
Pavésan, région de Pavie : 26.
Piémont : 22, 40, 98, 103.
Pô, fl. : 26.
Pologne : 104.
Präfalcon (c. Sierre) : 98.
Presbourg (aujourd'hui Bratislava, CS) : 47.
Provence : 93.
Puy-en-Velay (le) (dépt. Haute-Loire), évêque, voir Galard.

Rapperswil (SG) : 16.
Rarogne (*Raronia*), dizain : 31, 46, 53, 72, 92.
— capitaine du dizain, v. de Sépibus.

- bourg : 31, 44-45.
- cure : 45.
- pont du Rhône : 31.
- barons : 14.
- combe : 45.
- Reichenau (Bade-Wurtemberg), monastère : 15.
- Remiremont (dépt. Vosges), Abbessé, v. Louise de Condé.
- Reposoir (dépt. Haute-Savoie), chartreuse : 89.
- Rheintal (SG) : 15-16.
- Rhône, fl. : 30, 44, 59.
- Riddes (Ma), pont : 99, 107.
- Riedbach, riv. (V), moulin des ursulines de Brigue : 44.
- Rome : 11, 30, 40-41, 47-48, 59, 73-74, 87-88, 94, 102.
- couvent des capucins dit des Saints-Apôtres : 74.
- tribunal de la rote : 52.
- Russie : 46.

Sabaudia, v. Savoie.

- Saint-Bernard (Grand), Mont-joux, col : 85, 90, 92.
- monastère, maison : 11, 22, 24-25, 40, 48-49, 63, 65, 67, 89, 102.
- prévôts, v. Boniface, Bodmer, Thévenot, Luder.
- Saint-Bernard (Petit), col : 29, 92.
- Saint-Claude (dépt. Jura), évêque, v. Chabot.
- grand vicaire, v. Barre.
- Saint-Empire : 15, 26, 87.
- Saint-Flour (dépt. Cantal), évêque, v. Ruffo de Laric.
- Saint-Gall, ville : 15.
- abbaye : 13, 15.
- Abbé, v. Rösch, Bürgisser.
- bibliothèque : 15.
- château : 15.
- Saint-Gingolph (Mo) : 46.
- Saint-Jean-de-Maurienne (dépt. Savoie) : 29.
- Saint-Léonard (Se) : 25.
- Saint-Martin (H), curé, v. de Vineis.
- Saint-Maurice (d'Agaune), bourg : 29, 43, 46, 70, 72, 81-84, 94, 104.
- château : 15.
- pont : 13, 15.
- maison de Quartéry : 84.
- couvent des capucins : 67.
- curé, v. Xavier Odet.
- Abbaye : 47, 59, 81, 84, 86, 88-89, 96, 102-103.
- archives : 66.
- Abbés, v. Charléti, Claret, J.-G. Schiner, Cocatrix, Exquis.
- Saint-Pierre-de-Clages (c. Chamoson), ferme de l'évêque : 90, 98.

- Saint-Séverin (c. Conthey) : 18-19.
- Saint-Siège : 32, 74-75, 81, 86, 88-90, 102.
- Sanetsch, col (VS-BE) : 28.
- Saragosse : 105.
- Sardaigne, Etat : 40, 49, 86, 90.
- cour : 65, 88, 90.
- rois, v. Victor-Amédée II, Charles-Emmanuel III, Victor-Amédée III.
- ministre des Affaires étrangères, v. Perret d'Hauteville.
- Sargans (SG) : 16.
- Savièse (Sn) : 20.
- Savoie : 24, 27, 29, 40, 67, 69, 73, 84-86, 90, 94, 103.
- Maison : 19, 47-48, 66.
- duc, v. Victor-Amédée II.
- service : 66.
- ordre de Saint-Maurice (et Lazare) : 40, 64.
- Schwyz, canton : 14, 72.
- ville : 14, 19, 24.
- Seduni*, v. Sion.
- Sembrancher (E) : 98, 103.
- monastère des trappistes : 100.
- Sens (dépt. Yonne) : 18.
- archevêque, v. Languet.
- Sibenico, *mieux* Sebenico, aujourd'hui Sebenik (Dalmatie) : 21.
- évêque, v. Lovina.
- Sierre, dizain : 18, 21, 29, 50, 53, 73, 83, 92, 98, 106.
- bourg : 43, 85, 89-90, 96.
- pont : 44.
- Simplon (B), col : 85.
- Sion, dizain : 23-25, 38, 42, 72, 92, 95.
- ville : *passim*.
- Bourgeoisie : 10.
- auberge, v. Lion d'or.
- cathédrale : 11, 29-30, 32, 39, 49, 57, 62-63, 66, 71, 76-81, 92, 103, 105, 108.
- autel de la Compassion : 60.
- autel Sainte-Barbe : 21, 25.
- autel du curé : 30.
- orgue : 63.
- Chancellerie : 28, 71, 76.
- Chapitre : *passim*.
- châteaux, v. Majorie, Tourbillon, Valère.
- collège (des jésuites) : 24, 68, 97, 109.
- couvent et église des capucins : 67-68, 72, 77, 91, 97.
- école des clarisses d'Auxonne : 89, 99.
- église Saint-Théodule : 30.
- évêché (résidence épiscopale après 1788) : 81-82, 84.
- archives : 19, 30, 32, 39, 76, 92.
- Grand-Pont : 77, 107-108.
- hôpital : 69, 93.
- clarisses d'Evian : 93, 99.
- hôtel de ville : 71, 76.

- Lion d'or, auberge : 86, 101.
 - Mense épiscopale : 11.
 - maison Blatter : 30, 63.
 - maison du Saint-Bernard : 63.
 - Majorie, château et résidence épiscopale jusqu'à 1788 : 10, 21, 31-32, 37, 39, 41-42, 48, 51, 58.
 - projet de reconstruction : 71, 103.
 - chapelle : 61.
 - écuries : 71, 76.
 - Pratifori : 108.
 - résidence de France : 76.
 - théâtre : 97.
 - tour des Calendes ou de César : 34, 37-38, 103.
 - Valère, église et château : 10-11, 37-38, 102, 105, 107.
 - archives : 11-12, 31, 56-57, 66, 68, 93.
 - Tourbillon, château : 10, 76, 98.
- Sionne, riv. : 25, 66.
 Soleure, canton : 14, 72, 90-91.
 — ville : 13.
 Sonnenberg (TG) : 15.
 Souabe : 31.
 Souste (la) (L) : 24, 37, 43.
 Stalden (V) : 81.
 Stans (NW) : 62.
- Tarentaise : 46.
 Terminen, v. Visperterminen.
 Tessin, riv. : 26.
 Thonon (dépt. Haute-Savoie) : 19.
 — visitandines : 96.
 Thurgovie, canton : 15-16.
 Toggenbourg (SG), guerre de 1712 : 12-18, 28.
 Toscane : 74.
 Tournon (dépt. Ardèche) : 16-18.
 Trente, concile : 32.
 Trèves, électeur : 74.
 Triqueut (*Treyqueux*) (C), vallée et col : 81.
 Troyes (dépt. Aube), évêque, v. Barral.
 Turin : 46, 88, 90, 98.
- Unterbach (Rw) (lat. *Interamnes*) : 45.
 Unterwald, canton : 72.
 Uri, canton : 9, 14, 44, 72.
 — lac : 13.
- Valdôtain, v. Aoste.
 Valence (dépt. Drôme), évêché : 69.
 — évêque, v. Messey.
 — grand vicaire : 69.
 Val-d'Illiez (Mo) : 82-83.
 Valsainte (c. Cerniat, FR) : 90, 98, 103.
 Valsesia (prov. Piémont) : 26.
 Varone (L), curé, v. Tournier.
 Venise, Etat : 89.
 — ville : 21.
 Venthône (Se), curé, v. Burnier.
 Veragri, Vérages : 105-109.
 Vérossaz (Sm) : 82, 84.
 Vevey (*Viviacum*) : 27.
 Vex (H), curé, v. Gaillard.
 Veyras (Se), visitandines de Thonon : 96.
 Viberi : 106-107.
 Viège, dizain : 51, 53, 72.
 — vallée : 55.
 — ville : 17, 20-21, 23, 44-45, 78-79, 89, 105.
 — église : 45.
 — curés, v. Emmanuel de Kalbermatten, A.-J.-M. de Courten.
 — école française : 89.
 — maison paternelle de l'évêque Jos.-A. Blatter : 89, 93.
 Vienne (A) : 21, 23, 45, 47, 71, 78, 80.
 — collège Sainte-Barbe : 30, 42.
 Vienne (dépt. Isère), diocèse : 88, 103.
 — cathédrale : 88.
 — archevêque, v. Aviau du Bois-Sanzay.
 Vièze, riv. (Mo) : 59.
 Vigevanasque, district de Vigevano : 26.
 Vigevano (prov. Pavie) : 26.
 Vionnaz (Mo) : 25.
 Villmergen (AG) : 15-16.
 Visperterminen (V) (*Terminen*) : 55, 81.
 — curé, v. X. Hagen.
Viviacum, v. Vevey.
- Wettingen (AG), monastère : 15.
 Wiener-Neustadt (A) : 21.
 — évêque, v. Lovina.
 Wila (ZH) : 15.
- Ys-en-Bassigny, v. Is-en-Bassigny.
- Zoug, canton : 17, 72.
 — ville : 11, 13.
 Zurich, canton, Etat : 12, 14-16, 95.
 — ville : 14, 46.

Index des noms de personnes

- Acciajuoli, Philippe (1700-1766), nonce à Lucerne de 1744 à 1754: 31-38.
- Allet, François-Alexis (1744-1814), gouverneur de Saint-Maurice de 1794 à 1796: 96.
- Ambuel, famille: 62.
- Alphonse (1664-1742), grand bailli de 1737 à 1741: 62.
- Balthasar († 1661), bourgmestre de Sion de 1623 à 1636/38, colonel du Bas-Valais: 62.
- Etienne († 1583), secrétaire d'Etat (?): 62.
- François-Joseph-Frédéric (1704-1780), chanoine de Sion 1735, sacristain 1746, procureur général 1751, évêque de Sion de 1760 à sa mort: 38, 51-52, 60, **62-70**, 71, 76, 78.
- Frédéric (1666-1719), gouverneur de Monthey de 1705 à 1707, père l'évêque: 62.
- Melchior, vice-bailli (1556): 62.
- Pierre, colonel du Haut-Valais (1578): 62.
- Andenmatten, François-Joseph († 1792), chanoine de Sion 1750, secrétaire du Chapitre, doyen de Valère 1784: 49, 51-52, 55-57.
- Andrès, Pierre-Joseph († 1810), chanoine de Sion 1791, grand sacristain 1807: 80.
- VON ARNETH, ALFRED: 47.
- Arnold, Casimir, capitaine retraité du service de France: 77.
- Joseph-Antoine (1718-1759), chanoine et curé de Sion: 31, 50.
- Arvillars, comtes: 9.
- AUBERT, EDOUARD: 96.
- Augustin, Dom, v. Lestrangle.
- Augustini, Augustin-Christophore († 1748), de Macugnaga, père de Marie-Antoine: 101.
- Marie-Antoine (1743-1823), avocat, gouverneur de Monthey de 1785 à 1787, époux de Geneviève Willa: 99-101, 104.
- d'Aviau du Bois-Sanzay, Charles-François († 1826), archevêque de Vienne (Isère) de 1789 à 1802: 81, 85-88, 92, 94, 102.
- Bacchus**: 47.
- Baillifard, Philippe (1709-1768), capucin: 61.
- Ballalu, Pierre-François († 1718), chanoine du Saint-Bernard, cellierier: 11.
- BARBEAU DE LA BRUYÈRE, J.-L.: 29.
- de Barni, Jean-Baptiste († 1754), nonce à Lucerne de 1731 à 1739: 25.
- de Barral, Louis-Mathias († 1816), évêque de Troyes de 1788 à 1801: 85.
- de Barre, Charles-Maurice de Rasdeval, vicaire général du diocèse de Saint-Claude, nommé en 1785: 81.
- Barthélemy, François (1747-1830), ambassadeur de la République française à Bâle de 1792 à 1797: 95-96, 102.
- Bay, Pierre-Joseph (* 1738), officier au rég. de Courten en Espagne: 104.
- Bayard, Jérôme (1723-1785), régent à Loèche 1752, curé de Mörel 1755: 56.
- BAYLE, PIERRE: 77.
- Bellet, v. Rey-Bellet.
- Benoît XIII, pape de 1724 à 1730: 22.
- Benoît XIV, pape de 1740 à 1758: 32, 35-37, 40, 48, 67.
- Bernard d'Offida (Domenico Peroni) (1604-1694), frère lai capucin, béatifié le 19 mai 1795: 97.
- Berthod, Louise (1681-1776), fille de Melchior-François de Courten,
 ☉ I ca 1770 Pierre-François-Marie Du Fay de Lavallaz (1667-1710),
 ☉ II Paul-Gaspard Berthod, officier au service du Piémont: 69.
- Paul, neveu et chambrier de l'évêque Ambuel: 67.
- Bertholet, abbé du diocèse de Vienne (Isère): 88.
- Besson, Jacques-François (1756-1842), chanoine d'Annecy, vicaire général 1788: 94, 99.
- BINER, JOSEPH (1697-1765), originaire de Glurigen, jésuite, théologien et prédicateur: 12-16, 22.
- Biord, Jean-Pierre (1719-1785), évêque de Genève de 1764 à sa mort: 71-72, 93.
- Blatter, famille: 78.
- Arnold (1653-1737), secrétaire d'Etat 1707-1731, grand bailli 1731-1737: 17, 20, 23, 78.
- Jean-Antoine (1682-1739), fils du grand bailli Arnold, gouverneur de Monthey de 1713 à 1715: 23.
- Jean-Arnold (1712-1747), neveu et chambrier de l'évêque Jean-Joseph Blatter: 25.
- Jean-Ignace (1695-1760), fils du grand bailli Arnold, banneret du dizain de Viège, secrétaire d'Etat 1741-1760: 33-34, 39, 51, 78.
- Jean-Joseph (1684-1752), chanoine de Sion 1711, évêque de Sion de 1734 à sa mort: 11, **23-42**, 43, 48, 59, 67, 78.
- Joseph, chambrier aulique de l'évêque Rotten: 61.
- Joseph-Antoine (1745-1807), évêque de Sion de 1790 à sa mort: 30, 68, 77-78, **78-111**.
- de Boccard, Joseph-Hubert (1697-1758), évêque de Lausanne de 1745 à sa mort: 43.

- Bodmer, François-Joseph (1711-1758), de Mühlebach (G), chanoine du Saint-Bernard, prévôt de 1753 à sa mort : 48.
- de Bonal, François (1734-1800), évêque de Clermont depuis 1776 : 85.
- Bonaparte, Joseph-Napoléon (1768-1844), roi d'Espagne de 1808 à 1813 : 105.
- Napoléon : 102, 104.
- Boniface, Louis († 1727), chanoine du Saint-Bernard, coadjuteur depuis 1700, prévôt de 1724 à sa mort : 11.
- Bonivini, Pierre-Augustin († 1804), recteur de l'Ossuaire de Sion jusqu'à 1773, curé de Saint-Léonard de 1781 à 1786, mort à Prafalcon : 98.
- Borrat, Jean-Louis (1764-1791), pendu à Sion le 19 nov. 1791 : 83.
- Boulangier, P. Gérard (1747-1795), prieur des trappistes à Saint-Pierre-de-Clages de 1793 à sa mort, à Saint-Pierre-de-Clages, le 26 août 1795 : 90, 98.
- BRIGUET, SÉBASTIEN (1685-1746), chanoine de Sion et chancelier épiscopal 1724, historien : 9, 18, 22, 25, 29.
- Bufalini, Jean-Octave, nonce à Lucerne de 1754 à 1759 : 51-56, 58.
- Burgener, Anne-Catherine (1660-1698), seconde épouse de Jean-Arnold Blatter : 23.
- François-Joseph (1697-1767), grand bailli de 1742 à 1761 : 32, 34-41, 47-48, 50-52, 57-60, 64-65.
- Jean (Jodoc-) (1657-1721), grand bailli de 1707 à sa mort : 23, 59.
- Bürgisser, Leodegar (1640-1717), Abbé de Saint-Gall de 1696 à sa mort : 14-16.
- Burnier (ou Bournier), Elie (1733-1803), curé de Venthône depuis 1760 : 72.
- Etienne (Jean-) († 1743), chanoine de Sion, chapelain de l'évêque : 18.
- Caamano, Don José, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne de 1791 à 1815 : 104.
- Cagliostro, Alexandre (1743-1795), de son vrai nom Joseph Balsamo, aventurier, magicien et chercheur de trésors : 74.
- CALPINI, JACQUES : 72.
- CALVIN, JEAN : 20, 41.
- Caprara, Jean-Baptiste (1733-1810), nonce à Lucerne de 1775 à 1785 : 68.
- de Chabot, Jean-Baptiste († 1819), évêque de Saint-Claude de 1785 à 1801 : 88.
- de Chaignon, Pierre (1703-1787), résident de France en Valais de 1744 à sa mort : 68.
- de Challant, Boniface, évêque de Sion de 1290 à 1308 : 76, 105.
- Challant, Georges (Jean-) († 1780), chanoine du Saint-Bernard, curé d'Ardon de 1754 à sa mort : 60.
- Charlemagne : 24, 29, 105, 108.
- Charles Quint : 26.
- Charles VI († 1740), empereur d'Allemagne : 21.
- Charles III, roi d'Espagne de 1759 à 1788, ordre : 104.
- Charles IV, roi d'Espagne de 1788 à 1819 : 104.
- Charles-Emmanuel I^{er}, duc de Savoie de 1580 à 1630 : 36.
- Charles-Emmanuel III, roi de Sardaigne de 1730 à 1773 : 25-29, 40, 49, 65, 67.
- Charléti, Louis (1673-1736), Abbé de Saint-Maurice de 1719 à sa mort : 23.
- Charvet, Alphonse-Patrice († 1783), notaire, chambrier de l'évêque Ambuel, gouverneur de Monthey de 1775 à 1777 : 67.
- Jacques, notaire, secrétaire de l'évêque Rotten : 58, 61.
- de Chastonay, Jean-Joseph († 1774), chanoine de Sion 1709, grand doyen 1746, vicaire capitulaire 1752, vicaire général : 31, 34, 38-39, 48, 51-52, 66, 69.
- Pierre (-Antoine), de Naters, ancien gouverneur de Monthey de 1743 à 1745 : 50, 53.
- Claret, Jean-Joseph (1689-1764), Abbé de Saint-Maurice de 1737 à sa mort : 31, 43, 47, 63.
- Clément XI, pape de 1700 à 1721 : 11-13.
- Clément XIII, pape de 1758 à 1769 : 62, 64, 67.
- Clément XIV, pape de 1769 à 1774 : 66, 68.
- CLÉMENT, JEAN-MAURICE (1736-1810), vicaire de Val-d'Illiez de 1780 à sa mort : 72.
- Cocatrix, François-Joseph (1745-1808), capitaine au rég. de Courten, officier recruteur : 104.
- Joseph-Antoine (1730-1795), chanoine de Saint-Maurice, Abbé en 1794, mort non bénit : 96.
- Colonnaz, Joseph (1739-1813), aumônier de la Visitation de Thonon jusqu'à 1803 : 96.
- Condé, Louis de Bourbon, prince de (1530-1569) : 62.
- Louis-Joseph de Bourbon, prince de : 98, 103.
- Louise (1756-1824), fille de Louis-Joseph de Bourbon-Condé, dit M. le Prince : 98, 103.
- CORDONIER, ALAIN : 19, 24.
- Cortey, Jean-Pierre (1685-1754), curé-doyen d'Ardon depuis 1743 : 60.
- Couet du Vivier de Lorry, Michel-François († 1803), évêque d'Angers de 1782 à 1801 : 85.
- de Courten, régiment : 13, 17, 45, 62, 68, 94, 102-104.
- Adrien-Joseph-Maurice (1750-1820), fils de Marc-Antoine et de Marie-Joséphine de

- Courten, Dr en théologie et en droit canonique, chanoine de Sion 1775, officiel et vicaire général de 1784 à 1791, de 1791 à sa mort curé de Viège : 71, 79-81.
- Elie, chambrier aulique de l'évêque Supersaxo : 18.
 - Elie (Joseph-Hyacinthe-) (1733-1827), lieutenant-colonel au rég. de son nom au service d'Espagne 1796 : 104.
 - Etienne (Jean-) (1653-1723), colonel du rég. de son nom, époux de Julienne Devantéry, fille de Jean : 16-18, 104.
 - Eugène (1771-1829), comte, officier au rég. de son nom : 87.
 - Jean-Antoine-Adrien (1725-1803), colonel au service de France, puis d'Espagne : 104.
 - Joseph-Maurice (1707-1770), banneret du dizain de Sierre : 53.
 - Marguerite, épouse de Jean-Antoine Blatter : 23.
 - Mathieu, colonel du rég. de son nom [?] : 104.
 - Maurice (1692-1766), chevalier de Saint-Georges de Bavière, frère de Marguerite : 23, 45, 78, 104.
 - Pancrace (1720-1789), colonel du rég. de son nom au service de France (1766) : 45-46, 77, 104.
 - Pierre (1689-1744), colonel du rég. de son nom au service de France (1724) : 104.
- Crettaz, Gaspard (Jean-) (1726-1769), recteur à la cathédrale de Sion : 60.
- DARBELLAY, JEAN-JÉRÔME** (1726-1809), prieur de Bourg-Saint-Pierre : 45, 49, 63, 67.
- Delacoste, v. Lacoste.
- DESCOMBES**, abbé français déporté en Valais : 21.
- Devantéry, Antoine (1655-1739), fils de Jean, capitaine général du gouvernement de Monthey : 16.
- Jean (1736-1808), fils de Joseph, cousin d'A.-J. de Rivaz : 18, 30.
 - Joseph (1680-1764), oncle d'A.-J. de Rivaz : 30.
- DEVANTHEY, PIERRE** : 83.
- Dichat de Toisinge, Aimé-Marie († 1800), préfet de la Sainte-Maison à Thonon, Abbé d'Abondance : 63.
- Dietrich, Frédéric (1659-1720), jésuite, théologal et confesseur de l'évêque Supersaxo de 1715 à 1718 : 11.
- Dioclétien : 46.
- Drachat des Granges, abbé, grand vicaire de Mgr Galard : 86.
- DUC, JEAN-FRANÇOIS** (1753-1814), chanoine de Genève, puis de Chambéry : 72.
- Jean-Joseph (1748-1821), sénateur de la République helvétique : 84.

- Duding, Claude-Antoine (1681-1745), évêque de Lausanne de 1717 à sa mort : 23.
- Du Fay, Françoise-Elisabeth, née de Quartéry, épouse d'Antoine Du Fay, mère de Julienne Odet : 30.
- Du Fay de Lavallaz, Pierre-François-Marie (1667-1710), officier au rég. de Courten, premier mari de Louise Berthod : 69.
- Dugnani, Antoine (1748-1818), nonce à Paris en 1785, cardinal en 1794 : 89.
- Du Lau d'Allemans, Henri-Charles († 1802), évêque de Grenoble de 1789 à sa mort : 85, 92.
- Dupont de l'Etang, Pierre (1765-1840), général français battu à Baylen (1808) : 105.
- DUPONT LACHENAL, LÉON** : 96.
- Durier, Claude-Joseph (1756-1843), vicaire de Troistorrents de 1789 à 1791 : 82.
- Jean-Joseph (1745-1791), de Monthey, pendu à Sion le 19 nov. 1791 : 83.

- Emery, Pierre-Simon (1725-1808), aumônier de l'évêque Ambuel de 1763 à 1768 : 67.
- Exquis, Joseph-Gaspard (1747-1808), chanoine de Saint-Maurice, Abbé de 1795 à sa mort : 96, 102.

- Feinler, Ignace (1737-1799), jésuite, professeur au collège de Brigue : 68.
- Félix, Dorothee († 1844), fille de François et de Catherine Graff, épouse de Maurice Jost : 102.
- Ferdinand VII, prince des Asturies 1788, roi d'Espagne 1808, 1814-1833 : 104.
- Ferron de la Ferronnays, Jules-Basile († 1799), évêque de Lisieux de 1783 à sa mort : 85.
- Fivaz, Henri, Abbé d'Hauterive de 1715 à 1742 : 23.
- FONTAINE, LÉON** : 46.
- Fontana, Fulvio (1648-1723), jésuite italien, prédicateur et écrivain : 11-12.
- Franc, Joseph (-Antoine) (1741-1804), régent de collège à Saint-Maurice : 84.
- François de Sales, saint, évêque de Genève : 89.
- François de Lorraine, empereur d'Allemagne de 1745 à 1765, époux de Marie-Thérèse : 47.

- Gaillard, Pierre-Joseph († 1812), curé de Vex de 1781 à sa mort : 72.
- de Galard de Terraube, Marie-Joseph († 1804), évêque du Puy-en-Velay de 1774 à 1801 : 85-89, 96, 99, 102.
- Gallay Marie-Josette (1751-1810), fille de Jacques-Joseph, marchand à Saint-Maurice,

et de Marguerite Rouiller, épouse en 1781 Jacques-Valentin Sigristen : 73.

— Pierre-Antoine (1728-1804), capucin, vicaire du couvent de Sion, oncle du P. François-Joseph Rouiller : 72-73.

Ganizot, famille : 13.

Gard, Joseph-Arnold (1750-1828), major, puis lieutenant-colonel au rég. de Courten en Espagne : 104.

Gasner, Augustin (1684-1761), banneret du dizain de Loèche, châtelain de Vionnaz-Bouveret de 1719 à 1721 : 53-55, 58.

Gazaniol, Guillaume-Joseph (1723-1796), sulpicien, directeur du Séminaire Saint-Irénée à Lyon, † à Sion, le 19 février 1796 (Rp) : 85.

Gérard, Dom, v. Boulangier.

GHICA, GRÉGOIRE : 20-21, 24, 32.

Gottspöner, François-Xavier (1742-1811), chanoine de Sion, curé de la ville de 1782 à sa mort : 81, 86, 93-95.

GRAND, JOSEPH-ANTOINE, v. JEAN-CLAUDE LE GRAND.

Gravina, Pierre (1749-1830), nonce à Lucerne de 1794 à 1798 : 98-100.

de Gualdo, André dei Benzi, évêque de Sion de 1418 à 1437 : 11.

Guérin, saint, évêque de Sion de 1138-vers 1150 : 105.

Guérin, Marie-Virginie (1758-1812), supérieure des bernardines de Collombey de 1790 à 1800 : 87.

Guillet, Dom Urbain (1764-1817), prieur des trappistes de Sembrancher : 98.

Guillot, Pierre (1727-1791), de Monthey, sergent, cabaretier, décapité à Sion le 19 nov. 1791 : 83.

Hagen, Chrétien (Jean-) (1683-1746), chanoine de Sion 1712, chantre de 1734 à 1742 : 25.

— Xavier (François-) (1714-1771), curé Visperterminen de 1742 à 1754, curé d'Ernen depuis 1754 : 55.

de Hauterive, Charles-François de Morel, Dr en théologie, vicaire général du diocèse de Saint-Claude nommé en 1787 : 81.

Helfflinger, Jean-Frédéric (1743-1815), résident de France en Valais de 1788 à 1798 : 95-96, 102.

— Marie-Aglée, v. Louis Preux.

Henri IV : 62.

Héritier, banneret de Savièse : 20.

Hohenloe, prince : 74.

Holstein-Limbourg, comte de Styrum et Oberstein : 73-75.

Imseng, Joseph (Pierre-) (1725-1798), chanoine de Sion, grand doyen, vicaire général

et official de l'évêque Jos.-A. Blatter : 81, 86-87.

Joris, veuve du châtelain de Martigny : 42.

Joseph II, empereur d'Allemagne de 1765 à 1790, fils de François de Lorraine et de Marie-Thérèse : 47.

Jost, Hildebrand, évêque de Sion de 1613 à 1638 : 19, 36, 41, 43, 65-66, 78, 105.

— Jean-Joseph (1732-1805), major du dizain de Conches en 1755 : 55.

— Maurice (-Ignace) († 1794 en France), capitaine du rég. de Courten, époux de Dorothee Félix, et leurs enfants : 102.

Joudon, Marie-Pacifique († 1825), Abbess des clarisses d'Evian depuis 1791 : 94, 99.

Jover y Alcazar, Don J. Blas, envoyé extraordinaire d'Espagne en Suisse de 1742 à 1744 : 27.

Julier Jean, major du dizain de Loèche, châtelain de Vionnaz-Bouveret de 1747 à 1749 : 53.

— Jean-Christien (1713-1777), chanoine titulaire 1751, curé de Loèche depuis 1756 : 55.

— Jean-Christian-Raphaël (1750-1827), curé de Loèche de 1782 à 1801 : 100.

de Kalbermatten, Emmanuel (1756-1830), curé de Viège jusqu'à 1791, chanoine de Sion 1791 : 79.

— Louis (-Grégoire) (1768-1845), bourgmestre de Sion : 21.

Keller, Joseph-Antoine-Léodegard (1697-1782), avoyer de Lucerne de 1772 à 1782 dans les années paires : 72.

Kraig, Jean († 1701), d'Ernen, grand bailli de 1699 à 1701 : 9.

Kuntschen, Catherine (*mieux* Christina), troisième épouse de Balthasar Supersaxo, mère de l'évêque : 9.

— Paul, major de Chamoson, neveu de l'évêque Supersaxo : 18.

Küttel, Beat (1733-1808), prince-abbé d'Einsiedeln de 1780 à sa mort : 87.

DE LABORDE, JEAN-BENJAMIN : 46-47.

Lacoste (*ou* Delacoste), Jean-Marie († 1840), négociant et bourgeois de Sion, marchand de sel : 103.

Lagger, Jean-Joseph (1690-1767), chanoine de Sion 1742, procureur général 1752-1755, doyen de Valère 1757, secrétaire du Chapitre : 31, 34, 38-39, 50-56.

Laharpe, Frédéric-César (1754-1838), partisan de la Révolution : 83.

Lambien, Anne-Marie, épouse de Frédéric Ambuel, mère de l'évêque : 62.

Lamon, Michel-François († 1816), secrétaire épiscopal (1786) : 72.
 Landry, Pierre (1743-1799), curé de Monthey de 1791 à sa mort : 80.
 LANGUET DE VILLENEUVE DE GERY, JEAN-JOSEPH (1677-1753), archevêque de Sens : 18.
 LAROUSSE, PIERRE : 31.
 de Lavallaz, P. Martin (1755-1832), bénédictin d'Einsiedeln : 87.
 de Lazary, Anne-Pauline, v. Jacques de Quartéry.
 — Jean-Baptiste-Félix (* 1716), major-général d'infanterie, père de Louis : 103.
 — Louis, père d'Anne-Pauline : 103.
 Le Clerc de Juigné, Antoine-Eléonore-Léon († 1811), archevêque de Paris de 1782 à 1801 : 85, 89.
 LE GRAND, JEAN-CLAUDE : 29.
 LENGLET-DUFRESNOY, NICOLAS : 29.
 de Lenzbourg, Bernard-Emmanuel (1723-1795), évêque de Lausanne de 1782 à sa mort : 86, 92.
 Léopold I^{er}, empereur d'Allemagne de 1658 à 1705 : 14-15.
 Léopold II, empereur d'Allemagne de 1790 à 1792, époux de Marie-Louise d'Espagne : 89.
 de Lestrange, Dom Augustin (1754-1827), supérieur des trappistes de la Valsainte : 98, 103.
 LEU, HANS-JACOB : 21.
 Limbourg, prince, v. Holstein-Limbourg.
 Louis XIII : 36.
 Louis XIV : 13.
 Louis XV : 23, 78.
 Louis XVI : 68-69, 84.
 Louise, sœur, Concharde, supérieure des clarisses d'Evian à l'hôpital de Sion : 93, 99.
 de Lovina, Antoine (-Melchior), grand châtelain du dizain de Sierre, major de Nendaz-Hérémence de 1748 à 1750 : 50.
 — Ignace (1660-1720), précepteur du futur empereur Charles VI, évêque de Wiener-Neustadt depuis 1718 : 21.
 — Jean, père d'Ignace, grand châtelain de Sierre : 21.
 — Joseph († 1742), frère d'Ignace, jésuite, missionnaire à Constantinople, pénitencier allemand à Venise : 21.
 Luder, Joseph-François (1763-1830), banneret d'Entremont, frère du prévôt : 103.
 — Louis-Antoine (1743-1804), prévôt du Saint-Bernard de 1775 à sa mort : 68, 71, 79, 87, 93, 96, 102-103.
 Mabillard, Pierre-Etienne (1725-1806), curé de Vissoie de 1754 à sa mort : 60.
 Mandel, Carl Gustav, prospecteur anglais ou suédois des mines de Binn : 20.

Mangourit, Michel-Ange-Bernard (1752-1829), résident de la République française en Valais 1798 : 63, 82-83.
 de Marbeuf, Ivo-Alexandre († 1799), archevêque de Lyon de 1788 à sa mort : 85.
 Mariani, Antonio (Giovanni-) (1662-1745), jésuite italien, missionnaire populaire : 11.
 Marie-Louise d'Espagne (1745-1792), épouse de Léopold II, empereur d'Allemagne : 89.
 Marie-Thérèse d'Autriche (1717-1780), impératrice, épouse de François I^{er} de Lorraine : 26, 29, 47.
 Matter, Joseph († 1821), major du dizain de Loèche, gouverneur de Saint-Maurice de 1780 à 1782 : 53.
 Maurice, saint, chef de Légion thébéenne : 88.
 MESENGUY, FRANÇOIS-PHILIPPE (1677-1763), défenseur du jansénisme : 81.
 MESMER, FRÉDÉRIC-ANTOINE (1734-1815), auteur de la doctrine du magnétisme animal : 73.
 de Messey, Gabriel-Melchior (1748-1806), évêque de Valence depuis 1788 : 96.
 Meyer, Joseph (*erreur pour* Jean) († 1733), doyen de Valère de 1712 à sa mort : 18.
 MICHELET, HENRI : 65.
 Michellod, Jean-François (1705-1759), chanoine du Saint-Bernard, administrateur de la prévôté de 1735 à 1753 : 11, 25, 29.
 Milliet, François-Amédée (1664-1744), évêque d'Aoste de 1699 à 1727 : 9.
 de Montenach, Joseph-Nicolas (1709-1782), évêque de Lausanne de 1758 à sa mort : 63.
 de Montesquiou-Fezensac, Anne-Pierre (1739-1798), général français : 85-86, 103.
 de Montheys, Alexis (Joseph-A'-Pierre) († 1794), sénéchal de l'évêque de 1785 à sa mort : 72.
 — Florentin (Joseph-Alexis-) (1716-1785), sénéchal de l'évêque de 1744 à sa mort : 38-39, 61.
 — Jean-Pierre (-Joseph) († 1744), sénéchal de l'évêque de 1704 à sa mort : 18.
 — Pierre (1672-1742), jésuite, recteur du collège de Brigue : 18.
 Montvallon, Joseph-André Barrigne, marquis de —, reçu franc-patriote en mai 1794 : 93.
 Morency, François-Michel, capitaine du dizain de Loèche, gouverneur de Saint-Maurice de 1766 à 1768 : 53, 58.
 de Müller, Beat-Louis-Nicolas (1755-1822), prévôt de Saint-Nicolas de Fribourg de 1788 à sa mort : 102.
 de Nuccé, Léopold (1740- † après 1806), capitaine au rég. de Courten : 95.
 Oddi, Nicolas (1715-1767), nonce à Lucerne de 1760 à 1764 : 64.

- Odet, Charles (1694-1747), chanoine de Saint-Maurice, prieur de 1725 à 1732 : 20.
- Charles (-Pierre-Louis-Nicolas) (1743-1836), capitaine au rég. de Courten : 95.
 - Jean-Baptiste (1752-1803), curé d'Assens 1781-1795, évêque de Lausanne de 1795 à sa mort : 102.
 - Julienne (1707-1783), fille d'Antoine Du Fay, épouse de Gaspard Odet, tante d'Anne-Joseph de Rivaz : 30.
 - Maurice (-Etienne-Marie) (1773-1799), Dr en médecine de Pavie : 76.
 - Xavier (François-) (1710-1775), chanoine de Saint-Maurice, curé de Saint-Sigismond de 1755 à sa mort : 69.
- Oggier, Etienne (1757-1812), chanoine de Sion, doyen de Valère : 81, 93, 100.
- Joseph-Etienne, major du dizain de Loèche (1756) : 58.
- Paget, Joseph-Marie (1727-1810), évêque de Genève de 1787 à 1801 : 85.
- de Paradès, Victor-Claude-Antoine de Robert, comte († 1784) : 73 (?).
- Pellissier, Joseph (*erreur pour* Ignace) († 1745), secrétaire épiscopal : 18.
- Nicolas (Chrétien-) († 1760), chanoine de Sion 1707, théologal de l'évêque, chantre 1744 : 18, 61.
- Peroni Domenico, v. Bernard d'Offida.
- Perret d'Hauteville, Joseph-François-Jérôme (1731-1810), ministre des Affaires étrangères de Sardaigne de 1789 à 1794 : 86-87.
- Perrig, chambrier de l'évêque Zen Ruffinen (1786) : 72.
- ANTOINE : 12-13.
 - Joseph-Ignace, major de Nendaz-Héremence de 1770 à 1772 : 13.
- Philippe V, roi d'Espagne de 1700 à 1746 : 27-28.
- Philippe († 1765), fils de Philippe V, duc de Parme et de Plaisance : 28.
- Piazza, Jules (1663-1726), nonce à Lucerne de 1698 à 1703 : 9-10.
- Pichon, Jean, jésuite français : 31.
- Pie VI, pape de 1775 à 1799 : 72, 74-76, 86-87, 94, 97-98, 102.
- Pierre Canisius, saint (1521-1597), jésuite hollandais, docteur de l'Eglise : 19.
- Pignat, Alphonse (1745-1822), chanoine de Sion 1781, official 1798, doyen de Valère 1799, doyen de Sion 1813 : 79, 94-95.
- Plaschi, Etienne († 1720), capitaine du dizain de Loèche (1712) : 17.
- Platea, Philippe, évêque de Sion (non confirmé) de 1522 à 1529 : 30.
- de Polignac, Louis-Héraclius-Melchior, vicomte, ambassadeur de France en Suisse de 1777 à 1784 : 72.
- Pomier, agent secret du comte de Provence : 90.
- Preux, régiment : 104.
- Angelin, de Villa, capitaine du dizain de Sierre, gouverneur de Saint-Maurice de 1736 à 1738 : 53.
 - Charles (1737-1813), colonel du régiment de son nom en Espagne : 104-105.
 - Jean-Antoine, colonel du Valais (1712) : 13.
 - Joseph-Xavier (1740-1817), chanoine de Sion, grand sacristain, évêque de Sion de 1807 à sa mort : 79, 81, 93.
 - Louis (Pierre-) (1767-1852), lieutenant gouvernal, épouse à Saint-Maurice, le 17 mars 1796, Marie-Aglaré Helfflinger (1779-1829), fille du résident : 103.
 - Pierre-Antoine (1747-1810), capitaine du dizain de Sierre, châtelain de Bagnes : 53, 83.
- Produit, Jean-François (1702-1779), Dr en théologie, chanoine de Sion 1745 : 32, 34, 50, 52, 55, 58, 61.
- Provence, comte de —, futur Louis XVIII : 90.
- de Quartéry, François-Emmanuel-Philibert (1681-1743), dit le Grand Vidonde : 19.
- Jacques (1750-1826), châtelain de Saint-Maurice depuis 1790, épouse en secondes noces à Saint-Maurice, le 4 mai 1797, Anne-Pauline de Lazary († 1833), fille de Louis, de Chambéry : 84, 94, 103.
- QUESNEL, PASQUIER (1634-1719), théologien janséniste : 81.
- de Rancé, Armand-Jean Le Bouthillier (1626-1700), Abbé réformateur de la Trappe : 90.
- de Rarogne, Guillaume V, évêque de Sion de 1402 à 1417 : 105.
- Henri, évêque de Sion de 1243 à 1271 : 105.
- Rey, chambrier de l'évêque Zen Ruffinen (1786) : 72.
- Jean, notaire, chancelier du Chapitre : 52.
 - Jean-Maurice, exilé en Espagne en nov. 1791 : 83.
 - Pierre (1754-1791), pendu à Sion le 19 nov. 1791 : 83.
- Rey-Bellet, Pierre-Maurice (1754-1834), dit le Gros-Bellet : 84.
- de Riedmatten, évêques : 43.
- Adrien IV (1613-1672), évêque de Sion de 1646 à sa mort : 78.
 - Adrien V (1641-1701), évêque de Sion de 1672 à sa mort : 9, 19.
 - Adrien, conseiller de Sion : 50.
 - Augustin (1720-1783), recteur de la Trinité, aumônier de l'évêque J.-J. Blatter : 51, 55, 61.

- Hildebrand, évêque de Sion de 1565 à 1604: 32-34.
- Pierre-Joseph (1744-1812), seigneur de Saint-Gingolph, officier aux Gardes-Suisses, bourgmestre de Sion: 80, 83, 95, 100.
- Pierre-Valentin (1713-1767), banneret de Conches (1754): 53.
- Ritz, Jean (1703-1755), curé de Mörel de 1748 à sa mort: 56.
- de Rivaz, Charles-Emmanuel (1753-1830), fils de Charles-Joseph, cousin germain de l'auteur: 49, 72, 88, 94, 104.
- Etienne (1675-1753), grand-père de l'auteur: 19.
- Isaac (1752-1828), fils de Pierre-Joseph, inventeur, ingénieur: 21.
- Pierre-Joseph (1711-1772), notaire, époux d'Anne-Marie-Barbe Du Fay (1714-1757), fille d'Antoine, père de l'auteur: 46-47, 65.
- Robespierre, Maximilien: 84.
- Robriquet, Louis (1761-1807), tailleur à Monthey: 83.
- Rösch, Ulrich, Abbé de Saint-Gall de 1463 à 1491: 14.
- Rossillon de Bernex, Michel-Gabriel (1657-1734), évêque de Genève de 1697 à sa mort: 9.
- Roten, famille: 43.
- Anne-Marie († 1795), épouse de Gaspard-Jodoc Stockalper: 99-100.
- Chrétien, chambrier aulique de l'évêque Roten (1755): 61.
- Chrétien (-Georges) († 1780), grand bailli de 1761-1771: 43.
- Christian (Jean-) (1648-1730), grand bailli de 1729 à 1730: 43.
- Etienne (Jean-) (1669-1734), chanoine de Sion, chantre: 18.
- HANS-ANTON VON: 21.
- Hildebrand (1741-1812), secrétaire d'Etat de 1790 à 1798: 99-106.
- Jean († ca 1522), grand bailli de 1518 à sa mort: 43.
- Jean (1575-1659), grand bailli de 1623 à 1631 et de 1638 à 1659: 43.
- Jean-Hildebrand (1722-1760), évêque de Sion de 1752 à sa mort: 30-34, 37-40, **43-61**, 62, 65, 67.
- Nicolas (1754-1839), gouverneur de Monthey de 1795 à 1797: 96.
- Rouiller, François-Joseph (1736-1798), fils de Jean, cordonnier, et de Catherine Gallay, capucin baptisé sous le prénom de Hyacinthe, qui brigue la suffragance de l'évêque de Sion: 73-76.
- ROUSSEAU, JEAN-JACQUES: 46.
- von Rudolff, Joseph (1666-1740), Abbé de Saint-Gall de 1717 à sa mort: 16.
- de Ruffo de Laric, Claude-Marie († 1816), évêque de Saint-Flour de 1779 à 1801: 85.
- de Saillon, Guillaume, évêque de Sion de 1206 à 1237: 105.
- de Sales, Paul-François (1721-1795), marquis: 90 (?).
- de Savoie, Edouard, évêque de Sion de 1375 à 1386: 105.
- Schillig, François († 1729), curé-doyen d'Ardon: 18.
- Schiner, famille: 78.
- Jean-Christian († 1755), curé d'Ernen de 1748 à sa mort: 55.
- JEAN-GEORGES (1714-1794), notaire, chanoine de Saint-Maurice, Abbé de 1764 à sa mort: 20, 25-26, 44, 48, 63, 66, 68, 71, 76, 78-79, 80, 87, 93.
- Hildebrand (1754-1819), médecin, avocat, gouverneur de Monthey de 1789 à 1790: 82, 84, 91.
- Mathieu, évêque de Sion de 1499 à 1522, cardinal 1511: 30, 78.
- Nicolas, évêque de Sion de 1496 à 1499: 30.
- Schnidrig, Jean-Gaspard, châtelain du dizain de Brigue, gouverneur de Monthey de 1771 à 1773: 53.
- Sedunt*, Sédunois, habitants de Sion: 106-107.
- de Sépibus, Eugène-Ignace, capitaine du dizain de Rarogne, gouverneur de Saint-Maurice de 1740 à 1742: 50, 53, 56.
- P. Sigismund (Hugo) (1739-1809), de Loèche, capucin: 13.
- Sigristen, Fridolin, capitaine du dizain de Conches (1755): 50, 55.
- Jacques-Valentin (1733-1808), banneret de Conches 1767, trésorier 1771, gouverneur de Saint-Maurice de 1774 à 1776, secrétaire d'Etat 1785, grand bailli de 1790 à 1798, épouse en secondes noces Marie-Josette Gallay, de Saint-Maurice: 73, 87, 93, 96, 102, 104-106.
- Jean-Henri (1701-1761), capitaine du dizain de Conches (1755): 53.
- Silenen, Jost, évêque de Sion de 1482 à 1496: 30, 105.
- Solaro, Paul-Joseph (1743-1824), évêque d'Aoste de 1784 à 1803: 40, 92.
- Spinola, Jérôme, nonce à Lucerne en 1754: 50-52.
- Stadler, Jost-Antoine († 1708), conseiller de Schwyz: 9.
- Stockalper, famille: 99-100.
- Gaspard-Eugène (1750-1826), baron, colonel du Haut-Valais: 87, 89, 100.
- Gaspard (-Jodoc) (1609-1691), grand bailli de 1670 à 1678: 59.

- Gaspard-Jodoc (1713-1795), banneret 1745-1769, colonel du Haut-Valais 1771 : 99-100.
 - Louis (Joseph-Antoine-L'-Ignace), bapt. à Glis le 5 juillet 1793, 17^e enfant de Gaspard-Eugène, † jeune : 87.
 - Marguerite (1766-1836), fille de Gaspard-Jodoc et d'Anne-Marie Roten, épouse le baron Ferdinand Werra : 99-100.
- STRICKLER, JOHANNES : 83.
- Summermatter, François-Joseph (1702-1785), chanoine de Sion 1746, procureur général du Chapitre : 57, 60, 66.
- Supersaxo, Adrien-Bonaventure (* 1684-† jeune), demi-frère de l'évêque : 9.
- Antoine (1670-† jeune), frère de l'évêque : 9.
 - Balthasar († 1696), père de l'évêque : 9.
 - François-Joseph (1665-1734), évêque de Sion de 1701 à sa mort : 9-22, 23, 34, 66-67, 97.
 - Walter, évêque de Sion de 1457 à 1482 : 24, 105.
 - Walter, frère de l'évêque François-Joseph, † jeune : 9.
- Tabin, Georges († 1754), curé de Vissoie de 1738 à sa mort : 60.
- Tavelli, Guichard, évêque de Sion de 1342 à 1375 : 105.
- Theiler, François-Joseph (1732-1803), curé de Glis et doyen de 1769 à sa mort : 100.
- Ignace (Joseph-) († 1789), gouverneur de Monthey 1789 : 82.
- Thenen, Jean-Joseph, major du tiers de Mörel, major de Nendaz-Hérémence de 1738 à 1740 : 56.
- Théodule, saint, évêque de Sion : 29, 32, 105.
- glaive de — : 41.
- Thévenot, Claude-Philibert (1715-1775), chanoine du Saint-Bernard, prévôt de 1758 à sa mort : 48.
- de Thiollaz, Claude-François (1752-1832), prévôt du Chapitre d'Annecy 1787, évêque de 1823 à sa mort : 94, 99.
- Thomas, Gaspard (Jean-) (1756-1793), de Vérossaz, exilé en Espagne en novembre 1791 : 83.
- Tormaz, Barthélemy (1759-1791), frère de Jean-Claude, de Collombey, décapité à Sion le 19 nov. 1791 : 83.
- Jean-Claude (1748-1793), de Collombey : 83.
- de Tornéry, demoiselles : 89.
- de Torrenté, Adrien (Jean-) (1726-1778), secrétaire épiscopal (1766) : 67.
- Alexis (1713-1776), chambrier de l'évêque J.-J. Blatter (1737) : 25.
 - Paul-Maurice (1690-1749), chanoine de Sion depuis 1724 : 25.
 - Philippe (1692-1762), grand châtelain de Sion (1712), bourgmestre, secrétaire de l'évêque : 17, 24-25, 34, 39.
- TOURNIER (*Tornier*), ANTOINE : 105-109.
- Trauttmannsdorff, Franz Ehrenreich (1662-1719), ambassadeur de Léopold I^{er} en Suisse : 14-15.
- de Tuffet, François-Xavier (1756-† en France), ancien officier français du génie, novice à l'Abbaye de Saint-Maurice 1796, curé de Fully 1802, aumônier à Collombey 1804, interdit par l'évêque en 1805 : 103.
- P. Udret (*Udry*), Joseph-Alexis (1720-1773), capucin : 61.
- Urbain, Dom, v. Guillet.
- Valleran, Joseph-Marie-Gaspard (1757-1824), aumônier et chancelier de l'évêque Zen Ruffinen, puis de Jos.-A. Blatter de 1785 à 1801 : 72.
- Victor-Amédée II, duc de Savoie 1675, roi de Sicile 1712, puis de Sardaigne 1720, abdique en 1730, † en 1732 : 15, 19.
- Victor-Amédée III (1726-1796), roi de Sardaigne de 1773 à sa mort : 87, 90.
- Vignet, Amé-Louis-Marie (* 1739), baron des Etoles, intendant général du duché de Savoie en 1784 : 90.
- de Vinci, Joseph, nonce à Lucerne de 1785 à 1794 : 79, 87-89, 97, 105.
- de Vineis, Laurent († 1760), curé de Saint-Martin depuis 1748 : 42.
- VIRGILE : 77.
- Visconti, Philippe (1721-1801), archevêque de Milan de 1784 à sa mort : 89.
- VOLTAIRE : 45, 77.
- Waldraff, Gaspard (1650-1711), chanoine de Sion, doyen de Valère : 12.
- Wegener, Maurice (-Antoine-Fabien) (1718-1782), grand bailli de 1771 à 1785 : 72, 101.
- Maurice (1742-1818), fils du précédent, capitaine de dizain de Brigue, gouverneur de Saint-Maurice de 1772 à 1774 : 101.
- Weger, François-Joseph (1712-1751), chanoine de Saint-Maurice, précepteur du futur empereur Joseph II : 47.
- Jean-Georges († 1760), chancelier de l'évêque (1755-1756) : 55.
- Werra, Alexis (1667-1744), doyen de Sion, vicaire général : 18, 25.
- Alexis (François-) (1684-1753), curé de Loèche 1714, doyen 1719, chanoine titulaire 1724 : 49.

- Etienne, châtelain du dizain de Loèche (1755): 53.
- Ferdinand (1770-1824), fils d'Alexis et de Barbe Julier, époux de Marguerite Stockalper: 99-100.
- Jean-Joseph (1684-1755), capitaine en France: 27.
- Wicka, P. Marcel (1751-1801), capucin au couvent de Sion de 1784 à 1796: 103.
- Wilelmus, évêque de Sion 1032 [?]: 105.
- Will, Mathias (1613-1698), chanoine de Sion, doyen de Valère, mort en odeur de sainteté: 12.
- Willa, François-Xavier († 1727), gouverneur de Monthey de 1709 à 1711: 39.
- Geneviève († 1835), épouse de M.-A. Augustini: 99, 101.
- Wyss, Jean-Pierre-Félix (1725-1811), chanoine de Sion, promoteur pour le Bas-Valais, chantre, curé de la ville de Sion: 66, 81.
- Joseph († 1769), major du dizain de Rarogne, châtelain de Vionnaz-Bouveret de 1721 à 1723: 53.
- Zech, Michael (1695-1764), de Dachau, jésuite allemand, missionnaire célèbre: 31.
- Zaehringen, ducs: 47.
- de Zelada, François-Xavier (1717-1801), cardinal 1773, secrétaire d'Etat de Pie VI: 86-89, 102.
- Zen Ruffinen, frère de l'évêque François-Melchior, familier de celui-ci: 72.
- François-Joseph, père de l'évêque, major de Loèche: 71.
- Jean-François, notaire, chambrier aulique de l'évêque F.-J. Supersaxo (1722): 18.
- Melchior (François-) (1729-1790), chanoine de Sion 1753, grand chantre 1760, secrétaire du Chapitre et doyen de Sion 1774, vicaire général, évêque de Sion de 1780 à sa mort: 49-50, 66, **71-77**, 78-79, 105.
- son mayen: 71.
- Zurkirchen, Antoine-Joseph († 1811), chanoine, procureur général du Chapitre de 1795 à 1810: 103.
- ZURLAUBEN, BEAT-FIDEL: 46-47.
- ZWINGLI, ULRICH: 14.

Table des matières

Sources et abréviations	2
Introduction	3
<p style="margin: 0;">I. Les « Opera historica » d'A.-Jos. de Rivaz 3. — II. Description du manuscrit 6. — III. Edition du texte 7.</p>	
I. François-Joseph Supersaxo, évêque de Sion de 1701 à 1734	9
<p style="margin: 0;">1. Origine et élection de Supersaxo 9. — 2. Événements mémorables de son épiscopat : arrangement entre le Chapitre et la Bourgeoisie de Sion (1712) 10. — 3. Articles proposés à Supersaxo par le Chapitre au moment de son élection 10. — 4. Supersaxo délégué apostolique au Saint-Bernard 11. — 5. Mission des PP. Fontana et Mariani à Sion (1705) 11. — 6. L'évêque Supersaxo bat monnaie (1708, 1709, 1710 et 1722) 12. — 7. L'héritage du doyen Gaspard Waldrapp (1711) 12. — 8. Guerre de 1712 (ou du Toggenbourg), selon la chronique Perrig 12. — 9. « Histoire abrégée » de la guerre du Toggenbourg, selon le P. Jos. Biner 14. — 10. Extraits de lettres écrites de Tournon par Etienne de Courten « à l'occasion des troubles de la Suisse en 1712 » 16. — 11. Sur la bulle <i>Unigenitus</i> 18. — 12. Visite pastorale à Saint-Séverin (Conthey) (1722) ; remarques d'A.-Jos. de Rivaz 18. — 13. Rappel du renouvellement de l'alliance avec les Cantons catholiques, à Schwyz (1728) 19. — 14. Supersaxo à Thonon. — Notes diverses sur la « mutinerie de 1732 » 19. — 15. Sur la carrière d'Ignace et de Joseph Lovina 21. — 16. Mort de Supersaxo 21. — 17. Constitution du pape Benoît XIII en faveur du Saint-Bernard 22.</p>	
II. Jean-Joseph Blatter, évêque de Sion de 1734 à 1752	23
<p style="margin: 0;">1. Curriculum de J.-J. Blatter jusqu'à sa consécration 23. — 2. Contestation entre le dizain de Sion et celui de Conches (1734-1751) 23. — 3. Autres événements saillants de l'épiscopat 24. — 4. Le Valais et le Milanais : cession faite au roi de Sardaigne par la reine de Hongrie et de Bohême (1742) 26. — 5. « Manière par laquelle Fribourg et Valais peuvent correspondre en temps de guerre... » 28. — 6. Les ouvrages du chanoine Brigue et de Jean-Claude Le Grand. — Qualités éminentes du prélat et ses réalisations 29. — 7. Relation du différend entre le Chapitre et l'Etat à propos de la succession de l'évêque Blatter, par le chanoine Lagger 31. — 8. <i>Encomium Vallesiae</i> 39. — 9. Sur les deux événements qui occupèrent le pays sous l'évêque Blatter et durant la vacance du siège après sa mort : sécularisation des religieux valdôtains et savoyards du Saint-Bernard ; dispute des droits du Chapitre 40. — 10. Donation de l'évêque Blatter en faveur du Séminaire de Géronde 42.</p>	
III. Jean-Hildebrand Roten, évêque de Sion de 1752 à 1760	43
<p style="margin: 0;">1. L'illustre famille Roten. Election de Roten après vacance du siège durant plus de huit mois 43. — 2. Guerre du vin rouge. — Tremblement de terre de 1755 44. — 3. Trois personnages distingués : Maurice de Courten, Pierre-Joseph de Rivaz, François-</p>	

Joseph Weger 45. — 4. La séparation des religieux valaisans et valdôtains dans la maison du Saint-Bernard (1753) 48. — 5. Difficultés relatives à la désignation d'un candidat à l'évêché à la suite du décès de l'évêque J.-J. Blatter (inachevé) 48. — 6. Différend entre le Valais et la Sardaigne au sujet des limites au Grand Saint-Bernard (1753-1778) 49. — 7. Différends entre le Chapitre, au sujet de la libre collation des cures dont il est le patron, et les paroisses du Haut-Valais (1754-1756) : Loèche-Ville, Ernen, Mörel. — Conclusion : deux attitudes différentes (Haut-Valais et Bas-Valais), les cas d'Ardon et d'Anniviers (1754-1755) 49. — 8. Visite épiscopale à Leytron (1755). — Deux constructions de l'évêque Roten : chapelle à la Majorie, retable à l'église de Géronde 61. — 9. Différend avec l'évêque Roten au sujet des circulaires (mention seulement) 61.

IV. François-Frédéric Ambuel, évêque de Sion de 1760 à 1780. 62

1. Les ascendants d'Ambuel 62. — 2. Son curriculum jusqu'à l'épiscopat 62. — 3. Ses qualités. — Son héritage 63. — 4. Son attitude à l'égard des religieux du Saint-Bernard 63. — 5. L'élection épiscopale d'Ambuel selon l'Abbé Schiner 63. — 6. Sur le mémoire du grand bailli Burgener (1760) 64. — 7. Limites au Saint-Bernard (1760 et 1762) 65. — 8. Sur les sources qu'utilise désormais Anne-Joseph de Rivaz 66. — 9. Inondations à Sion (1763 et 1779) 66. — 10. Mission prêchée à Sion par des jésuites 66. — 11. Bénédiction abbatiale de J.-G. Schiner (1765) 66. — 12. Visite épiscopale en Bas-Valais (1766) 66. — 13. Union des couvents de capucins de Sion et de Saint-Maurice à la province suisse (1766-1767) 67. — 14. Dernière capitulation du régiment de Courten (1767) et son renvoi (1792) 68. — 15. Suppression de l'ordre des jésuites (1773) ; leurs successeurs aux collèges de Brigue et de Sion 68. — 16. Bénédiction abbatiale du prévôt Luder (1776) 68. — 17. Reconstruction de l'hôpital de Sion. — L'évêque Ambuel fait battre monnaie (1777). — Décès du grand doyen de Chastonay et de dame Berthod, tous deux presque centenaires. — Renouvellement de l'alliance avec la France (1777) 69. — 18. Décès de l'évêque Ambuel (11 avril 1780) 69. — 19. Lettre très curieuse de l'évêque Ambuel à Xavier Odet, curé de Saint-Maurice (1764) 69.

V. François-Melchior Zen Ruffinen, évêque de Sion de 1780 à 1790. . . 71

1. Bref curriculum de l'évêque 71. — 2. Renouvellement de l'alliance du Valais avec les sept Cantons catholiques (1780) 71. — 3. Visite épiscopale dans le Bas-Valais (1786) 72. — 4. Suffragance manquée du P. François-Joseph Rouiller, capucin de Saint-Maurice 73. — 5. Incendie de l'église, du collège et du théâtre de Brigue (1787) 76. — 6. Incendie de Sion (1788) 76. — 7. Zen Ruffinen contre les mécréants — Jugement favorable sur le défunt 77.

VI. Joseph-Antoine Blatter, évêque de Sion de 1790 à 1807. 78

1. Eloge général du nouvel évêque 78. — 2. Affaire du chanoine Adrien-Joseph-Maurice de Courten qui brigua l'épiscopat 79. — 3. Procès de doctrine à Lucerne. — Sacre à Sion 79. — 4. Sur le retour d'A.-J. de Rivaz en Valais, prévenu janséniste de doctrine et épicurien de mœurs 79. — 5. Visite de l'archevêque de Vienne. — Son retour à Saint-Maurice par le pas de Cheville [1792] 81. — 6. Procès du curé de Viège. — Nouveau grand vicaire et official (chanoine Imseng) 81. — 7. Sur la révolution bas-valaisanne de 1790. — Conjuration de 1791 82. — 8. Destitution du régent [Joseph]

Franc à Saint-Maurice (1791) 84. — 9. *Annales de « 1792 »*. Ecclésiastiques français réfugiés en Valais (1792-1793). — Déplacements de l'évêque en ce temps 84. — 10. *Annales de « 1794 »*. Maladie de l'évêque. — Prières publiques, pour le 16 mars, recommandées par Berne. — L'évêque de Grenoble séjourne quelques mois à Martigny. — Rechute de l'évêque qui, après deux mois passés aux Mayens, entreprend la visite des paroisses (dizains de Sion, de Sierre, etc.); comment il la prépare et l'exécute. — L'évêque facilite à A.-J. de Rivaz l'entrée aux Archives de Valère et de Gêronde, de l'Abbaye de Saint-Maurice et du Saint-Bernard; mais après la mort de l'évêque (1807), ni son successeur, ni le Chapitre ne manifestent d'intérêt pour les recherches historiques d'A.-J. de Rivaz: Jos.-A. Blatter le fait entrer au Chapitre pour le récompenser. — Le comte de Montvallon reçu franc-Patriote [1794]. — Les religieuses clarisses d'Evian réfugiées à Sion. — Passage de l'archevêque de Vienne. — L'affaire des croix de Saint-Louis. — Les créances valaisannes sur le roi de France et sur le clergé. — Visitandines de Thonon réfugiées à Veyras 91. — 11. *Annales de « 1795 »*. Visite épiscopale dans le Haut-Valais. — Fin tragique de l'Abbé Cocatrix. — Bénédiction de l'Abbé Exquis. — L'Etat du Valais reconnaît la République française. — Prières pour la paix et l'union du Corps helvétique. — Messe chez les capucins à l'occasion de la béatification du frère Bernard d'Offida. — Abrogation de la comédie sainte ou morale, jouée le vendredi saint au théâtre par les écoliers de la ville de Sion. — Transfert des trappistes de Dom Augustin de Lestrange, de Saint-Pierre-de-Clages à Sembrancher 96. — 12. *Annales de « 1796 »*. Les clarisses d'Evian réfugiées à Sion. — Ordre aux prêtres français de porter le petit collet. — L'évêque reconstruit le pont de Riddes. — Mariage secret [1795] de Marguerite Stockalper et du baron Ferdinand Werra avec la complicité d'Augustini, lequel suscite des troubles à Brigue lors de l'élection du grand capitaine du dizain; conseils de l'auteur à Augustini sur l'art de « parvenir ». — Visite épiscopale du Bas-Valais. — A Saint-Maurice, sacre de Mgr Odet, évêque de Lausanne. — Affaire concernant les enfants de Maurice Jost: sont-ils légitimes? — Reconnaissance de Helfflinger, résident de France en Valais. — Départ du Valais de l'archevêque de Vienne, alors que l'évêque du Puy poursuit son séjour à Saint-Maurice. — Refus au passage en Valais de troupes de Bonaparte. — Procès contre Costa. — Mariages Preux-Helfflinger [1796] et Quartéry-Lazary [1797] 99. — 13. *Annales de « 1797 »*. Projet de reconstruction de la Majorie. — Démolition de la tour des Calendes; construction de la nouvelle maison du Chapitre. — Nouveaux prêtres français réfugiés en Valais. — Les deux monastères des trappistes de Sembrancher. — Reconstitution du régiment de Courten, au service de l'Espagne cette fois 103. — 14. Les événements majeurs du règne de Jos.-A. Blatter, selon la chronique de l'abbé Tournier: la Révolution de 1798 et la guerre contre les Français; rappel de la guerre de 1799 105. — 15. Le Code pénal octroyé aux Bas-Valaisans. — Examen du Code par A.-J. de Rivaz, à l'instigation de l'évêque. — Ses observations 109.

Index des noms de lieux	112
Index des noms de personnes	117
Table des matières	126